









Le Monde

# étranger

## ASIE

### Bangladesh

## Le putsch militaire s'est déroulé sans effusion de sang

LE GÉNÉRAL ERSHAD, CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE, S'EST PROCLAMÉ CHEF DE L'ÉTAT

Le chef d'état-major des forces armées, le général H.M. Ershad, a relevé le président Sattar de ses fonctions et s'est proclamé chef de l'État, a annoncé Radio-Bangladesh, mercredi 24 mars à 6 h 30 (0 h 30 GMT). La prise du pouvoir s'est

déroulée dans le calme et sans effusion de sang. L'état d'urgence et la loi martiale ont été imposées. Le général Ershad assure l'administration de la loi martiale. Le chef de la marine, l'amiral Mehboob Ali Khan, et le général de corps d'armée

sérieuse Saitan Mehmoud ont été nommés administrateurs adjoints de la loi martiale. Selon Radio-Dacca, tous les services gouvernementaux avaient été fermés mercredi.

Le département d'Etat américain a déclaré : « Nous regrettons de constater qu'un coup d'arrêt a été porté au processus constitutionnel au Bangladesh qui avait été rétabli par le défunt président Zia. Au cours des derniers mois, nous avons fait savoir à maintes reprises à ce pays l'importance que nous attachons au gouvernement démocratique et constitutionnel et au développement économique du Bangladesh.

Nous espérons qu'un retour au gouvernement constitutionnel se produira le plus rapidement possible. » Après la tentative de coup d'Etat du général Mansour, et l'assassinat du général Ziaur Rahman (Zia), fin mai 1981, au pouvoir depuis près de six ans, le processus constitutionnel avait normalement fonctionné au Bangladesh. Le vice-président Abdus Sattar avait assuré l'intérim à la

tête du pays. Candidat à l'élection présidentielle du 15 novembre, soutenu par l'armée et par une formation gouvernementale, le parti national du Bangladesh (P.N.B.), mené d'état-major, il avait remporté une nette victoire sur son rival M. Kamal Hossain, de la ligue Awami, parti qui avait été celui de l'ancien président Mujibur Rahman. Le général Ershad, cependant, avait clairement fait entendre que l'armée entendait jouer un rôle accru sur la scène politique. Le 15 janvier, les principaux chefs militaires étaient d'ailleurs venus à Dacca pour discuter avec le chef de l'Etat de la situation de la sécurité, chargés d'examiner la participation de l'armée au développement économique et social du pays.

Répondant à la pression des militaires et de dirigeants de son parti, le président Sattar avait, le 11 février, dissous son gouvernement, l'intégrité de certains de ses ministres étant remise en cause. Il avait constitué un cabinet plus restreint. Mais cela ne semblait pas satisfaire les mili-

### M. Abdus Sattar : un légaliste admirateur de l'ancien président Zia

M. Abdus Sattar est né en 1905, à Calcutta. Il a fait une carrière juridique avant d'être devenu membre de l'Assemblée constituante du Pakistan en 1954 (le Bangladesh était alors une province du Pakistan), puis ministre de l'Intérieur et de l'Éducation, juge à la Cour suprême et, enfin, commissaire aux élections, en 1969.

Après l'indépendance du Bangladesh, en 1971, M. Sattar devint à partir de 1975, assistant spécial du président Ziaur Rahman, chargé du ministère de la Justice et des affaires parlementaires jusqu'à sa nomination au poste de vice-président, le 3 juin 1977. C'est cette fonction qui, après l'assassinat du président Zia, le 30 mai 1981, lui valut la lourde tâche d'assurer l'intérim à la tête d'un pays en état de choc mais aux yeux duquel il apparaissait comme le garant de la continuité institutionnelle et du processus démocratique destiné à désigner dans les cent quatre-vingt jours le nouveau chef de l'Etat.

A l'époque il était allié et il fut conduit précipitamment de l'hôpital au palais présidentiel pour y prêter serment.

Rencontrant la presse étrangère, le 4 juin, il apparut

comme un homme brisé et contenant difficilement ses larmes pour évoquer la mort tragique de celui qu'il considérait « un peu comme un fils ».

Malgré sa santé précaire, il fut encouragé à poser sa candidature à la présidence par le chef d'état-major de l'armée, le général Ershad. Ce faisant, il préservait la fragile unité du

parti au pouvoir, le parti national du Bangladesh, à l'ordonnement duquel il avait pris une large part. Candidat de compromis, M. Sattar, pour qui le combat électoral semblait avoir constitué un étonnant tonique, devait rapidement apparaître comme un homme déterminé, capable de décisions brutales et comme un président porte-parole d'une politique d'avantage élaborée par son entourage, qu'il s'agisse de ses conseillers ou des membres du gouvernement. Il ne fut pas plus que lui-même. Il est vrai qu'en se présentant comme l'héritier du président Zia, il ne s'engageait, aux yeux de l'opinion, qu'à poursuivre l'œuvre entreprise par ce dernier. Il n'ignorait pas cependant que l'armée souhaitait jouer un rôle plus grand dans les affaires politiques.

PATRICK FRANCES.

### Le général Ershad : un militaire formé au Pakistan

Né le 1<sup>er</sup> février 1930 à Rangpur (Bangladesh-Orientale), diplômé de l'université de Dacca, élève de l'école militaire de Kohat (Pakistan), Hussain Mohammed Ershad est, dès sa sortie, nommé 2<sup>e</sup> régiment du Bangladesh-Orientale. Il sera ensuite affecté à plusieurs postes dans l'armée, notamment à Chittagong, de 1960 à 1962. Il est envoyé à l'école d'état-major de Quetta (Pakistan), dont il sort diplômé en 1966.

Promu lieutenant-colonel en 1968, il prend le commandement d'unités au Bangladesh-Orientale. Cette situation est contraire à la souveraineté et au droit à l'autodétermination du peuple afghan. (...) C'est pourquoi elle est rejetée par le peuple afghan, dont les mouvements de résistance traduisent la légitime aspiration à la libération nationale. M. Lion a aussi réaffirmé l'appui moral de la France à la résistance afghane. Appuyant la délégation avait été reçue par le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. Francis Gualini.

La délégation, qui se trouve en France à l'initiative de plusieurs organisations de solidarité avec la résistance, a d'autre part tenu une conférence de presse au cours de laquelle elle a affirmé que les Soviétiques, n'étant pas en mesure de contrôler l'ensemble du

pays, avaient recouru à des actions ponctuelles, notamment dans les villes, où se multipliaient rafles et opérations policières. Les Soviétiques tentent également de reconstruire l'armée afghane, enrôlant de force tous les hommes valides sans considération d'âge. Les six résistants ont enfin lancé un appel à l'aide. Ils doivent être reçus à la mi-avril au Parlement européen et participer du 28 au 29 mars à Florence à un colloque international sur l'Afghanistan.

En Afghanistan même, des affrontements entre deux groupes de résistants dans la région de Kandahar auraient fait récemment entre cent et trois cents morts. Les mouvements qui se sont battus sont le Hezbi Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar et le Harakat-e Inqilabi, indiquent des sources occidentales à Islamabad. Selon ces mêmes sources, à Kandahar même, des unités soviétiques se seraient livrées à des exactions au cours de perquisitions.

Le général Ershad s'intéresse aux belles-lettres et aux sports, notamment au golf. Il est marié, et son épouse a fréquenté l'Alliance française de Dacca.

P. FR.

### Afghanistan

## Des représentants de la résistance ont été reçus à Matignon et au Quai d'Orsay

Cinq représentants de la résistance afghane ont été reçus, mardi 23 mars, par le directeur du cabinet de M. Mauroy, M. Robert Lion. A l'issue de cet entretien de près d'une heure, M. Lion a rappelé que le gouvernement français condamnait « l'occupation militaire de l'Afghanistan. Cette situation est contraire à la souveraineté et au droit à l'autodétermination du peuple afghan. (...) C'est pourquoi elle est rejetée par le peuple afghan, dont les mouvements de résistance traduisent la légitime aspiration à la libération nationale. M. Lion a aussi réaffirmé l'appui moral de la France à la résistance afghane. Appuyant la délégation avait été reçue par le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. Francis Gualini.

La délégation, qui se trouve en France à l'initiative de plusieurs organisations de solidarité avec la résistance, a d'autre part tenu une conférence de presse au cours de laquelle elle a affirmé que les Soviétiques, n'étant pas en mesure de contrôler l'ensemble du

En Afghanistan même, des affrontements entre deux groupes de résistants dans la région de Kandahar auraient fait récemment entre cent et trois cents morts. Les mouvements qui se sont battus sont le Hezbi Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar et le Harakat-e Inqilabi, indiquent des sources occidentales à Islamabad. Selon ces mêmes sources, à Kandahar même, des unités soviétiques se seraient livrées à des exactions au cours de perquisitions.

## Le nombre des réfugiés indochinois accueillis en France demeure inférieur aux engagements pris

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Le France n'a pas accueilli autant de réfugiés indochinois que le nouveau gouvernement s'était engagé à le faire. Le conseil des ministres du 17 juin 1981, avait, en effet, décidé de doubler le quota mensuel de ces réfugiés et d'ajouter un contingent exceptionnel de 6000 Cambodgiens hébergés dans des camps en Thaïlande et considérés comme des cas prioritaires. Or, tous comptes faits, du 1<sup>er</sup> juin 1981 — date d'effet de ces mesures — au 28 février 1982, la France a accueilli, en provenance d'Asie du Sud-Est, 10 200 réfugiés indochinois alors que, pendant cette période, elle aurait dû en recevoir 18 500 (dont 9 900 en provenance de Thaïlande) si elle avait respecté ses engagements. A l'époque, Paris avait officiellement averti Bangkok de sa décision d'augmenter les quotas qui, selon M. François Aulain, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, « avaient été unilatéralement réduits par le gouvernement cambodgien ».

Comment expliquer que Paris n'ait pas honoré son contrat ? L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement socialiste a-t-elle incité des réfugiés à modifier, bon gré mal gré, leur projet ? L'année, à la mi-décembre, la Thaïlande a autorisé le transfert au camp de transit de Panat-Nikhom — condition préalable au départ vers un pays d'accueil — des conditions d'admission en France, leur nombre avait diminué de 8 000 indochinois à 4 500, certains ayant finalement choisi d'aller refaire leur vie aux Etats-Unis. Mais d'une liste complémentaire à l'autre, quelque 8 000 candidats auront finalement été

transférés, fin mars, au camp de transit de Panat-Nikhom. C'est dire que la barre du quota indochinois n'a pas été placée trop haut. Y aurait-il donc des « blocages » à l'arrivée ? Certes, il a fallu quelque temps à l'association France terre d'asile pour se préparer à faire face à ce nouvel afflux qui l'obligeait à ouvrir des centres et à engager du personnel. Mais dix mois après le démarrage de ce programme — 450 réfugiés seulement en provenance de Thaïlande devaient être accueillis en mars au lieu des 1 100 prévus — cette raison est-elle encore valable ?

Y aurait-il, dans une économie minée par le chômage, des difficultés d'insertion professionnelle, qui obligeraient à ralentir l'arrivée de ces migrants ? On n'ose avancer, pour expliquer ce retard, des motifs politiques. M. Aulain n'a-t-il pas donné l'assurance que, dorénavant, « il ne sera plus fait aucune discrimination entre réfugiés de quelque origine qu'ils soient » ?

JACQUES DE BARRIN.

[Un secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, on explique que si le quota n'a été atteint que trois fois au cours des neuf mois précédents (en juillet, octobre et décembre), c'est en raison du manque de moyens d'hébergement. Or, souhaite en effet que les réfugiés soient hébergés dans des centres, et non dans des camps. On affirme que les engagements pris seront respectés, mais dans un délai plus long, que prévu. Une structure de coordination interministérielle pour l'accueil des réfugiés devrait en outre être mise en place prochainement.]

## A TRAVERS LE MONDE

### Bulgarie

LA COUR SUPREME BULGARE a condamné, lundi 22 mars, M. Jivko Popov, ancien ambassadeur à Prague, à vingt ans de prison et à la confiscation de ses biens. Trois autres fonctionnaires, M. Gerasimov, Moutafchiev et Bachliev, ont été respectivement condamnés à des peines de dix-huit, quinze et dix ans de prison. — (A.F.P.)

### Etats-Unis

UN SOUS-MARIN NUCLEAIRE AMERICAIN et un cargo turc sont entrés en collision, lundi soir 23 mars, au large des Etats-Unis, mais il n'y a ni victime ni dégâts matériels importants. A-t-on appris mardi au quartier général de la flotte atlantique à Norfolk (Virginie), la marine américaine, qui a ouvert une enquête, a précisé que le sous-marin était en surface au moment de la collision. — (A.F.P.)

### Ghana

M. ALHAKI YOUSSEF PAT- TY, haut commissaire du Ghana au Nigeria, nommé par l'ancienne administration Liamann, a demandé l'asile politique à Lagos, en raison de l'évolution de la situation dans son pays depuis le coup d'Etat du lieutenant Jerry Rawlings, a annoncé lundi 23 mars, un communiqué remis à la presse par l'ambassadeur. « Plus de deux mille sept cents civils et militaires ont été tués depuis l'avènement du lieutenant Rawlings. Il y a de plus, près de huit cents blessés du fait d'affrontements. Je ne peux continuer à servir un pays dans le régime est composé d'individus qui n'ont aucun respect pour les droits de l'homme, de gens qui pensent que tout homme prospère est un criminel », a indiqué l'ambassadeur dans son communiqué. — (A.F.P.)

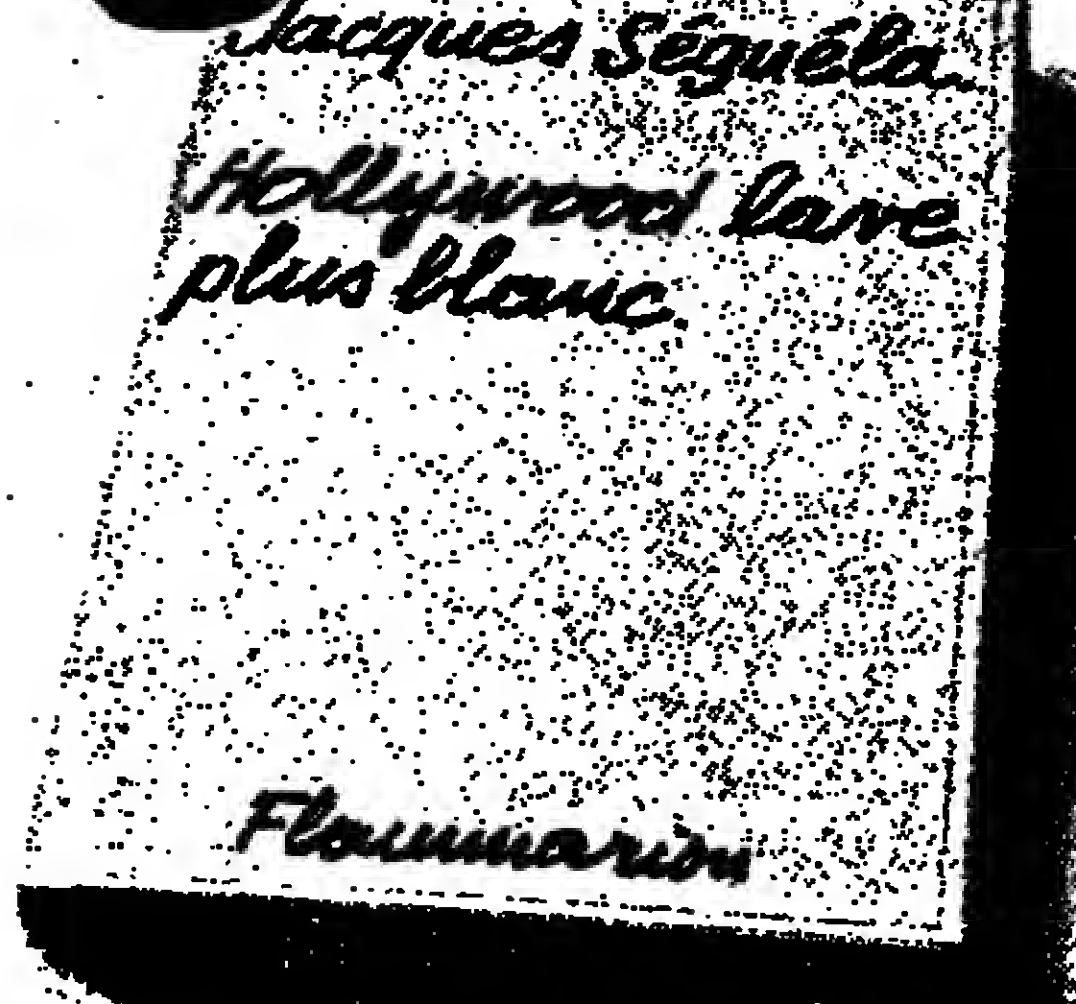
### Indonésie

PLUS DE DEUX CENTES PERSONNES, arrêtées à la suite des troubles de la semaine dernière à Djakarta, ont été libérées, a annoncé mardi 23 mars le commandant militaire de la capitale, le général Norman Sasono. En revanche, une trentaine de personnes considérées comme les instigateurs de l'émeute, qui avait fait onze morts, demeurent en détention. Le général n'a pas écarté l'éventualité de nouvelles interpellations. — (A.F.P.)

### Philippines

ONZE CIVILS ONT ETE TUÉS aux Philippines lors d'un contrôle militaire à Mindanao, dans l'archipel de Sulu, au sud du pays, le chef du détachement militaire a été relevé de ses fonctions et ses soldats ont été mis aux arrêts. D'autre part, deux accrochages entre forces de l'ordre et maquisards communistes ont eu lieu à Manille, l'un dans l'île de Samar et l'autre à Sipocot, ont causé la mort de sept soldats et de six policiers. — (A.F.P.)

# Non à la publicité grise.



Après "Ne dites pas à ma mère..." Séguéla récidive dans une fascinante biographie des grandes campagnes, mais aussi des grandes stars. C'est une bible, qui prend Marilyn pour sainte ou Woolite pour apôtre. Un nouveau catéchisme publicitaire, celui de Roux, Séguéla, Cayzac et Goudard : l'agence la plus célèbre de France, prouve évidente de son efficacité. 55 F.



# AFRIQUE

## « DERNIER QUART D'HEURE » EN ÉRYTHRÉE...

### I. - Une offensive sans précédent

de notre envoyé spécial JEAN-PIERRE LANGELLIER

La guerre fait rage depuis trois mois en Érythrée, le régime éthiopien ayant engagé, une nouvelle fois, de gros moyens pour tenter de venir à bout d'une insurrection vieille de vingt ans. Les bilans que dressent les adversaires sont contradictoires. Le F.P.L.E. (Front populaire de libération de l'Érythrée - pratiquement le seul mouvement de résistance) a annoncé que, du 14 au 17 mars, ses forces avaient mis hors de combat mille sept cents soldats éthiopiens. Des sources diplomatiques, à Addis-Abeba, signalent que la ville de Nakfa, symbole de la résistance érythréenne, serait sur le point de tomber entre les mains des Éthiopiens. En fait, le Front populaire de libération du Tigré a affirmé, lundi 22 mars, dans un communiqué diffusé à Rome, avoir occupé la localité de Batti, sur la route Addis-Abeba - Assab.

Addis-Abeba. - L'Éthiopie, cette année, possède deux capitales : Addis, l'officielle, et Asmara, la symbolique. Ici, languit une ville paisible, aux avenues tranquilles et aux ministères à moitié vides. Une ville qui s'agit en bon ordre le temps d'une manifestation de masse contre « les bandits sécessionnistes », sur la place de la Révolution, ou d'une procession religieuse - au même endroit - pour marquer l'Épiphanie, chère aux orthodoxes, mais une ville qui semble à l'heure actuelle délaissée par le pouvoir. Addis est loin du champ de bataille.

Là-bas s'active une cité surpeuplée, aux hôtels bondés de soldats et

de fonctionnaires, aux bureaux envahis par les groupes de cadres venus d'Addis, détachés pour la circonstance de leur administration centrale et dont le régime fait grand cas, une ville où convergent des camions chargés d'essence ou de ciment. Asmara se trouve en première ligne.

Comme jadis, les négus se transportaient avec leur cour jusqu'aux marches de l'empire, les maîtres actuels de l'Éthiopie ont, depuis plusieurs semaines, élu domicile à Asmara, en y opérant une impressionnante transfusion d'hommes et de matériel. Le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'État, séjourne à Asmara, pratiquement sans discontinuer, depuis la fin de décembre. Il a, près de lui, certains membres du comité exécutif de la COPWE (1) - le noyau dirigeant - la majorité des ministres, l'état-major opérationnel des armées et l'appareil des services de renseignements. L'Éthiopie officielle vit en Érythrée ou à l'heure de l'Érythrée. Ce vaste déplacement des responsables et des organes de décision vers la province rebelle donne la mesure de l'entreprise en cours, et donc de son enjeu avoué : vider une fois pour toutes l'abécédaire érythréen.

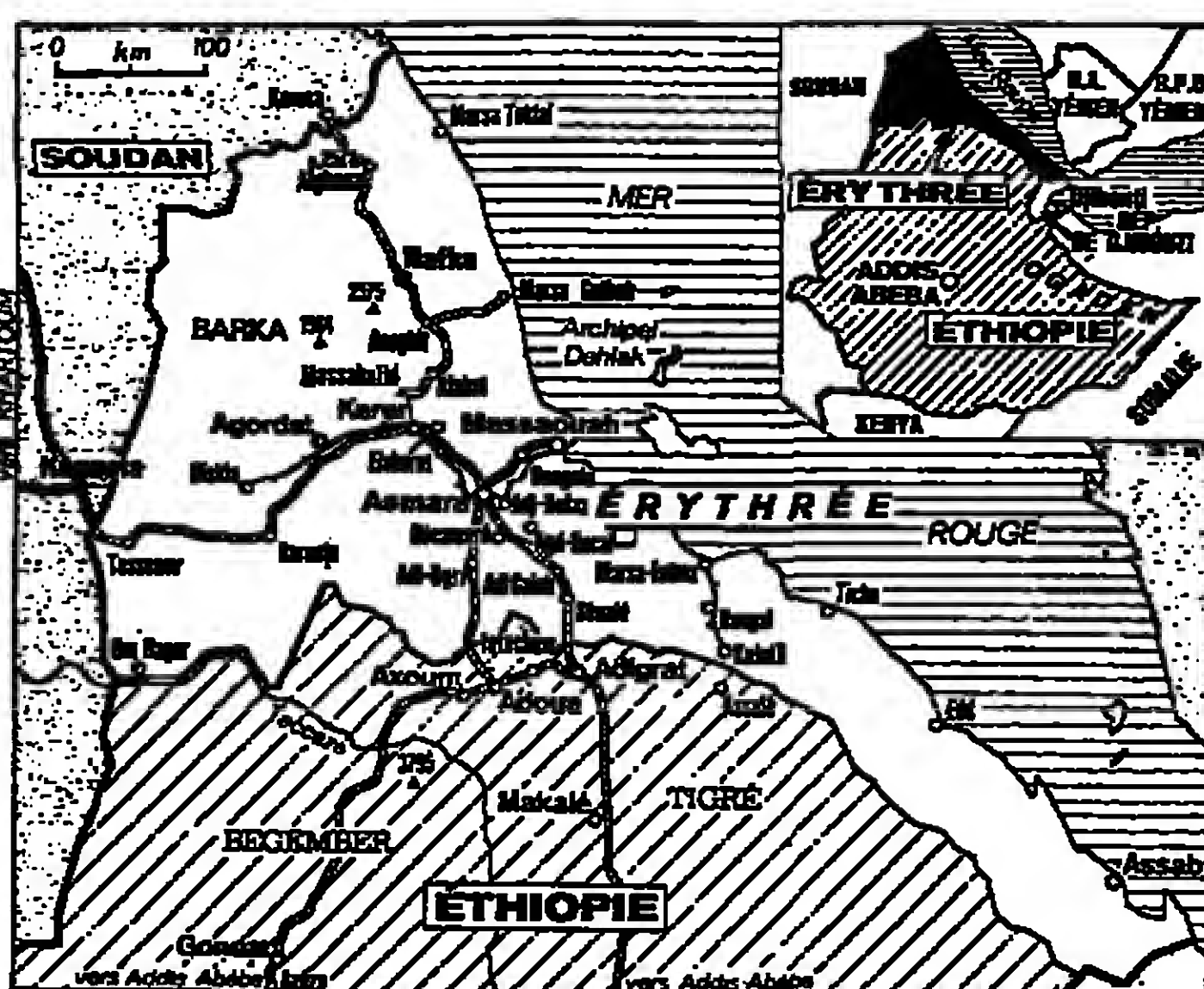
#### Rompre la loi du silence

Tout commença, du moins publiquement, le 25 janvier. Ce jour-là, le « camarade président » annonça le déplacement de la « campagne de développement révolutionnaire » Étoile rouge (Le Monde du 27 janvier). Il lui assigna un double objec-

tif : écraser militairement la guérilla, entreprendre la reconstruction économique d'une région anémiée par une guerre de vingt ans. Le long discours du colonel Mengistu regut une publicité exceptionnelle qui donnait le ton de la croisade de propagande poursuivie depuis lors. Grâce aux soins des « kebélés » - comités de quartiers - il fut rétransmis en direct à l'aide de haut-parleurs dans les lieux publics de la capitale, hôtels, restaurants, et autres casernes.

Infructueuses. Il rompa la loi du silence qui étouffait trop longtemps un conflit dont la seule évocation restait tabou. L'Érythrée ne devait plus être un secret bonteux. La campagne Étoile rouge, au contraire, serait conduite à ciel ouvert et orchestrée à grands renforts de slogans, d'éditorial, de réunions politiques à la base, et même - fait nouveau - de reportages télévisés.

Toute la machine de « l'agit prop » éthiopienne s'est donc mise



Par le seul écho de son discours, répercuté d'un bout à l'autre du pays, le président éthiopien entendait marquer une rupture avec les offensives précédentes demeurées

d'Éthiopie - orthodoxe, musulmane et catholique - ont apporté leur soutien sans faille à cette opération « Étoile rouge », dont les médias soulignent les « multiples facettes ». Le régime recherche un impact psychologique maximum.

Dans l'histoire récente des relations entre Addis-Abeba et l'Érythrée, l'épisode « Étoile rouge » indique plus qu'un simple changement tactique. Pour le colonel Mengistu, il s'agit certes, et en premier lieu, d'entraîner la résistance armée du front populaire de libération de l'Érythrée (F.P.L.E.), en frappant très fort, de couper ses voies de ravitaillement, de repousser ses combattants dans leurs bastions montagneux, imprégnables mais désertiques, de récupérer toute « l'Érythrée utile », d'en garder le contrôle en verrouillant les côtes et en dégageant les plaines. Bref, les autorités veulent isoler physiquement - mais surtout économiquement et politiquement - le F.P.L.E. de la population qui le soutient. Pour reprendre un langage connu, lorsque la région sera « pacifiée », elles lui offriront une sorte de « paix des braves ».

Mais cette politique du « gros bâton » est assortie de quelques « carottes ». On appâte les civils comme l'on peut. A Asmara, le quintal de céréales favorite des Éthiopiens - est vendu au public quarante birr (2) au lieu de soixante à Addis. Surtout, pour la première fois peut-être, le pouvoir central ne se contente plus, dans la province rebelle, de réprimer et d'ordonner. Il plaide sa cause, tente de convaincre, d'ébranler sa raison sinon de rallier les cœurs et affiche un respect nouveau pour l'Érythrée, « source de la civilisation éthiopienne et orgueil de chaque Éthiopien ».

Cette approche plus intelligente et plus ambitieuse du problème érythréen était perceptible dès la fin janvier lorsque le colonel Mengistu convoqua à Asmara quelque mille deux cents cadres venus des quatre coins du pays. Rassemblés pendant une semaine dans un vaste bivouac, ils eurent droit à des séances d'explications politiques, étayées de films historiques et d'expositions culturelles consacrées à la province d'accueil. Avant de se séparer, ils approuvèrent, à l'unanimité, le « manifeste d'Asmara », acte de baptême de l'opération « Étoile rouge ».

#### La corde du nationalisme

En bon stratège, le colonel Mengistu a fait vibrer, chez ses compatriotes, la corde du nationalisme. Son argumentation peut se résumer ainsi : L'Éthiopie est un pays potentiellement très riche, mais qu'une guerre ruineuse maintient en état de pauvreté ; seule, la victoire définitive sur les « saboteurs » apportera la paix, prélude à la prospérité pour tous. La président a, semble-t-il, fait mouche. Le vieux réflexe unitaire a joué, sauf, bien sûr, en milieu érythréen. De l'avis général, la croisade en cours est une cause populaire parmi le petit peuple d'Addis. La propagande du pouvoir trouverait

même un écho bienveillant à l'université pourtant frondeuse. Quel habitant de l'ancien empire, il est vrai, admettrait vraiment qu'on puisse vouloir ne plus être éthiopien ? L'armée, aussi lasse du conflit que les civils, tient autant qu'eux à l'Érythrée. Elle ne paraît pas pour l'instant renâcler à la besogne.

Pour gagner ce pari politique, le colonel Mengistu doit d'abord mettre à genoux la rébellion. Trois mois avant le discours d'Asmara, il avait donné le coup d'envoi à son armée. Il n'y a pas eu d'offensive soudaine. Mais un lent déploiement tactique. Au fil des semaines, les divisions fraîchement mises sur pied - la vingt et unième et la vingt-deuxième - sont « montées » vers le nord. La vingt et unième a « rodé » ses combattants dans la province du Tigré, en essayant d'empêcher quelque deux mille maquisards du Front populaire de libération du Tigré (F.P.L.T.) d'établir la jonction avec le F.P.L.E. La vingt-deuxième s'efforçait de « tenir » l'artère vitale Addis-Asmara, où l'on ne circule qu'en convois militaires entre Weldiya et Makalé, chef-lieu du Tigré.

Aujourd'hui, une dizaine de divisions, représentant entre cent mille et cent vingt mille hommes, sont engagées en Érythrée, soit près de la moitié d'une armée - la première d'Afrique noire - qui compte théoriquement environ deux cent quatre-vingt mille hommes. A cela s'ajoutent les soixante-cinq mille soldats stationnés dans les régions voisines du Bégemder et du Tigré. Cet effort militaire est nettement plus important que celui qui permit en 1978 de reconquérir toutes les villes érythréennes, sauf Nakfa. Quatre divisions supplémentaires ont été rappelés d'Agordat, via Keren et Decameré, tandis qu'entre Asmara et le port de Massauah, on circule sans escorte. Elle tente maintenant de progresser vers le sud-ouest dans la vallée du Gasch et vers le nord-ouest dans la vallée de Barka. Mais elle piétine près de Karkabet. A terme, son objectif est clair : verrouiller, depuis Tesseney, au sud, jusqu'à Keren, au nord, les points de passage de ravitaillement destinés au F.P.L.E. Les montagnes l'empêchent, en revanche, de « bouclier » efficacement toute la frontière soudanaise.

A l'est, l'armée a amorcé un mouvement en tenaille depuis Keren, au sud, et Agordat, au nord, dont la cible est Nakfa, dernière ville aux mains du F.P.L.E. depuis 1977. Grâce à sa supériorité aérienne, elle tente de trouver le réseau défensif - tranchées et abris souterrains - qui protège Nakfa et constitue le front parallèle à la mer Rouge. Les plus durs combats se livrent autour d'Asfabet. La prise de Nakfa, dont nul ne doute qu'elle suppose de lourds sacrifices, aurait une valeur symbolique à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

#### Prochain article :

NI INDÉPENDANCE  
NI FÉDÉRATION

**LUNETTES service**

Si vous avez cassé, perdu ou simplement oublié vos lunettes, il y aura, pour vous, chez Leroy, une solution ultra-rapide.

Dans les centres Leroy répartis dans Paris, 58 spécialistes, hautement qualifiés, vous attendent.

104, Champs-Élysées ▲ ○ ■  
11, bd du Palais ■  
158, rue de Lyon ▲  
147, rue de Rennes ▲ ○

**LEROY**  
OPTICIEN

5, place des Terres ▲  
27, bd Saint-Michel ○ ■  
127, Fg Saint-Antoine ■

du lundi au samedi inclus, 30, bd Barbès  
Rayons spécialisés : ▲ acoustique médicale ○ verres de contact ■ travaux photos

**TÉLEX PARTAGÉ**  
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

# BOEING 747

notre nouvelle dimension

# CAMEROON AIRLINES

2 fois par semaine, sans escale  
**Paris - Douala**

1 fois par semaine, vol direct (\*)  
**Paris - Genève - Douala**

Encore plus de confort pour vos voyages.  
Le B.747 est le plus spacieux des jets commerciaux. 28 passagers en 1<sup>re</sup> Classe, 238 passagers en Classe Economique, y voyagent à l'aise, les fauteuils sont moelleux, le service excellent. Il y a même un salon bar de 1<sup>re</sup> Classe, au pont supérieur.

Encore plus de place pour votre fret  
Le B.747 Combi en plus de ses soutes, offre à votre fret le vaste espace à l'arrière de l'appareil (7 palettes). Il peut ainsi emporter en tout, dans ses 180 m<sup>3</sup> de volume, 35 tonnes de fret

Le Boeing 747 Combi est exactement adapté à l'essor actuel des échanges entre le Cameroun, la France et les autres pays Européens. C'est une nouvelle expansion pour le transport aérien camerounais.

(\*) Les lundis, jeudis et samedis, à 12 heures, ORLY-Sud

# BOEING 747 COMBI

notre nouvelle dimension

# AFRIQUE

## SAHARA OCCIDENTAL

Le Maroc propose la tenue d'un sommet extraordinaire à l'ONU

Le Maroc propose la tenue d'un sommet extraordinaire à l'ONU. Le roi Hassan II a annoncé que le Maroc était prêt à accueillir un tel sommet, sous réserve que l'Organisation des Nations Unies (ONU) le décide. Cette proposition a été faite dans le cadre d'une conférence de presse à Rabat. Le roi a souligné que le Maroc était toujours prêt à dialoguer avec toutes les parties concernées pour trouver une solution pacifique au conflit du Sahara occidental.

## Algérie

La nouvelle direction de l'Union algérienne des femmes devra « combler » cette organisation

La nouvelle direction de l'Union algérienne des femmes devra « combler » cette organisation. Le secrétaire général de l'Union, Abdelhakim Belkaid, a déclaré que la nouvelle direction devait travailler à renforcer l'organisation et à promouvoir les intérêts des femmes algériennes.

## Libye

Le régime de Kadhafi a annoncé la tenue d'une conférence internationale sur le Sahara occidental

Le régime de Kadhafi a annoncé la tenue d'une conférence internationale sur le Sahara occidental. Le colonel Kadhafi a déclaré que la Libye était prête à accueillir une telle conférence, sous réserve que l'ONU le décide.

## Maroc

Le Maroc a annoncé la tenue d'une conférence internationale sur le Sahara occidental

Le Maroc a annoncé la tenue d'une conférence internationale sur le Sahara occidental. Le roi Hassan II a déclaré que le Maroc était prêt à accueillir une telle conférence, sous réserve que l'ONU le décide.

## Liban

Le Liban a annoncé la tenue d'une conférence internationale sur le Sahara occidental

Le Liban a annoncé la tenue d'une conférence internationale sur le Sahara occidental. Le président Elias Hrawi a déclaré que le Liban était prêt à accueillir une telle conférence, sous réserve que l'ONU le décide.

## Égypte

L'Égypte a annoncé la tenue d'une conférence internationale sur le Sahara occidental

L'Égypte a annoncé la tenue d'une conférence internationale sur le Sahara occidental. Le président Anwar el-Sadat a déclaré que l'Égypte était prête à accueillir une telle conférence, sous réserve que l'ONU le décide.

## Israël

Israël a annoncé la tenue d'une conférence internationale sur le Sahara occidental

Israël a annoncé la tenue d'une conférence internationale sur le Sahara occidental. Le premier ministre Menachem Begin a déclaré que Israël était prêt à accueillir une telle conférence, sous réserve que l'ONU le décide.

## Jordanie

La Jordanie a annoncé la tenue d'une conférence internationale sur le Sahara occidental

La Jordanie a annoncé la tenue d'une conférence internationale sur le Sahara occidental. Le roi Hussein a déclaré que la Jordanie était prête à accueillir une telle conférence, sous réserve que l'ONU le décide.

## Yémen

Le Yémen a annoncé la tenue d'une conférence internationale sur le Sahara occidental



## AFRIQUE

### LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

#### Le Maroc propose la tenue d'un sommet extraordinaire de l'O.U.A.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Le Maroc a proposé la tenue d'un sommet extraordinaire des chefs d'Etat de l'O.U.A. pour résoudre la crise provoquée par l'admission, le mois dernier, de la République arabe sahraïenne démocratique. Cette offre est contenue dans un message de Hassan II remis mardi 23 mars à Nairobi par M. Boucetta, ministre des affaires étrangères, à M. Arap Moi, chef de l'Etat kenyan et président en exercice de l'Organisation panafricaine. M. Boucetta se trouvait au Kenya dans le cadre d'une tournée d'explication entreprise par Rabat après des sept pays du comité de mise en œuvre sur le Sahara.

Le ministre a déjà rencontré les présidents de la Guinée, de la Sierra-Léone et du Soudan, qui, selon lui, appuient la proposition marocaine. Il a déclaré aux journalistes que les « 13 » — c'est-à-dire les pays ayant quitté le conseil des ministres d'Addis-Abeba pour protester contre la procédure d'admission de la

R.A.S.D. — « sont aujourd'hui beaucoup plus de dix-neuf si l'on y ajoute ceux qui ont pris clairement position contre l'admission ». M. Boucetta a cité la Nigéria, le Togo et la Sierra-Léone, laquelle a reconnu la R.A.S.D. mais a désapprouvé depuis la procédure d'admission. Selon M. Boucetta, M. Moi a réservé un « accueil positif » à la suggestion du roi. « Le Kenya », a-t-il ajouté, le ministre, « croit dans les tout prochains jours les mesures qu'il compte prendre ». En fait, le Kenya ne semble pas croire à l'efficacité d'un nouveau sommet, mais M. Moi est politiquement, et pour ainsi dire moralement, contraint de faire quelque chose s'il ne veut pas que les derniers mois de son mandat se finissent dans la confusion et l'impuissance.

M. Boucetta se rendra prochainement au Nigeria et en Tanzanie, tandis que plusieurs délégations marocaines sillonnent l'Afrique.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

### Algérie

#### La nouvelle direction de l'Union nationale des femmes devra « rendre crédible » cette organisation

De notre correspondant

Alger. — Mme Fatma Zohra Dighouadji, enseignante de quarante-six ans, licenciée des lettres arabes et membre du comité central du F.L.N., a été élue secrétaire générale de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA), qui vient de tenir son cinquième congrès au Palais des Nations près d'Alger, avec quelque sept cents participantes. Elle sera assistée par un « secrétaire national », de son nom, membre, largement renouvelé, puisqu'il comporte sept nouveaux noms.

La nouvelle équipe devra, selon la formule employée à plusieurs reprises par la presse nationale, « rendre crédible » une organisation qui n'est guère et qui l'a montré encore récemment lors du débat sur le code de la famille, jugé par de nombreuses femmes peu conforme aux dispositions modernistes de la Constitution. Les déclarations, assemblées et même manifestations de rue de travailleuses d'enseignantes, de juristes et d'anciennes maquisardes de la lutte de libération ont finalement amené le président Chadli à faire retirer le projet et à proposer que le F.L.N. organise un débat national sur le sujet. Dans le discours qu'il a prononcé à l'ouverture des débats du congrès, le chef de l'Etat a longuement évoqué cette affaire, condamnant « certaines idées qui ont marginalisé la question en la débattant dans une rue ». Il a affirmé : « Certaines idées énoncées pour défendre la femme algérienne n'expriment en rien les idées de la femme algérienne, arabe et musulmane » et a illustré ce propos par une formule choc en parlant des « personnes qui souhaiteraient manger du couscous avec du porc » (1).

M. Chadli a déclaré par ailleurs : « Nous ne saurions parler du progrès et de la prospérité sans la participation de la fem-

me à la vie politique, économique et sociale dans un cadre démocratique et conformément à nos principes, nos valeurs et nos traditions ». Par ces traditions, a-t-il précisé, l'enseigne celle qui « inspirent des principes réels de l'islam, la distinction devant être faite entre ces derniers et les traditions rétrogrades qui n'ont aucun rapport avec l'authenticité pensée islamique ». Le chef de l'Etat a surtout insisté sur l'intervention sur le rôle de la femme dans la cellule familiale et sur sa responsabilité dans l'éducation des générations nouvelles, mais il n'a évoqué que très brièvement les problèmes posés par son insertion économique et politique dans la société.

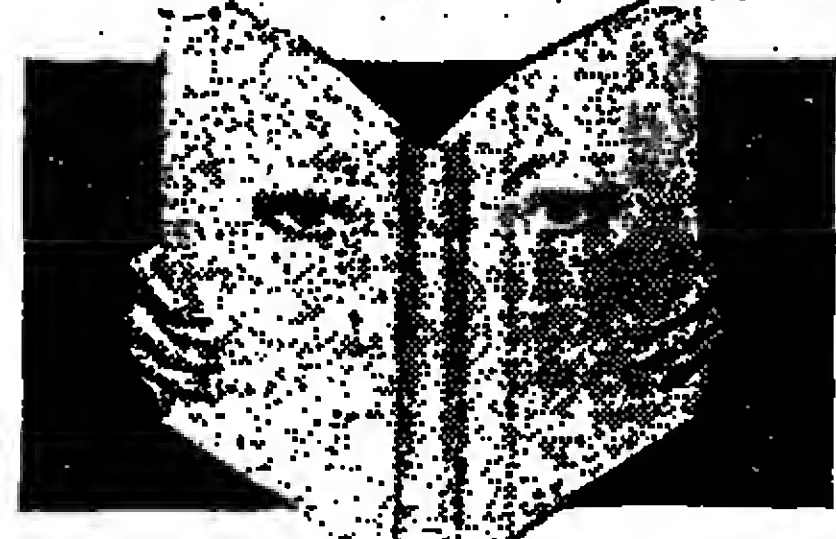
Les travaux ont été suivis de bout en bout par Mme Zifou Ounissi, une ancienne responsable de l'UNFA, récemment nommée secrétaire d'Etat aux affaires sociales. Première femme à faire partie d'un gouvernement, elle a été vivement applaudie. Mais sa « promotion », pour symbolique qu'elle soit, ne saurait faire oublier le très faible niveau de participation des femmes à la vie politique algérienne : ainsi, quatre d'entre elles seulement ont été élues députées tandis que d'anciennes et solides militantes de la lutte de libération, comme Mme Baya Rodine, étaient battues. Chaque fois que les dirigeantes de l'UNFA se sont aventurées sur ce terrain dans le passé, elles ont été contraires, et c'est sans doute ce qui explique la désaffection des intellectuelles et des cadres féminins pour l'organisation : c'est bon à dire à des tâches purement sociales (gestion d'ouvrages par exemple), elle n'attire qu'une petite minorité, les vocations militantes se tournant plutôt vers des organisations comme l'Union générale des travailleurs (U.G.T.A.) ou l'Union des jeunes (U.N.J.A.).

DANIEL JUNQUA.

(1) La consommation du porc, animal « impur », est strictement interdite par la religion musulmane.

## 2<sup>e</sup> SALON DU LIVRE

PARIS GRAND-PALAIS  
26-31 MARS 1982



TOUS LES JOURS 10 H - 20 H  
NOCTURNE MARDI 30 MARS JUSQU'A 23 H.  
RENSEIGNEMENTS : 01-62, RUE DE MONTMARTRE, 75009 PARIS - TEL. : 362.24.15.

## M. Begin a été mis en difficulté par un vote sur une motion de censure travailliste

### Un troisième manifestant est tué en Cisjordanie

### Israël

Un jeune Palestinien a été tué ce mercredi 24 mars à Hébron, d'une balle dans la poitrine. C'est le troisième Palestinien tué par des militaires israéliens depuis samedi. Selon des témoins, le jeune homme, Serhan Ali Issa Khidour, dix-sept ans, habitant le village de Bani Naïm, a été touché alors que des soldats israéliens en patrouille ouvraient un feu nourri à la mitrailleuse pour disperser de très importantes manifestations dans la ville en grève totale. Une vingtaine de jeunes gens ont été blessés dans les mêmes conditions en cinq jours. Selon l'A.F.P., six des blessés de mardi ont été emmenés par les soldats pour être hospitalisés en Israël même, et ainsi mis dans l'impossibilité de témoigner des faits.

Jérusalem. — M. Begin a été mis en difficulté, le 23 mars, à la Knesset, dans un débat portant principalement sur la détérioration de la situation dans les territoires occupés. Mais cela ne signifie pas que la politique de répression menée en Cisjordanie par le premier ministre et le ministre de la défense, M. Ariel Sharon, soit gravement remise en cause. Tant s'en faut. Malgré les apparences, la position du gouvernement n'est pas aussi fragile qu'on pourrait le penser. Une opposition très hétérogène a seulement saisi une occasion de manifester des intérêts très divers.

Trois motions de défiance avaient été déposées la veille devant le Parlement. Celles du parti communiste, Rakh, et du parti de centre gauche, Shinar, portaient sur les événements de Cisjordanie, mais la plus importante, celle du parti travailliste, qui a causé l'embarras du premier ministre, était, à dessein, loin d'être précise, puisqu'elle dénonçait l'« ensemble » de la politique gouvernementale des derniers mois. En fait, les députés travaillistes, très divisés, ne sont guère d'accord entre eux que pour dénoncer les mesures économiques de M. Begin, d'où ce feu qui a permis le rassemblement très profuse d'une étrange coalition.

En effet, les trois députés du mouvement d'extrême droite Renaissance, composés d'anciens partisans de M. Begin, résolument opposés au processus de paix et au retrait du Sinaï, ont rejoint l'opposition de gauche pour tenter de faire tomber un gouvernement à qui ils reprochent sa « trahison » dans la défense du « Grand Israël ». Ils sont prêts à tout pour renverser M. Begin, qu'ils accusent de « trahison », sur ses positions les plus intransigeantes. Leur exemple a été suivi par un dissident du parti national religieux (formation qui fait partie de la coalition gouvernementale), le rabbin Haim Druckman, dirigeant du Gush Emounim (Bloc de la foi), lui aussi adversaire de la colonisation et ouvrier. Les deux députés du parti Telem, fondé par M. Moshe Dayan, se sont ralliés aux mêmes positions pour d'autres raisons. Ces derniers,

sous couvert d'une campagne pour un gouvernement d'union nationale, voudraient obtenir une place dans le cabinet de M. Begin et ont trouvé un moyen de le persuader d'accepter leur appui.

Avec ces renforts, la motion travailliste a recueilli, dans la soirée de mardi, cinquante-huit voix, et la majorité gouvernementale, pour la repousser, n'a pu réunir que le même nombre de suffrages. Quelques heures plus tôt, notamment pour essayer de convaincre le rabbin Druckman de renoncer à sa défection et contraindre le parti national religieux à rappeler celui-ci à l'ordre, M. Begin avait menacé de remettre sa démission au président de l'Etat si le scrutin donnait un tel résultat. Cependant, les « lois fondamentales » — il n'y a pas de Constitution en Israël — ne l'obligent pas à se démettre en pareil cas. Tandis que, dans la nuit, M. Begin a convoqué tous les membres du gouvernement pour leur dire qu'il était prêt à mettre sa menace à exécution, mais par douze voix contre six, les ministres lui ont demandé de n'en rien faire. Réaction sans surprise, car M. Begin peut réellement continuer de gouverner, même si au Parlement sa majorité est réduite à sa plus simple expression.

### La tentation des élections anticipées

Depuis les élections générales de juin 1981, les deux principaux groupes, le Likoud et le Mearakhi (association du parti travailliste et du Maccabi) sont à égalité : quarante-huit sièges chacun. Mme Aloni, du Mouvement pour les droits civiques, vient de briser le Match. Cette situation est très inconfortable : aussi, M. Begin est-il tenté depuis plusieurs mois de revenir devant les électeurs pour affirmer sa majorité. Il sait qu'il peut l'espérer car — la plupart des sondages le confirment — le Likoud, en cas de nouvelles élections, pourrait obtenir cette fois un avantage suffisant sur un parti travailliste déconsidéré et en voie de

Par ailleurs, la grève générale s'est étendue au territoire de Gaza, et cinq jeunes Palestiniens y ont été blessés par balles, dans la ville de Khan-Younis, au cours d'une violente manifestation qui s'est déroulée ce mercredi matin.

Un appel à la poursuite de la grève générale jusqu'à la réunion du Conseil de sécurité a été lancé mardi par les « institutions nationales » palestiniennes en Cisjordanie. La réunion du Conseil est, en principe, prévue pour ce mercredi soir.

M. Ibrahim Tawil, maire d'El Birah, récemment destitué par les autorités israéliennes, a lancé un appel à M. Mitterrand pour qu'il condamne « la répression qui déferle sur la Cisjordanie ».

« Un homme tel que le président fran-

çais », a-t-il dit, « a des responsabilités après sa visite en Israël, et doit se prononcer contre la continuation des pratiques israéliennes ».

M. Ibrahim Souss, représentant de l'O.L.P. à Paris, a, pour sa part, regretté que le ministre français des relations extérieures se soit borné à déplorer les « actes de violence », sans en mentionner les auteurs. « La France », a-t-il dit, « doit condamner la répression sans ambiguë ».

Enfin, l'Association de solidarité franco-arabe déplore qu'« une délégation parlementaire française (1) ait jugé utile en ce moment de se rendre en Israël, ce qui ne peut apparaître que comme une caution à la politique annexionniste de Tel-Aviv ».

dizaine d'entre eux figurent parmi les personnes arrêtées. Le mouvement de grève s'est étendu au territoire de Gaza et notamment à Rafah, où la population accuse de viol un militaire israélien, ce qui est démenti par le porte-parole de l'armée.

D'autre part, les maires de Naplouse et de Ramallah, MM. Bassam Chakou et Karim Khalaf, qui sont menacés de destitution, ont publié une déclaration qui risque d'inciter les autorités israéliennes à accélérer les poursuites qui sont engagées contre eux. MM. Chakou et Khalaf ont notamment déclaré qu'ils accusent l'armée, dans les territoires occupés, de se livrer à « des enlèvements et des tortures ». Les deux maires font appel à « l'opinion mondiale » pour qu'elle fasse pression sur Israël, afin de mettre fin à une occupation « barbare ».

FRANCIS CORNU.

(1) Il s'agit d'une délégation de trente-six députés et de deux sénateurs, conduite par le député socialiste Georges Frêche, maire de Montpellier, et par M. Gérard Maron, député R.F.S. et conseiller de Paris.

● LE RABBIN ZVI YEHOUADA KOOK, figure spirituelle dominante du mouvement nationaliste religieux du Bloc de la foi (Gush Emounim), et directeur d'une importante école talmudique, est d'écroulé, récemment à Jérusalem, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. (A.R.E.)

(Publié)

Après le voyage en Israël de M. François MITTERRAND, Président de la République, l'A.M.I.F. (Association des Médecins Israéliens de France) organise une « Journée » le JEUDI 25 MARS 1982, à 21 heures au

CENTRE RACHI  
30, boulevard de Port-Royal  
75005 PARIS

Avec la participation de :  
Mme Colette AVITAL  
Responsable du Département d'Information à l'Ambassade d'Israël en France  
M. Raphaël PINTON  
Journaliste à France-Inter  
M. Maurice SAFRAN  
Journaliste au quotidien « Le Matin »  
M. Guideron KOUTZ  
Correspondant du journal israélien « Davar ».

(Entrée strictement réservée au Corps médical.)

### La guerre irano-irakienne

#### BAGDAD AFFIRME AVOIR REPOUSSE L'OFFENSIVE IRANIENNE DANS LA REGION DE SUSE-DESFOUL

La radio de Bagdad a affirmé mardi 23 mars que l'offensive iranienne lancée lundi à l'aube dans la région de Suse-Desfoul au Khuzistan avait été repoussée à la suite d'une violente contre-offensive de l'armée irakienne. Le commandement général des forces de Bagdad annonce que douze brigades ennemies ont été « anéanties » et que dix mille soldats iraniens ont été tués ou blessés au cours de cette contre-attaque.

Ces informations sont démenties par Téhéran, qui affirme qu'une « tentative irakienne de résistance à l'avance iranienne » a été repoussée. La radio iranienne affirme par ailleurs que, pour la première fois, des soldats égyptiens et jordaniens ont été faits prisonniers au cours de l'offensive de lundi.

Radio-Téhéran a annoncé que huit membres dirigeants des Moudjahidin khal ont été tués au cours d'une récente opération menée par les pasdaran. D'autre part, un religieux sunnite kurde a été tué par balles à Mahabad, dans le Kurdistan iranien, en sortant de la mosquée après une prière de prières destinée à célébrer les victoires iraniennes.

● A Vienne, trois danseurs kurdes d'une troupe folklorique irakienne ont demandé mardi l'asile politique aux autorités autrichiennes invoquant la « répression massive, la terreur et les persécutions » dont sont l'objet les Kurdes au Kurdistan irakien.

### Iran

#### UN APPEL D'AVOCATS EN EXIL

M. Hedayat Matine-Dastary, bâtonnier adjoint du barreau de Téhéran, réfugié à Paris, a, dans un communiqué, diffusé au nom du Comité indépendant des avocats iraniens en exil, appelé l'opinion démocratique, les organisations à but humanitaire, à élever une protestation contre les atteintes aux droits de l'homme et à la dignité humaine en Iran.

L'auteur du communiqué cite, à titre d'exemples, la suppression du barreau de Téhéran, l'arrestation de vingt-cinq membres de l'Ordre, dont le bâtonnier, ainsi que l'exécution, au cours de ces derniers mois, de sept avocats. Pour échapper aux persécutions, voire à la liquidation physique, la plupart des membres du conseil de l'Ordre se sont réfugiés dans la clandestinité, soit à l'étranger. C'est le cas notamment de M. Abdel Karim Lahidji, connu mondialement pour le combat qu'il mène sous le régime du Shah en faveur des prisonniers politiques ; on est sans nouvelles de lui depuis qu'il a quitté son foyer, à Téhéran.

M. Matine-Dastary, qui, sous le régime impérial, a largement contribué à informer la presse internationale des atteintes aux droits de l'homme, s'élève contre l'intimidation faite aux journalistes étrangers d'accomplir leur mission dans la République islamique. Les autorités de Téhéran, ajoute-t-il, redoutent que des observateurs impartiaux puissent faire la lumière sur les crimes qui s'y commettent.

● L'Assemblée du Comité indépendant des avocats iraniens en exil est : c/o M. Schmitt, C.I.D.A.I., 30, rue La Boétie, 75008 Paris.

## POUR CHOISIR & UTILISER UN MICRO-ORDINATEUR

sans compétence particulière en informatique

DECISION INFORMATIQUE

Au sommaire du n° 5

- ☐ Achat d'un ordinateur individuel, les pièges à éviter.
- ☐ La micro-informatique au service des libraires.
- ☐ Savoir choisir une imprimante.
- ☐ Deux programmes standard à l'essai : paie et applications graphiques.
- ☐ Evénement : Le printemps informatique à Paris.

10 FF CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Abonnement : 195 FF (23 numéros par an)  
41, rue de la Grange-aux-Belles, 75483 Paris Cedex 10



**BOLENS:**  
l'anti corvée



**BOLENS**

Une gamme complète de 3 à 5 cv en tondeuses hautes ou avec bac de ramassage. Grâce à un double système de coupe, l'herbe PULVÉRISÉE est projetée sur le sol et se transforme en humus qui fertilise votre gazon. Finies les corvées de ramassage ! AUTOTRACTABLE, la BOLENS se fauile partout.

Documentation gratuite tondeuses BOLENS

Yvan Béal

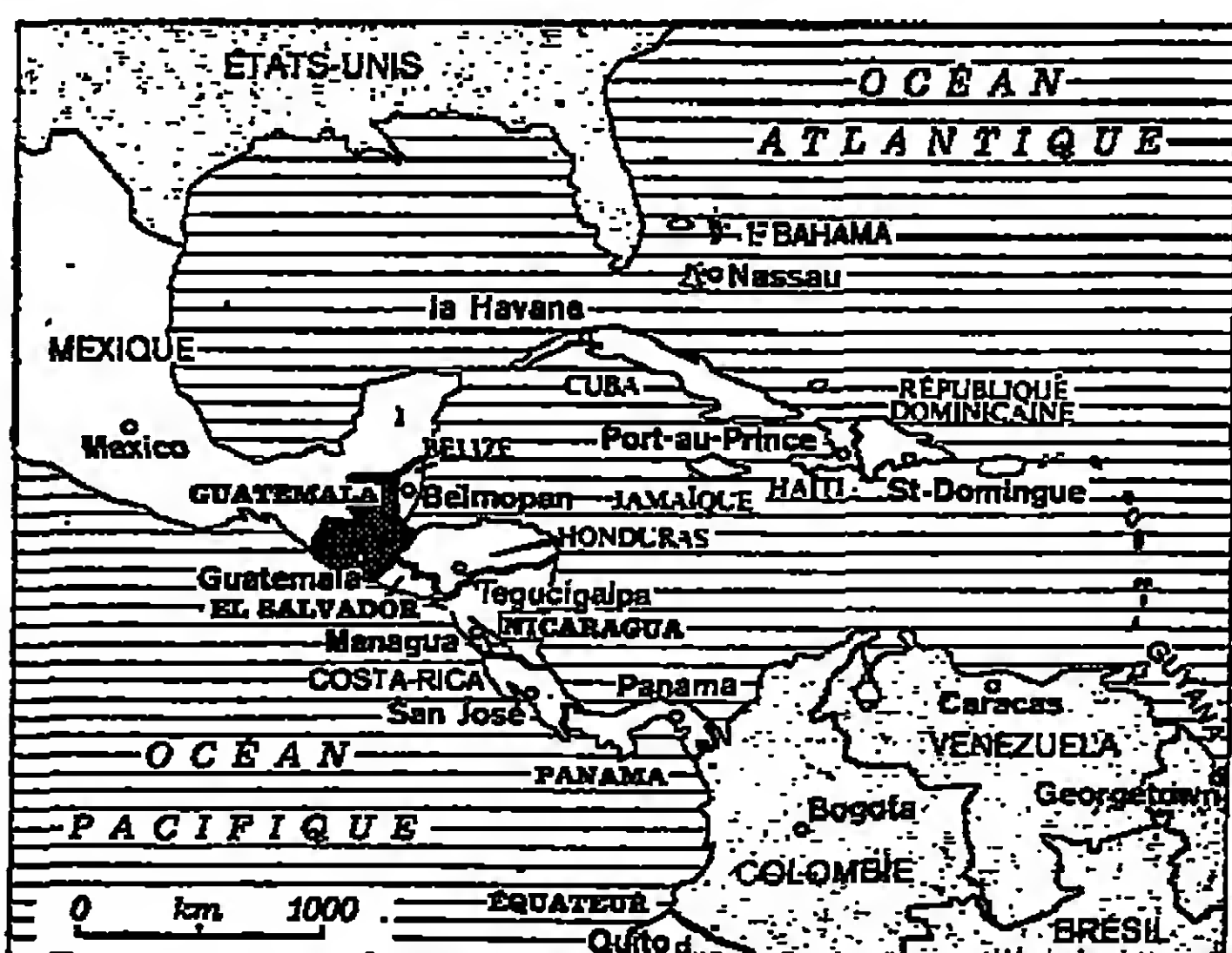
21 Avenue de l'Épave  
63014 CLERMONT-FERRAND CEDEX  
Téléphone: (73) 91 93 51 - Téléc. 39 07 01

## AMÉRIQUES

Guatemala

### De jeunes officiers en colère

(Suite de la première page.)



D'une superficie de près de 110 000 kilomètres carrés, le Guatemala est le plus grand des six États d'Amérique centrale. Il est peuplé de plus de 7 millions d'habitants, dont la moitié environ sont des Indiens. Sa capitale, Guatemala-Ciudad, dépasse le million d'habitants.

Pays majoritairement rural, le Guatemala tire l'essentiel de ses devises de l'exportation du café et de quelques denrées agricoles (sucre, coton, bananes, cardamome). De très nombreuses découvertes pétrolières ont été faites, ces dernières années, dans le nord du pays, à la frontière du Mexique.

Celui-ci était candidat à la vice-présidence du Mouvement de libération nationale (M.L.N.), d'extrême droite, formation arrivée, officiellement, en seconde position le 7 mars. On pouvait, des lors, imaginer que les principaux acteurs du renversement du gouvernement modéré du colonel Arbenz, en 1954, représentaient leur croisade anti-communiste en venant de tourner à leur profit le discrédit dont s'était couvert le régime.

A 17 heures, c'est le contenu du « Communiqué n° 2 » qui retient l'attention. Il parle de « conception authentiquement démocratique », de « régime de plein droit » dans le « respect des droits de l'homme pour tous les Guatémaltèques », d'« amélioration substantielle des conditions de vie de la majorité ». Il était fait mention, peu de temps après, d'une junte militaire de sept membres, dirigée par le général à la retraite Estrin Rios Montt. Le général Rios était vu « voler ».

On savait, depuis quelques mois, que deux secteurs de l'armée pensaient au coup d'État. D'un côté, le général Benito Lucas, chef d'état-major et frère du président, faisait beaucoup parler de lui. Personnage haut en

officiers « progressistes » qui s'étaient rebellés avec l'intention d'imposer ce minimum de réformes sociales, sans lesquelles beaucoup considéraient qu'une victoire contre la guérilla est impossible.

A 21 heures, enfin, dans une déclaration radio-télévisée, le général Rios en personne annonçait que le pays serait, en fait, dirigé par une junte de trois membres : outre lui-même, le colonel Orlando Maldonado et le colonel Francisco Ruiz Gordillo. D'une voix véhémement, il fustigeait les fraudes électorales de 1974, 1978 et 1982, et promettait le retour de la « moralité ». L'axe de son discours était constitué par le rejet de toute « politique », et par l'annonce de la prise en main des destinées du pays par les forces armées. Aucune référence à de nouvelles élections : les réformes étaient à peine évoquées. Les Guatémaltèques dans leur ensemble étaient, par contre, invités à troquer le fusil pour la machette : en clair, à se mettre au travail.

On savait, depuis quelques mois, que deux secteurs de l'armée pensaient au coup d'État. D'un côté, le général Benito Lucas, chef d'état-major et frère du président, faisait beaucoup parler de lui. Personnage haut en

couleur, il se flattait d'avoir mené l'armée à l'offensive et d'avoir infligé des coups sévères aux guérilleros. Il passait son temps sur le terrain avec les officiers combattants et se glorifiait de consacrer le montant de sa solde au financement d'écoles pour les jeunes Indiens ; il allait répétant que le pays avait besoin de réformes : « Nous l'avons emporté par deux fois contre la subversion, se plaisait-il à affirmer ; mais elle a pu réapparaître, avec l'aide du communisme international, par la faute des politiciens qui ne se sont pas intéressés au sort des paysans. » Ses capacités militaires (il est diplômé de Saint-Cyr, de l'école du génie d'Angers et du centre parachutiste de Pau) en faisaient un interlocuteur écouté de ses pairs étrangers. Mais il n'inspirait guère confiance aux jeunes officiers réformistes, qui le trouvaient trop lié à la hiérarchie militaire corrompue. L'un d'entre eux avait affirmé au lendemain des élections : « Il a été nommé chef d'état-major par son frère pour empêcher un coup d'État avant l'expiration de son mandat. C'est seulement après le juillet qu'il pourra tenter, des lors, de faire quelque chose ; à moins qu'il ne s'entende avec le général Guzmán, qui vient d'être élu président... »

Certains jeunes officiers pensant, de leur côté, à un coup d'État sensiblement différent. De plus en plus affectés par la lutte contre la guérilla, ils acceptaient mal la corruption et l'« aveuglement », disaient-ils, de la hiérarchie au pouvoir. Confrontés aux réalités de la misère paysanne, certains d'entre eux — sans pour autant remettre en cause la nécessité de la lutte militaire contre les révolutionnaires — se sont convaincus de l'urgence d'introduire plus de justice sociale dans le pays.

#### « Agir vite... »

« Quatre-vingt-dix pour cent des revendications formulées par les guérilleros dans certains de leurs textes de début sont validées », nous a déclaré un colonel devant deux de ses pairs. Beaucoup d'officiers étaient montrés très préoccupés du processus électoral des derniers mois : il s'achèverait, selon eux, de façon décevante, et le système se serait rendu plus difficile l'octroi de l'aide économique et militaire américaine.

Le jour même de la proclamation des résultats, un officier nous a déclaré : « Des réunions au cours desquelles l'éventualité d'un coup d'État est discutée ont lieu depuis quelque temps. Elles sont connues de certains militaires américains, qui nous ont affirmé que leur pays reconnaîtrait n'importe quel gouvernement, sans pour autant nous appuyer concrètement. » Cet officier était partisan d'agir vite, pour profiter de l'impact psychologique de la fraude électorale, et dans l'intention de devancer le général Benito Lucas.

Il n'est pas encore possible de déterminer qui l'a emporté de ces deux courants principaux. L'impression en fin de journée, mardi, était que les « jeunes officiers » avaient dû, pour passer à l'action, s'entendre avec des éléments plus conservateurs, le général Rios servant, grâce à son prestige, de point de ralliement.

#### « Sauver le pays »

A l'intérieur du Guatemala, la journée du mardi 23 mars a été calme. Certains secteurs de la population se réjouissent ouvertement du renversement du général Lucas. Le secteur privé, soucieux d'obtenir l'aide économique des États-Unis, pourrait appuyer l'initiative des militaires. Certains hommes d'affaires ne cachent pas ces derniers jours que seule une solution de ce genre pourrait encore « sauver le pays ».

Les conditions du déroulement des élections du 7 mars avaient montré qu'il est impossible d'organiser une consultation digne de ce nom dans un pays en guerre et qui n'a pas l'habitude des scrutins libres. Ces événements démontrent, une fois de plus, que les armées d'Amérique latine ne se gênent pas pour intervenir après une élection quand le résultat ne leur convient pas. Elles semblent, d'autre part, de plus en plus disposées à le faire sans l'aval des États-Unis. Ceux-ci ont, il est vrai, déjà démontré qu'ils acceptent sans trop rechigner d'être mis devant le fait accompli, du moment que les putschistes s'engagent à combattre la menace communiste.

Jusqu'au 23 mars, l'axe essentiel de la politique centro-américaine de Washington était l'organisation d'élections. (1) Cette stratégie vient d'être battue en brèche au Guatemala par le coup d'État de mardi. Le coup de grâce pourrait lui être donné par une victoire aux urnes de l'extrême droite, d'ici le prochain, à San-Salvador.

FRANCIS PISANI.

(1) Des consultations ont eu lieu au Honduras en novembre 1981, au Costa-Rica en février 1982, au Guatemala en mars, et une autre est prévue pour le 28 mars au Salvador.

## C'est parce que nous nous battons pour l'Indre que nous nous battons pour vous.

Nous, élus de l'Indre, croyons à la décentralisation et au progrès qu'elle peut apporter à notre département.

L'Indre a besoin d'innovation. Et nous nous battons pour l'Indre. Apportez-nous cette innovation, donnez votre

imagination et votre enthousiasme et nous nous battons pour vous.

Avec l'appui technique de l'ANVAR Centre, nous lançons un grand concours : Innover dans l'Indre.

Vous qui souhaitez exploiter

une technique ou une application nouvelle, vous qui voulez créer ou développer une certaine forme d'entreprise, exposez vos projets, donnez vos idées.

Plusieurs récompenses de 500 000 francs sont prévues.

### L'Indre. La volonté de vous aider à réussir.



Les dossiers de candidature sont à demander à André Laignel, Président de l'Observatoire Économique de l'Indre. Préfecture, Place de la Victoire et des Alliés 36000 Châteauroux. Tél.: (54) 34 33 79.

## La course aux dans toute l'

« Les élections... »

« Les élections... »

« Les élections... »

« Les élections... »

« Les élections... »

« Les élections... »

« Les élections... »

« Les élections... »

« Les élections... »







# AMÉRIQUES

## Les livraisons de matériel militaire français au gouvernement de Managua seront ralenties

Le contrat de vente de matériel militaire au Nicaragua est très « complexe » et comporte « des délais », indique-t-on seulement au Quai d'Orsay après la publication par l'hebdomadaire américain *Newsweek*, daté du 29 mars, d'une information selon laquelle les livraisons d'armes françaises au gouvernement de Managua seraient ralenties. De bonne source américaine, on confirme que Washington a été informé — comme le dit également *Newsweek* — que ce retard est dû à des « raisons techniques ».

L'hebdomadaire américain estime que, raisons techniques ou non, le ralentissement des livraisons d'armes au Nicaragua est jugé à Washington comme une concession française « hautement significative » au point de vue américain.

C'est au cours de leur entretien du 12 mars à la Maison Blanche que M. Mitterrand en aurait informé le président Reagan. En retour il serait reparti en pensant que M. Reagan « prendrait sérieusement en considération le plan de paix en Amérique centrale » (présent mexicain, Lopez Portillo). C'est ce qui n'est pas confirmé, mais c'est un fait que le gouvernement français

se félicite de l'action diplomatique menée par le Mexique auprès des États-Unis et des autres parties intéressées pour une solution politique des problèmes de la région, et qu'il ne veut nullement la perturber.

Selon de bonnes sources, M. Reagan a déploré avec insistance dans sa conversation avec M. Mitterrand les ventes de matériel militaire français, et en particulier d'hélicoptères, au Nicaragua qui est, a-t-il dit, une « base de guérilla » en Amérique centrale. Nous avons des documents qui le prouvent, a-t-il ajouté en substance.

Mitterrand aurait répondu qu'il accepterait de suspendre les livraisons d'hélicoptères s'il jugeait ces documents probants et qu'en tout état de cause la France ne conclurait pas le second contrat de ventes de matériel militaire au moment envisagé avec le Nicaragua. Mais il aurait ajouté que l'ensemble du contrat serait exécuté, fut-ce avec du retard.

Ce contrat, conclu en décembre, porte sur la livraison de 17 millions de dollars (environ 100 millions de francs) de matériel militaire au Nicaragua.

## El Salvador

### Les guérilleros demandent la médiation du président vénézuélien

Le président vénézuélien, M. Luis Herrera Campesino, a révisé, lundi 22 mars, à Caracas, les dirigeants de la guérilla salvadorienne lui avaient écrit pour lui demander de servir de médiateur dans le conflit qui les oppose au gouvernement de leur pays. M. Herrera Campesino, démocrate-chrétien, est un ami de M. Napoleon Duarte, président de la junte du Salvador, et également chef du parti démocrate-chrétien de son pays. Il a pris nettement position contre les insurgés et en faveur des élections du 23 mars.

Dans ses déclarations, faites au cours d'une conférence de presse, le chef de l'État vénézuélien a indiqué que les dirigeants de la guérilla étaient prêts à ouvrir des négociations « à tout moment » pourvu qu'il y ait « aucune condition préalable ». Ils proposent que soit élaboré un ordre du jour en accord avec les parties belligères, a précisé le président, et que des observateurs étrangers assistent aux négociations.

M. Herrera Campesino a indiqué que la lettre était signée par les chefs des cinq mouvements intégrés dans le Front Farabundo-Martí de libération nationale. Ceux-ci se disent « d'accord pour que la guerre prenne fin », afin que le peuple salvadorien « puisse vivre ». Ils ajoutent dans leur texte que la « stabilité » doit revenir en Amérique centrale, afin d'« éliminer une source de tension mondiale ».

Les guérilleros demandent dans leur lettre l'établissement d'un « gouvernement pluraliste, avec une participation nationale et un

soutien populaire très large ». M. Herrera Campesino, dont les partisans ont déclaré qu'il attendait le résultat du scrutin de dimanche avant de prendre une décision définitive.

An Salvador, la station des Insurgés, Radio Venceremos, a demandé à la population de « conserver vers les villes du pays ». « Nos forces ont vaincu l'ennemi dans la campagne, préparez-vous maintenant pour la lutte finale en marchant sur les villes », a dit la radio. Selon certaines indications, les guérilleros projettent de lancer une grande offensive ce mercredi 24 mars, à l'occasion du deuxième anniversaire de l'assassinat de Mgr Romero, archevêque de San Salvador, afin de faire échouer les élections à l'Assemblée constituante.

Alors que M. Napoleon Duarte a indiqué, à plusieurs reprises, qu'il refuserait de négocier avec la guérilla si celle-ci ne déposait pas les armes et s'obligeait à boycotter le scrutin, c'est une opinion sensiblement différente qu'a exprimée, mardi, l'ambassadeur des États-Unis au Salvador, M. Dean Hinton. Ce dernier a déclaré, en effet, que le gouvernement qui serait formé à la suite du scrutin de dimanche devrait envisager des négociations avec la guérilla « afin de mettre fin au massacre ». — (U.P.I., A.F.P.)

# DIPLOMATIE

## La visite en France du président Syaad Barre

### PARIS ACCROÎTRA SON AIDE ÉCONOMIQUE À LA SOMALIE

La France accroîtra son aide à la Somalie, a indiqué, mardi 22 mars, M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué à la coopération et au développement, à l'issue du déjeuner offert par M. François Mitterrand au président Syaad Barre.

« Nous souhaitons accroître l'aide de la France à la Somalie », a déclaré M. Cot, pour le moment assez modeste sur le plan de l'aide publique au développement, même si la caisse centrale est pour sa part engagée dans un grand projet de barrage, qui n'a pas trouvé un financement complet jusqu'à présent, qui doit être mené à son terme. (...) Il nous faut progressivement accroître cette aide, et nous entendons le faire car nous avons de bonnes relations avec la Somalie, et nous avons toutes les raisons de vouloir les renforcer. (...) Comme c'est un des pays les moins avancés, nous avons la même inclination supplémentaire. »

M. Cot a précisé que le problème de l'aide militaire n'avait pas été évoqué au cours du déjeuner auquel participait M. Barre.

De son côté, M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, a déclaré : « Nous augmenterons la coopération économique dans la mesure de notre possibilité : rigueur, mais solidarité. »

## L'ACCORD SUR LA FONDATION EUROPÉENNE DE LA CULTURE SERA SIGNÉ LE 29 MARS.

L'accord instituant la Fondation européenne de la culture sera signé, lundi 29 mars, à Bruxelles, avant la réunion du conseil européen, au cours de la cérémonie pour le vingt-cinquième anniversaire de la Communauté, en présence du roi Baudouin et des chefs d'État et de gouvernement des Dix.

La Fondation a pour mission de « promouvoir une meilleure connaissance du patrimoine culturel européen dans sa riche diversité et dans son unité ainsi que de donner aux citoyens une perception directe et concrète de la réalité du progrès vers l'objectif de l'Union européenne », indique le communiqué publié après le conseil des ministres de la Communauté du 23 mars.

La création d'une Fondation européenne de la culture a été décidée en conseil européen de Rome en 1971. Le conseil européen de Copenhague avait fixé son siège à Paris. Le gouvernement français avait cependant retardé sans explications, mais sans doute pour des raisons de politique intérieure (divisions de l'ancienne majorité), la négociation des statuts, qui s'enlèvent tout à fait en 1979.

Le nouveau gouvernement français avait inscrit la Fondation européenne de la culture dans son plan de relance communautaire.

# EUROPE

## Pologne

### Des « groupes opérationnels » de l'armée vont contrôler l'activité des paysans

De notre correspondant

Varsovie. — Après la militarisation des secteurs-clés de l'industrie, c'est l'agriculture qui va être soumise au contrôle d'une armée dont le retour dans les casernes paraît de plus en plus aléatoire. Sur ordre personnel du général Jaruzelski, des « groupes opérationnels » vont se rendre dans mille sept cents communes rurales pour y procéder à un contrôle « objectif, juste et approfondi » des stocks et de la production des fermes.

Annoucé durant le journal télévisé du soir du mardi 23 mars par le général Mroz, inspecteur général des forces armées, et baptisé « Printemps 82 », cette opération laisse pressager un retour, sous une forme ou une autre, au système des livraisons obligatoires. Il y a un mois et demi déjà, le ministre de l'agriculture avait évoqué cette possibilité en se déclarant à la fois convaincu qu'on pourrait éviter d'en arriver là et décidé, si nécessaire, à recourir à ces méthodes revues depuis de nombreuses années. Il manquait à ce moment-là, selon les chiffres officiels, 3 millions de tonnes de céréales et de fourrage pour couvrir les besoins, et il semble pas que ce déficit ait été comblé depuis.

Les importations ont été rendues très difficiles par les sanctions occidentales. Les paysans privés (qui exploitent plus de 70 % des terres) préfèrent stocker ou vendre au marché noir plutôt que de livrer à l'État qui paye mal et que l'on soupçonne à nouveau, malgré les assurances officielles, de vouloir élargir le secteur collectiviste. La logique de la force se développant d'elle-même, l'état de guerre déclaré aux ouvriers et aux intellectuels touche maintenant un monde paysan dont l'autonomie constituait, avec celle de l'Eglise, le principal frein à l'emprise du régime sur la société.

Supervisés par des délégués du Conseil militaire de salut national et assistés d'experts agricoles, les groupes opérationnels devront notamment contrôler les réserves de céréales. Les prévisions de livraisons pour cette année, l'exploitation des

terres et l'état des machines agricoles et des stocks d'engrais. Outre l'inventaire des ressources réellement disponibles et donc livrables qu'elles permettront de faire, ces données pourraient permettre aussi de définir une politique agricole très incertaine si ce n'est imprévisible.

On voit mal dans ces conditions comment l'hostilité au pouvoir ne se renforcerait pas rapidement dans les campagnes, alors même qu'elle ne se dément pas dans les villes. Samedi 20 mars, vingt-quatre heures avant la grande manifestation politique à laquelle a donné lieu, dimanche à Gdansk, le baptême de la dernière enfant de M. Walesa, des courts mais spectaculaires débrayages ont été organisés à l'usine d'Urus, près de Varsovie. Les ouvriers de plusieurs ateliers ont abandonné leur poste de travail durant quinze à trente minutes sous des prétextes divers, évitant de prononcer le mot grève.

Ce mouvement de protestation avait été suscité par la mise à pied d'employés qui avaient participé la veille à un dépôt de gerbes devant le monument érigé en souvenir des émeutes de 1976. Cette cérémonie avait elle-même pour but de marquer le premier anniversaire des violences policières dont avaient été victimes des dirigeants de Solidarité le 19 mars de l'année dernière à Bydgoszcz.

Tout comme l'envoi de délégations d'usines au baptême de Gdansk et le développement continu de la presse clandestine, ces actions reflètent le niveau d'organisation que Solidarité réussit à maintenir malgré l'état de guerre et la poursuite de la répression dont la presse officielle se fait régulièrement l'écho. L'angoisse se lit aisément sur les visages, la peur se devine aux détours des phrases, mais elle n'est pas la raison d'une volonté d'espérer plus optimiste que jamais. Balbutiante et extrêmement vulnérable, cette résistance prudente tend à s'enhardir comme en témoigne, par exemple, la création, annoncée mardi 23, d'un « comité provisoire de sauvegarde

de l'Association des journalistes polonais » dissoute samedi dernier. « Nous ne pouvons plus, disent dans leur première déclaration les membres de ce comité, rester muets, car le silence pourrait être interprété comme un assentiment tacite à un nouvel enlèvement à la machine de la propagande. »

Le phénomène est, en tout cas, assez ample pour que l'on puisse lire dans le projet de « programme d'action à long terme » du parti ouvrier unifié (POUP) que « les adversaires du socialisme n'ont pas renoncé à leurs actes et buts destructeurs » et que le « processus de sortie de la crise et d'instauration du socialisme se déroule dans des conditions de dure lutte des classes ». Intitulé « Pourquoi luttons-nous ? Où allons-nous ? », ce projet n'a pas encore été rendu public, mais circule pour discussion au sein du POUP.

## L'armée restera au premier plan

Le point le plus marquant de ses quatorze pages — dont la lecture est de nature à enlever toute illusion sur des perspectives de libéralisation — est l'affirmation du rôle prééminent désormais dévolu à l'état-major. « Les garants de l'existence et du fonctionnement d'un État fort (dont le « renforcement » est défini comme « une des tâches fondamentales du parti ») sont aujourd'hui, est-il écrit, l'armée et le WRON (Conseil militaire de salut national).

Le 11 mars dernier, le bureau politique avait déjà fait « obligation » aux membres du parti de « soutenir les décisions du Conseil militaire ». Très bientôt, ce soutien sera le « devoir patriotique de tous les Polonais ». La nation entière devra, en outre, au WRON et aux forces de sécurité « compréhension et respect », car il faut « renforcer l'ordre, raffermir le respect de la loi et donner aux gens le sentiment d'une sécurité durable ». Le parti, dont le rôle dir-

geant est pourtant rappelé avec insistance, se trouve, de cette manière, au-dessous de la société mais, avec elle, soumis à l'autorité d'une armée placée au sommet des institutions politiques. Il est vrai que ses chefs sont membres du POUP et fidèles entre tous aux intérêts du camp socialiste, et qu'on peut donc considérer qu'ils n'agissent que par procuration. On ne peut pas oublier pour autant qu'il est encore plus vrai que ce sont les militaires du parti qui ont le pouvoir, que le parti n'en aurait aucun ou presque sans eux et qu'on n'impose jamais mieux son autorité que lorsqu'on est indispensible.

Pour le reste, c'est l'orthodoxie la plus stricte qui l'emporte dans ce programme. Si les formes d'organisation prendra un jour le mouvement syndical seront définies « par ses membres et les ouvriers », le parti entend bien, en revanche, mener « une lutte conséquente pour le caractère politiquement cohérent et socialiste » des syndicats. Leur autonomie et leur autogestion ne devraient pas servir d'« instrument contre les structures de l'État et ses intérêts des masses laborieuses », qui sont « exprimés » par le parti.

L'entente nationale, elle, doit unir les membres du POUP, ceux des partis satellites, les « catholiques qui se prononcent pour le socialisme », « tous les patriotes », enfin, et se fonder sur la reconnaissance du rôle dirigeant du parti. Il ne s'agit là de rien d'autre que des classiques fronts d'unité nationale qui existent dans toutes les démocraties populaires et assurant un « pluralisme » dont on pourrait éventuellement assurer sans grand risque le bénéfice au mouvement syndical. C'est du moins à l'un de ces points qui seraient aujourd'hui toute la différence entre « dure » et « libérale ».

## Rendre à César...

Les relations entre l'Eglise et l'État, séchement traitées, devront se fonder sur le principe : « Rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ». L'éducation et la culture devront être « soumis à la polarisation des idéaux socialistes ». Le système socialiste n'étant « pas encore pleinement incrusté dans les consciences, les attitudes et les façons de vivre de la société ». Le parti aura d'ailleurs à « soutenir les enseignants, les hommes de science et les artistes qui veulent et savent former les esprits conformément aux valeurs du socialisme et du patriotisme ». La politique des cadres devra « permettre l'avancement et l'accès aux postes de gens dévoués à la cause du socialisme (...) possédant des qualifications convenables et un esprit initiative — qu'ils soient ou non membres du parti ».

Parallèlement, la nécessité est réaffirmée de la démocratie dans le parti, de l'autogestion (qui ne pourra toutefois être réalisée que dans des conditions de « fonctionnement normal de l'économie et de toute la vie sociale », du contrôle social, de la transparence de la vie publique, de la réforme économique et de l'égalité entre les deux secteurs de l'agriculture. Il ne serait donc plus question, est-il dit, de revenir ni à avant août 1980 ni « aux choses et à l'anarchie » d'avant le 13 décembre.

En attendant que cet équilibre soit atteint — et c'est bien là du « long terme » — l'armée est effectivement un « garant ». On voit mal comment sans elle un parti qui doit « raffermir », dont « les liens avec la classe ouvrière ont été affaiblis et parfois même rompus », et dont le problème « fondamental est de retrouver la confiance sociale », comment ce parti donc pourrait mener le combat « pour le socialisme dans les villes et les campagnes » et se « lutte sans compromis (...) et sans pitié contre les forces anti-socialistes et anti-polonaises qui tendent à abolir le socialisme ».

Le général Jaruzelski fera à la fin de ce mois une visite « officielle d'amitié » en R.D.A., en sa triple qualité, est-il précisé, de premier secrétaire, de premier ministre et de président du WRON.

DANIEL VERNET.

BERNARD GUETTA.

## Espagne

### LE PROCÈS DU RAVISSEUR DE MOÏSE TSHOMBÉ (EN 1967) S'EST OUVERT À PALMA-DE-MAJORQUE.

(De notre correspondant.)

Madrid. — Le procès de M. Francis Bodeman, le Français qui avait détourné en 1967 sur Alger l'avion dans lequel voyageait l'ancien premier ministre du Congo belge, M. Moïse Tshombé, s'ouvre ce mercredi 24 mars, à Palma-de-Majorque, devant un tribunal militaire. M. Bodeman, qui est accusé par les autorités espagnoles de délit contre le droit des gens (droit international public), avait été arrêté en 1978 à Liège, en Belgique, muni de faux papiers, pour détention illégale d'armes. Il avait été extradé, en mai dernier, en Espagne et placé ensuite en détention préventive.

L'accusé espère bénéficier de l'amnistie promulguée en 1977 à Madrid pour les délits politiques et échapper ainsi aux vingt ans de prison que le procureur a requis contre lui. Visiblement déçu à l'implication beaucoup de moins, il a multiplié récemment les déclarations transmissées à la presse espagnole. « Je reconnais beaucoup de choses et je ferai en sorte que l'Espagne et la Belgique se retrouvent mouillées dans cette affaire », a-t-il annoncé. « Je suis un homme qui a été arrêté et jugé par ses propres complices », a-t-il ajouté, en soulignant que toute l'opération de détournement d'avion était déroulée avec la collaboration des services secrets belges et espagnols. — Th. M.

(Publié)

## ATTENTION

Le n° 1 est épuisé. Le n° 2 de L'OFFICIEL D'AFRIQUE, le magazine de l'élite africaine, est paru. Chez votre marchand de journaux : 20 F.

## Grande-Bretagne

### Une victoire à l'élection partielle de Glasgow permettrait à M. Roy Jenkins de briguer la présidence du parti social-démocrate

A l'occasion d'une élection législative partielle à Glasgow, le jeudi 25 mars, M. Roy Jenkins, un des quatre fondateurs du parti social-démocrate, tente de retrouver un siège au Parlement. Cette élection intervient alors que l'alliance entre sociaux-démocrates et libéraux paraît en perte de vitesse.

De notre envoyé spécial

Glasgow. — Ils sont fiétrés, les quarante mille électeurs du quartier de Hillhead. On ne cesse de leur répéter que leur vote sera historique, que cette élection partielle est la plus importante depuis la guerre et qu'elle peut changer le paysage politique britannique pour plus d'une décennie. Ils sont fiétrés et quelque peu agacés qu'on s'intéresse à leur circonscription uniquement parce qu'ils choisissent comme député national l'ex-champ de tennis britannique, le lord Tony Benn. Le parti national écossais (S.N.E.) présente aussi un candidat sérieux, M. George Leslie, qui peut confier à M. Jenkins quelques votes de protestation.

Pourtant, les affaires écossaises ne jouent pas un rôle primordial dans cette campagne. A Hillhead comme ailleurs, le premier sujet de préoccupation est le chômage, qui, à Glasgow, frappe 20 % de la population active. La circonscription n'est toutefois pas socialement homogène. Le lord des doctes, sur les bords de la Clyde, dans les H.I.M. ou les vieux appartements délabrés et surpeuplés, voter travailliste est une seconde nature. Plus on s'éloigne de la rivière vers le haut de la colline, plus on s'élève dans l'échelle sociale. Les deux tiers des habitants de Hillhead sont des « cols blancs », et la circonscription compte la moitié de toutes les écoles privées de tout Glasgow.

La France n'est pas absente du débat, et le chancelier de l'Échiquier, venu soutenir le candidat conservateur, donne sa politique économique en exemple de ce qu'il ne faut pas faire. Le « socialisme à la française » est ainsi utilisé contre les sociaux-démocrates qui prônent la relance et, accessoirement, contre les travaillistes. C'est cela aussi l'effet Mitterrand.

« papiste ». Le travailliste, M. David Wlesman, a pour seul handicap ses liens avec l'aile gauche du parti. Le lord Tony Benn, le parti national écossais (S.N.E.) présente aussi un candidat sérieux, M. George Leslie, qui peut confier à M. Jenkins quelques votes de protestation.

La France n'est pas absente du débat, et le chancelier de l'Échiquier, venu soutenir le candidat conservateur, donne sa politique économique en exemple de ce qu'il ne faut pas faire. Le « socialisme à la française » est ainsi utilisé contre les sociaux-démocrates qui prônent la relance et, accessoirement, contre les travaillistes. C'est cela aussi l'effet Mitterrand.

DANIEL VERNET.

BERNARD GUETTA.

## LYCEE FRANÇAIS de FLORIDE

INTERNAT

SECONDE A TERMINALE A, B, C, D

Remarque : 6/6 copies : 57, r. CL-LAFITTE, 92200 NOUILLY - Tél. 722.54.54

et classe prépa. entrée

**SC. PO.**

PARIS

et classe prépa. entrée

**UNIVERSITES U.S.A.**

THEAT., SAT., GEN., CHAT., GR.

**POUR BIEN S'ASSEoir ET BIEN DORMIR**

Sans l'éloigner du mur, la banquette-**lit** STERNER se transforme en vrai lit pour 2 personnes, par un simple basculement



**CAPÉLOU**

DISTRIBUTEUR

37, AV. DE LA REPUBLIQUE 11 PARIS XI - Métro Parmentier

TEL. 357.46.35

Le Monde

## LE TRANSFERT DU PC

« D'ailleurs : En descendant l'échelle fondamentale, il se donne les moyens

Le transfert du PC... (Text continues with political analysis and commentary on the situation in Poland and the role of the Polish Workers' Party.)

Le transfert du PC... (Continuation of the article, discussing the challenges and prospects for the Polish Workers' Party in the context of the Solidarity movement.)

# “Descend vient à l”





Le Monde

# politique

## LE TRANSFERT DU POUVOIR EXÉCUTIF AUX PRÉSIDENTS DE CONSEILS GÉNÉRAUX

**M. Defferre: «En décentralisant, l'État n'abandonne pas ses responsabilités fondamentales, il se donne les moyens de mieux les assumer»**

Dans tous les départements, les préfets ont lu, ce mercredi 24 mars, devant les conseillers généraux le message de M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, dont nous publions ci-dessous le contenu.

«A la fin de ce message, conformément à la loi du 2 mars 1982, le pouvoir exécutif du département vous sera transféré. Il vous appartient alors de préparer et d'exécuter les délibérations du conseil général.

Le transfert de l'exécutif départemental du préfet au président du conseil général sera la première étape d'une véritable décentralisation. Y verra-t-on une modification de méthode ou de nature dans la gestion administrative des départements? Le geste accompli aujourd'hui s'inscrit-il comme une date historique? L'avenir en décidera.

Vous êtes, nous sommes, en tout cas, à un tournant des traditions du droit public français qui a été marqué par une centralisation multiséculaire de plus en plus anachronique puisqu'elle ne tenait pas compte des innombrables progrès scientifiques et techniques qui ont transformé les conditions d'existence de l'humanité. Mouvement sans doute irréversible qui pourra proposer dans l'avenir de reprendre aux élus le pouvoir, les compétences, qui vont leur être confiées? Même aux moments les plus animés du débat parlementaire, personne ne l'a sérieusement envisagé.

Et pourtant au cours de ce débat le gouvernement a été accusé de vouloir imposer la domination d'une formation politique aux départements français. Le gouvernement a, au contraire, voulu permettre à tous les courants d'opinion, majoritaires ou minoritaires à l'échelon national, de s'exprimer et d'assumer la responsabilité de la gestion départementale. Là est la profonde novation de cette loi. Ainsi, quelle que soit la majorité parlementaire, des élus départementaux de toutes tendances pourront définir les

leviers de commande des conseils généraux comme c'est le cas pour les municipalités : ce qui est conforme à l'esprit démocratique qui a inspiré le projet gouvernemental.

Le président de la République, en inscrivant la décentralisation parmi ses engagements fondamentaux, a voulu répondre tant à l'aspiration des Français à plus de libertés locales qu'à leurs souhaits maintes fois exprimés d'obtenir que le pouvoir de décision soit confié à des responsables élus par eux et indépendants du pouvoir central.

Les droits nouveaux accordés aux élus par la loi sont une marque de confiance. Elle honore tout à la fois chacun d'entre vous et tous ceux qui, dans leur ville, leur village, leurs cantons, vous ont élus pour assumer ces hautes charges. Le gouvernement a conduit l'engagement du président de la République dans les faits en déposant dès le mois de juillet 1981 le projet de loi relatif aux droits et libertés des collectivités locales.

### Un hommage au corps préfectoral

Le Parlement, enfin, s'est associé dans la diversité qui caractérise une démocratie pluraliste, à l'élaboration du texte de loi qui est en train de devenir une réalité vécue pour les citoyens auxquels ces droits et libertés sont destinés. C'est à vous qu'il appartient d'assurer cette transition entre le droit et l'exercice du droit, entre la liberté définie et la liberté vécue. Cette tâche est exaltante, mais elle est difficile. Au moment où les préfets remettent aux présidents des conseils généraux les pouvoirs qu'ils détenaient de la loi de 1871, le gouvernement rend hommage à un corps qui a incarné par la haute conception de son rôle et son esprit civique le sens de l'État et le dévouement aux collectivités dont il avait la charge.

L'une de ses missions s'achève : d'autres, très importantes, le re-

quièrent dans le service permanent et exigeant de la nation. Le vaste mouvement de décentralisation qui accompagnera la nouvelle répartition des compétences confiées aux préfets devient commissaires de la République un rôle accru. Ils deviendront les seuls représentants de l'État auprès des élus locaux et les représentants de chacun des ministres. L'unité de la nation sera ainsi maintenue et même renforcée.

En décentralisant, l'État n'abandonne pas ses responsabilités fondamentales, il se donne les moyens de mieux les assumer. Il ne se désintéresse pas des problèmes des communes, des départements et des régions. C'est au contraire en prenant appui sur une vie locale plus dense, plus responsable, plus active que l'État pourra apporter son concours, son appui, des conseils dans un dialogue que l'on doit souhaiter permanent et fructueux.

Mesdames, Messieurs les conseillers généraux, dans cette difficile et inlassable conquête vers plus de libertés et de responsabilités, une étape nouvelle vient d'être franchie. Dans ce monde où la force et la violence imposent trop souvent leur règne, puissent tous les citoyens et tous les élus mesurer le privilège de vivre dans une démocratie qui s'étend et se renouvelle. Appliquons-nous, demain, à en faire une vertu quotidienne.

**Langues**  
CADRES - DIRIGEANTS  
Chargés d'affaires à l'étranger  
Apprenen en un temps record (de 40 à 60 h)  
Sachez utiliser vos connaissances indispensables.

**VOTRE FORMATION**  
24 rue B. Barbusse, 75006 Paris  
Tél. : 33-15-10 - 33-15-42

## De nouvelles compétences qu'il reste à répartir

Les présidents des conseils généraux, qui devaient être élus mercredi 24 mars (voir page 40), seront dotés de pouvoirs beaucoup plus grands que par le passé, par la loi de décentralisation (le Monde daté du 7 mars). Le paradoxe du résultat des élections cantonales est que cette loi, votée par la gauche (1), profitera essentiellement à l'opposition, puisque celle-ci est majoritaire dans cinquante-huit départements, la gauche n'étant dominante que dans trente-cinq conseils généraux (dans cinq départements, la droite et la gauche sont à égalité de sièges).

La première partie de la loi de décentralisation a été publiée au Journal officiel du 3 mars. Sauf par l'opposition, le Conseil constitutionnel avait décidé, le 25 février dernier, de réserver certaines parties de ce texte relatives au contrôle «a posteriori» qu'exercera le représentant de l'État sur les délibérations des collectivités territoriales. Ces dispositions, modifiées, seront reprises dans un projet de loi qui sera soumis, probablement au cours de la session de printemps, au Parlement.

La loi relative aux «droits et libertés des communes, des départements et des régions» constitue la première étape d'une vaste réforme de la décentralisation. Ses dispositions tendent à supprimer la tutelle de l'État sur les collectivités locales (la région accède à ce statut après les élections régionales du printemps 1983), en transférant les pouvoirs des préfets — leur titre même devrait changer — aux élus locaux. Dans les communes, les décisions du maire — y compris en matière budgétaire — seront exécutées de plein droit, sans qu'un avis du représentant de l'État soit nécessaire. Si ce dernier juge les décisions communales contraires à

la légalité, il pourra seulement saisir le tribunal administratif, éventuellement en demandant un sursis à exécution. Dans le département, c'est le président du conseil général — et non plus le préfet — qui détiendra le pouvoir exécutif. C'est lui qui préparera et exécutera les décisions de l'assemblée départementale ; pour ce faire, un certain nombre de services locaux de l'État seront mis à sa disposition. Il en ira de même dans les régions où, dès le 15 avril prochain, l'exécutif sera assuré par le président du conseil régional.

Sans attendre le projet de loi sur les compétences, les collectivités locales pourront «favoriser le développement économique» et protéger «les intérêts économiques et sociaux» des populations, mais en respectant «les règles de l'aménagement du territoire définies par la loi approuvant le plan national». Pour contrôler les comptes des collectivités locales, il est créé dans chaque région une chambre régionale des comptes. Cette juridiction pourra être saisie par le représentant de l'État, voire par le comptable public concerné.

Le représentant de l'État dans les départements et les régions, s'il ne doit plus être le tuteur des collectivités locales, voit son autorité renforcée sur tous les services extérieurs des ministères. Il a «la charge des intérêts nationaux, du respect des lois, de l'ordre public».

La réforme de la décentralisation ne sera achevée et ne constituera un ensemble cohérent que lorsqu'un certain nombre d'autres textes, accompagnant la loi sur les droits et libertés des collectivités locales, auront été votés par le Parlement. Ceux-ci porteront notamment sur les matières suivantes : répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ; répartition des ressources publiques entre ces mêmes collectivités ; organisation des régions ; garanties statutaires accordées aux personnels des collectivités locales ; mode d'élection et statut des élus ; modalités de la coopération entre communes, départements et régions.

### UNE QUESTION DE M. BAS SUR LE TRAVAIL FORCÉ EN U.R.S.S.

M. Pierre Bas, député de Paris (R.P.R.), demande, dans une question écrite du 16 mars au ministre des relations extérieures, «si, dans nos accords avec l'U.R.S.S., il a été tenu compte de l'existence dans cet Etat de camps de concentration (...) et si nous nous refusons à importer des produits sortant des camps de déportation».

Il est facile, ajoute M. Bas, grâce à l'abondante documentation dont nous disposons sur le régime concentrationnaire en U.R.S.S., de détecter tout ce qui provient du travail de la main-d'œuvre pénale, c'est-à-dire de la main-d'œuvre servile de ce pays. Dans ces conditions, la France s'honorerait grandement si (...) elle se refusait à importer des marchandises fournies par l'univers concentrationnaire.

**Atelier de poterie**  
«LE CRU ET LE CUIZ»  
accueille en groupe les amateurs de 5 à 83 ans  
5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-6  
Téléphone, (le soir) : 707-85-64

# “Descendre! Mais on vient à peine de monter..”



— Vous pouvez détacher votre ceinture, monsieur, nous sommes arrivés à Montréal.  
— Déjà? Mais on vient à peine de partir...  
— Le vol a duré 7h 1/4, monsieur, comme prévu...  
Cette sorte de dialogue est monnaie courante sur les vols Air Canada. Voilà l'effet de l'hospitalité canadienne en Service Connaissseur : elle vous entoure de tellement de chaleur, de prévenance et de petites attentions que vous ne voyez pas le temps passer.

Demandez à ce passager. Depuis son départ de Roissy CDG, les plaisirs ne lui ont pas manqué : après avoir savouré sa boisson favorite, il a soigneusement choisi en priorité son menu parmi le choix proposé, il l'a calmement dégusté en l'accompagnant d'un grand cru (alcools et vins sans supplément) et il s'est consacré ensuite au plaisir musical distillé par ses écouteurs (sans supplément) et aux joies d'un film récent. Il vient tout simplement de découvrir qu'un long vol peut être du bon temps.

Du bon temps, Air Canada vous en propose tous les jours, sur ses vols directs vers Montréal et Toronto, en Service Connaissseur au tarif normal économie. Et si vous désirez visiter l'Ouest Canadien, Air Canada assure des liaisons aisées avec 29 autres villes canadiennes.

Pour plus de renseignements sur le Service Connaissseur, consultez votre agent de voyages ou Air Canada. Vous ne verrez pas le temps passer.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

Paris: Service Voyageurs  
24 h des Capteurs 75008  
Tél. (1) 742.21.21 - 1 ligne  
60002, 24 h (1) 742.43.77  
Air Canada se réserve le droit d'apporter des modifications à ses conditions de transport.



**AIR CANADA**

ELOU



# POLITIQUE

## LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS CANTONALES ET LA PERSPECTIVE DU SCRUTIN PROPORTIONNEL

### L'intervention de M. Rocard peut relancer le débat à l'intérieur du P.S.

M. Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, a commenté, mardi 23 mars, dans une déclaration écrite remise à la presse, les résultats des élections cantonales. Au lendemain de la déclaration du bureau exécutif du P.S., soulignant la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », M. Rocard parle d'une

première véritable prise de position politique de M. Michel Rocard depuis son entrée au gouvernement. L'intervention, quarante-huit heures après le premier échec électoral de la gauche au pouvoir. Cette simple juxtaposition suffit à introduire le doute sur l'opportunité d'une prise de position. « La surprise aurait été qu'il ne dise rien », a immédiatement commenté un responsable socialiste. L'intervention du ministre de l'Intérieur, M. Rocard avait regretté, à la télévision, que la gauche ait subi un nouvel échec.

Cette fois, M. Rocard prend date. Mais il lui sera difficile d'écrire qu'on le soupçonne, en haut lieu, de prendre quelque distance de la première épreuve électorale. En de vouloir préserver sa propre image de marque de toute altération. A preuve la réaction immédiate, et guère innocente, de la *Lettre de la Nation*. Pierre Charry écrit, mercredi 25 mars, qu'il est « champion du monde de la lucidité, Michel Rocard n'aurait pas dû postuler dans l'équipe de France ». L'intervention du ministre d'Etat ne s'oppose pas à celle du bureau exécutif : il explique qu'il n'y a pas de changement de position, mais qu'il y a une « solidarité avec l'effort » et qu'il n'y a pas de « hiérarchisation des priorités » qui ne pourrait, à l'évidence, pas être la même pour toutes les catégories sociales. M. Rocard qui n'avait soumis sa déclaration ni au président de la République, ni au premier ministre — « un ministre est aussi un homme politique », a-t-il commenté — peut à juste titre se

consoler de la philosophie et des dispositions du plan intérieur de deux ans adoptés par le Parlement. Il peut aussi considérer qu'il développe une analyse du scrutin difficilement contestable : il explique que la nature même des élections cantonales « a pu conduire certains de nos dirigeants à une mobilisation insuffisante, mais bien ceux qui estimaient pas avoir perdu les effets immédiats de la politique nouvelle que ceux qui redoutent l'ampleur et la rapidité du changement ». Pour surmonter cette contradiction, il propose l'élaboration d'un « pacte social » sur les objectifs du changement. Sur tous ces points, on voit mal les socialistes engager le feu : chacun peut y souscrire aisément.

Il est en revanche d'autres aspects de la déclaration de M. Rocard qui sont susceptibles d'alimenter un débat qui s'annonce au sein du P.S. D'une part, il insiste sur l'idée que l'offensive de la droite n'explique pas, à elle seule, l'échec de la gauche. Les dirigeants socialistes considèrent certes qu'il y a d'autres facteurs, mais ils ne retiennent pas celle-ci comme non négligeable. D'autant qu'ils estiment que les résultats des élections cantonales risquent d'encourager ceux qui, au sein du P.S., ont une attitude négative, dans l'information ou la tête d'organisations professionnelles, tendent à résister à tout changement. D'autre part, M. Rocard fait de la situation économique, heurtera certainement les oreilles de M. Jacques Delors. L'accent est mis sur les seules signaux encourageants mais sur les difficultés. Enfin, la réaffirmation que toute une série d'actions qualitatives (temps choisi, partage de la responsabilité, initiative), doivent

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Les journaux parlementaires du parti socialiste auront lieu les 1<sup>er</sup> et 2 avril à l'Assemblée nationale. Ces journaux, qui coïncident avec la rentrée parlementaire, ont pour thème principal la « politique de la gauche ». Ils seront précédés, mercredi 24 mars, d'une réunion du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Au cours de cette réunion, le groupe socialiste discutera de la situation de la gauche et de la nécessité de se réunir. Une réunion du comité directeur du P.S. doit avoir lieu les 3 et 4 avril et un séminaire de réflexion de la direction du parti se tiendra les 7 et 8 avril à Gouville (Oise).

### La déclaration du ministre du Plan et de l'aménagement du territoire

M. Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, a commenté, mardi 23 mars, les résultats des élections cantonales en ces termes :

« Le résultat des élections cantonales, qui voit l'avertissement du premier tour confirmé au second, doit être une occasion pour toute la gauche d'un examen sérieux de son action. Nous aurons tort d'en faire porter la seule exploitation sur les moyens de l'offensive de la droite. N'a-t-elle pas été battue en mai et en juin derniers, alors qu'elle disposait des mêmes

moyens et d'une position plus forte encore ? Certes, par leur nature même, les élections cantonales ne constituent pas les premières conclusions de travaux sérieux de la gauche. Elles sont le résultat de la détermination nationale d'il y a dix mois. Cela a pu conduire certains de nos électeurs à une mobilisation insuffisante, aussi bien ceux qui estimaient ne pas avoir perdu les effets immédiats de la politique nouvelle que ceux qui redoutent l'ampleur et la rapidité du changement. »

« C'est précisément dans cette contradiction entre électeurs qui avaient également aspiré à la victoire du président Mitterrand que réside la véritable explication des résultats des élections cantonales. En effet, après plus de vingt ans de conservatisme, aggravé tout au long de ces dernières années par les effets de la crise, la majorité présidentielle ne peut faire qu'un effort de renouveau. Elle doit porter des idées nouvelles, elle doit proposer des solutions nouvelles. »

« Or la situation du pays est difficile. Parce que, même si l'augmentation du chômage se ralentit, il reste un problème. Parce que même si l'inflation diminue, nos prix continuent à augmenter plus vite que ceux de nos voisins. Parce que même si l'effort de la gauche a été amplifié et réduit dangereusement nos marges de manœuvre et d'initiative. Une telle situation ne permet pas de satisfaire en même temps toutes les aspirations. Certaines sont même contradictoires. Le pays doit en prendre conscience dans ses profondeurs. Il n'y a pas aujourd'hui d'autre langage qui soit à la fois d'espoir et de raison que celui qui consiste à le lui expliquer. En effet, il n'y a pas de changement sans solidarité, c'est-à-dire sans une manière ou d'une autre, chaque catégorie de Français puisse bénéficier du changement. »

« Mais il n'y a pas de solidarité sans effort, c'est-à-dire sans une hiérarchisation des priorités qui ne pourrait, à l'évidence, pas être la même pour toutes les catégories sociales. Pour les plus défavorisées, il faut continuer et approfondir l'amélioration des conditions de vie et de travail. Pour tous, l'accent sera mis davantage sur le partage de la responsabilité, le temps choisi ou l'initiative. Ce qui est donc nécessaire pour poursuivre notre marche en avant, c'est un profond pacte social sur les objectifs de la transformation du pays, inscrit dans la durée, équilibre selon les priorités, mais aussi et surtout, équilibre selon les possibilités. Pour ce qui concerne le vote dans ce pacte pour le changement, à la fois la méthode et le contenu du renouveau de la planification. »

● **YONNE.** — M. Morisset, élu au deuxième tour dans le canton de Saint-Sauveur-en-Puisaye, est U.D.F.-R. et non R.P.R. En conséquence le conseil général est composé de 6 P.C., 5 D.S., 1 M.R.G., 1 U.D.F.-C.F.S., 12 U.D.F.-R. (et non 11), 6 U.D.F., 3 R.P.R. (et non 4), 3 C.N.I.F. et 3 modérés.

● **RENE.** — Dans le commentaire accompagnant les résultats du second tour des élections cantonales, le R.P.R. a gagné « dix » sièges alors qu'au total le scrutin s'est soldé par le succès des candidats de la gauche dans les cantons. Comme le seul de ses deux élus qui était renouvelable ne s'est pas représenté, et que le R.P.R. n'a pu conserver de siège, le R.P.R. voit sa représentation au sein du conseil général passer de 2 + 1 apparenté à 3 + 1 apparenté ce qui représente un gain de six sièges.

● **VOSGES.** — Après sa défaite dans le canton de Provenchères-sur-Saône, M. Lionel Stoléru, ancien secrétaire d'Etat au travail manuel, a donné, mardi 23 mars, sa démission de président de l'U.D.F. des Vosges. Celle-ci a été acceptée par le bureau de cette organisation, réuni à Epinal. Le bureau a rendu un hommage à l'action tenace et désintéressée que M. Stoléru a menée pendant quatre ans dans les Vosges et lui a exprimé « son sentiment de profond attachement et son amitié indéfectible ». M. Pierre Alévère, jusque-là, vice-président succède à M. Stoléru. (Corresp.)

### M. Jean-Pierre Fourcade : l'opposition est capable de proposer un projet d'avenir

Au lendemain des élections cantonales, les clubs Perspectives et Réalités ont présenté les premières conclusions de travaux sérieux de la gauche. Ils ont été précédés, mercredi 24 mars, d'une réunion du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Au cours de cette réunion, le groupe socialiste discutera de la situation de la gauche et de la nécessité de se réunir.

Une réunion du comité directeur du P.S. doit avoir lieu les 3 et 4 avril et un séminaire de réflexion de la direction du parti se tiendra les 7 et 8 avril à Gouville (Oise).

Les incidents du canton de Cayenne-Nord-Est

### Le tribunal administratif proclame réélu M. Bruné (R.P.R.)

La réélection de M. Bruné place la majorité et l'opposition à égalité de sièges (huit contre huit), et M. Elie Cascor (div. r.) député apparenté socialiste, président sortant, ne sera certainement pas reconduit dans cette fonction et tous les conseillers généraux sont présents mercredi, depuis le retrait de la vie politique de M. Jacques Lony (P.S.G.), âgé de soixante-seize ans, les moyens de l'assemblée sont réduits. L'opposition fixe ses vœux à l'égard de la proposition. Or le président, en cas d'égalité des suffrages, sera élu au bénéfice de l'âge. L'opposition choisit M. Paul Jean-Louis, conseiller R.P.R. de Maripasoula, né en 1925.

● **L'agence Tass** a relevé, lundi 22 mars, que les partis de gauche n'avaient pas réussi à « rattraper le retard » qu'ils avaient enregistré au premier tour des élections cantonales, malgré une certaine amélioration de leurs positions, au second tour. Dans une dépêche datée de Paris, Tass, qui ne signale pas le recul du P.C.F. présente le détail de la répartition des sièges entre les partis politiques et note que les « forces de gauche ont perdu cent sièges par rapport aux cantons précédents. » (A.F.P.)

### Le R.P.R. veut conforter l'élargissement de son audience

Dès lundi soir, dans son bureau de l'hôtel de Ville de Paris, entouré des principaux responsables du R.P.R., M. Jacques Chirac a tenu une première réunion. Le travail pour analyser les résultats des élections cantonales de la veille et, surtout, pour en tirer les leçons. On peut dire que ce 22 mars marque l'ouverture d'une campagne électorale du R.P.R. pour les élections municipales et régionales du printemps 1983. En effet, les dirigeants gaullistes ont décidé de consacrer le prochain travail pour analyser les résultats des élections cantonales.

Le principe posé par M. Chirac et ses amis est celui d'une action unitaire de l'opposition politique. Cette tactique efficace lors de la consultation cantonale. Son application dépendra des modalités de la loi électorale dont la réforme est à l'étude. Si le gouvernement fait adopter par le Parlement un système proportionnel fortement atténué par une dose importante de scrutin majoritaire, comme l'intention lui en est parfois prêtée, le R.P.R. sera contraint de constituer avec l'U.D.F. et le C.N.I.F. des listes d'union. C'est là, en effet, le seul moyen permettant à l'opposition de recueillir dans le premier tour un nombre suffisant de sièges pour espérer conquérir la majorité dans les assemblées régionales ou dans les conseils municipaux. Si, en revanche, la dose de scrutin proportionnel est prédominante dans le régime électoral retenu, le R.P.R. et l'U.D.F. auront la bataille en ordre séparé afin que chaque tendance recueille le plus de voix possible. Mais, dans ce cas, un accord de gouvernement sera au préalable signé et publié par les deux formations.

Cette stratégie, qui a déjà été évoquée au cours des réunions qui tiennent régulièrement les amis de M. Chirac et dans les milieux de la droite, n'a pas été, cependant, sans susciter quelques objections. Elle sera de nouveau discutée jeudi lors de la prochaine rencontre commune au sein des conseillers généraux de deux formations. Ainsi, et par la force des choses, c'est une tactique à géométrie variable que l'opposition est contrainte d'adopter pour le moment.

De nouveaux notables

Parallèlement à ces actions ponctuelles, les gaullistes vont susciter des candidatures pour les prochaines élections. Dans la composition des listes régionales ils ont décidé de faire figurer essentiellement des personnalités politiques connues dans leurs départements ou même d'audience nationale. Ils renouent ainsi à privilégier les « socio-professionnels », comme ils l'avaient fait sans grand succès aux élections européennes de 1979.

Pour les élections municipales, priorité sera accordée aux personnalités ayant une audience locale ou possédant déjà des mandats communaux. Les élections cantonales ont à cet égard été très sensibles. Elles ont permis de constater que dans le R.P.R. compte plus de candidats. Non seulement les nouveaux conseillers généraux seront incités à briguer un mandat municipal, mais aussi ceux qui, bien que battus, ont fait la preuve de leur implantation locale. Il s'agit pour les dirigeants de faire naître une génération de « nouveaux notables ».

Le courant d'adhésions au R.P.R. (1), ses succès électoraux récents, poussent M. Bernard

(1) Le R.P.R. affirme que les appels téléphoniques reçus à Paris et en province, au soir du 22 mars, après le premier tour des élections cantonales, ont été de 172 demandes d'adhésions.

### M. Olivier Stirn (U.D.F.) : échapper au système manichéen actuel

M. Olivier Stirn, député U.D.F. de Charente-Maritime, du mouvement social-démocrate, a déclaré : « Personne ne conteste le sérieux de M. Chirac, mais le pouvoir vient de subir jusqu'à l'appareil qu'après une consultation très politisée, où le premier tour a été marqué par une victoire sans autorité, la majorité a changé de camp. »

« Une des conséquences en est la réapparition d'un scrutin proportionnel pour les prochaines élections municipales, régionales et législatives. »

« Au sein de chaque camp, les conditions respectent mieux les différences. Les communistes et les socialistes d'un côté, comme l'U.D.F. et le R.P.R. de l'autre, étaient tenus avec le scrutin majoritaire de donner leurs divergences pour faciliter les reports de vote du deuxième tour. Désormais, les projets de société pourront, au contraire, être plus clairement définis, et les électeurs mieux informés. Les idées vont donc venir plus importantes que les hommes. »

« Enfin, le scrutin proportionnel redonnera au Centre des chances accrues. Avec le scrutin majoritaire, M. Mitterrand doit se rapprocher des communistes, comme M. Giscard d'Estaing était contraint de s'entendre avec les conservateurs. Désormais, une large coalition sociale démocratique et libérale, répondant aux vœux de la majorité des Français, redeviendra possible. »

« La vraie majorité est désar-

### Le président et ses traits

Le président de la République, M. François Mitterrand, a été reçu, mardi 23 mars, par le ministre de l'Intérieur, M. Michel Rocard, à l'occasion de la présentation des résultats des élections cantonales.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.

M. Rocard a souligné la nécessité, pour le gouvernement, de « mettre l'accent sur l'essentiel », et a évoqué la situation du pays.



## POLITIQUE

### Le président et ses trois premiers ministres

(Suite de la première page.)

Au contraire, sa mission était de diffuser l'esprit de l'enseignement accablé à sa boutique (« A la solidarité »), afin que soient compensés et justifiés les efforts parfois lourds exigés des classes moyennes — les plus vulnérables politiquement — en faveur d'un meilleur équilibre économique au sein de la nation.

Il n'est peut-être pas excessif de dire qu'elle avait en charge la propagande ou, si l'on veut user d'un mot moins péjoratif, la pédagogie socialiste : que lui était demandée l'élaboration, à l'intention du pays tout entier, d'un nouveau système de valeurs, sinon de pensée, qui aurait réellement mis l'être humain au premier rang de tout.

Son action au regard de cette mission, ainsi que ses effets, ne peuvent assurément pas être évalués à la lumière des dernières semaines qui ont vu dégringoler sur ses épaules une injuste responsabilité ou, à tout le moins, une injuste

culpabilité. Peut-on, par un mouvement contraire, espérer que le jugement porté sur son ministère en sera amélioré ? Que sort sortira politique en sans confort en dépit de ce qu'on remarquait ici et là avant « l'affaire » ? Qu'elle bénéficierait de cette tradition de la V<sup>e</sup> République, aux termes de laquelle la stabilité ministérielle est garantie par la virulence des attaques ?

Ce n'est pas M. Defferre qui songerait à renouer à une telle tradition. Car il n'y a pas, véritablement, que ses adversaires politiques (qu'ils se réfèrent à la bande magnétique Francisot, aux querelles avec les policiers ou même à la mort de René Lucet), pour s'interroger sur le ministère de l'intérieur.

Ses amis politiques auraient quelques raisons de manifester de l'optimisme. Et sans doute ne s'en privent-ils pas, à l'abri des conversations assurées du secret, ou dans ce for intérieur que l'on partage de temps à autre avec des proches.

#### Les démons

Il n'y aurait pas lieu d'ajouter au flot des commentaires sur le revers des cantonales si ces élections ne risquaient pas de commander le proche sort des municipales, puisqu'il n'est qu'à terme d'un an. Surtout lorsqu'on entend dire à gauche que la précédente majorité avait aussi perdu « ses » cantonales en 1978. Il n'est pas moins vrai qu'elle avait dans la foulée, douze mois plus tard, perdu aussi « ses » municipales.

Or, aujourd'hui, perdre des élections dites locales (sous réserve qu'il existe encore de notre temps un quelconque événement qui demeurerait purement local), c'est se soumettre à un jeu de dominos dont M. Mitterrand déplorait, pour d'autres lieux, et en d'autres circonstances, les conséquences perverses.

Il ne serait pas juste pour autant de faire reposer sur le ministre des élections la responsabilité de l'échec subi. Le ministre de l'intérieur ne pouvait à lui seul, aidé ou non du découpage électoral, soutenir ou non par les espoirs que feraient naître les lois de décentralisation, compenser les défaillances constatées, reconnues même, pour ce qui touche à la méthode du gouvernement.

Car c'est une étrange constatation : dix mois après l'arrivée de la gauche au pouvoir, que l'on en soit encore à se demander si cette majorité, assurée, prétend-elle, de ses objectifs, a-t-elle donné une méthode, et un discours sur la méthode.

Qu'il faille ou non incriminer la télévision, ou une presse écrite dans son ensemble effectivement défavorable, le débat ne saurait demeurer à cet endroit de la vie politique. Quand même la télévision, sous la poussée d'une participation, serait contrainte aux ambitions du gouvernement, il convient alors de trouver d'autres voies. Tout comme il convient de se demander si les défauts imputés à la presse ne proviennent pas aussi des insuffisances de ce qui est donné à transmettre.

Il revient donc au premier ministre de découvrir des voies nouvelles — ainsi que des projets qui, touchant peut-être moins au futur, lequel n'est pas promis à tous, calmeraient dans l'immédiat des impatiences que n'apaise pas les certitudes d'un Eldorado lointain.

Les quarante et quelques ministres qui veillent sur la France sont

tous plus ou moins porteurs d'un vaste projet, chacun pour ce qui le concerne. Mais, si l'on ose employer parallèlement le vocabulaire, ils véhiculent plus de souci de l'investissement qu'ils ne se préoccupent des dividendes immédiats. Ils sont cependant bien conscients, ne serait-ce que dans l'ordre de la psychologie, d'exister que le discours collectif sur le futur n'est pas toujours symphonique.

La cohérence du discours, gage de la confiance, est-elle concevable, alors que les plaintes fusent de partout sur un « premier ministre qui n'est pas un décideur » et qui a réuni autour de lui à Matignon « des cabinets ministériels qui ne communiquent pas entre eux » ?

Or de telles appréciations, ainsi que d'autres tout aussi négatives pour l'intérieur, émanent de milieux qui non seulement sont au pouvoir, mais ne sont pas suspects d'autisme sympathique caché ou rebuffé pour le précédent régime. Comme les espoirs personnels de ces bayards sont à présent comblés, on est conduit à supposer que l'analyse commande plus leurs propos, mais plutôt la crainte.

Cette crainte, qui peut le calmer, les réalistes majeurs n'ayant pas réussi, alors le président de la République ? Qui, à sa place, compte tenu du système constitutionnel, peut raviver les ardeurs, rassurer les inquiets, conforter les hésitants, en un mot resserrer des rangs que l'on voit se clairsemant ?

Beaucoup ont craint que le pouvoir ait déjà échoué autour de M. Mitterrand : cette intransigeance, cette pénétration de courtoisie, cette insupportable conscience du bien-faire, si délicate pour ceux qui en sont les prétendus bénéficiaires.

L'échec des cantonales et l'analyse sévère qu'on lui prête à leur propos peuvent faire espérer qu'il n'en est rien et que les diffuseurs de nouvelles désagréables ne sont pas d'ores et déjà bannis ou exilés.

Tel celui qui, par exemple, dit alors qu'on le sait bon économiste et politique avisé, y compris pour lui-même, que si les choix économiques sont opportuns, le discours sur la société civile est « raté », ou bien « absent ». De fait, quant à la société civile, si chère qu'elle devrait être pour des âmes socialistes, il n'y a pas de quoi se vanter.

connexion, plus encore, bien sûr. Pourquoi le ministre du budget la demande-t-elle contre les fraudeurs possibles de l'impôt sur la fortune dont on a toujours affirmé qu'il aurait une base déclarative ?

Plus grave : on attend toujours les textes d'application des contrats de solidarité, que le gouvernement tient pour essentiels dans sa lutte pour l'emploi. On attend, dans plus d'une circonscription cantonale, les syndicats ouvriers ont fait leurs choix gras de ces défalcances. Pas les candidats de gauche.

Plus préoccupant : le 6 avril, s'ouvrira la session de printemps du Parlement ; celui-ci vient d'inscrire à son ordre du jour nombre de projets de loi importants, mais dont il connaît d'instinct moins le contenu réel que le conseil des ministres : ne les a pas encore tous examinés.

Plus étonnant : les intempéries survenues dans un département de l'Ouest empêchent la récolte inégalement du fourrage, dont les éleveurs ont déjà été retardés pour les mêmes causes naturelles. C'est la population, autorisée en tête, qui s'y emploie, à la main. Ces autorités demandent le secours de l'armée. Celle-ci, ne se montrant que quinze jours après, promet de rester quinze jours de plus — le travail ayant, bien sûr, été achevé entre-temps. Simultanément, des secours financiers avaient été demandés et promis. On les attend encore. Commentaire local : sous Giscard, l'argent serait venu, et avant les cantonales.

Plus quotidien, mais tellement significatif ! La télévision montre, voici quelques semaines, une femme sans abri, à qui l'on ne saurait pas même faire le grief de n'être pas française. A-t-on seulement l'idée, fût-ce par démagogie, de dépêcher, puisqu'il n'en aurait pas eu l'initiative, un officier de haut rang ? Un officier qui répondrait publiquement à cette requête publique et publiquement soutenue ? Non ! Chacun s'engage dans ses charbonnières.

Des faits insignifiants ? Jusqu'au jour où leur addition les lavera, rassemblés, de leur insignifiance.

M. Mitterrand apparemment ne méconnaît rien de ces symboles, lui qui avait su avec ce « monopole du cœur » que lui disputait son prédécesseur, aller sur le terrain des inondations, en Gironde et dans le Massif central, il y a peu de mois. Quand l'a-t-on revu ? Les terrains inondés, au sens figuré, ce n'est pas ce qui manque dans un pays où les semi-pauvres, quel qu'on pense, le disputent aux mal-aidés. Y voit-on beaucoup le président à qui tout se ramène ?

Au formidable moment, pour les socialistes, des législatives, nombre de commentateurs avaient trébuché sur les futurs battus qui, choisissant de briller à Paris, seraient défaits dans leur circonscription qu'ils auraient négligée.

La remarque vaut, toute chose égale, pour le chef de l'Etat. Depuis son entrée en fonctions, le 21 mai 1981, il s'est une fois rendu en visite officielle dans son propre pays. Après les départements normands, objet de sa première sollicitude, une seconde visite est annoncée pour le Limousin en mai. Durant ces dix mois, il a effectué dix voyages à l'étranger, y compris son aller et retour de Washington. Aurait-il tant couronné la France qu'il veuille maintenant s'en défaire ?

On avait côté avant lui au mirage du prestige étranger, au « complexe des tapis rouges », comme on l'appelle. On sait ce qui s'est produit, bien avant le congé officiel signifié précédemment voilà dix mois.

Certes le francocentrisme est détestable, et même périlleux. Mais il ne faut pas non plus oublier que, pour un président de la République, sa circonscription, c'est le pays tout entier. Et qu'à trop la négliger, on en vient aux cantonales. En attendant mieux, y compris les repentis tardifs quand toute perte est consommée, avant le terme régulier de l'examen de passage.

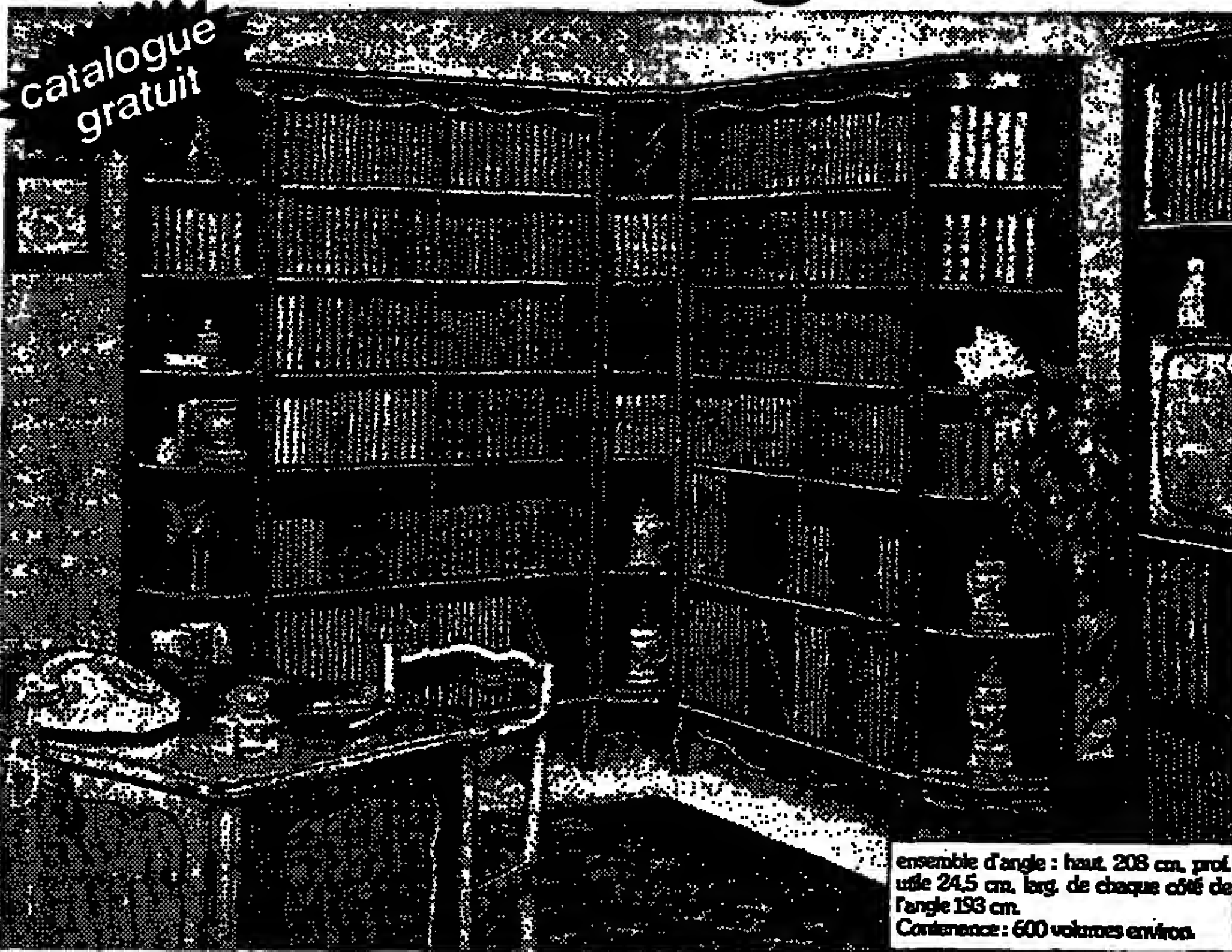
PHILIPPE BOUCHER.

### Du meuble individuel... au grand ensemble

## La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris • Bruxelles • Genève • New York • Rome • Rotterdam • Vienne  
61, rue Froidevaux, 14<sup>e</sup>.

## RUSTIQUES



ensemble d'angle : haut, 205 cm, prof., 245 cm, larg. de chaque côté de l'angle, 155 cm. Contenance : 600 volumes environ.

### RUSTIQUES - VITRÉES - JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES.

7 hauteurs - 5 largeurs - 3 profondeurs

Descriptif général : Vitré mat satiné, teinté noyer. Sur les montants en façade, moulure de style, étagères en multiple, montants en agencement, placage acacia traité blanchi. Dessus et socles débordants, frontons avec découpe de style. Pieds en forme, vitres colorées avec orlets. Assemblage, par simple pose, sans fixation grâce à notre système exclusif de moulures amovibles. Placage chêne ou noyer en option.

## 50 MODÈLES VITRÉS

COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE PAR SIMPLE POSE SANS AUCUNE FIXATION

Installez-vous, vous-même, ultra rapidement et facilement!

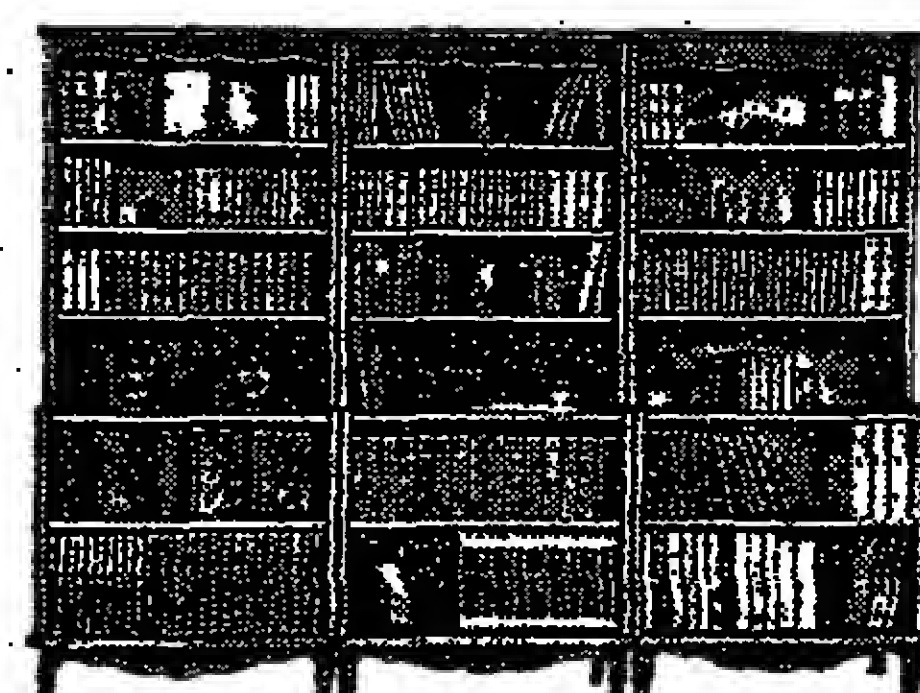
### Paris : 61, rue Froidevaux, 14<sup>e</sup>.

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption. Métro : Denfert Rochereau - Gaîté - Edgar Quinet. Autobus : 28-38-58-68.

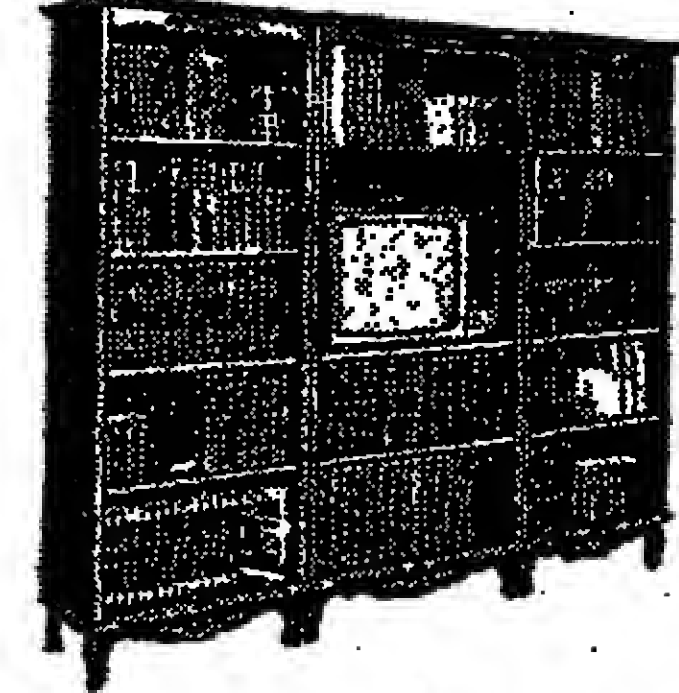
**BORDEAUX**, 10, r. Bouffard, (56) 44.39.42  
**CLERMONT-FERRAND**, 22, r. G.-Clémenceau, (73) 93.97.06  
**GRENOBLE**, 59, r. St-Laurent, (76) 42.55.75  
**LILLE**, 88, r. Esquermois, (20) 55.69.39  
**LYON**, 57, r. Jules-Norcia, (59) 79.15.42  
**MARSEILLE**, 109, r. Paradis (métro Estrangin), (91) 37.60.54  
**MONTPELLIER**, 8, r. Sérane (près Gare), (67) 58.19.32  
**NANCY**, 8, rue Saint Michel (près du Palais Dural), (8) 332.84.84  
**NANTES**, 16, r. Gambetta (près rue Coullmiers), (40) 74.59.35  
**NICE**, 8, r. de la Boucherie (Vieille Ville), (93) 80.14.89  
**RENNES**, 18, quai E. Zola (près du Musée), (99) 30.26.77  
**ROUEN**, Front de Seine 2000, 43, r. des Charrettes, (35) 71.96.22  
**STRASBOURG**, 11, rue des Bouchers, (88) 62.44.57  
**TOULOUSE**, 1, r. des Trois Renards (près place St-Serni), (61) 22.92.40  
**TOURS**, 5, r. H. Barbusse (près des Halles), (47) 61.03.28

Ouverts du mardi au samedi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

### A DES PRIX IMBATTABLES!



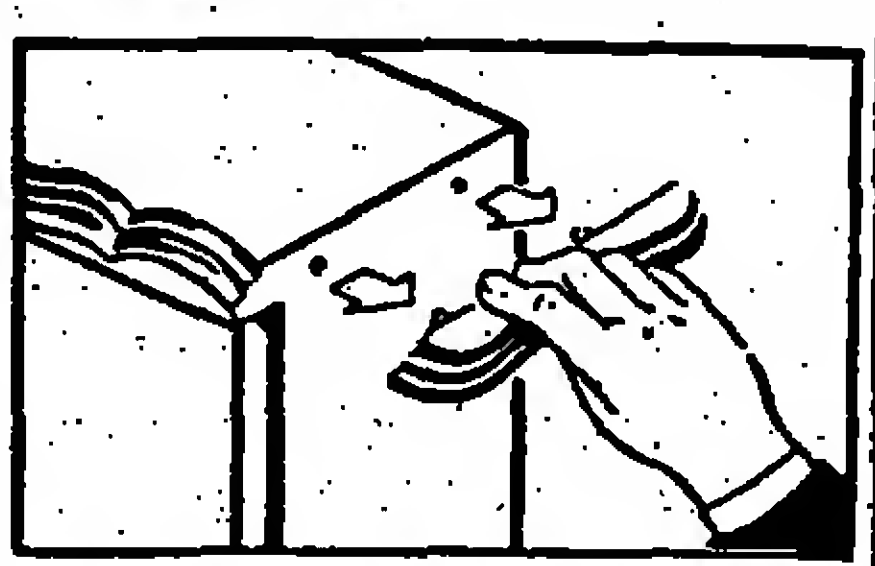
JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES  
TOUS FORMATS  
Ensemble obtenu par la juxtaposition de 3 bibliothèques à moulures amovibles.  
Hauteur de l'ensemble : 203,5 cm - Largeur : 275 cm - Profondeur : 42,5 cm. haut : 30 cm - Contenance : 360 vol. club + 120 grands formats environ.



JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES  
GRANDE PROFONDEUR  
Hauteur de l'ensemble : 203 cm - Largeur : 241 cm - Profondeur : 44 cm - Contenance : 250 gros vol. environ. Peut être agrégée par juxtaposition de 1/2 cabinet.

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE  
EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO - DES MILLIERS DE REFERENCES

### COMMENT JUXTAPOSER NOS MODELES RUSTIQUES



D'un simple geste, les moulures de côté des meubles peuvent être enlevées, les côtés étant alors parfaitement rectifiés. Les meubles sont juxtaposés par simple pose, côté à côté.

### La maison des BIBLIOTHEQUES

PARIS :  
61, rue Froidevaux, 14<sup>e</sup>.

## BON CATALOGUE GRATUIT

à retourner à :  
LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 PARIS CEDEX 14.  
Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matières, teintes, colorations, prix, etc.) sur vos modèles :  
STANDARDS, RUSTIQUES, STYLES, CONTEMPORAINS, LIGNE OR, LIGNE NOIRE.

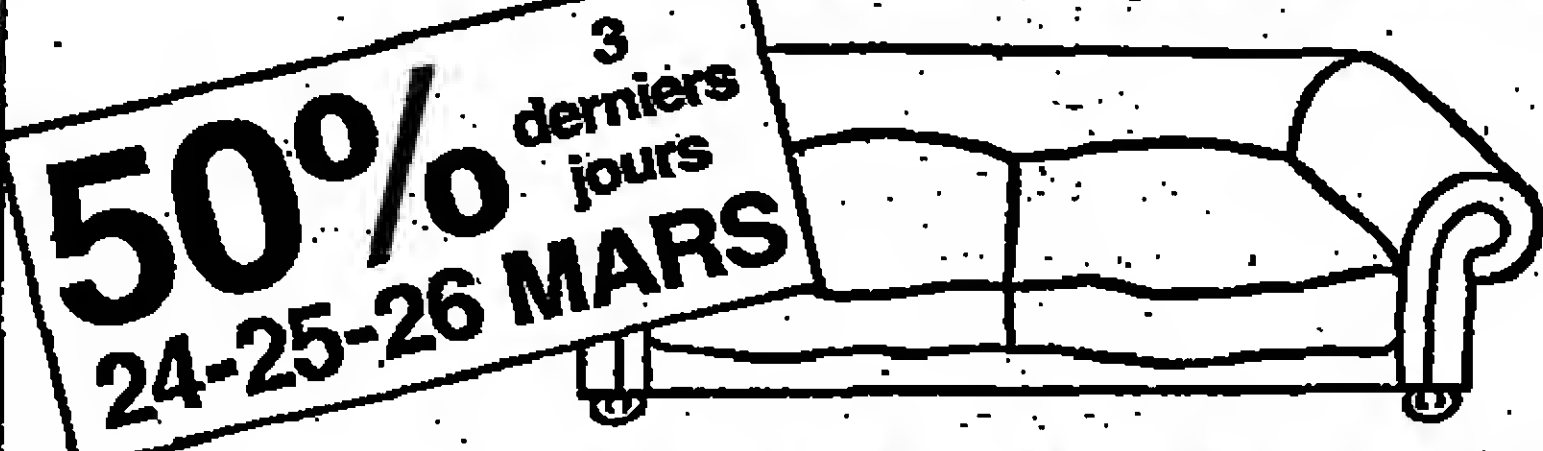
N° \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

NO 87 CATALOGUE PAR TELEPHONE 320.73.33

## FIRST TIME soldes avant déménagement

sur les canapés, tables, luminaires, tapis...



55, rue Saint-Denis - 75001 PARIS - Tél. 233.08.16  
de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h.



Le Monde

## société

## JUSTICE

## AU TRIBUNAL DE PARIS

## Les gros sacs de M. Discepolo

« Moi, un passeur de capitaux ? dit M. Jacques Discepolo, la main sur sa cravate écarlate, il aurait fallu que je sorte d'un asile d'aliénés ! » Et d'invoquer les revenus confortables que lui rapportait la société Cefigeco, petite mais prospère officine spécialisée dans la commercialisation des métaux précieux où il était actionnaire majoritaire, ayant pignon 6, rue de la Bourse à Paris. Revenus que comparait avec ceux non moins confortables d'une brasserie de Marseille tenue par sa compagne. Et de menacer d'inscription de faux les procès-verbaux dressés par les agents des douanes qui ont causé sa chute à force de le filer, à l'automne 1981, dans les rues de Paris et de constater de bien étranges menages. C'est qu'ils sont au dossier ces fameuses affaires. Ce qu'on y lit est singulier.

Que ce soit le 28 septembre, le 2 octobre, le 7 octobre et, pour finir, les 27 et 28 novembre, les limiers de la douane ont chaque fois vu M. Discepolo sortir de son officine avec un gros sac en plastique, monter dans sa voiture, se rendre une fois avenue George-V, une autre avenue Marceau, une autre encore rue Sorbier et, à chaque coup, s'arrêter pour faire monter un passager mystérieux qui, quelques instants plus tard, quittait le véhicule avec le fameux sac pour le passer à un autre larron. « La belle affaire », dit M. Discepolo, le sac ! Il contenait du linge à laver. Comme le sac cellulaire et que le ne suis pas le père Denis... Mais ce linge, qui le lavait ? M. Discepolo, galant homme dans sa soixantaine de bon aloi, ne répondra pas : « Une dame, M. le président. Vous comprendrez que cela me gêne de livrer son nom. »

Jusqu'à là, la cause paraît plausiblement. Le casier judiciaire de M. Discepolo est vierge, bien qu'interpol parie à son sujet de proxénétisme en Italie. Mais les douaniers ont aussi plus avant la route des sacs. Par deux fois, ils ont pu découvrir ce qu'ils contenaient. Ce fut d'abord,

le 7 octobre, dans le Jura, à un poste de frontière franco-suisse, où ils dénichérent, après six heures de prospections, une cache aménagée dans le réservoir d'essence d'une R20 et contenant 2 869 000 F en billets de 500 F. Le conducteur de la R20, Severino Albani, défilé au parquet de Lons-le-Saulnier, attendit les bes d'être jugé. Mais ce fut aussi, le 28 novembre, à Paris cette fois, l'interpellation immédiate de M. Lucio Fumi, au moment même où il ressortait de la voiture de M. Discepolo avec un autre sac garni, lui, de 1 200 000 F. M. Fumi, comme M. Albani, est italien. Au regard du code des douanes, cela suffit : règlement irrégulier entre un résident et un non-résident. C'est cela donc et seulement cela qui occupait, mardi 28 mars, la onzième chambre du tribunal de grande instance de Paris, présidée par M. Pierre Guille. Un flagrant délit en somme.

« Pas flagrant du tout, proteste M. Discepolo, A l'heure

où les douaniers prétendent avoir vu M. Fumi sortir de ma voiture, l'état de mon officine rue de la Bourse et puis ces sacs que les douaniers me voient toujours sortir, ils ne les ont jamais vus entrer rue de la Bourse. »

L'ennui, c'est que M. Fumi, qui a appris la français depuis qu'il est en prison et qui raconte qu'il aurait agi sans penser à mal, pour rendre service à un ami yougoslave, a reconnu à 80 % M. Discepolo comme étant l'homme qui lui remit le sac. C'est encore que M. Fumi avait reçu pour consigne de son ami de se rendre précisément au siège de la société Cefigeco. Petite affaire alors dans la mesure où 1 200 000 francs pourraient paraître goutte d'eau. « Ni cette ni grande », dira M. Jean Sialletti, partie civile pour l'administration des douanes. « Nous sommes simplement en présence de trafiquants de droit commun de la plus simple et de la plus banale espèce. »

## Banquiers et bandits

Mais, à l'heure du réquisitoire, M. Don Joseph Graziani livra une tout autre proposition. Des sacs Discepolo, Fumi, Albani ? Pas du tout. M. Graziani pense que « si les douaniers les ont mis sous surveillance, c'est qu'ils ont eu des renseignements. Quant à l'origine des fonds, je pense qu'il n'y en a qu'une seule de possible et c'est celle d'une banque. On me dira, on m'a dit déjà qu'une banque n'aurait pas eu recours à des gens comme eux. Ce n'est pas mon avis. Je suis convaincu, au contraire, que des opérations comme celle-ci, les banques en font. Il n'y a qu'à, pour elles, téléphoner à certains numéros pour être assurées que la nécessaire a été faite. Des intermédiaires de ce genre présentent tous les avantages. D'abord, personne ne songera à faire le rapprochement entre eux et un établissement bancaire, ensuite, parce qu'on sait qu'ils accomplissent le rite, qu'ils seront capables d'exécuter honnêtement

contrat ; enfin, parce qu'on est assuré de leur silence. »

Bref, M. Graziani n'a pas cherché l'euphémisme. Il a bel et bien dit : « Lien entre la haute finance et la banditisme. »

Opinion personnelle, a-t-il tenu à préciser, mais qui le conduit à requérir trois ans de prison contre M. Discepolo et deux ans contre M. Fumi, bien entendu sans sursis. Il y avait dans l'affaire un troisième inculpé, Mme Françoise Tisseron, gérante de la Cefigeco. Elle aussi était détenue, en dépit d'un certificat médical du médecin des prisons de Fleury-Mérogis qui déclarait que son état de santé est incompatible avec la détention. A l'audience, c'est à peine si l'on en parla. Et, comme elle fut victime d'une malaise sérieux, son avocat, M. Charles Libman, demanda au tribunal de lui accorder enfin cette liberté. Ainsi fut fait sans que personne n'y trouve à redire.

JEAN-MARC THEOLLEYRE

## CORRESPONDANCE

## La mort de Cindy

M. Gérard Chautemps, avocat au barreau de Tours, nous écrit à propos du procès du docteur Guy Corbinea, accusé d'homicide involontaire après la mort le 24 décembre 1977, de la petite Cindy Antigny, à la Clinique du parc à Chambray-les-Tours.

« Dans votre édition du 11 mars, un article paru sous le titre « Le procès à Tours d'un diagnostic à distance » me met personnellement en cause avec légèreté en invoquant « des pressions exercées sur mon épouse, appartenant au corps médical » pour justifier mon renoncement à défendre Mme Antigny.

Tout d'abord, je crois devoir vous préciser que, ne méritant pas

entretenu avec votre journaliste du fond de cette affaire, je n'ai pu être à l'origine de ces déclarations. Au surplus, il est exact que ma femme exerce une profession médicale, je n'ai pas pour l'habitude de renoncer à défendre une cause dès lors qu'elle est légitime, et ce qu'elle en présente être les conséquences.

Par contre, il est vrai que j'ai demandé à la famille Antigny de faire choix au cours de la procédure d'un autre conseil pour des raisons déontologiques et morales que je me fais un devoir de respecter et sur lesquelles je n'ai pas à me justifier.

En outre, il m'apparaît parfaitement gratuit et injustifié d'af-

firmer que mon épouse fut victime de pressions, dont l'imagerie d'ailleurs mal la teneur. En définitive, ce n'est pas un chantage qui nous a informés des raisons pour lesquelles j'ai renoncé à défendre la famille Antigny. Nous n'en maintenons pas moins ce qui a été écrit à propos de ces raisons que Chautemps réplique pas. — M. R.-B.

Orson Welles a été débouté par M. Marcel Caratini, président du tribunal de Paris, le 19 mars, de l'action en référé qu'il avait chargé M. Jacques Klein d'engager, afin de demander la saisie d'un livre de son ex-ami Maurice Bessy.

## SCIENCES

## LE VOL DE LA NAVETTE SPATIALE

## Petits ennuis sans gravité

A raison de seize tours par vingt-quatre heures, la navette spatiale américaine poursuit son vol autour de la Terre. Les deux astronautes, Jack Louma et Gordon Fullerton, ont connu quelques petits ennuis, mais qui ne semblent pas devoir remettre profondément en cause le plan de vol. Le retour sur Terre reste prévu pour la soirée du lundi 28 mars.

Ennuis physiologiques d'abord. Presque tous les hommes de l'espace ont eu quelques nausées pendant leur période d'adaptation à l'apesanteur, mais Jack Louma semble particulièrement sensible au mal de l'espace. Il en avait déjà souffert lors de sa première mission spatiale, en 1973, à bord du laboratoire Skylab. Quelques médicaments ont fait disparaître les nausées dès lundi soir. Mais la nuit n'a pas été bonne pour Jack Louma. Il a été plusieurs fois réveillé par de la « frisure » dans ses écouteurs — Gordon Fullerton avait débranché les siens. On soupçonne fortement que ces bruits parasites résultent d'interférences radio produites par des radars aérospatiaux qui suivraient la navette lorsqu'elle passe près des frontières où qu'elle survole l'U.R.S.S.

Ennuis matériels ensuite. Des tuiles de silice se sont détachées du revêtement au décollage — sans doute heurtées par des glaçons qui se seraient formés sur le grand réservoir d'hydrogène et d'oxygène liquides. Trente-sept tuiles se seraient détachées sur le dessus du nez de la navette. Cela n'affecte pas la sérénité des contrôleurs du vol, cette région n'étant pas soumise à de très forts chauffements lors de la rentrée dans l'atmosphère. D'autres petits ennuis sont une conséquence de la décision prise de tester le contrôle thermique en pointant la queue de la navette sur le soleil ce qui a porté pendant une trentaine d'heures les zones exposées à plus de 120° Celsius, tandis que d'autres régions étaient maintenues à — 150°. Il en est résulté le blocage d'un clapet indispensable à la manœuvre des portes de la soute. Aussi s'en est-il suivi une « opération barboteuse » pendant laquelle la navette tourne lentement sur elle-même et expose toute sa surface aux bienfaits du rayonnement solaire.

Les ennuis les plus gênants viennent d'un déjoints qui a mis hors service trois caméras dont deux sont fixées au bras télémanipulateur construit par le Canada. Les astronautes ont tenté de réparer la panne, mais sans succès. Cela pourrait interdire la réalisation d'une des expériences scientifiques prévues : l'étude des modifications apportées à l'environnement spatial par les gaz et poussières qui s'échappent de la navette. Les autres expériences se déroulent apparemment bien, notamment la production d'urée dans une enzyme fabriquée par des cellules de rein humain, utile parce qu'elle dissout les caillots de sang, et qui semble bien plus facile à isoler en apesanteur que sur Terre. Et aucun ennui n'est signalé en ornement de la palette du Spacelab — fabriquée par l'Agence spatiale européenne, — qui est placée dans la soute et qui supporte et alimente en énergie certaines des expériences.

Toutes ces petites difficultés ont finalement valu à l'équipage une journée de mardi épuisante et peu prévoyait de réduire quelque peu son activité ce mercredi pour lui éviter une trop grande fatigue.

## ÉDUCATION

## LA NÉGOCIATION SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

## Le Syndicat national des instituteurs est favorable à un assouplissement de la carte scolaire

Une délégation du Syndicat national des instituteurs et des professeurs de collège (S.N.I.-P.E.G.C.) a présenté, mardi 23 mars, à M. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, des propositions de cette organisation en vue de « la constitution d'un grand service public, unifié et laïc d'éducation ».

Le S.N.I.-P.E.G.C. est favorable à l'élaboration « le plus rapidement possible », d'une « loi-cadre » ou « loi-programme » qui définisse en termes généraux les perspectives d'avenir de l'ensemble du système éducatif. Dans l'immédiat, M. Guy Georges, secrétaire général du syndicat, estime que le gouvernement va être confronté à « deux moments de vérité ». D'abord, « le projet de loi qui précède les compétences dans le cadre de la loi de décentralisation : l'État ne peut décentraliser le service d'éducation sans s'être engagé au préalable sur le principe de son unicité ». Ensuite, la prochaine rentrée scolaire en ses aspects budgétaires. « Les retards se sont accumulés », affirme M. Georges. « Nous n'acceptons pas que la préparation du budget 1983 reproduise celle du budget 1982 ».

En clair, le syndicat s'oppose à ce que la progression en pourcentage des dépenses allouées à l'enseignement privé sous contrat soit supérieure à celle des fonds attribués au service public. Le S.N.I.-P.E.G.C. fait de ce renversement de tendance un test : « Il faut un retour dans les dépenses de l'État à la priorité absolue en faveur de l'éducation nationale », précise M. Guy Georges, qui affirme que son organisation « ne pourrait pas ne pas agir » contre des dispositions contraires.

Cependant, cette fermeté du syndicat le plus identifié au

« combat laïc » s'accompagne de quelques évolutions. Le S.N.I.-P.E.G.C. tend, en effet, à s'inscrire en termes positifs dans la discussion ouverte par M. Savary sur l'intégration de l'enseignement privé à un service public « rénové ». Ainsi s'inquiète-t-il du sort des personnels des établissements privés : « La décentralisation d'intégration devrait s'attacher à intégrer aussi les situations des personnels (...). Ils devraient pouvoir bénéficier des mêmes avantages, mais aussi des mêmes garanties. » Car, actuellement, ajoute M. Guy Georges, « ils ne sont pas libres des lieux où ils sont obligés de répondre à certaines critères qui touchent à leur vie personnelle pour leur recrutement ». Le S.N.I.-P.E.G.C. leur lance donc un appel à la rejoindre dans sa lutte « pour leur propre liberté personnelle ».

Mais, surtout, le syndicat se déclare favorable à un assouplissement des « secteurs scolaires » — les zones de recrutement géographique des collèges — « en vue de leur assouplissement ». « Dès lors qu'ils sont trop contraignants, ils portent préjudice au fonctionnement de l'école », déclare M. Guy Georges (...). Des commissions ad hoc pourraient évaluer la rationalisation des dépenses et la liberté des parents d'inscrire leurs enfants dans tel ou tel établissement. Ainsi tout en refusant catégoriquement le « rattachement propre » accordé aux établissements privés — qualifié d'« abus », — le S.N.I.-P.E.G.C. accepte d'envisager une remise en cause d'une carte scolaire jugée trop rigoureuse d'introduire une diversité au sein du service public et de favoriser une liberté de choix des familles. C'est une évolution notable, puisque l'avis de son secrétaire général n'est la « première fois » qu'il développe si nettement cette position.

## L'ébauche d'un compromis

Le S.N.I.-P.E.G.C. ne s'est pas contenté de rappeler à M. Savary ses positions laïques traditionnelles. Insublimement, il avance sur le chemin des compromis nécessaires.

La question de la carte scolaire n'est, en effet, qu'une seconde. Plus que la liberté de conscience, c'est la liberté de choix qui fait l'unité des parents d'élèves de l'enseignement privé. Privilège qui, indéniablement, dans la concurrence entre secteur public et secteur privé, défavorise le premier, soumis aux contraintes de « secteurs » et de « circuits » scolaires de recrutement, tandis que le second peut aller « pêcher » où bon lui semble. C'est cette situation inégale qui explique l'identification de la cause de l'enseignement privé au « droit des usagers », à cette exigence nouvelle des « consommateurs d'école » (1), qui souhaitent une institution plus diverse le choix à la carte plutôt que le menu unique.

Pourtant traditionnellement attaché à l'unité du service public, le S.N.I.-P.E.G.C. accepte, donc de s'engager sur ce terrain.

EDWY PLENEL

(1) Robert Ballion, Les Consommateurs d'école, Stock, Fernand, 1982, 65 F.

A PROPOS DE M.

## Les chemins du c

par Jean-Marie ROBIN

« Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse est simple : « Beaucoup ». Mais la question est plus complexe : « Combien d'élèves de l'enseignement privé ont été intégrés au service public ? » C'est la question que se pose M. Savary, ministre de l'Éducation nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire. La réponse



POINT DE VUE A PROPOS DE M. ATTALI ET DE L'EUTHANASIE

## Les chemins du déshonneur

par Jacques ROBIN (\*)

Ceux qui ont eu le privilège de travailler auprès de Robert Debré ont appris la rigueur de la pensée : peser les faits auxquels on se heurte, combattre dans la clarté les idées qui ne sont pas les vôtres ; au soir de la vie, il peut écrire l'Honneur de vivre.

« L'affaire » qui entoure les déclarations de Jacques Attali sur l'euthanasie (le Monde du 13 mars) nous entraîne, hélas ! sur les chemins du déshonneur.

Qu'en est-il ? Dans une interview donnée il y a plus d'un an pour le livre de Michel Salomon L'Avenir de la vie (1) aux côtés de dix-neuf autres interviewés (dont ceux de Jean Bernard, d'Ilya Prigogine, de René Dubos, de Jonas Salk...), Jacques Attali répond d'abord à une question, puis à une affirmation qui touchent l'espérance de vie et l'euthanasie : « Est-il possible et souhaitable de vivre cent vingt ans ? » : « Le monde à venir, libéral ou socialiste, aura besoin d'une morale biologique, de se créer une éthique du clonage ou de l'euthanasie, par exemple. »

En réponse, Attali explique qu'à son avis la logique du système marchand condamne les vieillards soit à rester solitaires, soit à subir l'euthanasie de fait ; il souligne ensuite que les deux tiers des dépenses de santé étant concentrées dans les derniers mois de la vie, la nature même de la société capitaliste le pousse à ne plus rechercher l'espérance de vie, mais la seule durée de vie sans maladie ; il souligne enfin que l'acharnement thérapeutique (masque les vrais problèmes de santé publique, qui, dans l'état actuel des choses conduisent à une véritable euthanasie pour les classes les plus laborieuses).

A l'affirmation de l'interviewer, Attali répond que, la liberté fondamentale, c'est le droit au suicide ; il indique que, en régime socialiste de complète liberté, l'euthanasie sera reconnue ; il ajoute que l'évolution actuelle de la société marchande conduira inévitablement, elle aussi, à éliminer la vie par des procédés techniques lorsque cette vie s'avèrera

trop insupportable ou économiquement trop coûteuse.

On peut contester de telles déclarations, regretter un style trop dense qui contraint le lecteur à une grande attention ; c'est cela, la liberté d'expression.

Mais que voyons-nous ? Des journaux orchestrent une campagne de dénigrement contre Jacques Attali, un an après la parution de ce livre ! Des titres fallacieux apparaissent dans la presse : « Minute », « Va-t-on supprimer les vieux ? » (UNAS, [Union nationale des assurés sociaux]). Cette dernière officine conseille de plus aux médecins de placer un tract dans leur salle d'attente, dans lequel Attali est dénoncé comme un fossoyeur de vieillards.

Certes, certains groupes extrémistes de droite nous ont déjà appris qu'ils égalent en fourberie les pires traditions staliniennes. Mais, lorsque des amalgames savants, des truquages, des coupures, apparaissent dans les journaux, comme ceux du groupe du Figaro, on est pda de nausée et de vertige. Jugeons-en : le Figaro Magazine associe les projets de retraite anticipée proposés par le gouvernement avec l'interview d'Attali pour démontrer que le pouvoir socialiste entend organiser ainsi la mort sociale de « certaines de milliers » de Français âgés !

Le Figaro, sous la plume de Pierre Gaxotte, affirme, en bas d'article, que Jacques Attali propose de supprimer les vieillards de soixante-vingt ans ! ; Devant cette outrance, un nouvel article est conçu, qui titre : « Attali, prophète de l'euthanasie » et mélange avec perfidie le marxisme, le droit de mort, Staline et Attali.

On ne peut accepter non plus que le Quotidien du médecin ose, sous prétexte de rendre ses lecteurs bons juges, reproduire dans son intégralité le tract honteux de l'UNAS et de cou-

per les textes de base incriminés, en oubliant la réponse sur la morale biologique, qui doit être tout lecteur attentif sur le contenu de la pensée d'Attali.

Quelle glissade ! Faut-il donc que cette frange de l'opposition (qui se désigne, ô ironie du sort, sous le vocable de « libérale ») soit aveuglée par l'idéologie anti-socialiste pour en arriver à de tels excès !

Nous aurions dû craindre cette déviation il y a quelque temps, en constatant les ambiguïtés de la campagne sur la suppression du secteur hospitalier privé. Alors avait affleuré l'image du recours à la mémoire de Robert Debré pour défendre ce secteur privé. Or cela est faux, il a suffi de contraindre nos notes et nos souvenirs à ceux de personnages incorruptibles comme Jean Dausset et Poignant pour affirmer que Robert Debré avait montré une hostilité totale à la mise en place d'un secteur privé à l'hôpital : nous lui avions arraché cette « concession », en arguant que l'exemple du confort déshonorait peu à peu sur le reste du service et, surtout, en plaçant la nécessité de compenser la situation des médecins déjà installés qui rejoindraient le plein temps à l'hôpital.

Ainsi la fraction réactionnaire du corps médical avait déjà tenté de « tricher » en se réfugiant derrière l'ombre du père de la réforme hospitalière.

Avec « l'affaire » Attali, il n'existe plus de retenue. Les vieux démons de la colonie, du racisme, de l'antisémitisme caché, se donnent libre cours.

Le déshonneur est encore plus grave, lorsqu'on prend connaissance des enquêtes qui montrent l'agorité froide et lente de tant de vieillards abandonnés par leur familles dans des maisons qui ne disent pas leur nom. Avons-nous donc tant de honte de cette mort lente que nous faisons subir aux personnes âgées pour rechercher un bouc émissaire qui puisse donner bonne conscience à ces comportements des plus équivoques ?

(1) Editions Seghers.

(\*) Médecin, ancien membre du Comité interministériel Robert Debré.

DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

## Les problèmes politiques et médicaux de « la Sainte-Victoire »

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence — Installé sur les hauteurs d'Aix-en-Provence, au Pey Blanc, l'institut La Sainte-Victoire est un bel établissement. Institut privé à caractère sanitaire, il est la propriété de la famille Salvini. M<sup>re</sup> Salvini en est le P-D.G. et le docteur André Salvini, son mari, le médecin-directeur. « La Sainte-Victoire » peut accueillir une centaine d'enfants, emploie 55 personnes et depuis 1968 est habilitée à recevoir des garçons et des filles atteints de rhumatisme articulaire aigu, de cardiopathie ou de épilepsie aiguë. Entreprise florissante (1) depuis sa création, l'établissement connaît depuis quelques mois d'importantes difficultés.

L'an dernier, après un rapport d'inspection aux conclusions très défavorables, l'éducation nationale retire du Pey Blanc les trois instituteurs qui dispensaient l'enseignement aux enfants. Première alerte. Elle sera suivie, en novembre, d'un rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), qui n'a pas encore été rendu public. Sans qu'on puisse conclure à une relation de cause à effet, depuis le début de 1982, la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) n'a accordé aucune autorisation à l'établissement pour l'accueil d'enfants : de plus de dix-huit ans à titre dérogatoire. Cette mesure a brutalement fait chuter l'effectif du Pey Blanc. En 1981, en effet, sur les 74 garçons et filles présents, 35 avaient plus de dix-huit ans, 22 plus de vingt ans, et deux plus de vingt-cinq ans. Une situation irrégulière même si, depuis 1974, une « tolérance » voulait que le Pey Blanc puisse garder des « enfants » jusqu'à vingt ans, dans la mesure où ils étaient engagés dans une formation professionnelle aboutissant à un C.A.P. Irrégularités justifiées dans la durée de séjour des pensionnaires. Alors que celle-ci ne peut au maximum excéder dix mois

aux institutions républicaines. Il manifeste aussi « le plus grand respect » pour M. Jack Ralite, ministre de la santé.

La cabale — puisque cabale il y a, selon lui, est « née localement dans les milieux C.G.T. et C.F.D.T. ». Elle a surtout été alimentée par deux récents décès de pensionnaires de « la Sainte-Victoire » survenus dans des circonstances mal définies. Un homme de vingt-trois ans, en mai 1981, une femme du même âge, le 27 février dernier, alors que la dérogation d'âge avait été refusée quelque temps auparavant par la DDASS. Dans les deux cas, le directeur départemental de la DDASS dut intervenir auprès du docteur Salvini pour que le décès soit officiellement notifié.

Soutenu par les syndicats F.O. de son établissement, le docteur Salvini est prêt à se battre. « J'ai la municipalité d'Aix derrière moi », précise-t-il. Se battre contre les journaux : il a déjà porté plainte en diffamation contre un hebdomadaire aixois, la Provence libérée, contre l'éducation nationale, qui a retiré ses enseignants, dénonçant ainsi le contrat qui la liait à « la Sainte-Victoire », contre les auteurs des graffiti qui barbouillaient les murs de l'institut. Persuadé qu'il saura encore faire jouer son réseau médical et politique d'amis et de soutiens, il est confiant dans l'avenir, certain qu'un « terrain d'entente » pourra être trouvé.

A la DDASS, on a déjà refusé toutes les propositions de transformation qui ont déjà pu être avancées afin de rendre réglementairement viable une structure caduque. On ne cache pas non plus ne jamais avoir véritablement eu de pouvoir de décision. Pour les dérogations d'âge, par exemple, la structure départementale jouait surtout le rôle de « courroie de transmission » appliquant des décisions prises « plus haut ».

JEAN-YVES NAU.

(1) Le prix de journée est à l'Institut d'environ 438 F, versés soit par la caisse primaire d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône, soit par les caisses des départements ou des pays dont sont originaires les pensionnaires.

### Une cabale ?

La politique enfin. Le docteur Salvini n'en fait pas mystère : il est l'un des plus chauds partisans locaux de l'ancienne majorité. Il a été de toutes les batailles — sans, précisément, jamais en tirer un quelconque bénéfice. Président ou membre des comités de soutien électoraux de M. Alain Joissains (U.D.F., mod.), M. Jean-Pierre de Peretti, conseiller général, de M<sup>re</sup> Simone Veil ou de M. Valéry Giscard d'Estaing, il tient à souligner son profond attachement



**AIR FRANCE**  
**LANCE L'AÉROGARE EXPRESS.**

Le 28 mars, à Paris, Air France invite le monde entier à découvrir CDG2, la nouvelle Aéro-gare Express. Express parce que la distance à parcourir pour vous rendre à votre avion, 70 mètres sur un seul niveau, est parmi les

plus courtes du monde. Express parce que vos bagages sont délivrés très rapidement grâce à un circuit simplifié. Express parce que le temps de correspondance minimum entre 2 vols est de 45 minutes seulement, faisant de

Paris une plaque tournante idéale, où les horaires ont été spécialement étudiés pour vous offrir un maximum de correspondances pratiques. Express parce que les vols en provenance des capitales régionales arrivent à quelques pas des départs internationaux.

Ainsi, pour votre prochain voyage, voyagez avec nous. CDG2 est une raison de plus pour choisir Air France.

**AIR FRANCE**  
**PARIS CHARLES DE GAULLE AÉROGARE 2**

**AÉROGARE**  
L'UNIQUE AÉROGARE À PARIS

Reportez-vous à l'avis de la carte postale







# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### LE NOUVEAU FILM DE JACQUES RIVETTE

## Sur le pont du Nord un bal y est donné

Le cinéma a retrouvé la faveur du public aux dépens, paraît-il, de la télévision, ce qui reste à prouver. Les chiffres ne disent pas tout. La concurrence est juste un alibi à l'impossibilité de comprendre pourquoi — les gens — sortent ou ne sortent pas. Un fait est certain : la qualité de réception évolue selon la taille de l'écran. Il s'agit ici d'un cinéma géré par l'atmosphère familiale et familière qui entoure le poste de télévision. Un cinéma qui prend toute votre attention, même quand on n'a rien d'autre à faire qu'à regarder le grand écran. Parlons de Jacques Rivette et de son « Pont du Nord », rencontre de deux femmes, de deux générations et de Paris. De Marguerite von Trotta et des « Années de plomb », deux femmes, deux générations, dans l'Allemagne déchirée. De Francis Coppola et de « Taxi zum Klo », tendre balade dans la Babylonie berlinoise, et de Pierre Perrault le Québécois ébloui, pour les habitants de La Rochelle. Un cinéma à voir en salles.



(Dessin de MARC MASSEL.)

MARGUERITE DURAS. — Ecoutez votre film, c'est comme ça que je le vois.

« Je le vois dans Paris, dans Paris hors du temps, imprévisible, incroyable, comme une ville qui a été admirable et qui est en cours de destruction et que, dedans cette destruction, il y a ces deux femmes extrêmes qui doivent venir d'un ne sait pas trop quel lieu ni de quelle société, soit de prison, soit d'anciens psychiatriques, soit de grands ensembles, soit de certaines familles françaises, de l'aristocratie Muret-Passy. Ces femmes défient toute notion de classe et elles sont lâchées dans la destruction de Paris, elles ne peuvent plus s'arrêter, elles roulent comme des automobiles, comme l'automobile, comme New-York en Europe, comme le cinéma, comme

l'éternité. Elles sont pourvues, tandis qu'elles roulent, par le pouvoir dont on ne sait pas non plus s'il est celui de la police ou celui de la passion. Il y a Bulle qui aime un homme et qui n'en meurt pas, il y a Pascale qui aime le karaté : on n'a jamais vu de femmes comme ça dans l'air libre, sans attache aucune, sans identité, film qui est, comme coule une rivière, admirable, admirable.

JACQUES RIVETTE. — Ça m'intrigue, pourquoi vous dites « et qui n'en meurt pas... » ?

M. D. — Parce que je fais mourir d'amour presque toutes les femmes de mes films. Mais Bulle, ici, ne meurt pas de passion, elle meurt d'âge.

J. R. — Oui. La passion elle en fait son deuil, d'une certaine façon. Bulle finit par en faire

son deuil, cela prend quatre jours. Le Pont du Nord, c'est un peu le trajet du deuil de la passion. Bulle dit à la fin « tirer sa trait » sur cette passion.

M. D. — Bulle atteint ici une sorte d'immensité, un raz de marée à elle seule.

J. R. — C'est une immense comédienne. Là, je parle aussi d'un autre de mes films, *L'Amour fou*. J'ai été moi-même très étonné en voyant le film de ce qu'elle fait, car, pour moi, c'est quelque chose qui est au-delà de ce que j'avais vu dans le montage et le tournage ; c'était sans doute trop neuf, trop différent quand ça été fait. Après quinze ans, on voit mieux.

M. D. — Pascale est à la fois tendre et terrible, et d'une beauté très rare, très insolite. Elle est plus près des lions qui défilent au début du film, de ces lions fabuleux de Paris découverts par vous — dont on ne savait pas qu'il y en avait une armée — que des humains.

J. R. — La grâce des deux comédiennes, Bulle et Pascale, est le principal du film.

M. D. — J'ai envie de parler du final comme on parle du final en musique, du final de ce film tragique, le Pont du Nord. Quand Pascale veut faire du karaté et quand Bulle est seule sur le trottoir et qu'elle tombe, c'est-à-dire quand le film se ter-

mine, alors qu'il pourrait continuer, c'est exactement ça que je ressens, qu'il se termine comme la vie se termine, par une crise cardiaque.

J. R. — « Doit pouvoir être continué », c'est une formule que j'aimerais mettre à la fin de tous les films.

M. D. — Oui, c'est vraiment l'accident, c'est-à-dire que le meurtre équivaut ici à l'accident cardiaque, c'est-à-dire à un meurtre décidé par Dieu. Plus personne n'est responsable de ce meurtre, que cela soit appelé Dieu ou la dévotion.

J. R. — Quelqu'un qui marche, qui a brusquement une embolie, qui ne sait pas trente secondes auparavant qu'il est en train de voir pour la dernière fois le soleil, que c'est la dernière passante qu'il croise, qu'il voit, et sur laquelle, éventuellement, il se serait retourné.

M. D. — La mort, quant à moi, c'est le bruit de la rue que je n'entendrais plus tout à coup, mais c'est un faux problème, je ne serai plus là pour savoir que je ne l'entends plus. Je ne me souviens pas avoir vu au cinéma un tragique d'une telle pureté. Peut-être que les films ne se terminent jamais et que vous, pour la première fois, vous avez terminé un film de cinéma.

(Lire la suite page 16.)

### RENCONTRE AVEC BULLE OGIER

## La voix des exclus

Les films que l'on voit d'habitude, fabriqués par l'industrie traditionnelle, sont tous gonflés, bondés, d'actions, de dialogues, pleins à craquer. Même les temps de répit sont calculés : le cinéma a horreur du vide, l'économie a horreur de la perte de temps, de la perte de public. Si l'on autorise les cinéastes à retourner plusieurs fois la même prise, ce n'est pas pour laisser couler le temps, mais pour le bloquer encore plus, et boucher ses trous, le découper de toutes ses incertitudes, répétitions, hésitations, comme une étude au plus serré d'un rapport qualité/prix du septième art (mais qui honore encore cet art ?). C'est pourquoi le cinéma de Rivette est d'une si grande vitalité, d'une si grande irresponsabilité : envers et contre tous il envoie valser toutes les règles, il propose une autre économie, une autre durée, une autre narration. Il fait le vide, nettoie les yeux et met du vent dans la tête. — H.G.

« **N**ON, dit Bulle Ogier, le Pont du Nord n'a pas été, comme vous l'imaginez, une opération de sauvetage entreprise par des acteurs pour faire retourner un metteur en scène immobilisé. Non, parce que, d'un sauvetage, Rivette n'en voudrait pas, il préférerait crever. Ce film a d'abord été un jeu.

« Je travaillais sur un film en Suisse, et j'ai écrit une petite lettre à Rivette pour lui demander s'il allait bien, et pour lui dire que j'avais envie de travailler avec lui de nouveau, que j'avais plein d'idées. Lui, voulant faire un film sur Paris : après Paris nous appartenait, tourné en 1959-1960, et Out one, tourné en 1970-1971, en 1980 il imaginait un film qui se serait appelé Paris s'en va. Dans la ville tout se bouleverse, tout change. Paris est un acteur et chaque décennie, Jacques se propose de l'introduire dans une fiction.

« Quand je suis revenue de tournage, en 1980, on s'est rencontrés quelquefois, Jacques a parlé de Balzac, des sociétés secrètes. Nous avons rêvé d'une distribution idéale : Juliet Berto, Michaël Lonsdale, Delphine Seyrig, Sami Frey, Jeanne Moreau. Mais nous nous sommes rendu compte que tous ces acteurs allaient coûter très cher, et qu'autour d'eux il fallait des décors, et qu'il fallait les décaler. Il fallait aussi écrire un vrai scénario, le présenter à l'avance sur recettes, attendre qu'il passe. Attendre, attendre, attendre. Et cette attente ne convient

pas à Rivette : quand il a envie de tourner, il faut que ça se fasse dans les six mois qui suivent. Le projet s'est complètement arrêté, on ne s'est plus vu pendant un mois ou deux.

« Rivette est revenu et il a dit : « J'ai bien réfléchi, le film se passera quand même dans Paris, mais avec seulement deux femmes, toi et Pascale. » Il avait vu ma fille dans la Catherine de Halbron, de Rohmer ; il a dit : « Je suis content, je lève un toast pour les Ogier. » Nous formions avec Pascale un couple très différent de celui que formaient Juliet Berto avec moi dans Duella, ou encore Géraldine Chaplin et Bernadette Lafont dans

Noroi, qui étaient chaque fois semblables de couleur et de style. Pascale a vingt ans de moins et la vie, les événements, ne se sont pas inscrits de la même façon sur elle que sur moi.

« Nous avons abandonné l'idée d'un hôtel dans Paris, où beaucoup de choses louches se passaient d'un étage à l'autre. Nous avions imaginé des regroupements d'espions et d'escrocs, Suzanne Schiffman avait même trouvé le décor. Pascale et moi, nous devions jouer les deux femmes de chambre, on se retrouvait trop proche de la maison de Céline et Julie. Un jour Rivette est arrivé avec le Don Quichotte de Cervantès ; il nous a dit : « Je n'ai pas l'intention d'adapter ce livre, mais depuis longtemps j'ai envie de le donner à des acteurs avant de commencer un tournage. » Nous l'avons lu, avec ravissement, parce que c'est un livre très joyeux. Et nous avons commencé à travailler autour d'une table. Rivette avait toujours son film, vaguement, dans la tête. Se sont imposées des lois par rapport à son financement : rien ne devait se tourner en intérieur pour ne pas utiliser de matériel de lumière, qui ralentit et qui coûte cher. Nous nous passions en même temps des locations de décors, et d'une équipe plus lourde d'assistants, de régisseurs.

### Je suis Sancho Pança

« De là nous avons rêvé sur ces deux filles, nous ne voulions pas qu'elles soient mère et fille, le film se serait arrêté, l'ascende à tout de suite adopté l'armure de Don Quichotte, c'est-à-dire son blason de cuir. Le plat à barbe sur la tête est devenu un petit chignon, et la Rossiniante un Soleil, le heaume un casque de moto puis un walkman, les chaînes et les clefs autour de la ceinture, les attributs du chevalier sur sa monture. Don Quichotte se bat souvent contre des monstres imaginaires, et Pascale voit des lions partout. Les yeux des affiches qu'elle se met à crever correspondaient aux

yeux que Quichotte entend dans la forêt. Chevalier errant, Quichotte ne mangérait pas et Baptista, le personnage androgyne endossé par Pascale, ne dort pas, elle préfère rêver. Elle rejoint ces jeunes gens d'aujourd'hui qui ont comme musique un rock industriel froid, qui croient à l'individu mais pas au groupe, qui sont très isolés, fascinés par les armes et par le danger et qui se retrouvent souvent canalisés par des gens qui leur tombent dessus, pour le mettre et pour le pire.

« Moi, de Sancho Pança je n'ai gardé que son outre, avec l'alcool. Jacques voulait pour moi un rôle

différent de celui de Duella, où j'étais une femme de pouvoir, une fille du soleil, et de Céline et Julie, où j'étais un fantôme issu d'une haute bourgeoisie décadente. Il voulait un personnage en rupture, avec un back-ground violent, peut-être parce que j'avais vécu ou connu tous les mouvements de rupture dans le monde depuis 1968. Nous sommes partis du film de Fassbinder, la Troisième Génération, où l'incarnait une terroriste allemande. On s'est imaginé une suite à l'histoire de cette fille, Jacques a toujours aimé les suites de personnages, même s'ils n'appartiennent pas aux mêmes auteurs. La fille de Fassbinder a abandonné depuis plusieurs années ses activités de terroriste ; pour vivre et survivre elle faisait des hold-up, elle sort de prison. Sa claustrophobie est logique, elle ne supporte plus de rester entre quatre murs, ça va de soi et en même temps ça justifie l'économie du film, on ne peut entrer nulle part puisqu'on ne peut éclairer aucun décor.

« Les listes noires auxquelles je fais allusion dans un dialogue existent partout, et pas seulement dans le terrorisme : à la télévision, au cinéma. Il y a beaucoup de gens qui ne peuvent plus travailler parce que, d'un jour à l'autre, quelqu'un a décidé de les faire disparaître. Moi aussi, comme Marie, le personnage que j'interprète, j'ai l'impression d'être exclue, dans mon travail d'actrice, par rapport à l'industrie. Je ne me suis pas exclue moi-même. Je me sens souvent avec une énorme énergie, et quand même du talent, mais j'ai les bras qui tombent, parce que les systèmes de production et de distribution en France sont tels qu'un metteur en scène ne peut pas travailler avec moi, sauf un étranger, sauf Duras et Rivette, qui ne se laissent pas dévier de leur ligne. Marie a encore un espoir et finalement on la tue, elle en creve, j'ai peur aussi que le Pont du Nord soit le dernier film de cette sorte. »

Propos recueillis par HÉRIE GUIBERT.

ÉLYSÉES LINCOLN - 7 PARNASSIENS  
SAINT-GERMAIN STUDIO - 14 JUILLET BEAUGRENELLE

## LES JEUX DE LA COMTESSE DOLINGEN DE GRATZ



Rien de moins que l'amour, le désir et la fureur. POSITIF

Quand l'œuvre est à ce degré originale et forte, elle devrait échapper aux classifications. L'EXPRESS

Merci de m'avoir fait connaître un film aussi beau... JULIO GORTAZAR







## CINÉMAS

&lt; LES ANNÉES DE PLOMB &gt;, de Margarethe von Trotta

## En mémoire d'une sœur absente

Juliane et Marianne sont deux sœurs, très proches jusqu'à leur adolescence, puis séparées. Juliane vit avec un ingénieur et milite dans un mouvement féministe. Marianne a un enfant. Elle appartient à un groupe terroriste, est arrêtée. Elle se suicide. Juliane ne croit pas au suicide et abandonne tout ce qui n'est pas la recherche des preuves. Elle

« S'essaie une explication psychologique, dit Margarethe von Trotta, je pense que j'ai sûrement les deux sœurs en moi, et que je cherche comment réunir ces deux caractères opposés, extrêmes, durs. Comment trouver mon unité. D'abord, j'avais pensé à faire intervenir la voix de la sœur aînée qui aurait dit : Je suis toi... »

— On pense à l'Allemagne coupée en deux.

— Les deux Allemandes sont deux pays. Pour nous, l'Est, c'est le communisme, donc à l'Ouest nous ne pouvons pas avoir un parti communiste. Important. Nous n'avons plus rien en commun, si ce n'est le langage, et il n'est plus le même. Nous sommes influencés par les mentalités américaines, les autres le sont par l'U.R.S.S. Dans leur manière de parler, les générations nées après la coupe ont évolué sous ces influences. La déchirure est là, tellement là que nous n'y pensons plus.

— En Allemagne, la tendance générale est à l'oubli, au refoulement. Pendant les années 50, ces Années de plomb, le pays était seulement occupé à se reconstruire, il n'y avait aucune activité intellectuelle. On tournait le dos au nazisme, on se taisait. A l'école, on ne parlait de rien.

— Pourtant Marianne et Juliane assistent à la projection de Nuit et brouillard... C'est une initiative personnelle de leur père, qui est pasteur. L'éducation protestante enseigne une morale stricte, la stricte recherche de la vérité. J'ai été élevée dans une école protestante, mais j'avais une amie catholique, elle m'emmenait à l'église. J'ai aimé les ornements, l'encens, le tintement de la clochette, les couleurs. Chez nous les murs sont blancs, juste barrés d'une croix.

— Quand, dans la prison, ces deux sœurs échangent leur pull-

s'identifient à sa sœur, s'isole dans la quête névrotique de sa vérité. Quand elle était enfant, elle était rebelle et Marianne était une tendre petite fille. Les rôles ont changé. Progressivement, sans s'en rendre compte, Juliane est devenue Ismène et Marianne a pris le flambeau d'Antigone. L'histoire est celle des sœurs Esslin : Gudrun, morte à la prison de Stamm-



Barbara SUKOWA dans « Les Années de plomb ».

avec son coussin et commencent à réagir à sa manière.

— Pour la première fois, elles voient qu'elles appartiennent à un pays coupable. Elles ne le savaient pas, pendant la guerre elles étaient enfants. Les bombardements et la peur, elles les ont subis. Toutes les nuits, nous devions descendre à la cave. A chaque éclatement, ma mère se courrait sur moi, m'embrassait de ses bras, comme si ce geste pouvait me protéger. Dans nos têtes, nous étions les victimes.

— Marianne et Juliane voient deux films : le document sur Auschwitz et un autre sur le Vietnam, qui se rejoignent dans des images d'extermination et de culpabilité. L'Allemagne était aussi engagée que les Etats-Unis dans le Vietnam : elle produisait le napalm, les avions qui dirigeaient les bombardements

— A l'origine de ces choix, il y a la vision d'Auschwitz. Elles quittent la projection, elles sont malades, et dès ce moment chacune est seule

heim en 1977. Christiane, que Margarethe von Trotta a rencontrée la même année et qui consacra son existence à dire que sa sœur ne s'est pas suicidée. Mais « les Années de plomb », Lion d'or 1981 au Festival de Venise, dépasse l'histoire, raconte le lien indissoluble et indéfinissable qui unit les deux sœurs.

étaient installés chez nous. Le mouvement terroriste est né de cette situation. Les enfants des Années de plomb ont travaillé et retravaillé sur ce passé. Les uns avec violence, les autres en militant comme Juliane, mais en dehors des partis, des réunions officielles qui ne nous reconnaissent pas. Nous restons isolés.

— On voit le garçon de Marianne brûlé par l'acier de sa mère, à la campagne dans un trou où il aimait se cacher. Brûlé comme l'enfant du nazisme, comme l'enfant du nazisme. On m'a reproché cet épisode, la réalité est pure. Le garçon de Gudrun Esslin a été brûlé au visage par un vitriol, il est défiguré à jamais. Un acte de mal pur, au moment le plus vil de la chasse aux sorcières.

— Vous parlez dans le film de la responsabilité des mères, à l'époque nazie.

— Les femmes se sont laissées séduire par Hitler, ont voté pour lui, ont accepté de donner la vie et de donner leurs enfants à Hitler. Elles ont leur responsabilité.

— Vos personnages féminins tournent ont plus de crédit que les personnages masculins.

— Je donne toujours leurs chances aux femmes, les hommes, j'ai toujours l'impression qu'ils ne savent pas se servir de leur expérience. Je n'avais pas confiance en mon père. Il était peintre et voulait que je devienne. Il me donnait des crayons, des objets. Il voulait que je devienne, que je sois tranquille, je faisais trop de bruit. Il avait soixante ans, sa patience était vite à bout. Mais vraiment, je ne suis pas douée pour le dessin, je le décevais. Au contraire, ma mère m'encourageait, quoi que je fasse, elle me disait que j'allais réussir.

— Je porte le nom de ma mère, elle n'était pas mariée. Elle est née à Moscou. Nous avons habité ensemble dans une petite chambre pauvre pendant vingt ans. Nous étions très proches. J'avais une totale confiance en elle. Jusqu'à vingt ans j'ai vécu avec elle, persuadée que j'étais sa fille unique. Quand elle est morte, j'ai appris que j'avais une sœur, de quinze ans mon aînée. Ma mère l'avait donnée à adopter. Ma mère que j'ai aimée, pour qui je n'avais aucun secret, m'avait volé cette chose essentielle, ma sœur. La solidarité que j'avais avec elle, je n'avais pas pu la vivre avec ma sœur. Inconsciemment, je devais ressentir ce mensonge. Quand j'ai écrit ce scénario, les Années de plomb, je me suis rendu compte que c'était mon deuxième film qui parlait de sœurs. Je recrée une existence qui m'a été interdite.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

\* Sortie prévue le 31 mars.

&lt; TAXI ZUM KLO &gt;, de Franck Ripplow

## Les douceurs du petit matin

Au petit matin, Franck se réveille dans un capharnaüm épouvantable. Il sort chercher son journal. Sa porte se ferme, il se retrouve nu sur le palier. Il doit faire appel à une voisine, emprunter son balcon pour revenir chez lui. Dans sa classe — il est instituteur — il mène sa mésaventure à ses élèves, la transforme en jeu pédagogique. Ensuite, c'est vers d'autres jeux qu'il nous entraîne, dans les toilettes des métros et les bains de vapeur. Franck est un homosexuel berlinois, bien dans sa peau et qui raconte l'amour en la personne de Bernd, un grand beau garçon. Ils habitent ensemble, Bernd range l'appartement, cuisine des petits plats. Franck commence à s'ennuyer. Une histoire banale dans un monde qui l'est moins. L'esprit curieux, le regard amusé, Franck se balade de

jours en nuits à la recherche du plaisir partagé, nous balade d'épisodes drôles — en scènes passionnées — certaines d'une étonnante pureté — de rencontres fulgurantes en ralenti, de parenthèses d'amour en états de langoureux, moments privilégiés et fragiles dont on s'étonne que la caméra ait pu saisir l'intensité éphémère. Et puis c'est la rupture, au cours d'un bal masqué, bal des folles bon enfant où viennent s'encanaler quelques couples « normaux ». Bernd ne peut plus supporter les films de Franck, ils se poursuivent dans le métro du petit matin, et Franck poursuit seul son chemin, retrouve sa classe, merveilleuse apparition au milieu des enfants, d'un polichinelle enrubanné... Quel jeu pédagogique pour cette nuit de confusion et de déchirement ?

&lt; Soyez fiers de votre Babylone &gt;

L'exhibitionnisme tranquille de Franck Ripplow — auteur, metteur en scène, interprète de Taxi zum Klo — n'est pas une provocation. Franck Ripplow nous fait traverser sans heurt le territoire invisible d'un monde parallèle. Comme si nous étions des amis intimes avec lesquels il n'a pas à se gêner, mais auxquels il prend soin de plaire. « Sainteté ou putasserie » voilà la question, voilà le terme de la contradiction qui le trouble, qu'il expose avec une ironie aiguë à la Lubitsch et c'est là que le film prend sa force, c'est par là qu'il force à la lucidité et qu'il est important.

Souvent, le « différent » sexuel est montré dans un côté tragiquement invivable, quand ce n'est pas en caricature réconfortante, en décor pittoresque pour polar à la mode, en signe d'artiste, en copie conforme de l'hétérosexualité. Mais Franck Ripplow — assume et assure — tout, ses doutes, ses inquiétudes, ses certitudes, ses fuites. Le thème de Taxi zum Klo n'est pas l'homosexualité d'un homosexuel, mais l'histoire d'un homme.

« Les distributeurs allemands ont trouvé un slogan publicitaire, une authentique histoire d'amour », dit Franck Ripplow. Comme je ne sais pas ce qui est authentique ou non, le préfère « une histoire tragique sur l'impossibilité d'une vie de couple ».

Cette histoire ne se passerait pas de la même manière entre un homme et une femme. Entre les hommes et les femmes, l'approche n'est jamais aussi directe, libre, ou bien c'est exceptionnel. Les règles du jeu sont différentes, les rôles à tenir aussi, qui veut vraiment les changer ? Franck Ripplow ne tient pas lui, à intégrer son univers au système officiel, dit « normal ». Il se trouve à l'aise dans le labyrinthe secret, la semi-clandestinité de la subculture gay, c'est de là qu'il regarde le monde. Il porte la même barbe, le même petit

blouson de cuir que dans le film, son regard transmet la même étonnante amoralité, et il consulte avec soin le Guide bleu des bains de vapeur berlinois.

« Mais, dit-il, Taxi n'est pas un film gay. D'ailleurs le cameraman est un type formidable, tout à fait bourgeois. Il n'a pas eu une attitude de voyeur et a tourné les scènes de sexe d'une manière plus sensuelle qu'un pédé obsédé. Elles durent trois minutes sur quatre-vingt-dix, et tout le monde en parle comme s'il s'agissait d'un film porno. Taxi n'est pas un porno, ni un exposé sociologique, ni une leçon de morale. J'ai été prêt pendant dix ans, je ne veux plus enseigner... Je ne m'adresse pas spécialement aux pédés. Si j'avais quelque chose de particulier à leur dire, ce serait : « Soyez fiers de votre Babylone que vous avez construite ».

Franck Ripplow habite Berlin, « Eldorado des marginaux », dit-il. Dans aucune autre ville d'Allemagne, il n'aurait pu trouver des gosses pour jouer ses élèves. A Berlin, les parents écolo-anarchistes — les « aïtr » natis — sont assez nombreux, et ils ont accepté de créer leurs enfants pour trois après-midi. Quand la scène finale a été tournée, ils ne l'avaient pas encore vu dans son déguisement. La caméra était cachée de manière à saisir les réactions spontanées. Leur stupéfaction éblouie n'est pas imposée. Franck Ripplow leur a raconté l'histoire du carnaval. Celle de sa nuit confuse, il l'a synchronisée après, seul, il ne voulait pas risquer de choquer. Peut-être n'avait-il pas envie de répondre aux questions. Aux questions sans réponse qu'il se pose en roulant dans les rues de Berlin quand il est dépressif. « Je dépense plus pour l'essence que pour le loyer », dit-il. Ce qui tendrait à prouver qu'il n'est pas toujours simple « d'assurer et d'assumer ».

C. G.

\* Voir films nouveaux.

## ACTUELLEMENT

Un film de DIDIER HAUDEPIN  
**PACO L'INFAILLIBLE**  
PATRICK DEWAERE

Pendant les vacances scolaires, le Théâtre Montparnasse ne donnera pas de représentations de « TRAHISSONS », d'Harold Pinter, les samedis 3 et 10 avril, en matinée à 17 h 30.

**CENTRES CULTURELS ETRANGERS**  
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS  
FONDATION GULBENKIAN  
51 avenue d'Iéna - 10°  
Jeudi 25 mars à 20 h 30  
Table ronde pour une édition critique de  
**HISTORIA TRAGICO-MARITIMA**  
Jusqu'au 31 mars  
Exposition de dessins  
Bernardo MARQUES

**GALERIE LAMBERT**  
14, rue Saint-Louis-en-l'Île (6°)  
Tél. : 325-14-21 et 325-51-89  
**TEPLER**  
Du 25 mars au 24 avril

**SERGIO CECCOTTI**  
PEINTURES  
11 MARS-17 AVRIL  
**ARTCURIAL**

**THOMAS A. KRÜGER**  
Lithographies - Aquarelles  
du 2 mars au 5 avril 1982



La Maison de la Lithographie

110, bd de Courcelles - 75017 Paris  
Tél. : 227.20.16 - Métro Termes et Courcelles  
ouvert le lundi de 14 h 30 à 19 h et les autres jours, même le samedi de 11 h à 19 h sans interruption.

**PEINTURES**  
11 MARS-17 AVRIL  
**ARTCURIAL**

JEANNE BUCHER 53 RUE DE SEINE PARIS 6  
**VIEIRA DA SILVA**

**CENTRE NATIONAL DE LA TAPISSERIE D'AUBUSSON CONTEMPORAINE**  
**La galerie INARD**  
présente  
ADAM, BORDIERE, CALDER, CALY, COCTEAU, DEGAND, SOULI, DELAUNAY, GRECOFF, BEQUET, ILBER, JACOB, FUMARA, JAWORSKI, LAGRANGE, LE CORBUSIER, LUBCAT, MILLERAND, PIERROT, FIGUAT, LE DOUR, POLIO, SAINT-SEANS, SALAZAR, SAUTOUX-GAILLARD, SCHINTON, VASARELY, VIGROUX, WOGENSEY  
179, boulevard Saint-Germain, Paris-7° - 544-65-85

**GALERIE ARIEL**  
**TABUCHI**  
140 bd Haussmann Paris 8°

**GALERIE DE LA SEITA**  
12, rue Surcouf, Paris 7° - Métro Invalides  
**BRAM VAN VELDE**  
l'œuvre gravé  
DONATION A LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE  
DU 17 MARS AU 30 AVRIL  
Tous les jours de 11 h à 18 h (sauf dimanche et jours fériés)  
Entrée libre

**galerie taménaga**  
**Oguiss**  
LITHOGRAPHIES  
24 mars 10 avril  
18 av. Matignon 75008 Paris 226 61 94







# RADIO-TELEVISION

« NEUF JOURS AILLEURS », DE J.-D. BONAN ET M. GOSSET, SUR A 2

## Des malades « ordinaires » dans un lieu ordinaire

L'ESPACE n'est pas glacé. Il n'est même pas froid. Simplement il n'est pas habité. Le hall d'entrée et les lignes de fuite des couloirs, l'escalier, la fenêtre, les allées et venues des « malades », la caméra est là, elle regarde.

Elle regarde sans chaloir, saisissant ce qui passe, les corps un peu tassés, les pantalons collés au sol. Lundi, mardi, mercredi, jeudi... neuf jours, neuf jours inscrits sur l'écran, signes parfaitement extérieurs, parfaitement inadaptés, comme le son de la radio dans la chambre de Jean-Marie, intrusion de l'extérieur vers l'intérieur, médiation éphémère d'un intérieur qui a perdu le fil. Il y a chez eux un vivant en hôpital psychiatrique, ceux qu'on dit « tous » ou « malades », le signe visible de la cassure avec le monde, qui se traduit par une sorte de fracture sur le visage et le corps, une déchirure qui enlève toute sa force à ce corps et le réduit à l'état de manteau lourd, d'enve-

loppé qui arrête sans direction. Il y a ce décalage à la fois subtil et palpable entre le temps qui

se déroule dehors et le temps qui se déroule dedans. Le temps ici est un no man's land.

### Quelle thérapeutique ?

Jean-Denis Bonan et Marianne Gosset ont saisi tout cela, l'irréalisable, visible de la maladie — la coupure justement d'avec la réalité — comme ils ont saisi le climat de l'hôpital. Neuf jours ordinaires de malades ordinaires dans un hôpital psychiatrique plutôt protégé des agressions extérieures, un endroit moyen, ponctué par le va-et-vient des malades, les repas, le bruit de la radio, les silences, les gestes, les confidences parfois, les délirs de chacun. Pierre avec ses lunettes noires, son discours boursé de clichés et de désespoir désertique (« Il arrivera ce qui arrivera »); Jean-Marie et Monique, dont la fragilité se lit sur les paupières un peu gonflées, les regards chiffonnés; ils

s'aiment Jean-Marie et Monique et ils vont sortir de l'hôpital pour un temps (la caméra les suivra de loin, dans leur installation); et Gérard — le plus grand pécheur de tous les temps — Gérard qui a osé dire que la Bible était un « mauvais bouquin » et qui l'a payé de trois ans de psychanalyse et qui a sur la toile cette formule éblouissante : « La folie, c'est par exemple quand l'âme s'écroule, tu reçois A, tu me réponds B et je reçois C. » Jean-Denis Bonan et Marianne Gosset ont voulu filmer sans « médiation médicale », disent-ils, pour laisser la parole aux seuls malades. Il y a dans cette démarche et dans l'attention extrême portée au décor, aux objets, aux mots, aux gestes une

connaissance qui se fait comme en creux, par l'énorme, le monumental, le palpable sentiment du vide, de l'absence. Approche sensitive. Pourtant quelque chose manque vraiment dans ce film. A force de vouloir se placer à la place du « malade » — qui ne sait pas tout, — à force de se sentir — à juste titre — du discours médical, on arrive à nier toute une réalité. C'est tout juste si l'on aperçoit des infirmiers et des psychologues dans *Neuf jours ailleurs*. Comment sont traités les malades ? Quels soins reçoivent-ils ? Quelle thérapeutique ? Quels sont les échecs et les réussites ? On ne sait pas. C'est dommage, cela donne quelque chose de passif à une démarche vraie qui permet de toucher de très près cette rupture de l'âme, cette désespérance, cette déroute et sans fin.

— C.H.

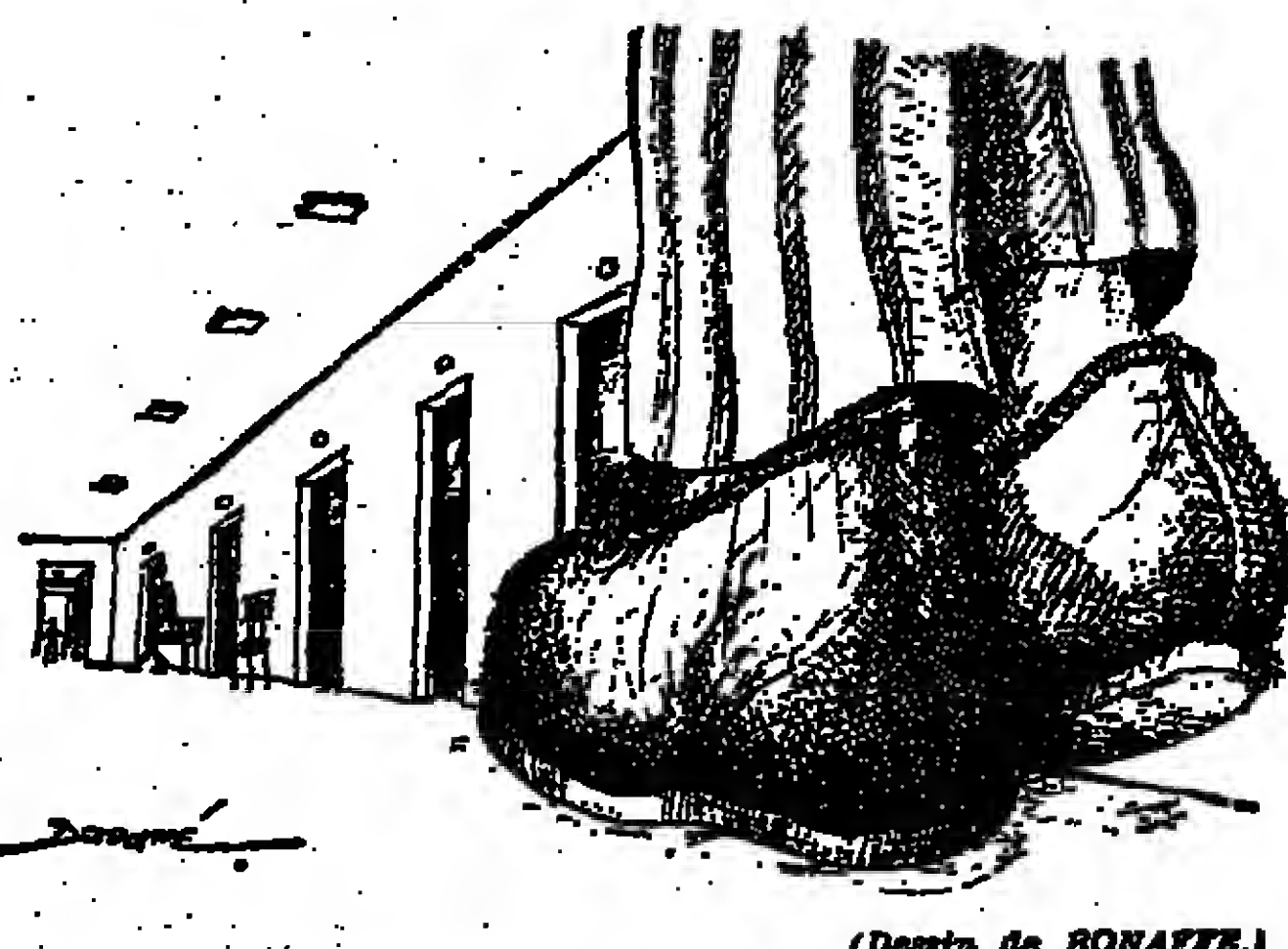
\* Le vie à vit, lundi 29 mars, A 2, 21 h 35.

## « Comme soudés à la caméra »

ELLE est productrice et lui réalisateur. Mais parfois c'est l'inverse. Marianne Gosset a toujours produit ou réalisé des films à caractère sociologique ou psychologique, empreints d'une finesse, rare d'une sensibilité attentive, analyses, sur la solitude, les difficultés de la vie. Jean-Denis Bonan comme Marianne Gosset ont souvent porté leur regard sur la maladie mentale à laquelle ils s'intéressent comme tout le monde pour des raisons en partie personnelles. Ils se sentent associés.

« On a beaucoup cherché, beaucoup parlé, beaucoup vu de médecins et dans des univers très différents », disent Marianne Gosset et Jean-Denis Bonan. On a renoncé à certains endroits comme la clinique de Chénay où nous paraissions un peu privilégiés et on est tombé sur l'hôpital de Clermont dans l'Yse, le plus grand d'Europe avec plus de 2 000 lits, et sur ce pavillon, un petit pavillon ouvert, qui n'est pas rénové. C'est un lieu moyen avec un effort particulier des médecins qui essayent de faire des choses (en créant des appartements thérapeutiques par exemple), un lieu qui n'est pas exemplaire, un lieu plat et banal.

Comment les « malades » ont-ils perçu le film selon vous ? Était-il d'accord avec le projet ?



(Dessin de BONAFI.)

— Oui, bien que ce soit très difficile parfois d'apprécier la vérité des décalages et de la communication. La caméra leur est apparue comme une menace au début, malgré les discussions nombreuses qui ont précédé le tournage. Ils se sont cachés. Monique voulait et ne voulait pas être filmée. Gérard a dit que ce film était pour lui une « tribune », bien qu'en lui ait dit que ce n'était pas cela. Certains ont compris, d'autres pas. On a vu Pierre apparaître une fois avec une feuille qu'il lisait très attentivement. C'était une feuille sur laquelle était écrite la déclara-

tion d'intention de notre film pour les médecins. Pierre l'apprenait croyant que c'était son rôle. Alors comment savoir ? Il est difficile de définir une réalité tellement mouvante, aussi mouvante que l'état d'esprit qui a beaucoup changé en un mois, avec ses moments d'amour, ses moments de rejet.

Pourquoi n'avoir rien dit des médecins dans notre film ? Il y a pourtant des infirmiers, des psychologues, pourquoi ne les voit-on pas, pourquoi ne les interroge-t-on pas ?

— C'est volontaire. On a voulu faire ce film du seul point de vue des malades. Raconter comment ils vivent, comment ils ressentent les soins qu'on leur donne. Ils reçoivent des goûtes, ils ont des entretiens, très rares, des séances de méditation comme celui qu'on voit. Et il y a la maladie, justement. Et leur maladie, c'est d'être aussi séparés de la réalité. On a refusé la médiation médicale. On est resté là-bas un mois, on a filmé pendant deux jours, notre regard est assombré à la caméra fixée dans un couloir et n'allant pas plus loin. On a voulu montrer, à travers un lieu qui était plutôt atypique, que c'était très dur. Malgré tout, que le temps était autre, qu'il y avait ce décalage des gestes, des pensées. Il ne s'agissait pas d'accuser l'institution, mais seulement de montrer comment ça se passe.

Il n'y a pratiquement que des plans fixes dans ce film. On est comme soudés à la caméra. Chaque jour, on s'est mis avec elle à un angle du couloir, qui est le « couloir », le « lieu de passage » important pour palper le rythme réel et on tournait, on disait « moteur », non pas selon que c'était vivant ou non, mais quand ça reflétait le rythme.

Propos recueillis par CATHERINE HUMBLLOT.

## Semaine du 26 mars au 1<sup>er</sup> avril

Les programmes du mercredi 24 et du jeudi 25 mars sont en page 22.

« LE CHATEAU DE BARBE-BLEUE », DE BARTOK, SUR A 2

## Le papillon et la carapace

D'ABORD, c'est une salle gothique, aux arêtes vives, aux volutes terribles, triste et déprimée. L'assomée d'une lumière grise et qui inquiète. Une clarté dure qui vient frapper les sept portes hérissées de fer et hostiles, qui vont s'ouvrir tour à tour, défilant peu à peu des luminosités plus intenses. Univers, extravagante, derrière chacune : peuplée de couleurs crues bleu saphir, rouge safran, et puis des blancs spectraux, translucides.

Etangs rouges plantés de lances et de glaives qui dardent leurs pointes vers un ciel sanguinolent, champs de diamants et de perles, oasis de plantes merveilleuses ; les portes s'ouvrent une à une et, chaque fois, c'est un nouveau décor somptueux, éblouissant ; mais, à chaque fois aussi, souvenir et présage de mort, le sang s'écoule des murailles. Les de larmes, espaces glacés, forêts impénétrables et plaines montonnées, les salles dévoilent l'univers féérique de Barbe-Bleue. Car de Barbe-Bleue il s'agit : scarabée noir et or qui, avec sa compagne-

victime, agit le drame, commande à l'ouverture des portes mystérieuses ; force le destin de Judith, qui brule de découvrir ses secrets baroques, déchire son amour torturé, et sabote sa vie, happée vers la mort, pour franchir les entrées qu'il lui interdit. Dans l'opéra filmé de la télévision hongroise, Judith, papillon mauve, est habillée de gaze fine qui incruste le corps contrasté avec la carapace noire de Barbe-Bleue, ses attitudes d'impénétrable douleur.

Comme les décors luxuriants, les costumes forment un contrepoint évocateur ; ils n'ennoblissent pas, ils n'enlèvent pas l'histoire, ils vivifient la fantasmagorie expressionniste que Bartók avait voulu pour son opéra, qu'il avait décrite précisément jusque dans les détails de son livret. Telles que les décors, la mise en scène, les couleurs de lumière, les jets de couleur, s'enlèvent à la musique, à ses échos oppressants, à ses espaces de silence mortel ; ensemble, ils forment une poésie barbare accordée à la vérité de l'œuvre.

### Une multiplicité baroque

Difficile à réaliser à cause de la multiplicité baroque des décors, plutôt qu'un ouvrage de théâtre, *Le Château de Barbe-Bleue* semble un spectacle télévisuel. Ici saturé de couleurs abruptes, frappantes comme des lasers, le spectacle peut provoquer des sourires amusés, sinon il est enchanteur, gringant.

Monde légendaire et fantastique. L'opéra de Bartók n'a pas pour autant exploité le conte cruel de Perrault, ni le mythe moyen-âgeux de Gilles de Rais : en 1911, Bela Balazs, le livrettiste hongrois, a seulement forgé une histoire d'horreur et de mort, d'amours cassés, une tragédie froide et énigmatique. Rituel exaspéré où le monstre sanguinaire est devenu un spectre douloureux, impressionnant à résister à la curiosité de ses femmes.

Les sept portes disent volontiers les livres, symbolisent le refus de Barbe-Bleue de livrer son âme : allégorie d'amours impossibles, de sexes étrangers l'un à l'autre. Mais le symbolisme de Bartók est moins malléable, plus tonifié. Un peu à la manière du *Pelleas* de Debussy, à la manière de Mahler, qui avait aussi, à la même époque, écrit un *Barbe-Bleue* pour Paul Dukas, l'opéra de Bartók brouille les

cartes du récit, laisse affleurer des zones d'inconscient. Pour invisibles, angélique condensée que rythme le destin. Il reste une imagerie grandiose et terrible vitalisée par la musique.

Car, longtemps méconnue, la musique de *Barbe-Bleue* est une des meilleures réalisations de Bartók : moderne comme chez Debussy, elle sait talonner les mots, s'insinue entre eux, les caresse et les ravage. Toute dévotion au texte, elle a le sens de l'indéniable, des envolées déchirantes, des désespérances que rien ne vient racheter. Sans troupes, étranglés, filets chuintants de bois, cordes plaintives, ses plages de douceur livide, ses spasmes violents suscitent des pointes d'émotion acérée, dégagent un lyrisme intense.

C'est Georg Solti qui sublime ses lignes rugueuses, dirige la voix parfois défaillante de Sylvia Bess, celle cavarnaise et plus séduisante de Kokos Kovacs. Il y a parfois des imprécisions, les intensités auraient pu être plus fines mais on ne désamorce pas si facilement Bartók.

THIERRY FRESLON.

\* Le Château de Barbe-Bleue, de Bela Bartók, vendredi 26 mars, A 2, 20 h 25.

## Vendredi 26 mars

### Un film

#### N. ÉTAIT UNE FOIS UN MERLE CHANTEUR

Film soviétique d'Otar Iosseliani (1979), avec G. Kandelaki et les habitants de Tibissi.

A 2, 22 h 5.

\* Un flaneur, qui n'a pas le sens du temps, c'est-à-dire des contraintes de la vie quotidienne, traverse Tibissi, capitale de la Géorgie. On découvre la ville au cours de leurs buissonnières de ce personnage apportant avec lui un air de nonchalance et d'insouciance. Loin de Moscou, Otar Iosseliani affirme, avec ce film charmeur, comment la vie se déroule dans la capitale du cinéma géorgien, son refus de la routine et des slogans.

### PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 5 Réponse à tout.
- 12 h 30 Les vidéos du jour.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Émissions régionales.
- 14 h 5 Télévision scolaire.
- Éveil à dominante sciences sociales.
- 17 h 35 L'été aux enfants.
- 18 h Journal International des jeunes musiciens.
- Quart de finale.
- 19 h Les 10 de TF 1.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
- 20 h Journal.

### 20 h 35 Opéra : le Château de Barbe-Bleue.

De Bela Bartók, par l'Orchestre philharmonique de Londres, dirigé par Sir G. Solti, mise en scène M. Bennett, Béla M. W. (chœur) (en collaboration avec l'Orchestre Philharmonique de Londres).

21 h 40 Téléthèque : le rire à la télévision dans les années 60-70.

Émission de R. Goley. Raymond Devos, Fernand Raynaud, Pierre Des, Forêt et Serre, etc.

### DEUXIEME CHAÎNE : A 2

- 10 h 55 Sports : sid.
- 11 h 5 Émission hommes, à Montigny (et à 13 h 35).
- 12 h 5 Émission pour me voir.
- 12 h 30 Les 10 de la mémoire qui fléchit.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 45 Série : La vie des autres.
- 14 h Aujourd'hui la vie.
- A quel âge la retraite ?
- 15 h 5 Série : Super Jaimie.
- Mission à Nashville.
- 16 h Magazine : Un temps pour tout.
- Dossier : droits des grands-parents sur les petits-enfants : chanson à l'italienne, Variétés.
- 16 h 45 Documentaire : Pèlerinages du monde.
- Czechoslovaquie, reine de Pologne. Pour un peuple si résident sur le territoire, nous en avons fait un pays de la Vierge.
- 17 h 50 Révé 2.
- Mes mains ont la parole : Une soirée sur Mars : Dick le Babouin.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

### En sabots

#### MARCHELOUP

A 2, 20 h 35.

Qu'il fasse beau, qu'il fasse laid, Antenne 2 bat la campagne. Après « Le Village sur la colline », c'est « Marcheloup », de Jean-Denis Bonan et Marianne Gosset, inspiré d'un roman de Maurice Genevoix. Nous sommes encore pour de longues semaines au grand air. Plus du tout à la manière d'Yves Lauzet, doucement, sur la pointe des pieds, mais en sabots.

Nous sommes cette fois-ci au début du siècle, près d'Orléans.

19 h 10 D'accord pas d'accord (J.M.C.).

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Les gens d'ici.

20 h Journal.

20 h 35 Feuilleton : Marcheloup.

Draps M. Genevoix, réal. R. Pignat. Avec E. Le Pen, B. Brénot, A.-M. Bess, A. Le Pen.

(Lire notre sélection.)

21 h 35 Apostrophes.

Magazine littéraire de R. Pivot. Image de marque.

22 h 35 Ciné-club.

23 h 5 Ciné-club : Cycle F.U.R.S.S.

(Lire notre sélection.)

23 h 5 Ciné-club : Cycle F.U.R.S.S.

(Lire notre sélection.)

23 h 5 Ciné-club : Cycle F.U.R.S.S.

(Lire notre sélection.)

### TROISIEME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.

Les Wombles : Vire le volley.

Des livres pour nous : Sébastien Fauriol.

18 h 55 Tribune libre.

Forces ouvrières (F.O.).

19 h 10 Journal.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 35 Dessein animé : Ulysse 31.

20 h Les jeux.

20 h 30 Le nouveau vendredi : Feux croisés.

Magazine économique d'A. Campa et J.-C. Elsh. — La nouvelle donne économique et sociale.

Comment vivent les Français dans une période de crises économiques et sociales. Une enquête dans différentes entreprises : à l'usine Rhône-Poulenc, au lycée Honoré-de-Balzac à Paris avec la participation d'Henri Kravitz et Edmond Milla.

21 h 30 Téléfilm : Lise et Laura.

Scénario : J.-A. Maquet, J. Barrot, S. Solin. Réal. : J. Barrot, avec C. Jado, M. Audou, R. Malavieille, etc.

Préface : « Dans l'air, le vent, le vent de l'été se perd dans un rêve photographique. Il voit défiler sa vie conjugale. »

22 h 25 Journal.

22 h 45 Magazine : Thalassa.

7 h 2 Matinales : Mémoire vivante : Le rôle et la responsabilité des jurés ; la médecine interne ; Moins cinq, avec A. M. G. G.

8 h Les chemins de la connaissance : Christian Jambert lecteur de Flaubert (la pensée platonicienne et la singularité) ; à 8 h 32, Marchés et marchandises : les bazars africains.

8 h 50, Échec au hasard.

9 h 7, Matinée des arts du spectacle.

10 h 45, Le texte et la marge : Tycho de Lyde, artiste peintre, 1549-1702, avec P. Debrey-Sitton.

11 h 2, L'opéra mort ou vif : Rétrospective sur les dix dernières années (G. Aperghis).

11 h 5, Agora : Avec le philosophe P. Boudot.

12 h 45, Panorama : Avec J. Radva.

13 h 30, Musiques extra-européennes : Afrique et Indonésie.

14 h, Sons : Quotidien.

14 h 5, Un livre, des voix : « Avril brisé » et « Le Pont aux trois arches », avec I. Kadare.

14 h 47, Les inconnus de l'histoire : Raphaël Bombail.

15 h 50, Contact.

16 h, Pouvoirs de la musique : En direct du Salon du Livre.

16 h 30, Feuilleton : Les fiancés, d'après A. Masson.

18 h 25, Jeux à l'antenne.

19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : Les corps du système solaire.

20 h, Émission musicale : Les harmonies ; la contrepuntation au cascadin, d'I. Barre et E. Lalou (en liaison avec TF 1).

21 h 30, Black and blue : Vient de paraître.

22 h 30, Nuits magiques : Journaux ; N. Kham, conteur tunisien.

### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques de matin : Œuvres de Haydn, Beethoven, Bruch, Poulenc, Prokofiev.

8 h 7, Quotidien-Musique.

9 h 5, Le matin des musiciens, Répertoire : Œuvres de Saint-Saëns, Debussy, Tchaïkovski, Bartók, Albeniz, Roque-Alanis, Aperghis.

12 h, Équivalences : Œuvres de Chopin avec G. Robert piano.

12 h 35, Jazz s'il vous plaît.

13 h, Jeunes solistes (en direct du studio 119) : Œuvres de Beethoven, Jolles, Milhaud, par le Quatuor Arcana.

14 h 4, Boîte à musique : Les Océanides ; de Schubert par l'Orchestre Royal Philharmonique de Londres, dir. Sir Z. Beecham.

14 h 30, Les enfants d'Orphée.

15 h, L'opéra hongrois : L'opéra de Budapest : Œuvres de Mozart, Balay, Wagner, Saint-Saëns, Verdi, Bizet, Kodaly, Bartók ; à 16 h 30, Lieder de Schumann.

17 h 2, L'histoire de la musique : Ars Nova.

18 h 30, Studio-Concert (en direct du studio 105) : Œuvres de Schubert avec P. Cohen, K. Lindner, pianoforte.

19 h 35, Jazz : Le clavier bien rythmé.

20 h, Musiques contemporaines.

20 h 30, Concert (en liaison avec TF 1) : « Le Château de Barbe-Bleue », de Bartók, par l'Orchestre philharmonique de Londres, sol. S. Sassi, K. Kovacs ; Dir. : Sir G. Solti.

21 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; Œuvres de Debussy, Schumann ; à 22 h 5, Strauss ; à 23 h 4, Musiques traditionnelles.



## Une création mondiale

**12 h** La vérité est au fond de la

12 h La Vérité est au fond de la mer.  
12 h 30 Idées à suivre (et à 13 h 35)  
12 h 45 Journal.  
14 h 5 Série : Têtes brûlées.  
Stratégie.  
14 h 55 Les jeux du stade.  
Ski : slalom spécial.  
17 h Récré A 2.  
Warrior : La bande à Badé ;  
Maristes.  
17 h 50 Les carnets de l'aventure.  
Ski et aventure.  
18 h 15 Le spectacle de la Corse à Noël.  
Les émois d'un de deux frères  
dans la poudrerie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des  
lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 C'est une bonne question.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.  
De M. Drucker.  
Gérard Lenormand, Renaud, Leconte,  
Léon Vautier, José Goldsmith, etc.  
21 h 40 Variétés : La ville sans  
la colline.  
Chansons 1943 à nos jours. Réal.  
Y. Laumet. Avec M. Boyer,  
J. H. Cassinelli.  
Le dernier épisode de cette fres-  
que de la vie paysanne est le  
plus intéressant : une jeune est arri-  
vée au bout d'une vie de travail  
et vit les bouleversements de  
la société.  
22 h 5 Journal.

M. Chpili, B. Castoldi.  
Le dernier épisode de cette fres-

M. Chpili, B. Castoldi.  
Le dernier épisode de cette fres-  
que de la vie paysanne est le  
plus beau : une femme est arri-  
vée au bout d'une vie de travail  
et vit les bouleversements de  
la société.

23 h 5 Journal.

## Une créati

**ON SORT CE SOIR :**  
**L'ESCARPOLETTE**  
**FR 3, 20 h 30.**

« On sort ce soir » présente l'escarpolette, opératis signée Jean-Michel Damase : une création mondiale mise en scène par Alain Boudet, avec Mady Mesplé (Ginette), Gabriel Bacquier (Maurice), Maurice Baquet en réalisateur de télévision et Philip Dognan en imprésario. L'action

A. Boudet. Avec M. Mesplé.  
G. Bacquier. M. Bacquet. P. De.

h 20 Les pieds sur terre.  
Magazine sécurité de la Mutualité sociale agricole.  
h 30 L'horizon.  
h 30 Pour les jeunes.  
Ulysse 31; En direct du passé : l'an 1533.  
h 10 Journal.  
h 20 Emissions régionales.  
h 55 Dessin animé : Ulysse 31.  
h Les jeux.  
h 30 On sort ce soir : l'Escapade.  
De J.-M. Damase, mise en scène

21 h 55, Ad lib, avec M de Breteuil

7 h 2, Matinales : Créer une entreprise ; le rôle et la responsabilité des jurés ; la médecine interne ; Albert Meglin.

8 h, Les chemins de la connaissance : Regards sur la science.

8 h 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : Après la Polonoise... Quelle Europe demain ?

sol. K. Kunde, soprano, J. Hmari.  
alto, K. Markus, ténor, J. G.

6 h 2. Samedi-Matin : Œuvres de  
Bisot, Dvorak, Haydn, Chopin,  
Smetana, J.-S. Bach.  
8 h 2. Tous en scène : Nat. King  
Cole.

1. *Chlorophyll a* (mg/g)

23 h. La nuit sur France-Musique :  
Œuvre de Berlioz : Entre Gilles-  
mets : 0 h 05, Haute-Infidélité.

**h 15 Dimanche Marin.**  
Entrez les artistes

## LE CHATEAU DU DRAGON

Film américain de Joseph L. M. Kiewicz (1947), avec G. Tierney, W. Huston, V. Price, G. L'Amigan, A. Revere.

FR 3, 22 h 30.

\* Dans les années 1840, les mystères d'un châtiment au bord de l'Éudson, où un air de clavier joué par une ancêtre fantôme annonce la mort. Etude psychologique et psychanalytique habilement conduite par Moniewicz, qui place Gene Tierney, frère et touchante, sous la domination d'un riche hollandais au comportement morbide, joué par Vincent Price.

**Rochmann, au théâtre Tristan-Bernard. Dell'Interno d'A. En-**

**Reichmann, au théâtre Tristan-  
Bordaux, dell'Inferno d'A. Engel  
au Théâtre Gérard-Philips,  
etc...**

**19 h 30 Les animaux du monde.**  
Vitrine dans un lac.

**20 h Journal.**

**20 h 35 Cinéma : la Vie privée de  
Sherlock Holmes, de Billy  
Wilder.**

**22 h 35 Sports dimanche soir.**  
« A Bible ouverte.  
« Et tu, je mourrai », avec M. Kile  
Wieland, écritain.

**23 h 15 Journal.**

**DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**

**11 h Cette semaine sur A 2.**

8 h. Foi et tradition.  
8 h 30. Protestantisme.

h Emissions de l'U.C.E.I. destinées aux travailleurs immigrés : Mosaïque.  
Les informations de la semaine : à Paris et à Tiemcen.  
h 45 Dessin animé : Mister Magoo.  
h La soupière et des oreilles.  
Une émission de Piem et P. Rente

gelberg, œuvres de Beethoven  
Dvorak, Schubert, Mozart, J.-S.

- 7 h 7, La fenêtre ouverte.
- 7 h 15, Horizon, magazine religieux
- 7 h 40, Chœur de son.
- 8 h 5, Foi et tradition.
- 8 h 30, Protestantisme.
- 8 h 10, Ecoute Israël.
- 9 h 40, Divers aspects de la pensée  
contemporaine : L'Union rationa-  
liste.
- 10 h, Messe au couvent Saint-Domi-  
nique à Paris.
- 11 h, Regards sur la musique :  
« Jérôme Bosch - symphonie »  
(Serge Nigg).
- 12 h 5, Allégories.
- 12 h 30, L'Élysée : « Tosca », de  
Puccini, l'Opéra de Paris.

croit malheureusement du même coup que Georges Pluderma-

14 b. 4. D'une oreille à l'autre  
cortes de Mozart, Schubert, Hay-  
d. Beethoven, Saint-Saëns  
J. Strauss, Crumb.

17 b. Comment Pentendez-vous  
par M. Ragon, écrivain, œuvre  
de Bavel.

19 h 38, Jazz.

20 b. Les musées en dialogue.

23 h 30, Concert (donné Salle Pleyel)  
à Paris, le 21 janvier 1982)  
Concerto pour violon et or-  
chestre n. de Beeth et de Szyman-  
kowski, et Szymanowski n. 3, de  
Dvorak par l'Orchestre de Paris  
sol. E. Saeysing, piano, dir.  
C. Bardon.

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

cher est un planiste cérébral, mais cette fois, il dément cette impression en maîtrisant, après « Harma », les finesse raveliennes et la fougue sombre de la dernière sonate de Beethoven. — T. Fr.

#### h 55 Minérales.

**13 h 50 Les après-midi de TF1**

13 h 50 Les après-midi de TF1  
à l'hier et d'aujourd'hui.  
Téléfilm : Serpico ; 15 h 25 Les  
couleurs de la vie ; 16 h 40, A  
votre service ; 16 h 45, Paroles  
d'artistes ; 16 h 55, Rendez-vous  
au club.

17 h 25 Croque-véganes.  
Variétés ; Bricolage ; Dossiers  
musés.

18 h C'est à vous.

18 h 25 1. rue Élysée.

18 h 45 Quotidiennement votre.  
Bon compte du bon pain.

19 h 25 1. Paris de TF1.

19 h 5 A la une.

19 h 20 Émissions régionales.

19 h 45 Vous pouvez compter sur  
nous.

20 h Journal.

20 h 35 L'avenir du film (cinéma).  
« la Grande Manasse »,  
de Jack Gold.

dépasse la fiction.  
Avec MM. A. Aspect, physicien,

dépasse la fiction.

Avec M.M. A. Aspect, physicien, institut d'optique d'Orsay; J. Baudry, physicien de particules, maître de recherche au C.N.R.S.; X. Farce, physicien, directeur de recherches au C.N.R.S.; J. Feldmann, astrophysicien.

22 h 10 Journal.

**DEUXIÈME CHAÎNE : A2**

12 h 5 Passez donc me voir.

12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.

12 h 45 Journal.

12 h 35 Cette semaine sur A2.

14 h Aujourd'hui le vie.  
Des autres et vous.

14 h Aujourd'hui et via.  
Des auteurs et tous.

15 h Emissions pédagogiques.

16 h 30 Dimanche, rendre dimanche.  
Cornouailles, réal. M. Bapurn.  
Les petites joies du dimanche  
font oublier les petites diffi-  
cultés d'une famille élève de  
coulons.

**FRANCE-CULTURE**

h 45 Récré A.2.  
La cuisine exotique; Pierrot;  
Casper; Taram.  
h 30 C'est la vie.  
h 50 Jeu : Des chiffres et des  
lettres.  
h 10 D'accord pas d'accord  
(E.N.C.).  
h 20 Émissions régionales.  
h 45 Les gens d'ici.  
h 35 Variétés : Sylvie Vartan au  
Palais des sports.  
h 35 Document : La vie à vi.  
Vie (jeu).  
h 25 Jazz : La grande parade.  
Du J.-C. Atany : Dave Brubeck  
Quartet.  
h 55 Journal.

## mentale : art plastique, performance et trajet sonores.

h 30 Pour les jeunes.  
h 30 Pour une coupe; Agnès et  
Sidonie; Les aventures de Pétar;  
Le petit chapeau japonais;  
Le petit chevalier de cœur; Les  
Wombles.  
h 30 Mesquinos d'achats et à lasser.  
h 30 De l'homme et du monde.  
h 30 55 Tribune libre.  
Comité de liaison pour  
l'athlisme.  
h 10 Journal.  
h 20 Emissions régionales.  
h 55 Deszai animé; Ulysse 31.  
h Les jeux.  
h 30 Cinéma: le Passe-Monta-  
gne.  
De Jean-François Servent.  
h 30 Journal.  
h 55 Série: La révolution roma-  
nique.  
De Jean Servent: n° 13: Le fruit  
réel D. Landier.  
Le renfermeur et le rêve socia-  
liste; L'opposition à la « clari-  
té » du siècle des Lumières.

---

« Les ballets de Stravinski (F.-M., 9 h 05). — A peine débarqué à Paris, Stravinski avait connu ses premiers succès avec des ballets que venaient alors rythmer les folies de Diaghilev. Le « Sacre du printemps », « l'Oiseau de feu », « Petrouchka » avaient vite lancé le jeune Russe, mit à la mode ce style exotique aux couleurs violentes qui procurait aux Parisiens jusqu'alors réfrénés au chameau tant de « Gletsch » de véritables éblouissements. Tout au long de sa carrière, Stravinski continua à se consacrer à la

neurs, de Schumann, par le Quatuor Prat : J. Prat, A. Flammar.

- h 2 h, Musiques légères de Radio-France : Œuvres de Vieuxtemps, Debussy.
- h 3 h, Musiques du matin : Œuvres de Debussy, Schumann, Liszt.
- h 4 h, Quotidiens-Musique.
- h 5 h, Muséums d'aujourd'hui : 1. Stravinsky.
- h 6 h, Musiques de son siècle : Folklores français et étrangers.
- h 7 h, 35 Jans.
- h 8 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 110) : Œuvres de Prokofiev, Tchaïkovski, Ravel, Aur. B. Bach, Violon.
- h 9 h, 45, D'une œuvre, l'autre : Œuvres de Beethoven, Schumann, Mozart, Debussy.
- h 10 h, J.-S. Bach.
- h 11 h, Le jeu des miroirs.
- h 12 h 30, Studio-Concert : Musiques traditionnelles.
- h 13 h, recherche musicale.
- h 14 h, Concerto du direct du Grand Auditorium de la Radio-France.
- h 15 h, Musiques de chambre : 3 mouvements pour piano, de Elvira;
- h 16 h, Musiques de chambre : 3 mouvements pour piano, de Scriabine;
- h 17 h, Cinq préludes de Bachmann;
- h 18 h, Quatuor à cordes n° 1, de Schatz;
- h 19 h, 45, 35 Jans.


10

violon. R. Pasquier, alto.  
M. Barreau, violoncelle, et J.  
Mortier, piano.

22 h 36. La nuit sur France-Mu-  
sique : Musiques de nuit, œuvres  
de Mendelssohn ; 22 h 45, Quatre  
français d'aujourd'hui : Œuvres de  
Bellini, Verdi, Darius.

Édité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérants :  
Jacques Favre, directeur de la publication,  
Claude Jéan.

Imprimerie  
de la « Monde »  
rue des Minimes  
PARIS-IX<sup>e</sup>



Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 437

ISSN - 0000-0000







## Une occasion manquée

(Suite de la première page.)

Fallait-il absolument prendre le risque de rater une expérience utile, certes, nécessaire par endroits, mais délicate, mais difficile, mais « casse-gueule », exigeant une longue mise au point, et d'innombrables précautions ?

Pour réussir une opération de cette portée, il aurait fallu déployer des ressources de l'ordre de ce que l'on trouve dans les services de renseignement, et d'annoncer à cet effet que moi, Tarzan, allais offrir à toi, Jane, un menu à peine plus frugal et tellement plus sain, plus nourrissant que le pittoresque ordinaire dont nous étions obligés de nous satisfaire sous l'ancien régime.

Ce qui frappe dans cette étonnante histoire, l'histoire d'une belle occasion manquée et qu'on ne retrouvera pas de sitôt — les gens se méfient à présent, ils sont braqués, récalcitrants, chahuteurs... Qui, ce qui surprend, c'est la totale méconnaissance de ce que peut représenter aujourd'hui la télé pour l'immense majorité des Français. Elle passe avant tout, je dirais presque, avant le boire et le manger si, dans la hiérarchie des petites fêtes qu'on peut encore s'offrir, la grande bouffe au restaurant ou chez des amis n'était pas précédée de la seule à la surcraque.

Si encore les beaux esprits qui régentent nos chaînes avaient pu bien faire en nous donnant ce qui bien méritait d'être vu à l'écran. Ce n'est absolument pas le cas. D'abord parce que la télévision, ils ne la regardent jamais, ils n'en ont pas

le temps ou pas l'envie. Ensuite parce qu'ils nous l'ont avoué : ils adorent eux aussi le sport, le cinéma, et d'abord le cinéma américain. L'un de ces responsables nous a dit, pas gêné, s'en être nourri, gavé, toute sa vie. Ce qui ne l'a pas empêché de diminuer notre ration de films, en les plaçant de telle sorte que, pressé par l'heure d'aller se coucher, on ne pouvait plus les voir en entier. Et croyez-vous qu'un seul d'entre eux suivrait pour le plaisir un de ces innombrables magazines en forme de cours du soir donné par l'élite à l'intention des masses ?

Le public, le grand, les petits, prenez-le comme vous voudrez, en bloc ou en détail, n'est pas fermé à la culture, au contraire. Ce qui le fait râler, c'est qu'on le presse pour plus bête qu'il n'est, qu'on lui explique, qu'on lui commente, qu'on lui annonce le théâtre ou la musique au lieu de lui donner à voir ou à entendre, qu'on lui dise ce qu'il faut en penser au lieu de le laisser libre d'en juger. Un exemple récent : l'émission confiée au nouveau Mitterrand, Frédéric, le samedi après-midi, sur TF1, par Alain de Sédouy. A qui croyait-il s'adresser en nous adjurant, samedi dernier, de nous « emparer des images » et de casser le système en tournant des films en super-8, et de suivre le chemin de Godard, de Rivette, de Rohmer ou de Patrick Bokanowski ? Exemples à l'appui : des extraits de films muets, de films en noir et blanc, de films d'art et d'essai très intéressants, la question n'est pas là.

Elle est de savoir pour qui. Sûrement pas pour ces familles rassemblées autour du poste en l'absence justement des grands adolescents à qui les conseils étaient destinés. Vous pensez bien que le samedi après-midi eux sont sortis.

Ce qui nous vexa, ce qui nous exaspéra, c'est qu'on puisse manquer à ce point de sensibilité, de contact avec la réalité, c'est qu'on puisse ignorer avec tant de désinvolture, sous prétexte qu'on le sait mieux que nous, la nature de nos « vrais » goûts, de nos « vrais » besoins.

Comment peut-on imaginer qu'après toute une journée de fatigue, d'embêtements, de contrariétés, à la maison, au bureau, à l'atelier ou aux champs, on puisse avoir envie de regarder Pierre Bellemare ? De le regarder détailler, sous prétexte qu'on doit nous donner la parole, les annuaires de M. X... ou de M. Y... face aux lenteurs de l'administration ou aux déficiences de la justice. On est là, prostré, hébété, assommé par des histoires compliquées de procès, de jugements cassés, renvoyés, de traites, de quittances, de caisses, de tribunaux, d'arbitrages, de factures. Résumé en deux minutes le matin à la radio, ça passe. Etalé pendant un bon quart d'heure, soir après soir, à la télé, c'est insupportable. Et ça explique en grande partie une grogne qui ne s'apaise pas malgré le retour à une grille assez peu différente de ce qu'elle était avant le 10 mars.

CLAUDE SARRAUTE.

### AU CENTRE POMPIDOU

## Un film sur les radios libres

On écrira un jour l'épopée des radios « libres ». On partira du 13 mai 1977, date de la première émission de Radio-Verte (à moins d'évoquer aussi le fourmillement d'avant-guerre), et l'on terminera... Pourrait-on d'ailleurs terminer ? En légalisant certaines d'entre elles, la loi engendrerait de nouvelles radios libres, et l'on imagine encore très mal aujourd'hui le destin de tous ces projets qui bouillonnent et demandent aujourd'hui un droit de cité sur la modulation de fréquence. Mais là n'était pas l'objectif de Gilbert Charles et Philippe Van de Walle, qui, dans un film vidéo de quarante-deux minutes, nous font pénétrer dans l'univers méconnu de ces radios.

Deux dates-clés limitent le champ du reportage, et tracent les frontières d'une période désormais historique dans le monde des médias : le 10 mai, date d'explosion d'une véritable explosion des radios, et le 9 novembre, date de leur légalisation, mais non le point final de leurs soucis. La bande FM, est loin d'être extensible, et l'interdiction de ressources publicitaires risque d'asphyxier la plupart des équipes, composées pourtant de bénévoles...

A. Co.

### SUR LES GRANDES ONDES

#### JEUDI 25 MARS

Europe 1, 19 h 30 : Rencontre médicale : Les allergies.

#### VENREDI 26 MARS

R.M.C., 12 h 45 : En direct du Salon du livre, avec Régine Desforges, Hervé Barin, Jean-Luc Pidaux-Payot, président du Syndicat national de l'édition.

France-Inter, 13 h : Georges Marchais, secrétaire général du P.C.

#### SAMEDI 27 MARS

R.T.L., 13 h : Jean-Pierre Cot, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement.

France-Inter, 20 h 5 : La tribune de l'histoire : le retour de Laval, par Alain Decaux.

#### DIMANCHE 28 MARS

R.T.L., 18 h 15 : Le grand jury R.T.L.-de l'Europe et vous, avec Alain Chalandon, ancien ministre de l'équipement.

Europe 1, 19 h : Le club de la presse : Yvon Gattaz, président du C.N.P.F.

#### LUNDI 30 MARS

R.M.C., 12 h 45 : Simone Signoret.

France-Inter, 17 h : La musique des musiciens : Stéphane Grappelli.

### TÉLÉVISIONS FRANCOPHONES

#### VENREDI 26 MARS

(R.T.L.) TÉLÉ-LUXEMBOURG, 21 h : Une belle fille comme moi, film de F. Truffaut.

(T.M.C.) TÉLÉ MONTE-CARLO, 20 h 35 : L'ombre d'un jeu, film de Y. Peres ; 22 h 10, Chrono : magazine de l'automobile.

(R.T.B.) TÉLÉVISION BELGE, 21 h 15 : Dernière séance : Hollywood Story ; 21 h 55, série : L'homme à l'ynchéide.

(S.S.R.) TÉLÉVISION SUISSE ROMANDE, 20 h 35 : Les Indes d'Indes, film de S. Rosenberg.

#### SAMEDI 27 MARS

(R.T.L.), 21 h : Un direct au cœur, film de F. Karlson ; 22 h 35, Ciné-club : les Jours de l'été, film de H. Octavio Gomez.

(T.M.C.), 20 h 35 : Prends l'ascenseur et tire-toi, de W. Allen ; 21 h 15 : La bataille de Midway, film de J. Smith.

(S.S.R.), 20 h 10, théâtre : les Rustres, de Goldoni.

#### DIMANCHE 28 MARS

(R.T.L.), 21 h : Du haut de la terrasse, film de M. Robson.

(T.M.C.), 20 h 35 : Brewster McCloud, de B. Cort ; 21 h 35 : Requiem pour un pigeon, film de P. Krasny.

(S.S.R.), 21 h : Giovanna Marini.

#### LUNDI 29 MARS

(R.T.L.), 21 h : Gloria, film de Autant-Lara.

(T.M.C.), 20 h 35 : Le Lien, film de I. Bergman.

(R.T.B.), 19 h 55 : Les Hommes du président, film de A. J. Kaula.

(T.E.L.), 19 h 55 : Variétés ; 20 h 55, Théâtre Wallon : Le Ballot / Finique, de G. Pitteloir.

#### MARDI 30 MARS

(R.T.L.), 21 h : Le Filicassano, film de Stuart Rosenberg.

(T.M.C.), 20 h 35, série : la Fugitive ; 21 h 40, Télécinéma.

(R.T.B.), 19 h 55 : Feuilletton : le Testament ; 20 h 30, TV : F Magazine ; 21 h 50, Variétés : Anna Prucnal.

(T.E.L.), 19 h 55 : Le point de la médecine ; 20 h 55 : Soirée Michel de Ghedore.

(S.S.R.), 20 h 5 : Feuilletton : Joëlle Mazart ; 21 h 10, Entracte, émission sur le spectacle.

#### MERCREDI 31 MARS

(R.T.L.), 21 h : La Colline des bottes, film de Colizzi.

(T.M.C.), 20 h 35 : Les Enchaînés, de A. Huisheek.

(R.T.B.), 21 h : Variétés : Diane Dufrenoy ; 22 h 10, Document : Vol 5502.

(T.E.L.), 19 h 55, Sports 2.

(S.S.R.), 20 h 5 : Les frères Jacques ; 21 h 10, Téléscope.

#### JEUDI 1<sup>er</sup> AVRIL

(R.T.L.), 21 h : M. 15 demande protection, film de S. Lumet ; ou John Mac Cobe, film de R. Altman.

(T.M.C.), 20 h 35 : Les Héros n'ont pas froid aux oreilles, film de C. Nemes.

(R.T.B.), 20 h 10, Document artistique : Justin Capelle, sa vie, son œuvre ; 20 h 45, Télécinéma : Cours après moi, stérif, film de H. Nee-dham.

(T.E.L.), 20 h 55 : Paroles du Québec ; 22 h 25, Clay, la fête aux images.

(S.S.R.), 20 h 05 : Temps présent : Beyrouth, la rage de vivre ; 21 h 10, Un homme en fuite, film de S. Edels-tein.

## Rappel des émissions

### Mercredi 24 mars

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Les mercredis de l'information. Magazine d'actualité de M. Thoulouze. Petits clients et gros marchés. Les enfants jusqu'à douze ans considérés comme des gros consommateurs. Le marché national du jouet a atteint 4 milliards de francs en 1980.

21 h 35 Caméra une première : Jules et Georgina. Réalisation P. Aurégas, avec P. Cahu, D. Bauguil, L. Cornier.

22 h 40 Glenn Gould joue Bach. Les variations Goldberg.

23 h 45 Journal.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

Victoria...Victoria pour l'équipe de France

20 h 25 Sports : football. France-Irlande du Nord en direct du Parc des Princes.

Victoria...Victoria pour l'équipe de France

22 h 20 Document INA : Grand jour - Jours ordinaires.

Dans les bureaux, réal. : A. Van La. La vie de bureaux silencieuse la nuit, effleurée des jours de semaine, vue par la caméra silencieuse d'un réalisateur original.

Victoria...Victoria pour l'équipe de France

23 h 10 Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 30 Cinéma 16 : « Le Wagon de Martin ». D'après un scénario de M. Picard et R. Selt. Réal. : P. Saglio. Avec : J.-M. Thibault, S. Deschamps, A. Valardy, F. Personne, H. Poirier, etc. Les aventures dramatiques d'un personnage attachant autour d'un original qui est la mauvaise idée de se jeter sous un train : une enquête autour d'un suicide.

22 h 5 Journal.

#### FRANCE-CULTURE

19 h 30, La science en marche. La lumière.

20 h, La musique et les hommes : Le rock a trente ans.

22 h 30, Nuits magiques : Les journalistes ; N. Khemir, conteur tunisien.

#### FRANCE-MUSIQUE

20 h, Les chants de la terre.

20 h 30, Concert (donné le 3 janvier 1981 au Grand Auditorium), « Dieu, version de concert », 1<sup>re</sup> audition, d'Henry ; J.-P. Farré, récitant.

23 h 30, La nuit sur France-Musique : La revue musicale : La jeunesse de Debussy ; 0 h 5, La musique turque, du dixième siècle jusqu'à nos jours.

## Jeudi 25 mars

#### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.

12 h 30 Les visiteurs du jour.

13 h Journal.

13 h 35 Emissions régionales.

13 h 50 Objectif santé : Médicaments opiacés.

14 h Les rendez-vous du jeudi.

Avec les régions : 14 h 25, Les élèves ont la parole ; 14 h 30, Ce qui se dit ; 14 h 40, Les aventures de mercredi ; 14 h 45, Communiquer avec les enfants sourds.

17 h Formation - Information - Education. Calcul mental, calcul rétro : L'orientation après la nouvelle seconde.

18 h C'est à vous.

18 h 25 70 ans enfants.

18 h 45 Quotidiennement votre. La mode au féminin quotidien.

18 h 50 Les paris de TF 1.

19 h 5 A la une.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Libre expression, les formations politiques.

La majorité.

20 h Journal.

20 h 35 Téléfilm : Malesherbes, avocat du roi. Réal. : Y.-A. Hubert, avec H. Viriojeux, C. Colin, J. Langier.

22 h 10 Document : La Terre en héritage. L'énergie en surplus. Un inventaire très documenté des énergies renouvelées de la planète.

23 h 5 Journal.

#### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.

12 h 5 Passez donc me voir.

12 h 30 Jeu : J'ai la mémoire qui flanche.

13 h Journal.

13 h 45 Emissions régionales.

13 h 45 Série : La vie des autres.

14 h Aujourd'hui la vie.

Le prêt-à-porter.

15 h 5 Super Jaimie.

15 h 55 Document : Yves, Lucie et les autres. Ou les origines de l'homme, réal. : J. Lallier. En Ethiopie, en Somalie, au Kenya et en Tanzanie, à la recherche des hominidés avec Yves Coppens, directeur du Musée de l'homme.

16 h 40 Téléfilm : Héraclite l'obscur. De P. Devail.

Autour du mystérieux philosophe-poète de la Grèce antique, qui vécut intensément en communion avec la nature. Textes lus par Charles Denner et R.-J. Chaffard.

17 h La télévision des téléspéctateurs.

17 h 45 Récit A2. Une soirée sur mars : Casper. Je veux être... électricien dans la marine.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 10 Accord, pas d'accord (I.N.C.).

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 45 Tribune libre. L'opposition : R.P.R., C.N.I.

20 h Journal.

20 h 35 Magazine : Situation 82. De P. Dumayet et I. Barrière : destins d'un bateau. Normes architecturales, financement d'un bateau de pêche.

21 h 40 Magazine : Les enfants du rock. Simon et Garfunkel à Central Park.

23 h 15 Journal.

#### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

18 h 30 Pour les jeunes. Les Wombies : Cuisine sans cuisson : Thème et variations : Beethoven.

18 h 55 Tribune libre. Le Mouvement des républicains de gauche (M.R.G.) ; M. Roger-Gérard Schwarzenberg.

19 h 10 Journal.

19 h 20 Emissions régionales.

19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31. Calypso.

20 h Les Jeux.

20 h 35 Cinéma : Je suis un sentimental. Film franco-italien de J. Berry (1955). Avec E. Constantine, B. Davi, P. Frankier, O. Hussent.

Une histoire compliquée, à la limite de l'incroyable et toute entière tournée vers une certaine idée des hommes : le whisky, les femmes, les poings.

22 h Journal.

#### FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinées.

8 h, Les chemins de la connaissance : Christian Jambert lecture de Platon (Le platonisme à la Renaissance) ; à 8 h 32, Marchés et marchands : marchés et comptes marchands dans l'empire azèque.

9 h 7, Matinée de la littérature.

9 h 45, Questions en zigzag : La Vendée en armes, avec J.-F. Champy.

11 h 2, L'opéra mort ou vif : C. Chaynes (à 17 h 32 : P. Bar-ra).

12 h 5, Agence : Pour un nouveau développement, avec F. Peir.

12 h 45, Panorama, avec R. Salazar.

13 h 30, Renaissance des organes de France : Les organes de la région de Toulouse.

14 h, Sous : Quotidienneté.

14 h 5, Un livre, des voix : « Le Jardin du roi », de F. Des-champs.

14 h 47, Départementale : à Orlon-Sainte-Marie.

15 h 2, Le monde au singulier.

15 h 30, La radio sur la place : Le championnat de France de pêche au saumon.

16 h 30, Le rendez-vous de 16 h 30 : En direct d'Orlon-Sainte-Marie.

17 h, Rose libre : Victor Jacquemont en Inde.

18 h 30, Feuilleton : Les Francs, d'après A. Manzoni.

19 h 25, Jazz à l'ancienne.

19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : Les animaux.

20 h, Le portique des chiens, de G. Hardy, avec : R. Guil-lot, J.-M. Ferry, D. Lévy, M. Morano et B. Végé.

22 h 30, Nuits magiques : Les journalistes ; N. Khemir, conteur tunisien.

#### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : Œuvres de Haendel, Sammartini, Mendelssohn, J. Brahms, Liszt, Albeniz, Debussy, Honegger.

8 h 7, Quotidien-Musique.

9 h 5, L'oreille en colimaçon.

10 h 20, Le monde des musiciens : Résonances : Œuvres de Ockeghem, Monteverdi, Wagner.

12 h, Le royaume de la musique.

12 h 35, Jazz : Les années Dorsey.

13 h, Musique légère : Œuvres de Gabay, Delvincourt, Copland, Moncayo, Ponce, Genhwin.

14 h, 4 Robert Casadesu en concert (donné à la salle du Concertgebouw à Amsterdam le 27 mars 1960) : Œuvres de Chopin, Schumann ; 15 h 30, Lieder de Schumann ; 16 h, Fac-similé, œuvres de Jolivet, Lourié, Couperin.

17 h 2, Le jeu des miroirs : Œuvres de Tallis, Beethoven.

18 h 30, Studio-concert : Jazz traditionnel.

19 h 38, Jazz : Le bloc-notes.

20 h, Accoustiques lyriques.

20 h 30, Concert : Récital d'orgue (donné en la basilique Sainte-Cécile d'Albi, le 27 septembre 1981) œuvres de Nivers, d'Andrieu, J.-S. Bach, de Grigny, Balbastre, Alain, Couperin, par M.-C. Alain.

22 h, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit : œuvres de Prokofiev, Webern, Janacek ; 23 h : Studio de recherche radiophonique, œuvre de Vivier ; 0 h 5, Mère Nostrum ; œuvres de Duparc, Frescobaldi, Porpora.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### MERCREDI 24 MARS

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie, est invité à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

M. André Chanderogor, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé des affaires européennes, est reçu à R.M.C. à 12 h 45.

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, est reçu au Journal de 22 heures, sur FR 3.

PARIS  
LIMA  
PARIS

3890

FORUM VOYAGES  
LA TERRE MOINS CHERE

1, rue Cassette (M. St-Sulpice) 75006 Paris Tel. 544.38.62  
12, rue d'Antin (M. Opéra) 75002 Paris Tel. 268.11.44  
12, rue Jeanne d'Arc 75004 Rouen Tel. 38.32.99

OPERA  
RÉCITAL  
LUCIANO  
PAVAROTTI  
Piano : JOHN WITTMAN



















## LA MAISON

### Les idées en plus

Redonner aux tapisseries leur prestige de naguère et élargir les activités d'une entreprise de constructions en bois vers la décoration, telles sont les deux expériences tentées par des gens dynamiques. Lancées avec des moyens très différents, ces opérations réunissent compétence professionnelle et idées et conseils.

« Oris », en grec, veut dire « ornement ». C'est le nom adopté par une nouvelle chaîne de boutiques vendant des textiles et assurant, éventuellement, leur confection (rideaux, dessus de lit, sièges) ou leur pose (tenture murale, moquette). « Notre but », explique Michel Carbaux, l'un des membres fondateurs d'Oris, est de renouveler l'image de marque - un peu désuète - du tapisserie-décorateur. On pense souvent, en effet, que ses dévotion sont longues, ses services chers et qu'il ne vend pas de tissus.

« Pour sortir d'un artisanat par trop statique », continue Michel Carbaux, nous avons mis au point une formule commerciale nouvelle, qui nous paraît être la condition de survie de notre profession. » A partir d'une centrale d'achat (qui sélectionne les tissus des meilleurs fabricants et éditeurs), une chaîne nationale a été créée; elle regroupe des tapisseries-décorateurs choisis pour leur compétence. Leur boutique - à l'enseigne « Oris » - est aménagée selon un concept défini par le cabinet Convan Associés. Une fois franchie la porte en bois laqué bordeaux, on trouve dans ces boutiques un grand choix de tissus, présentés en panneaux verticaux, ainsi que des moquettes et des stores.

Dans ces boutiques « Oris » (actuellement au nombre de quatre, et qui seront quinze - avant juillet - dans toute la France), les tapisseries-décorateurs offrent les services de leur propre atelier. Les prix pratiqués, pour la confection d'un dessus de lit par exemple, vont de 1 000 F (jeté de lit double) à 2 500 F ou plus pour un modèle passepoilé et à volants. Les clients qui souhaitent acheter seulement du tissu reçoivent des conseils sur les matières à choisir selon l'utilisation recherchée, et sur la coordination des différents textiles dans une pièce.

« Objectif bois », c'est le nom donné par Arnaud Laederich à la boutique qu'il vient d'ouvrir dans le Marais, à Paris. Sa famille possède, dans les Vosges, une pe-

titie usine qui, depuis plus de trente ans, était spécialisée dans la construction de chalets et maisons à ossature en bois. Son goût pour la décoration et l'agencement de la maison l'a conduit à donner une nouvelle orientation à l'entreprise familiale. Utilisant la compétence des ouvriers de l'atelier vosgien, il a créé une ligne de mobilier et éléments en sapin, pin du Nord et pin des Landes.

Arnaud Laederich présente des bibliothèques, des coffres de rangement et un pratique « meuble de bureau ». Prenant le minimum de place (2 m de haut, 80 cm de large et 20 cm de profondeur), il s'ouvre par deux portes dont l'une supporte un miroir et une tablette de maquillage abattante; un tabouret s'encastrera sous les étagères, équipées de plateaux et coffrets. Ce meuble, vendu en « kit », vaut 1 350 F.

Dans cette boutique toute en longueur sont exposés des aménagements esthétiques pour utiliser au mieux le volume d'une pièce. Pour une chambre de jeunesse, un podium de 2 m x 1,40 m en lattes d'aggloméré peintes en bleu (sur lequel on pose un matelas) recouvre deux grands et profonds tiroirs (2 500 F). Pour un studio : sous une estrade est dissimulé un lit à deux places, qui s'ouvre comme un tiroir; sur l'estrade, un coffre-banquette et une bibliothèque basse complètent l'équipement. Toujours à partir du bois, Arnaud Laederich propose aussi l'installation d'une cuisine ou d'une salle de bains, l'habillage d'une cheminée ou la construction d'une mezzanine. A toute idée qui lui est soumise, il trouve une solution « bois » pratique et originale.

JANY AUJAME.

★ Oris, 79 bis, av. J.-R. Clément, 92100 Boulogne; 4, rue Lemaître, 92130 Quimper; 36, rue Yves-Collé, 29200 Brest; 39, rue Saint-Mathieu, 29000 Quimper.  
★ « Objectif bois », 5, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris.

## RÉTROMANIE

ARMES ANCIENNES A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. - Le Salon international de l'arme ancienne et de collection est organisé, cette année, les 27, 28 et 29 mars, comme il se doit à Saint-Germain-en-Laye, salle Maurice Denis. Une soixantaine de stands y seront ouverts, où l'on pourra trouver, admirer, voire acheter armes d'autrefois, œuvres d'art ou

bielots s'y rattachant. Notons que les pièces exposées sont toutes authentiques et possèdent leur garantie d'origine.

Une section sera consacrée spécialement aux armes de chasse d'origine française ou étrangère, une autre concernera les armes militaires modernes fabriquées par les manufactures d'État.

**Pense-Bête**

Pour résoudre simplement les problèmes d'orthographe de ..... je fais ce week-end un petit saut chez Hatier au Salon du Livre (STAND/E-18)

\* INSCRIRE LE NOM DE VOTRE FILLE OU DE VOTRE FILS

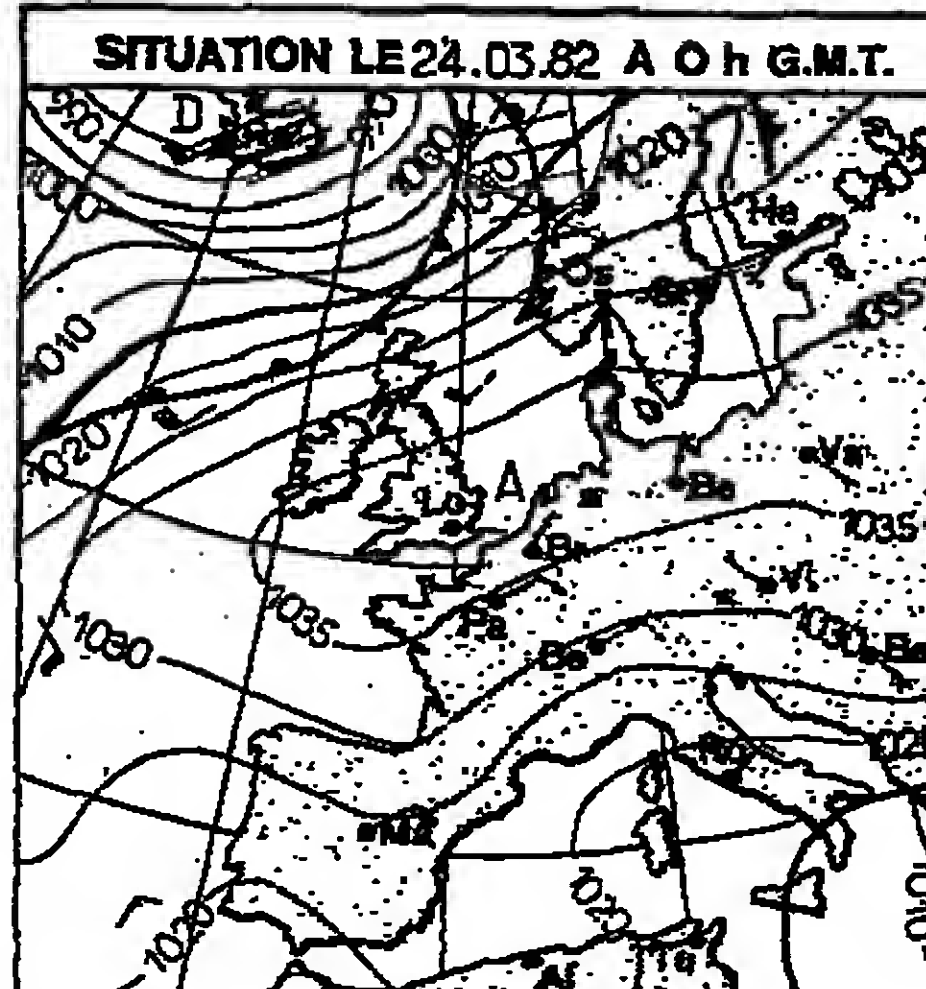
Hatier: le spécialiste de l'orthographe

Cette semaine dans **Le Monde** du 28 mars

## Les enfants d'homosexuel(le)s

Les « homos » de province sortent de la clandestinité

## MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 24 mars à 0 heure et le jeudi 25 mars à 24 heures :

L'anticyclone centré sur la mer du Nord se déplacera lentement vers le sud-est. Il continuera de diriger un flux de nord-est froid, plus sec sur la majeure partie du pays. Toutefois, des masses d'air instables stagnent en Méditerranée.

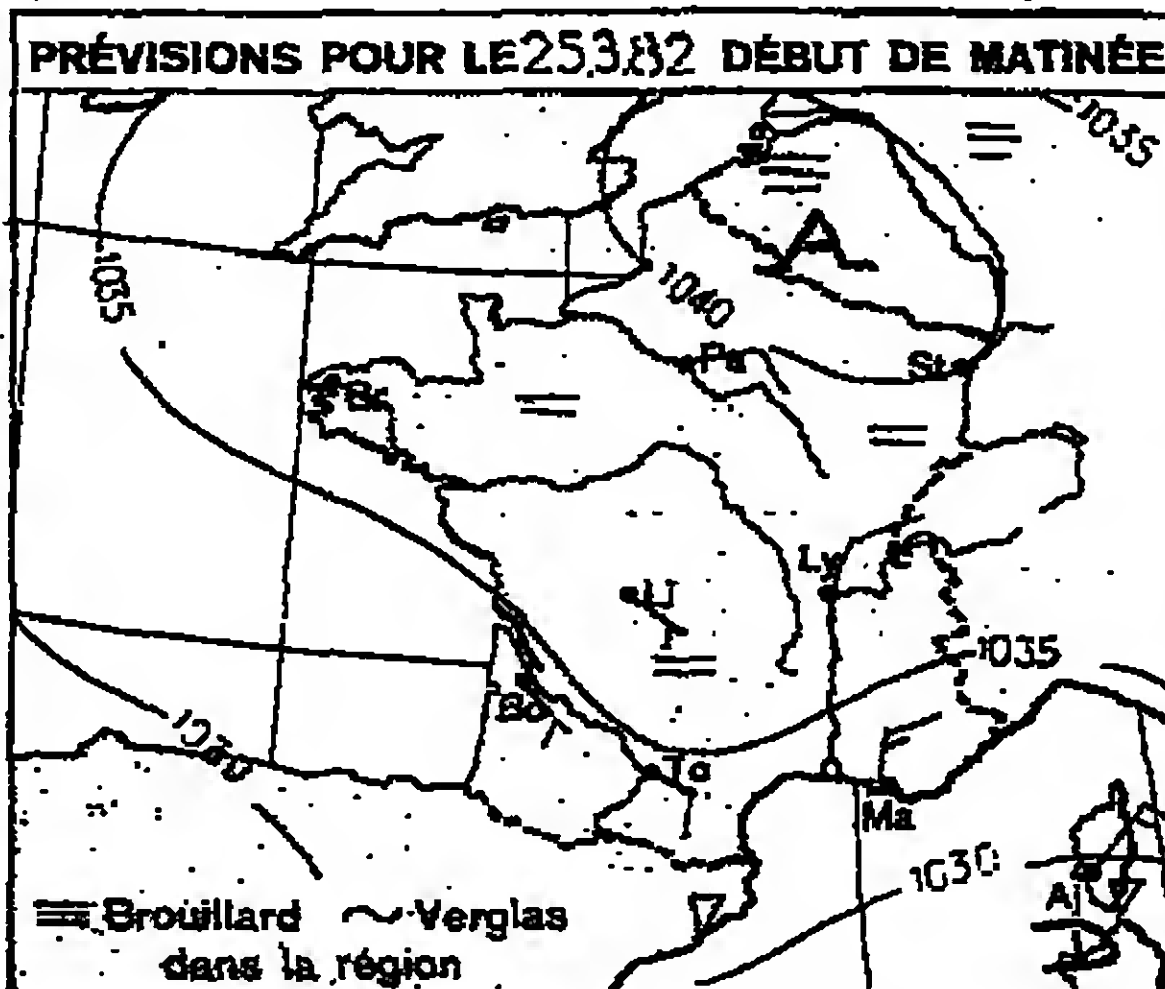
Jeudi matin, le temps sera brumeux avec quelques brouillards et nuages bas, de la Normandie à la Picardie et aux Ardennes. Ces passages nuageux s'écarteront au cours de la journée vers nos régions de l'Est.

Ailleurs, après quelques brumes au lever du jour et des gelées de 0 à 3 degrés de l'Alsace à la Bourgogne et au Centre. Le beau temps ensoleillé prédominera. Toutefois, quelques averses sont possibles sur le sud de la Corse et près des Pyrénées orientales.

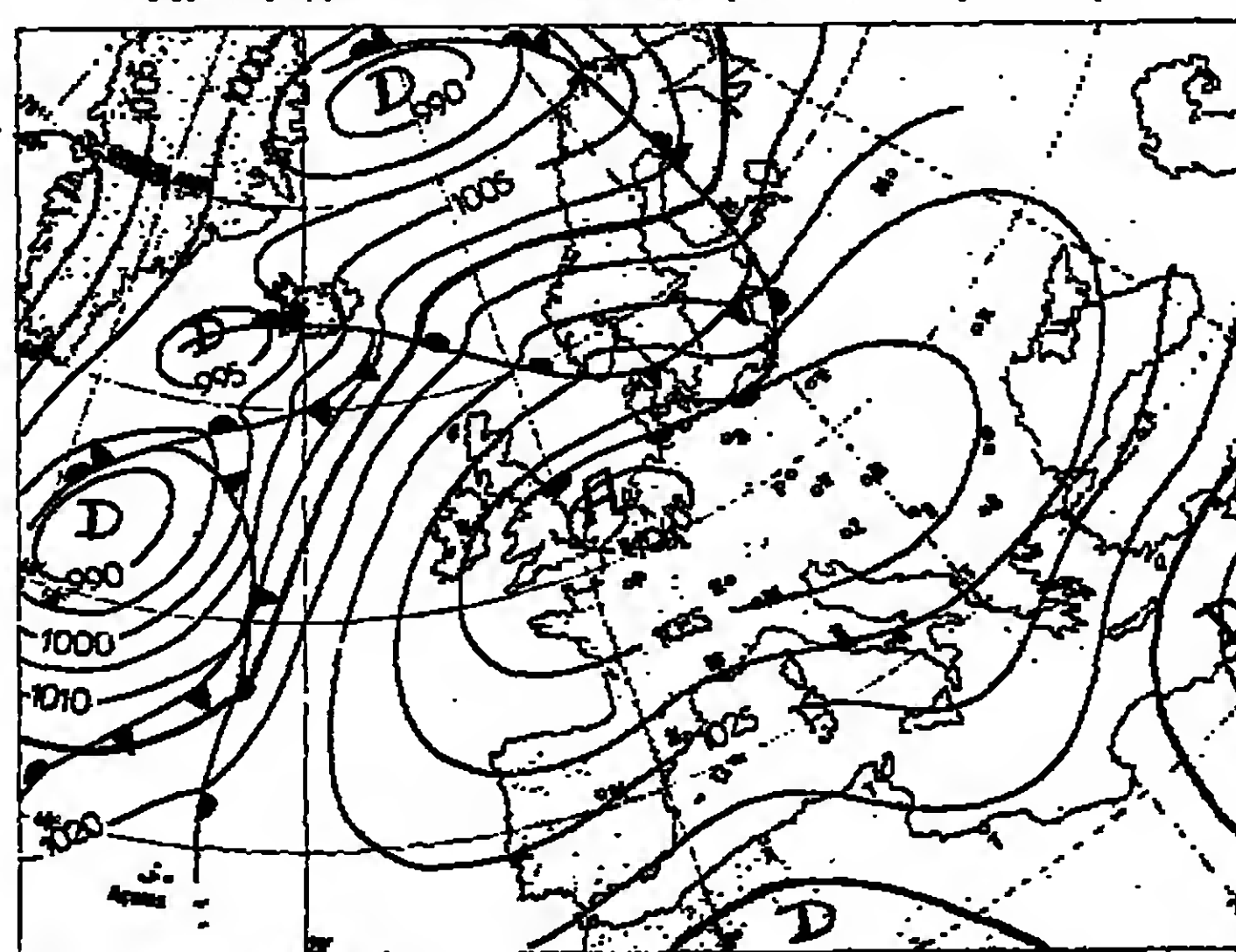
Les vents faibles à modérés souffleront d'est. Les températures maximales seront en légère hausse.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 24 mars 1982 à 7 heures, de 1 036,4 millibars, soit 777,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 mars; le second, le minimum de la nuit du 24 mars au 25 mars) : Alsace, 14 et 3 degrés; Biarritz, 12 et 4; Bordeaux, 12 et 3; Bourges, 9 et 3; Brest, 13 et 3; Caen, 11 et 3; Cherbourg, 11 et 2; Clermont-Ferrand, 8 et 2; Dijon, 10 et 2; Grenoble, 10 et 0; Lille, 9 et 2; Lyon, 10 et 0;



PRÉVISIONS POUR LE 25 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)



Marseille, 14 et 4; Nancy, 9 et 1; Nantes, 13 et 3; Nice, 14 et 5; Paris-Le Bourget, 10 et 3; Pau, 12 et 0; Perpignan, 13 et 7; Rennes, 13 et 2; Strasbourg, 10 et 2; Tours, 10 et 3; Toulouse, 12 et 2; Pointe-à-Pitre, 27 et 20.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 4 degrés; Amsterdam, 7 et 2; Athènes, 9 et 5; Berlin, 10 et -2; Bonn, 11 et -5; Bruxelles, 9 et 2; Le Caire, 27 et 16; Canaries, 20 et 16;

Copenhague, 8 et -2; Dakar, 31 et 19; Genève, 9 et 3; Jérusalem, 22 et 9; Lisbonne, 24 et 12; Londres, 13 et 0; Luxembourg, 8 et 1; Madrid, 19 et 3; Moscou, 1 et -8; Nairobi, 31 et 14; New-York, 4 et 4; Palma-de-Majorque, 16 et 6; Rome, 15 et 6; Stockholm, 5 et 1; Tunis, 14 et 4; Tzouér, 19 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES

### JEUDI 25 MARS

« Les Arts et Métiers », 14 h 30, 292, rue Saint-Martin, M<sup>e</sup> Vermeersch.  
« L'art du dessin », 15 heures, 26, rue de Valenciennes, M<sup>e</sup> Bouquet des Champs.  
« L'église Saint-Merry », 15 heures, entrée, M<sup>e</sup> Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« La peinture française », 16 heures, Grand Palais, M<sup>e</sup> Angot.  
« L'impressionnisme », 15 heures, musée du Jeu-de-Paume (Approche de l'art).

« La collection Thyssen », 14 h 30, hall du Petit Palais (Arcus).  
« La SACEM », 15 heures, 115, avenue du Général-de-Gaulle, à Neuilly (L'art pour tous).

« Caves, ruelles du Marais, abbaye Maubuisson », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (A travers Paris).

« L'Institut Pasteur », 15 heures, 25, rue du Docteur-Roux, M<sup>e</sup> Moutard (projection) (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

### CONFÉRENCES

14 h 30, 62, rue Madame, « La religion égyptienne : magie et religion populaire » (Arcus).  
15 heures, 46, rue Barrault, amphithéâtre Estienne, M. Méglin : « Nous avons trois corps » (Université populaire de Paris).

15 heures, 9 bis, avenue d'Iéna, M. J.-Cl. Stevens : « Bali, Bangkok, la Thaïlande » (Projections).  
16 heures et 19 h 30, rue des Capucines, « La route de la soie en Chine : la Gauche » (C.I.E.E.).

18 h 20, 9 bis, avenue d'Iéna, M. J.-Cl. Stevens : « Attatuck, la Cappadoce » (Projections).

18 h 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité : « La presse féminine et la publicité, chabot et pratiques ».

19 heures, 184, boulevard Saint-Germain, M. A. Loudet : « Des cartes, des méthodes, la réédition : un nouveau regard sur la Terre » (Société de géographie).

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 24 mars 1982 :

### UN DÉCRET

● Prorogant le décret du 15 mars 1979 relatif aux mesures d'aide en faveur de l'installation d'entreprises artisanales, dans certaines parties du territoire.

### DES ARRÊTÉS

● Relatif à la revalorisation des indemnités journalières dues au titre de l'assurance-maladie et de la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

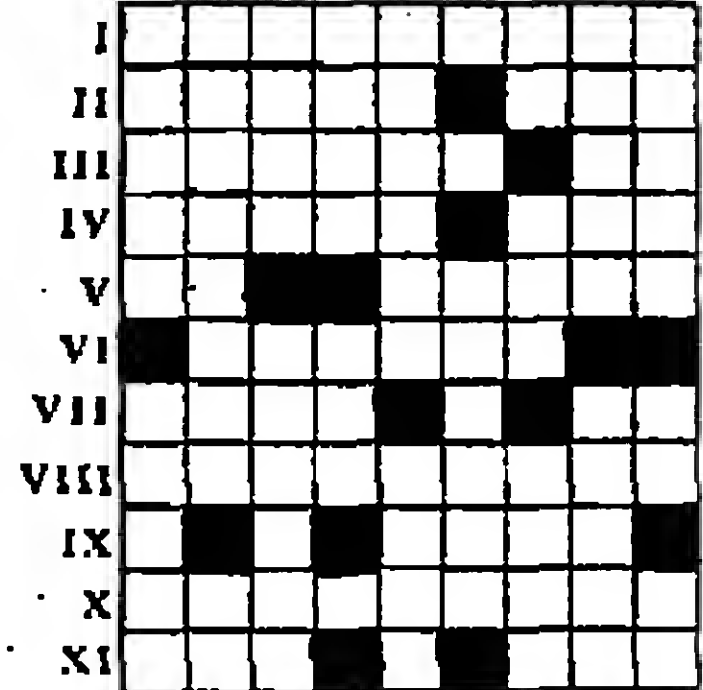
● Portant relèvement du taux de remboursement des services d'aide ménagère aux personnes âgées.

● Fixant certaines mesures financières relatives à la lutte contre la brucellose dans les espèces bovine, caprine et ovine et à la lutte contre la tuberculose dans l'espèce bovine.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3153

1 2 3 4 5 6 7 8 9



### HORIZONTALEMENT

I. Des gens pour qui les ciseaux sont souvent utiles. - II. Endroit où il faut arriver avant l'ouverture. N'est plus qu'un triste sursis quand il est mélancolique. - III. Nom qu'on peut donner à tout ce qui est pis. Ville natale d'un patriarche. - IV. Personnage dont l'attitude fait penser qu'il peut s'adresser au patron. Rendue par celui qui expire. - V. Dans une série d'interdictions. Bien attachés. - VI. Fournissait du travail à de nombreux galériens. - VII. Ne doit pas être présenté comme un modèle au travailleur. Forme un delta. - VIII. Froissées et toutes piquées. - IX. S'élève en Thessalie. - X. Les gens du milieu. - XI. N'est empruntée qu'en passant. Comme une balle mal lancée.

### VERTICALEMENT

1. Pour un élevage délicat. Chasser le naturel. - 2. Un liquide qui peut creuser. Comme parfois un propriétaire. - 3. Se nourrit comme un petit mammifère. Entreprenant une démolition. - 4. Maître dont on fait des gants. Poisson rouge. - 5. Comme une maison où il y a de l'esprit. Fit preuve d'attachement. - 6. Agir comme un commissaire. - 7. Cité. Ne fait pas un grand bien. Pour l'ouvrir il faut le boucher. - 8. Chrétien dans un Émirat. Il faut le payer avant de prendre les brevettes. - 9. Se conduisent mal quand ils sont tristes. Les rochers par exemple. Pour l'ier.

Solution du problème n° 3152

### Horizontalement

I. Dividende. - II. Obésité. - III. Uns. Ca. Le. - IV. Tél. Ale. - V. Nuisible. - VI. Atoll. - VII. Epi. Nauer. - VIII. Rie. U.R.S.S. - IX. Venise. - X. No. Thé. On. - XI. Atres. Loi.

### Verticalement

1. Douanier. Na! - 2. Ibn. Pivot. - 3. Vestiaire. - 4. Is. Est. Enté. 5. Diction. I.H.S. - 6. Eté. Blouse. - 7. Ne. Allure. - 8. Lie. Es. Os. - 9. Epée. Orsini.

GUY BROUTY.

prêt à copier.

SF-750

le plus petit photocopieur du monde.

32 kg, 43 x 42 x 28 cm. Sharp SF-750 est le plus léger, le plus compact de tous les copieurs sur papier ordinaire. En même temps, d'une technologie très avancée.

Son secret? Un micro-ordinateur.

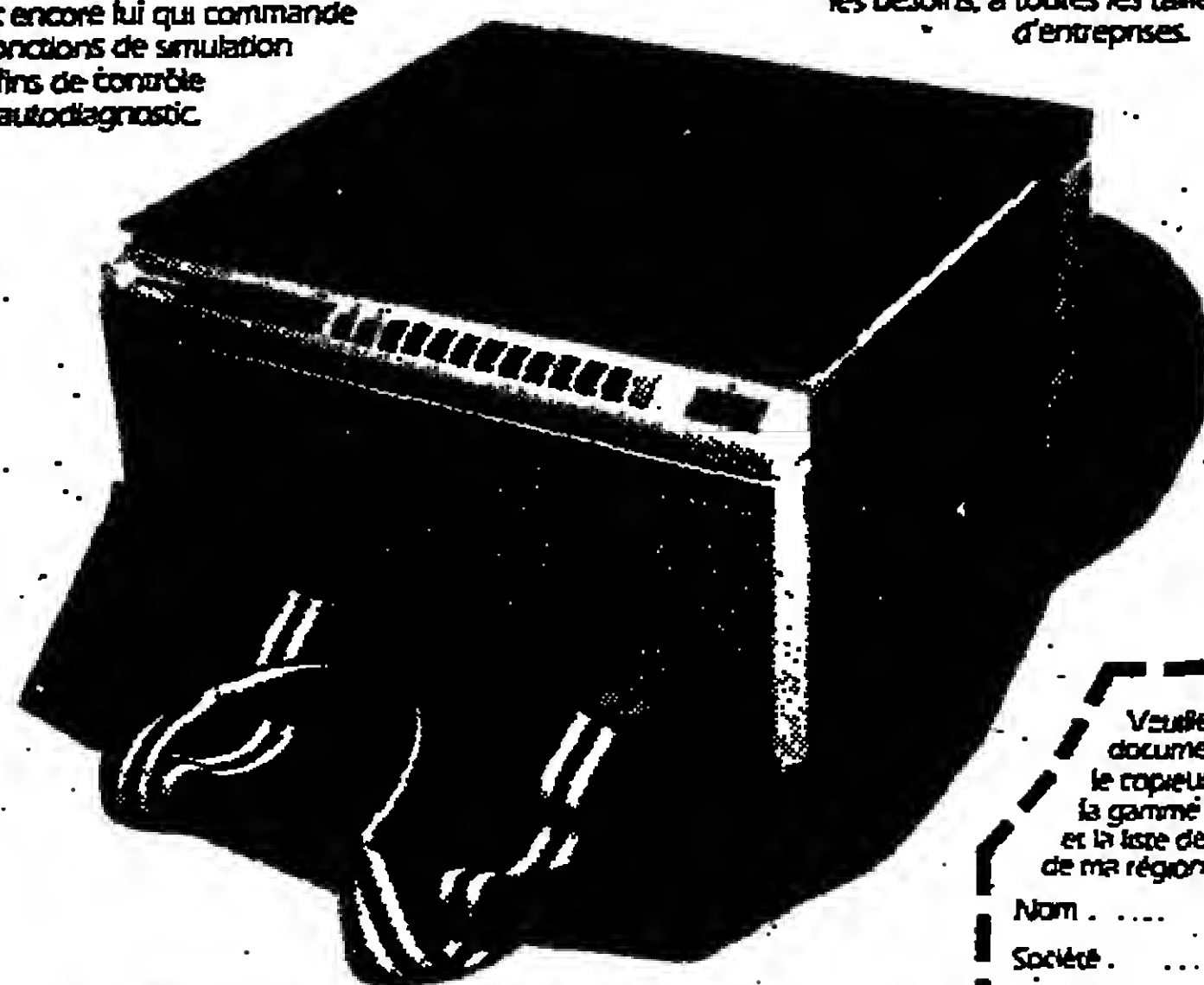
C'est lui qui commande toutes les fonctions : multicopie jusqu'à 99 avec affichage lumineux du compte à rebours, répétition, pause.

C'est encore lui qui commande les fonctions de simulation aux fins de contrôle et d'auto-diagnostic.

C'est lui enfin qui, dosant automatiquement la dose de toner, assure une haute qualité constante de reproduction.

Sharp SF-750 est le copieur "personnel" idéal : un coin de table lui suffit; il se range sur une étagère; il peut aussi s'emporter en week-end. Et son prix vous surprendra : dans le bon sens.

Sharp : une gamme de copieurs répondant à tous les besoins, à toutes les tailles d'entreprises.



SHARP les outils du pouvoir

Veuillez m'adresser une documentation complète sur le copieur Sharp SF-750 la gamme des copieurs Sharp et la liste des distributeurs Sharp de ma région.

Nom : ..... Société : ..... Adresse : .....

Retourner à Sharp, 181, avenue Jean-Bouret, 93307 ALGERVILLE CEDEX 29.01.82 Tél. : 034.93.44 Telex : 212 174 F



# CARNET

## Naissances

— Marie-Jeanne et Richard MEYEN-  
BERG sont heureux de faire part de  
la naissance de  
Constance.  
Antony, le 22 mars 1982.

— Françoise, Patrick et Aurélie  
AEBERHARD sont heureux d'an-  
noncer la naissance de  
Mathieu.  
le 20 mars 1982.  
2, rue de la Bastille,  
75004 Paris.

## Décès

— Mme Bernard  
TUBQUAND d'AUZAY  
fait part du décès de  
son époux  
survenu le 15 mars 1982.

— M. Max BRUN,  
M. et Mme Gérard Baumont,  
M. et Mme Gérard Cliché,  
Mme Danielle Brun,  
Mme Pierrette Bottonbourg,  
Mlle Jeanne Brun,  
M. et Mme Paul Gabbion et Alix,  
M. et Mme Stéphane Baumont et  
Olivier,  
M. et Mme Jean-François Cliché,  
Mme Richard Baumont et Sophie,  
M. et Mme Denis Baumont, Alexis  
et Flavie,  
M. et Mme Sadwan Kassar, Caro-  
line et Noël,  
M. et Mme Bertrand Cliché, Julie et  
Géraldine,  
M. Philippe-Rammanuel Cliché,  
M. Pierre-Antoine Ulmo,  
Mlle Pascale Ulmo,  
M. Edouard Ulmo,  
ont la très grande peine d'annoncer  
le décès de

Mme Max BRUN,  
née Renée Bottonbourg,  
survenue à Paris, le 23 mars 1982.  
Rue sera inhumée le jeudi 25 mars.  
On se réunira à 10 h. 45, à la porte  
principale du cimetière du Mont-  
parnasse.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
Pas de couronnes.

— Le Mans.  
Mme Yves Combes, née Monique  
David, son épouse,  
M. et Mme Philippe Combes et  
leurs enfants,  
M. et Mme Jean-Jacques Combes et  
leurs enfants,  
M. et Mme Patrice Denis, née  
Adeline Combes et leurs enfants,  
M. et Mme Benoît Sarellet, née  
Virginie Combes,  
ses enfants et petits-enfants,  
ses frères, beaux-frères et belles-  
sœurs,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de  
M. Yves COMBES,  
endormi dans la paix du Seigneur, le  
23 mars 1982, dans sa soixante-  
deuxième année.  
La cérémonie religieuse sera céle-  
brée le vendredi 26 mars 1982, à  
10 heures, en la cathédrale Saint-  
Julien, au Mans.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
80, bd du Général-de-Négrier,  
72000 Le Mans.

— Mme Moutal,  
sa mère,  
M. et Mme Léon Didier,  
son père et sa belle-mère,  
M. et Mme Alain Didier-Weill,  
son frère et sa belle-sœur,  
M. Eric Didier,  
son frère,  
Mlle Sarah Didier,  
sa sœur,  
Mlle Julie, Charlotte et Mathilde  
Didier-Weill, ses nièces,  
Les familles Moutal, Mikaeloff,  
Blime, Israël, Boucharouch,  
Ses oncles et tantes et cousins,  
ont la tristesse de faire part de la  
mort de  
M. Michel DIDIER,  
docteur en médecine,  
ancien interne  
des hôpitaux psychiatriques  
de la Seine,  
dans sa trente-deuxième année.  
L'inhumation a lieu au cime-  
tière de la Moutche (7, rue Abraham,  
Lyon-7<sup>e</sup>), le mercredi 24 mars 1982,  
à 16 h. 45.  
83, rue du Moulin-de-la-Pointe,  
75013 Paris.  
5, rue Alsace-Lorraine,  
69001 Lyon.  
11, boulevard Magenta,  
75010 Paris.  
53, avenue du Maine,  
75014 Paris.

— Alfred HOEPPE,  
né le 30 juillet 1901 à Metz,  
homme de cœur et d'esprit, dont la  
générosité, la tolérance et le courage  
auront marqué tous ceux qui l'ont  
connu en France et en Allemagne,  
est décédé en Belgique le 15 mars  
1982.

Si vous avez croisé sa route,  
vous partagerez le chagrin de son  
épouse et de ses deux filles.

Bruxelles, 38, rue Le Tintoret.

— On nous prie d'annoncer le  
décès de  
M. Paul LADRIE,  
administrateur en chef  
des affaires d'outre-mer,  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur du Mérite,  
survenu à l'hôpital Beghin, à Paris,  
le 15 mars 1982.

— On nous prie d'annoncer le  
décès de

M. Béla-Bertrand LAMPEL,  
fondateur  
de la Société d'exploitation  
des brevets Lampel (SESLA),  
président-directeur général  
de la Société anonyme monégasque  
Synoptie Internationale,

survenu le 20 mars 1982, à Nice, à  
l'âge de cinquante-trois ans.  
Suivant la volonté du défunt, il  
n'y aura pas d'obsèques, son corps  
ayant été légué à la faculté de méde-  
cine de Nice.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Le Maniché »,  
06140 Vence.

MADAME DESACHY  
Mariages réunis depuis 40 ans  
4, place de l'Opéra, 75002 PARIS  
Tél. : 742.08.39

— Mme Gilbert Crowet,  
Le docteur et Mme André Lelièvre,  
M. et Mme Yves Lelièvre,  
M. et Mme Olivier Nouryit,  
M. Joël Lelièvre,  
Stéphane, Géraldine et Alexandre,  
ont la douleur de faire part du  
décès accidentel de  
Philippe LELEVRE,  
survenu le 19 mars 1982.  
L'inhumation a eu lieu le lundi  
22 mars 1982 dans la plus stricte  
intimité familiale.  
109, rue Charles-Lafitte,  
92300 Neuilly-sur-Seine.

— M. et Mme Jean-Charles Péan,  
Leurs enfants et petits-enfants,  
M. et Mme Pierre Amiot,  
font part du décès de leur mère,  
Mme Jane PÉAN.

En raison d'un grand deuil récent,  
l'inhumation religieuse a eu lieu dans  
la plus stricte intimité, le 23 mars.

20, place Jules-Perry,  
92120 Montrouge.  
39, rue de Verdun,  
76110 Le Vésinet.

— Nous apprenons le décès de  
M. Jean-Charles ROULIER,  
préfet honoraire.

(Né le 10 février 1909 à Laphume (Lot-  
et-Garonne), Jean-Charles ROULIER, après  
avoir été professeur de collège, était  
devenu en 1926 chef de cabinet de préfet  
et, en 1934, secrétaire général de pré-  
fecture. Il avait occupé plusieurs postes  
de sous-préfet et d'inspecteur de police  
jusqu'en 1944. Placé en disponibilité puis  
réintégré dans le corps préfectoral, il  
avait été, en 1949, sous-préfet de Lorient,  
en 1950 préfet du Tarn, en 1954 préfet de  
la Haute-Loire et, en 1957, préfet du Var.  
Bénéficiaire d'un conseil spécial en 1960, il  
avait été élu en 1963 conseiller général  
radical du canton de Laphume, mais avait  
démissionné en 1967 pour raisons de santé.  
M. Jean-Charles-Roulier, futur ministre  
des affaires étrangères de M. Giscard  
d'Estaing, lui avait alors succédé comme  
candidat « centre gauche ».)

Nos abonnés, bénéficiaires d'une ré-  
duction sur les insertions de « Carnet  
du Monde », sont priés de joindre à  
leur envoi de tous nos services  
hauts pour justifier de cette qualité.

— Mme veuve Jacques Slama,  
Ses petits-enfants, Pierre et Foule,  
Ses enfants, Nelly, Georges et  
Fernand,  
Et leurs familles,  
ont la douleur de faire part du  
décès de

Mme Denise SLAMA,  
leur fille, mère et sœur,  
survenue accidentellement à Massy,  
le 16 mars 1982, à l'âge de cinquante-  
six ans.  
Les obsèques ont eu lieu le  
16 mars 1982, au cimetière de Massy-  
Sud.  
8, allée de la Savate,  
91300 Macey.

BUICK  
Skylark 9 cv.  
Jean Charles s.a.  
28, rue Claude-Tessier, Paris-15<sup>e</sup>, 524.43.33

— Mme Louis Vigulier,  
Et ses enfants,  
font part du décès, survenu le  
17 mars 1982, de

M. Louis VIGUIER,  
cofondateur  
du collège de Stella Matutina  
(Villars-de-Lans),  
ancien directeur général  
de l'Ecole des Roches  
et du Collège de Normandie.  
Un service religieux sera célébré à  
sa mémoire en l'église Saint-  
Augustin (Paris-6<sup>e</sup>), chapelle de la  
Vierge, le mardi 30 mars, à 17 h. 30.

(Né en 1902, Louis Vigulier avait com-  
mencé sa carrière d'enseignant et de pro-  
fesseur de mathématiques à l'Ecole des  
Roches.  
Lors de la deuxième guerre mondiale,  
il fonda, avec d'autres anciens cadres de  
cette école, un établissement d'esprit simi-  
laire, le Collège Stella Matutina, à Villars-  
de-Lans, dans le Vercors.  
Il revint ensuite à l'Ecole des Roches,  
qu'il devait diriger à la fin de sa carrière.  
Il eut l'occasion, vingt ans, de  
défendre activement la cause des ha-  
bitants de Tignes (Savoie), qui refusaient  
de voir leur village moy par les eaux  
d'un barrage E.D.F. L'action judiciaire  
menée devant la Cour internationale de  
La Haye aboutit à la condamnation de  
l'E.D.F.)

— Mme Monique et Hervé Maury,  
Ariane et Olivier Roy,  
Camille, Manuel, Caroline et  
Emilie,  
Les familles Kiliot, Fong, Horstman  
et Wilhelm,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du  
décès de

Mme Suzanne WANG,  
survenue le 23 mars 1982.  
La cérémonie religieuse sera céle-  
brée le jeudi 25 mars 1982, au temple  
du Luxembourg (88, rue Madame,  
Paris-6<sup>e</sup>).  
Cet avis tient lieu de faire-part.

## Remerciements

— Mme Gaston Jayle,  
Parents et amis,  
très touchés des nombreuses marques  
de sympathie qui leur ont été témoi-  
gnées lors du décès du  
professeur Gaston JAYLE,  
et dans l'impossibilité d'y répondre  
personnellement, expriment ici leurs  
remerciements et leur reconnaissance  
éternels à toutes les personnes qui, par  
leurs messages, fleurs et présence,  
se sont unies à leur peine.

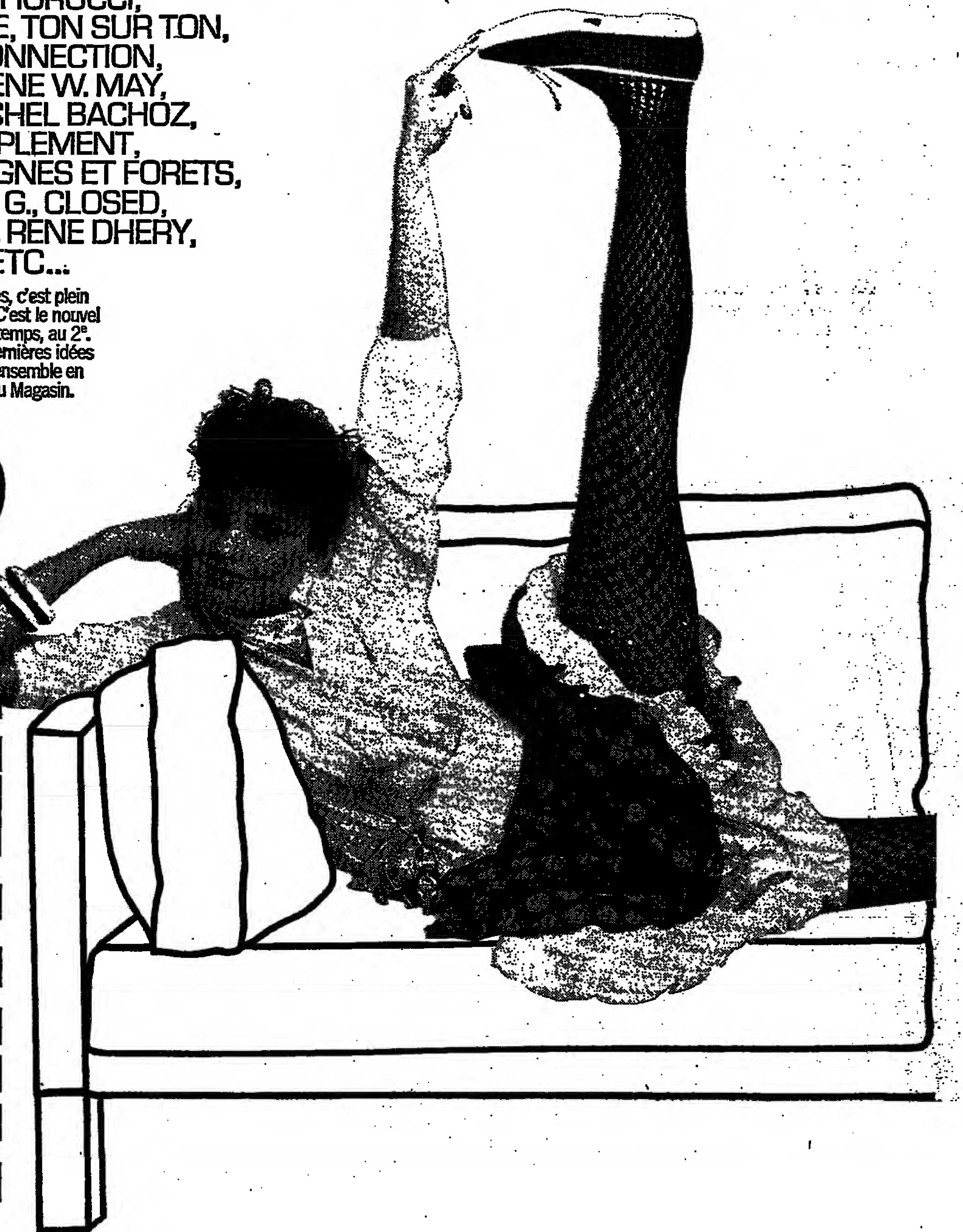
# MARS 82 : 2<sup>E</sup> ETAGE

# NOUVEL ESPACE 20<sup>ANS</sup>

TAVERNITY, FIORUCCI,  
LA NACELLE, TON SUR TON,  
FRENCH CONNECTION,  
VENTILO, RENE W. MAY,  
SUGAR, MICHEL BACHOZ,  
ETNO, COMPLEMENT,  
CIE MONTAGNES ET FORETS,  
DAVID MAC G., CLOSED,  
INCOGNITO, RENE DHERY,  
LOTHARS, ETC...

On se croirait aux Halles, c'est plein  
de boutiques sympas. C'est le nouvel  
Espace 20 ans du Printemps, au 2<sup>e</sup>.  
Ils sont tous là, leurs dernières idées  
aussi. Ils ouvrent tous ensemble en  
mars. 2<sup>e</sup> étage Nouveau Magasin.

PRINTEMPS  
HAUSSMANN



ARS  
NOUVE  
LES TENDANCES  
DE LA DÉCO:  
PERSPECTIVE  
COMADES  
TRANSATLANTIQUE  
GRAND CAFÉ  
CHAMPAGNE  
Grand  
Sports, 1000  
refait  
du Printemps  
les nouveautés  
pour la maison  
7<sup>e</sup> étage



# CARNET

# PRESSE

**Anniversaire**  
— Pour le vingt-quatrième anniversaire de sa disparition, une pensée est adressée à ceux qui ont connu et aimé **Felvel HARRIS**.

**Soutenances de thèses**  
**DOCTORATS D'ÉTAT**  
— Université de Paris-III (Sorbonne nouvelle), vendredi 26 mars, à 14 heures, salle 511, Orléans-Guyard, M. Michel Baudry : « Le petit Blanc dans le roman américain du Sud ».

— Université de Paris-IV (Sorbonne), vendredi 26 mars, à 14 heures, salle 511, Orléans-Guyard, M. Michel Baudry : « Le petit Blanc dans le roman américain du Sud ».

— Université de Paris-X (Nanterre), vendredi 26 mars, à 14 h. 30, salle 511, Orléans-Guyard, M. Michel Baudry : « Le petit Blanc dans le roman américain du Sud ».

— Université de Paris-V (Rue de la Harpe), vendredi 26 mars, à 14 h. 30, amphithéâtre Durkheim, Mme Claudine Friedberg : « Muk Gubel N'or : la chefferie de la terre ; les rites de l'initiation et les plantes ».

— Université de Paris-VII (Tours), vendredi 26 mars, à 14 heures, salle Octave-Guyard, Mme Claudine Friedberg : « La technique dans l'œuvre d'André Malraux : la mort de Méduse ».

## Communications diverses

— Pour soutenir son action en faveur de la jeunesse, la Fondation de la vocation, créée par M. Marcel Bismuth-Blanchet en 1960, organise une soirée de gala. Le film de Pierre Grandjean-Delort, « L'Étoile du Nord », avec Simone Signoret et Philippe Noiret, sera projeté, en avant-première exceptionnelle, le mardi 30 mars, à 20 h. 30, dans la salle du Public, mise gracieusement à la disposition par Parafrance et Sara-Films. Les artistes, le réalisateur, les producteurs assisteront à cette manifestation.  
Prix des places : 200 F. Réservation : tél. 390-62-35.

— L'Institut des sciences politiques et sociales de l'université de Louvain-la-Neuve organise, le mardi 30 avril, de 9 h. 30 à 17 h. 30 au collège Leclercq, (place Montaigne, n° 1), un colloque international : « Écriture transnationale et identifications culturelles en Belgique ». Inscriptions et notes : Pierre Watta, laboratoire d'anthropologie sociale et culturelle, place Montaigne, 1, 1385 Louvain-la-Neuve, Belgique.

**VENTE À VERSAILLES**  
**AUTOGRAPHES ET MANUSCRITS**  
Musique, Histoire, Littérature, Lettres de Poètes  
**AQUARELLES ET DESSINS**  
de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle  
**TABLEAUX ANCIENS des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup>**  
A VERSAILLES - 5, rue Racine  
LE DIMANCHE 28 MARS 1982 à 14 heures  
M<sup>rs</sup> G. BLACHE, Commissaire-Priseur - Tél. : (3) 950-55-06 +  
Mlle Bouvier, M<sup>rs</sup> Bodin et Anandoff experts à Paris  
Exposition : vendredi et samedi, de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h

**VENTE À CHARTRES**  
**GALERIE DE CHARTRES**  
DIMANCHE 28 MARS  
10 heures : livres anciens XVIII<sup>e</sup>  
14 heures : estampes, tableaux, sculptures XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> dont :  
Léon, Kline, Harbo, Miro.  
Mobilier français XIX<sup>e</sup>  
M<sup>rs</sup> J. J.-P. LEBLANC  
et J. BAILLY-POMMIER  
Commissaires-Priseurs associés  
Tél. : (37) 36-04-33

## « Libération » veut rééquilibrer ses finances

L'assemblée générale des rédacteurs de *Libération*, réunie vendredi 19 mars, s'est préoccupée de « certains postes du budget déficitaire du journal ». Malgré la forte progression de ses ventes (36 % en un an), le journal que dirige M. Serge July cherche à faire des économies. Il a été proposé une réduction temporaire de

la pagination, de 36 à 32 pages quatre jours de la semaine. Après l'entrée de la publicité dans le journal, un projet modeste de « petites annonces » payantes a été mis à l'étude. La date du 5 avril aurait été retenue pour sa mise en application. Si le principe de la gratuité n'est pas ramené en cause pour les rubriques telles que « Taulards », « Partir », « Boulot », des annonces comme les « Chéris » deviendraient payantes.

D'autre part, les modalités d'application de la hiérarchie au sein du journal ont été adoptées par les rédacteurs. Les grilles mises en place dans un premier temps pourraient être comprises entre les coefficients 100 (5 500 F) et 150 (pour 16 personnes), avec extension progressive de la hiérarchie et du salaire de base.

Cependant, ces décisions ne seront applicables qu'après approbation par l'assemblée générale statutaire de la société éditrice.

● Le congrès de l'Association internationale d'études et de recherche sur l'information se tiendra à Paris du 8 au 11 septembre. Organisé par M. François Xavier Hutin, conseiller municipal socialiste de Rennes, administrateur de Ouest-France, ce congrès, qui sera celui du vingt-cinquième anniversaire de la fondation de l'Association et réunira un millier de chercheurs de soixante-quatre pays de l'Ouest et de l'Est, aura pour thème « Communication et démocratie ».

## L'U.N.S.J. DEMANDE QUE LE GROUPE HERSANT FASSE L'OBJET D'INVESTIGATIONS FINANCIÈRES

L'Union nationale des syndicats de journalistes (U.N.S.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.) déclare, dans un communiqué, que les plaintes déposées contre M. Robert Hersant pour infraction aux ordonnances de 1944 ont permis grâce à l'instruction, « de connaître les structures du groupe et les détenteurs des actions des sociétés qui le composent ».

Selon l'U.N.S.J., il s'agit désormais « de procéder à des investigations, notamment financières, afin de révéler tous les mécanismes et d'éclaircir un aspect du dossier qu'il serait inadmissible de laisser dans l'ombre ».

C'est la démarche que l'U.N.S.J. a demandée à ses contacts de faire auprès du juge d'instruction chargé de l'affaire. Les syndicats ne doutent pas que le procureur de la République fera preuve de mêmes préoccupations en s'associant à cette initiative.

## LES GARANTIES RÉCLAMÉES PAR LE PERSONNEL DU « NOUVEL ÉCONOMISTE »

En vue de la prise de contrôle du *Nouvel Économiste* par Images et Son-Europe 1 (le Monde du 27 février), le personnel de l'hebdomadaire, réuni récemment en assemblée générale, a adopté une résolution énumérant les garanties qu'il réclame.

Les salariés du *Nouvel Économiste* « enregistrent l'assurance verbale, donnée ce jour aux délégués syndicaux, par M. Christian Bregou, P.-D. G. du journal, sur le maintien intégral de l'emploi. Ils prennent acte de son engagement de les recevoir dès qu'il aura des informations plus précises à communiquer sur le contenu de l'accord avec Europe 1 ».

Le personnel marque son opposition à « tout démantèlement des services qui assurent actuellement le fonctionnement de l'entreprise », refusant notamment la suppression du service des numéros spéciaux.

Toutefois, « les salariés s'étonnent que M. Dominique Ferry (considéré comme futur P.-D. G.) n'ait pas jugé utile de faire connaître sa position et rejette la demande de rendez-vous des délégués syndicaux ».

Enfin, ils « réaffirment leur détermination à faire aboutir leurs revendications par tout moyen, y compris la grève ».

● Aucune décision n'a encore été prise au sujet de l'envoi éventuel de la Vénus de Milo en Grèce, a indiqué le ministère de la culture. La demande de « retour provisoire », formulée à plusieurs reprises par Mme Melina Mercouri, ministre grec de la culture, est à l'étude. Mme Mercouri avait annoncé mardi 16 mars à Athènes, qu'elle avait un accord de principe du gouvernement français (le Monde du 18 mars).

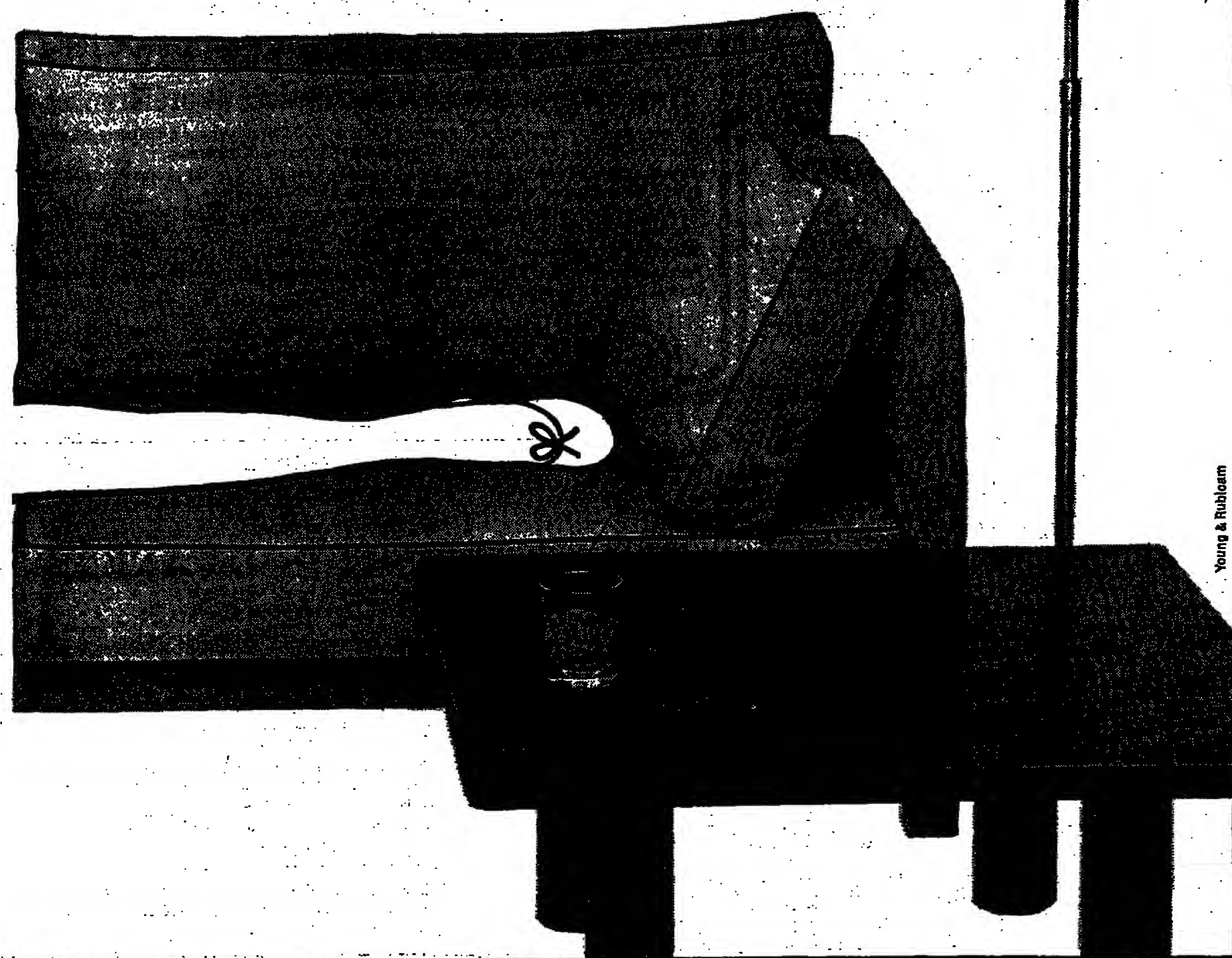
Le problème principal porte, selon les experts, sur la manipulation de cette œuvre fragile qui a souffert lors de son retour du Japon en 1964, et il convient d'ausculter la statue pour connaître son état interne.

Pour ce qui concerne la victoire de Samothrace, dont Mme Mercouri souhaitait également la venue, le transport de cette œuvre est exclu en raison de son état de restauration.

# MARS 82 : 7<sup>E</sup> ETAGE NOUVEL ESPACE 7

LES TENDANCES 82  
DE LA DÉCO:  
PERSPECTIVE  
NOMADES  
TRANSATLANTIQUE  
GRAND CAFÉ  
CAMPAGNE

Montez au 7<sup>e</sup> (ciel)... Grandes maisons, petits apparts, mini studios, ils peuvent tous se refaire une beauté. L'Espace 7 du Printemps est à l'affût de toutes les nouveautés vraiment nouvelles pour la maison. Ouvert en mars. 7<sup>e</sup> étage Magasin Havre.



Chaque jour dans  
**Le Monde**  
ventes dans les  
5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>  
et 17<sup>e</sup> arrondissements  
**NEUILLY, BOULOGNE  
et SAINT-CLOUD**



	Le jour*	Le jour TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le jour/mot *	Le jour/mot TTC
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

### MATRA

La Division Télécommunication renforce ses services techniques et technologiques et recherche :

#### Ingénieur Electronicien

Sa responsabilité s'exerce dans le cadre du suivi d'affaires de télécommunication (téléphone, terminaux, radio-téléphone, centraux téléphoniques, intercoms électroniques).

En liaison étroite avec les groupes projets, il participe à la définition et aux études de produits en particulier dans le domaine de la micro-électronique.

Son activité s'exerce de l'étude à la phase industrielle et l'amène à définir des circuits intégrés "à la demande" et à promouvoir de nouvelles technologies.

Ce poste concerne un ingénieur expérimenté (3 à 5 ans). Il doit se faire reconnaître par sa compétence, sa curiosité d'esprit et sa rigueur, mais aussi par son ascendant et ses qualités de relations.

La participation à des projets dans un contexte international implique des déplacements et nécessite de parler couramment l'anglais.



Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 901 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - B.P. 901 - 78146 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex

### La banque privée française : une réalité.

#### La Société Industrielle de Banque vous offre un choix de carrières

Présente à Paris, Dusseldorf, New York, Houston, Mexico, son total de bilan (supérieur à 3 milliards de francs français) fait d'elle l'une des PLUS IMPORTANTES BANQUES PRIVÉES A CAPITAUX FRANÇAIS.

Sa croissance exige le renforcement de ses équipes.

- Vous êtes débutant ou bénéficiez d'une première expérience ((banque ou entreprise),
- Vous êtes diplômé d'une grande école commerciale,
- Vous maîtrisez parfaitement au minimum l'anglais.

Pour en savoir plus, téléphonez au 563.14.44 (Madame Farcot), ou envoyez votre dossier de candidature au Service des Relations Sociales - SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE BANQUE, 79 rue Monceau, 75008 Paris.

Administration  
fabrication de chaussures en Afrique  
Occidentale recherche un  
COMPTABLE FRANCOPHONE  
SYSTÈME COMPTABLE QUALITÉ  
Paris. Tél. 1/878-24-87.  
Milieu-Vie Aristo 23.  
Tél. 2/462260.

#### EUROPE ETUDES

GEOT  
BUREAU D'ETUDES  
GENIE CIVIL

#### INGÉNIEUR

MECHANICAL  
H.V.A.C.

6 à 7 ans d'expérience.  
Diplômé ENS ou équivalent.  
Anglais indispensable.  
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à  
DIRECTION DU PERSONNEL  
EUROPE ETUDES GECT  
88, rue de la Seine,  
92100 BOULOGNE.

#### BANQUE PARIS

recherche pour son

#### SERVICE

ENGAGEMENTS

#### GRADÉ (E)

CONFIRMÉ (E)  
peuvent justifier d'une expérience solide dans une fonction de montage et suivi des dossiers spéciaux (ordres aux entreprises et aux particuliers), des garanties et engagements par signature.  
Ecrire sous la réf. T 032419 M  
RÉGIE-PRESSE  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.  
Recherches DESSINATEUR  
E 1 ou E 2 Méthodes.  
Tél. : 604-81-35.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE  
ET TECHNIQUE DU BATIMENT  
recherche  
pour son Département  
CONTROLES DE QUALITE

#### UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ

ayant une bonne expérience des travaux de bâtiment et des plans de béton précontraint à la vérification des contrôles en usine.  
Il aura pour mission d'animer une équipe de techniciens chargés de la vérification des contrôles en usine.  
Envoyer C.V. et photo à :  
M. LUGER - C.S.T.B.  
4, av. du Recteur-Poincaré,  
75016 PARIS.

#### roussel-uclaf

Centre de recherches ROMAINVILLE

#### CHERCHEURS DE HAUT NIVEAU

en synthèse organique

- Certains seront chargés de la synthèse de nouvelles molécules actives. L'un d'entre eux devra avoir l'expérience de la chimie pharmaceutique.
- Un autre sera affecté à un laboratoire de recherches industrielles (mise au point de procédés nouveaux).
- Ils seront impérativement

#### INGÉNIEURS

diplômés d'une grande école

#### ET TITULAIRES D'UN DOCTORAT

éventuellement Docteur d'Etat

- Ils auront en outre acquis une expérience de la recherche dans un laboratoire Universitaire ou Privé à l'occasion d'un Post-Doc.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer C.V., références sur publications, photo et prétentions sous réf. 4448/MS à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS



### elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION DEVELOPPEMENT TRAVAUX

#### UN INGÉNIEUR CONFIRME RESPONSABLE D'AFFAIRES

Structure off shore en acier de 10.000 tonnes à 15.000 tonnes.

Ayant l'expérience de projet analogue. Connaissant l'anglais.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions sous référence 28918 à SNEAP - DC Recrutement 26, Avenue des Lilas 64018 PAU CEDEX.



LA CELLULOSE DU PIN

#### Adjoint au Chef de Service

### Energie et Régénération des Produits (Ingénieur thermicien ou chimiste de préférence)

Les installations comportent 4 chaudières (au total 300 T/H de vapeur à 450 degrés), plusieurs turbomachines et un atelier de traitement des produits minéraux.

Ce poste comporte des responsabilités d'encadrement (6 AM et 60 professionnels), de gestion de production et de recherche d'améliorations de procédés.

Nous cherchons un homme de terrain dynamique, ayant déjà au moins 5 ans d'expériences industrielles.

Evolution de carrière possible.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et salaire actuel) à notre Conseil sous la réf. CPU/LM.



Raymond Poulain Consultants

57, avenue de Suffren 75007 PARIS

#### IMPORTANTE SOCIÉTÉ secteur nucléaire

recherche

### INGÉNIEUR MECANICIEN OU THERMIEN

ayant une expérience industrielle d'environ 5 années de préférence dans le même secteur.

Il assumera la responsabilité de la gestion technique des matériels liés au transport des combustibles irradiés.

Il sera chargé des projets nouveaux de réalisation et d'amélioration des emballages.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant une bonne connaissance de l'anglais et prêt à effectuer des déplacements de courte durée en France.

De bonnes notions de radioprotection seraient appréciées.

Le poste est à pourvoir à VELIZY et la rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Merci d'envoyer C.V. + photo à No 29425, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.



Importante société de matériaux de construction second œuvre Bâtiment  
Fibres - ciments et polyester  
(C.A. 700 millions, 2000 personnes)

Filiale de la COMPAGNIE SAINT-GOBAIN

recherche pour renforcer son activité

TECHNICO-COMMERCIALE

### UN JEUNE INGÉNIEUR Ponts, Centrale, TP,...

avec 3 à 5 ans d'expérience

Ce poste basé en région parisienne ouvre de larges débouchés au sein du Groupe.

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra, sous référence 29.286.

#### BANQUE DE DEPOTS, Paris 2ème

25 agences - effectif 475 personnes

recherche

### inspecteur de banque

CLASSE V ou VI

Expérience de la fonction

Susceptible d'assumer à court terme le poste d'  
ADJOINT DU RESPONSABLE DU SERVICE  
INSPECTION DU SIEGE

Adresser CV, photo et prétentions sous No 29.237 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

#### emplois régionaux

#### emplois internationaux

SOCIÉTÉ  
D'INGÉNIEUR FRANÇAISE  
recherche pour séjour  
AFRIQUE FRANCOPHONE

#### INGÉNIEUR

société en

#### ÉCONOMIE

DES TRANSPORTS

Disponibilité et expérience minimum 5 ans indispensables. Le séjour est à prévoir dans une capitale offrant toutes possibilités de scolarité. Le logement est assuré ainsi que les voyages liés à l'expatriation.

Merci d'inscrire en préambule sur l'enveloppe la réf. 1772/1808 à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

Bureau d'études

#### FORMAC ENGINEERING

pour contract à l'étranger

#### INGÉNIEURS

EN CLIMATISATION  
ET EN ÉLECTRICITÉ  
INSTALLATION GÉNÉRALE.

Anglais indispensable, se présenter, écrire C.V. ou téléphonez, 26, rue Laplace-Bellin, 75002 PARIS. Tél. 236-45-42.

#### BETINA-ETT

ARABIE SAOUDITE

#### INGÉNIEUR

ÉLECTRICITÉ BATIMENT mise en place, projets, liaisons clients et bureau d'études pour suivi d'œuvre.

Agence POINT Z  
28, rue Turbigo, Paris-3e,  
M. Réaumur, T. 272-31-68.

#### LABORATOIRE DE MÉCANIQUE DES CONTACTS DE L.N.S.A. DE LYON

cherche

#### INGÉNIEUR MÉCANICIEN

pour

#### RECHERCHES

A caractères numériques et expérimentales dans le domaine du frottement et de la lubrification. D.E.A. souhaitée.

Téléphoner au : (7) 893-81-12, poste 31-83.

#### GRUPPO D'ELETTRONICA

INTERNATIONAL

recherche pour faire face à son développement pour

« L'EXPORT »

#### 8 INGÉNIEURS

de « gros calibre », niveau 3 A.

28, ayant une expérience en logiciel, système temps réel.

Approuvé à la

TELEPHONIE TEMPORALE.

Il est prévu de triquer déplacements en Amérique du Sud, Moyen-Orient, Afrique du Nord, pays de l'Est.

LES SALAIRES SERONT TRÈS ÉLEVÉS + 250.000 F. +

POUR LES ÉLÉMENTS

COMPÉTENTS.

#### 15 INGÉNIEURS

3 ans expérience en logiciel, Temps réel.

Formation téléphonique assurée.

Lieu de travail : NANTES.

Ecr. n° 1942, Publicité Rouras,

112, bd Voltaire, 75011 Paris.

#### OFFRES D'EMPLOI

### INTERMAR

#### son Responsable Formation

avec le rôle de son

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des

la formation des



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS


**INTERMARCHÉ**  
 Les hypermarchés de la Distribution

### son Responsable Formation

Bon gestionnaire, vous avez le goût du terrain. Votre expérience réussie dans la distribution vous engage à chercher dans cette branche un poste plus passionnant. Notre importante société de distribution recherche pour l'animation d'une équipe décentralisée un homme tel que vous.

15.000 personnes à former : voilà votre challenge. La connaissance du domaine de la formation et de l'animation est souhaitable mais pas nécessaire.

Pour un premier contact, merci de nous adresser un CV, un manuscrit, une photo et vos prétentions sous réf. 4855 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

### NOUS SOMMES UN DES TOUS PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS D'IMPLANTATION MONDIALE

Nous recherchons dans le cadre du développement de nos secteurs à très haute technologie, un

### INGENIEUR MECANICIEN

pour étudier et développer des cinématiques appliquées aux automatismes à hautes performances, en collaboration avec des équipes de spécialistes en asservissements. Les candidats seront diplômés de l'enseignement supérieur et âgés d'environ 35 ans.

Une première expérience dans les domaines de l'aéronautique, de l'industrie spatiale ou de l'armement sera tout particulièrement appréciée. De larges perspectives d'évolution seront offertes dans les différentes branches du Groupe, en France et dans le Monde.

Adressez CV détaillé, sous réf. 5754, à Média-System (Emplois et Carrières), 104 rue Réaumur 75002 Paris.

## INGENIEUR D'AFFAIRES

Nous sommes des spécialistes de l'ingénierie du développement des gisements d'hydrocarbures à terre et en mer dans le monde entier. Afin de promouvoir au plan international la vente d'études et de conseils d'ingénierie relatifs à notre domaine de compétence, nous souhaitons renforcer notre Direction Commerciale par un ingénieur d'affaires expérimenté, âgé d'au moins 35 ans, de formation Grande Ecole ou équivalent, diplômé ENSPM, connaissant parfaitement les différentes composantes de notre activité.

Anglais courant écrit et parlé indispensable.

Poste basé à Paris-La Défense avec des missions à l'étranger de courte durée.

Merci d'adresser un CV détaillé à T.P.G., Tour Technip, Cédex 23, 92090 Paris-La Défense.

**tpc** TECH-IP  
GEO-PRODUCTION

### Ingénieur méthodes Normandie - Bavière

Poursuivre votre jeune carrière en liaison avec la direction technique allemande d'un groupe pour optimiser l'outil de travail de nos trois usines Normandes. Augmenter les capacités de production. Et, en même temps, améliorer la productivité des installations pour fabriquer des produits coton et papier de faible valeur unitaire.

Voilà un programme qui vous va ? Vous participerez donc au développement des techniques d'analyse de valeur et de suggestion. Mais surtout, vous étudierez les améliorations des machines, des installations, des moyens de maintenance, des postes de conditionnement, voire des produits eux-mêmes. Homme de projet, de proposition, vous calculerez, planifierez, contrôlerez vos réalisations exécutées par les services techniques de la société. Avec vos collègues allemands, vous échangerez vos know-how respectifs. Dans leur langue, dès le premier jour de votre engagement.

Pour réussir dans notre affaire, votre expérience professionnelle doit être celle d'un ingénieur électro-mécanicien, habitué depuis quelques années à une production de process. Vous avez dû apprendre à vendre vos idées et à accueillir celles de vos collègues de formation, de préoccupation, de façon à penser différente. Vous devez avoir l'ambition d'apprendre notre métier pour devenir Directeur d'Usine puisque c'est le chemin tout tracé. A vous d'inscrire aux conseils en recrutement de Sirca, sous la référence 824 676M.

**Sirca**  
64, rue La Boétie - 75008 PARIS  
MEMBRE DE SYNTHEC

**FLOPETROL**  
Schlumberger

**MELUN**

### ADJOINT AU CHEF DE SERVICE TRANSIT

chargé de gérer le parc de matériel à expédier dans tous les pays du monde. Il dirigera une petite équipe dont les activités s'étendent de la gestion d'un magasin sous douane à la manutention et à l'entretien des matériels à expédier. Les candidats retenus devront justifier de quelques années d'expérience dans ce domaine; nous étudierons également les candidatures de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur commercial. Mécanisme évolutif.

Parfaite connaissance de l'anglais et des procédures douanières indispensables. Notions de pratique informatique apprises. La rémunération est motivante. Horaire libre 39 h par semaine; avantages sociaux d'un grand groupe.

Adresses CV et lettre manuscrite au Service du Personnel, FLOPETROL, BP 592, Melun Cedex.

Notre client: un des premiers groupes scandinaves de presse et d'édition recherche pour son premier magazine offert vers les loisirs et les travaux manuels (hobby, couture, etc.)

### UN JOURNALISTE OU PROFESSEUR TRAVAUX MANUELS

#### Ses responsabilités:

- participer une fois par mois au comité de rédaction (déplacements courts à l'étranger);
- assurer la qualité rédactionnelle de l'ensemble du magazine en portant de nombreuses brèves. Connaissances anglaises ou langues scandinaves indispensables;
- répondre au courrier lecteurs et assurer une permanence téléphonique une fois par semaine;
- ce poste suppose une très bonne connaissance de toutes les formes de travail manuel.

#### Nous offrons:

- une grande liberté d'organisation (travail temps partiel ou full time possible);
- un produit de très haute qualité;
- une rémunération élevée.

Envoyer CV et rémunération actuelle, sous réf. 42154LMa MERCURI URVAL 21, rue Eugène-Rochat - 75017 PARIS

**Mercuri Urval**

**SFENA**  
DIVISION PILOTAGE ET SYSTEMES

leader des équipements aéronautiques européens recherche

### jeunes ingénieurs

Formation ENSICA - ENAC - ENSI ou équivalent  
chargés des supports techniques «AIRBUS»

Après une période de formation d'environ 1 an à Toulouse, leur mission sera d'assurer auprès des compagnies aériennes clientes en France et à l'étranger, la mise en place des moyens techniques et des procédures de maintenance de ses systèmes numériques de pilotage automatique. Bonne maîtrise de l'anglais. Poste à Villacoublay. Prévoir des déplacements à l'étranger, en moyenne 6 mois par an, en deux ou trois fois.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 1140 à SFENA, Gestion des Cadres, BP 59, 78141 Villacoublay Cedex.



**VG FRANCE**

Filiale d'une Société d'Instrumentation Scientifique à vocation internationale, recherche dans le cadre de son développement en France:

### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour vente composants en technologie du Vide ayant expérience dans la vente en milieu universitaire ou centrales d'achat de grands groupes publics ou privés.

### INGENIEUR D'APRES-VENTE

ayant solides connaissances en Technique du Vide et Spectrométrie de Masse (formation électronique hautement souhaitable).

Ces deux postes impliquent une grande disponibilité, de nombreux déplacements de courte durée dans le monde. Anglaise souhaitée.

Envoyer Curriculum Vitae et prétentions à M. DIEBOLD V.G. INSTRUMENTS 3, rue de Maréchal de Lattre de Tassigny 78150 La Chesnay

**IMPORTANT GROUPE DE TRANSPORTS**

recherche

pour ses Services

### COMPTABLES BTS - DECS

Expérience 2 ans minimum

Adressez candidature et C.V. sous référence 34287 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Labél 94300 Vincennes

**INDUSTRIE**

Groupe des activités médicales de THOMSON CSF recherche

### INGENIEUR ELECTRONICIEN ESE, ENSEEIHT, ou équivalent

Pour étude et développement de circuits vidéo utilisés en radiologie conventionnelle et numérique.

La connaissance de la vidéo concrétisée par une expérience professionnelle de quelques années est indispensable.

Merci d'adresser C.V., prétentions et photo à CGR INDUSTRIE 3, rue d'Amiens 93240 STAINS.

### ETABLISSEMENT NATIONALISÉ

recherche

### SPECIALISTE IMMOBILIER

Possédant diplômes droit privé Clerc de Notaire, I.C.H., etc. Large expérience négociations et gestion d'immeubles.

Adressez C.V. photo et prétentions à n° 6254 TELEX P.A. 34, Bd Haussmann 75009 Paris qui transmettra.

### SOCIÉTÉ D'ETUDES ET DE CONSEIL EN INGÉNIERIE

recherche pour son Département Calais

### INGENIEURS EN MECANIQUE

Débuteurs et confirmés pour des applications dans le domaine nucléaire. Formation grande école ou équivalent.

Ecrire avec C.V. à GECE, 10, rue Albéric-Magnard - 75016 PARIS

RECHERCHONS

### SPECIALISTES DE LA VENTE PAR TELEPHONE

- Plein temps, mi-temps, midi ou soir.
- Expérience importante.

Se présenter au 5, rue Bellini, 92808 PARIS, La Défense 11, Société CAT, 10<sup>e</sup> étage, à 10 h 30 ou 15 h 30, tous les jours sauf lundi matin et vendredi après-midi. Téléphone: 774-72-14.



COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

### JEUNE DIPLOME (E) ETUDES SUPERIEURES MIAGE ou EQUIVALENT

- Votre première expérience en informatique de gestion a été pour vous l'occasion de pratiquer le langage

### MARK IV

- de préférence sur gros système IBM
- Vous souhaitez donner à votre carrière une nouvelle dimension au sein d'une des premières S.S.C.I. françaises à vocation internationale.

- Nous vous proposons de prendre la responsabilité d'une importante application de gestion, originale, vivante, appelée à évoluer, vous en assurerez les études, le support la maintenance et le développement en liaison étroite avec les utilisateurs.

- Votre succès dans ce poste dépendra de votre maîtrise des techniques informatiques, de votre aptitude à travailler en équipe et de votre sens du contact commercial.

le lieu de travail est fixé à SACLAY

Ecrivez-nous en rappelant la réf. MARK IV

CISI

Direction du Personnel

35 Bd Brune

75680 Paris cedex 14

en joignant un curriculum vitae.

**GROUPE CISI**

COLLABORATEUR standing. Ecrire: M. Grégoire, 149, rue Saint-Henri, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

Notre EXPANSION dans les technologies de pointe nous conduit à recruter considérablement notre personnel. Nous proposons de nombreux postes dans les fonctions suivantes:

### CHEFS DE PROJETS INFORMATIQUE

#### INGENIEURS

LOGICIEL expérimentés en temps réel, en corrélation industrielle, en télécom., en bureautique.

#### TECHNICIENS

d'études et développement. HAUT NIVEAU préparation et suivi dossiers

#### TECHNICIENS DE MAINTENANCE

diagnostique et réparations (mini-calculateurs - périphériques, de formation électronique et électromécanique)

La connaissance de l'ANGLAIS sera un atout pour certains postes. Adr. vos références et vos prétentions à:

#### INFORELEC

15, rue du Fr Montmartre

75008 PARIS

chargé par nous d'effectuer votre recrutement.

Organisé, après 30 km de Paris

### POSTE ADJ. DE DIRECT.

Organisation - Méthodes - Suivi informatique interne - Responsabilité des « Moyens Généraux »

30 ans minimum 5 à 10 ans d'expérience professionnelle Diplômé de l'enseignement supérieur (bas + 3) Connaissance des milieux agricoles

Envoyer C.V. + photo, lettre manuscrite, avec photo, à Monsieur le Directeur Général d'Europe et d'Afrique, av. Marcel Proust, 28024 Charente-le-Pont Cedex.

Etablissement public scientifique recherche

### ADJOINT/E RESPONSABLE

SERVICE FORMATION possédant diplôme Ingénieur ou maîtrise orientée vers science ou gestion, et justifiant expérience professionnelle administrative. Sans expérience et goût distinctif indispensables.

Ecrire à ORSTOM, 24, rue Bayard, 75008 Paris.

Important groupe scandinave de presse et d'édition recherche

### UNE ELECTRICIENNE CORRECTRICE

- connaissent les travaux manuels;

- parfaite maîtrise de la langue anglaise;

- capable de travailler seule, free lance 25 heures/semaine;

Rémunération excellente.

Envoyer C.V. sous réf. 42155 LF, à MERCURI URVAL, 21, rue Eugène-Flachat, 75017 PARIS.

Société de services en pleine expansion recherche

### UNE COLLABORATRICE

ASSISTANTE SOCIALE (phoning, frappe offres suivi administratif commercial) prise directe DGI.

Notre entreprise dans le cadre du complément de son équipe offre ce poste à une candidate motivée et de bon niveau.

Merci d'envoyer un C.V. complet avec vos photo à:

FRANÇOIS L'ANGLET 43, rue de l'Écluseur 75010 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHONS

INGENIEUR ELECTRONICIEN LOGICIEL TEMPS REEL

SOPRAS E.T.T. - 790-40-30.



REPRODUCTION INTERDITE

	Le type	Le type T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITALUX	140,00	164,64

# ANNONCES CLASSEES

	Le type	Le type T.T.C.
ANNONCES EMPLOIEES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## secrétaires

## formation professionnelle

### ENGINEERING SYSTEM INTERNATIONAL

recherche pour son département  
calcul scientifique en forte expansion

### INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

Formation complétée par D.E.A., dr. ing. en analyse numérique ou équivalent. Quelques années d'expérience, pour développement et application de modèles de simulation sur ordinateur, dans des technologies de pointe en mécanique, aéronautique, mécanique, pétrole :  
• Mécanique structurale/milieux continus ;  
• Mécanique des fluides/aérodynamique ;  
• Hydrodynamique ;  
• Electromagnétisme.

Postes à respons. et d'avenir pour candidats de valeur.

Envoyer C.V., photo et références à :  
E.S.I.S.A., SILIC 270, 94578 RUNGIS CEDEX.

### ÉTABLISSEMENT PUBLIC AQUITAINE

recherche animateur informatique régional.

### PROFIL

Cadre ayant expérience minimum de 5 ans en informatique de gestion acquise à un niveau de responsabilité chez constructeur, distributeur ou S.S.C.I.  
**ATOUTS SUPPLÉMENTAIRES**  
- connaissance process industriel ;  
- connaissance tissu industriel régional et applications informatiques en PME/PMI ;  
- sens des relations publiques.

### MISSION

- promotion de l'informatisation des PME/PMI en Aquitaine ;  
- sensibilisation, action en entreprise, conseil institutionnel, manifestations, formation.

Les C.V., photo et références sont à faire parvenir au :

SERVICE DU PERSONNEL

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

12, place de la Bourse, 33076 BORDEAUX Cedex.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux

### BANQUE PRIVEE

QUARTIER OPERA

recherche pour sa

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE

### SECRETAIRE

Bilingue

STENOGRAPHE

Connaissance Anglaise parfaite

même en chiffres

Envoyer C.V., références

N° 0812 Francopip

17, rue de la Banque 75002 Paris

Ets financier, Champ-Elysées

rech. pour son service

STENOGRAPHE

Avantages sociaux.

Restaurateur d'entreprise.

Env. C.V. à Directeur du Person-

nel, B.P. 720-08, 75061 Paris

Cedex 08.

PME URGENT POUR LE 15/4

rech. secteur bâtiment

région Paris Hauts-de-Seine

### SECRETAIRE

DACTYLO AIDE COMPTABLE

avec bonne rédaction (sans obli-

gation familiale). Aideront res-

ponsabilité et vie d'entreprise

avec contacts clients, ayant de 5

à 10 ans d'expérience. Salaire

de départ : 4.000 F net. Env.

C.V. et photo s/réf. 11460 à

PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220,

75083 PARIS CEDEX 02, qu'il

### travail

a domicile

SECRETAIRE tape texte

pour les leçons 30 jours ou plus

Tél. : 203-52-40.

Rech. DACTYLO expérimentée,

très bonne orthographe pour tra-

vail à domicile, 683-61-47.

### traduction

offres

Cabinet de Brevets

recherche

TRADUCTEURS

qualifiés à domicile

pour anglais/français

et allemand/français.

Env. sous le n° T 032.431 M

RÉGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

## SOIR/TEXT

Formation au traitement de texte

276.33.44

demandeur Mr. Jean-Philippe LOUIN

### FORMATIQUE

Institut National Supérieur

d'Informatique Appliquée

forme

### ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Hauts salaires

EMPLOI ASSURÉ

1, rue de Châteaufort, 75002

296-65-08

### capitaux

propositions

commerciales

Dem. capitaux à part. de 50.000 F

Bon rapp. garanti sur imm. en so-

ciété, R.V. 119, rue Parmentier,

93100 Montreuil, Tél. 558-44-55.

Part. à part. urgent rech. capi-

taux 50.000 F pour financer tra-

vail gros intérêts, 278-16-61.

CEDE TOUT OU PARTIE

Cabinet syndic et gestion immo-

bière à Paris apport minimum

de 1.000.000 F.

Env. sous le n° 822 à Desvignes,

190, rue de la Convention,

75015 Paris, qu'il transmettez.

### automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Cause départ Afrique vende

Porsche 924, mod. 92, Urgent.

Téléphone 774-91-24.

plus de 16 C.V.

PORSCHE 911 TARGA Injection

très bon état, 35.000 F à déb.

H. B. 956-72-77

le soir 953-87-80.

### divers

Superbe BERLINE FRANÇAISE

1981 NEUVE, 0 km

Haut de gamme, 4 portes, 6 cy-

lindres, boîte mécanique, 100

options (direction et freins as-

sestés, int. cuir ou drap, rétro-

vision, L.S. électr., peint. métal,

verres, glaces teintées, etc.).

GARANTIE 1 an ou 100.000 km

minimum.

PRIX INCROYABLE

C.K.T. 577-82-72.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ

développant ses activités dans le domaine

du matériel aéroporté

Bureau d'Etudes et de Développement

### DESSINATEURS

Études 2 - Projeteurs 1

Titulaires d'un B.T.S. Bureau d'Etudes.

Expérience en petite mécanique et tôlerie fine.

Réponse individuelle assurée.

Les candidats sont invités à faire parvenir un C.V.

DETAILLÉ, photo et références sous n° 29.211,

CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra,

75040 PARIS Cedex 01.

### GRANDE ENTREPRISE

BANLIEUE SUD-OUEST PARIS

recherche

### UN CHEF DE PRODUITS

POUR RÉACTIFS D'ANALYSE MÉDICALE

Formation souhaitée : pharmacien biologiste ou

équivalent, ayant quelques années d'expérience de

biologie en laboratoire d'analyse médicale.

Envoyer curriculum vitae et références à :

SAF/SA - B.P. NR 21 - 91191 Gif/Yvette Cedex.

conseils en carrière

### CHANGEMENT DE SITUATION ?

### LA PREMIERE DECISION :

### LE BILAN PROFESSIONNEL.

Changer ? Ne pas changer ?

Quand la question se pose, le pire, c'est de ne rien

faire. 80 % des cadres dirigeants s'y prennent trop tard ;

au moment où la situation s'est dégradée, ils sont en

position d'infériorité. Pour prendre la bonne décision,

encore faut-il bien s'informer.

Tout cadre supérieur a droit, de la part de son

entreprise, à une orientation continue. C'est pourquoi

beaucoup d'entre elles acceptent de prendre en charge

notre intervention.

En tant que conseil extérieur, nous sommes mieux

à même de faire un bilan et par là d'aider à orienter les

évolutions de situation. En nous consultant, vous

bénéficiez de notre expérience de plus de 20 ans aux

Etats-Unis et en Europe dans ce domaine.

Pour une première évaluation sans frais et

confidentielle, appelez le 54.24.24/54.25.20.

### Forgeot Weeks

Cours en orientation de cadres dirigeants.

50, rue Saint-Fordinand

75017 Paris.

Meeting in English welcomed.

## l'agenda du Monde

### Particuliers

(offres)

CEDE MOBILIER 19<sup>e</sup>, OBJETS

D'ART, bijoux, tapis, tableaux,

gravures. Repas : 278-58-78.

### Artisans

LES CHOMEURS ASSOCIES

Artisans - Peintures, mo-

quettes, sanitaires, plomberie.

Dévis gratuits. Jour et nuit

523-16-06.

ENTREPRISE. Sér. réf. effectuée

rapide travaux peintures,

menuiserie, décorat., coordnat.

tous corps d'état. Dévis gratuits.

Tél. 368-47-54 - 893-30-02.

### Bijoux

ACHATS BRILLANTS

Toutes pierres précieuses,

bijoux anciens, bijoux d'occasion.

PERDONS JOAILLERS-ORFÈVRES

à l'Opéra, 4, Chaussée-d'Antin,

vente en comptant, échange.

BOUTIQUE ANCIENS

BAGUES ROMANTIQUES

se choisissent chez GILLET,

33, rue de Valenciennes, 75004

Paris. Tél. 500-50-50.

ACHAT BIJOUX OR-ARGENT.

Métro : Cité ou Hôtel-de-Ville.

### PAUX TERRIER

Achats comptant bijoux or,

argenterie, déchets or.

35, r. de Colonne, 75008 Paris.

Métro : Saint-Philippe-de-Roule.

Lundi au vendredi 225-47-77.

### ACHATS DIAMANTS

Bonne occasion, argentier,

et montres, argentier.

MAGNET, 37, av. Victor-Hugo

TOULOUSE (VENTE-OCASIONS).

Bijoux anciens et occasions

Or, argent, platine, échange.

Vente - Achat - Echange

AU DIAMANT ROSE

24, av. Italie, Paris, M° Tolbiac.

### Détectives

DUBLY 61<sup>e</sup>

Ancienneté - Loyauté

ENQUÊTES - FILÂTURES

121, r. St-Lazare, Paris 8<sup>e</sup>

Tél 387.43.89

Consultations gratuites

### Mode

POINT DE VENTE AGRÉÉ

PARIS PAS CHER

COSTUMES - Haut de gamme.

5, av. de Villiers, 17<sup>e</sup>, M° Villiers.

Moquettes

MOQUETTE

PURE LAINE

- 50 %

DE SA VALEUR

Tél. 842-42-82.

INROYABLE

60.000 m<sup>2</sup>

DE MOQUETTE

Pure laine et synthétique

ET REVÊTEMENTS

DE MURS







Le Monde

## économie

## AGRICULTURE

## La manifestation de Paris est légitime et de nature à faire pression sur nos partenaires européens

déclare Mme Cresson

Qu'il y ait eu cinquante-huit mille manifestants, selon la préfecture de police, ou cent vingt mille, selon les organisateurs, la manifestation paysanne organisée par la F.N.S.E.A. et le C.N.J.A., le 23 mars à Paris, a été un incontestable succès.

Mme Cresson, qui s'est félicitée de voir les Britanniques « contraints d'accepter » l'accord sur la distillation exceptionnelle de 8,5 millions d'hectolitres de vin de table, a estimé que la manifestation de Paris était « légitime et de nature à faire pression sur nos partenaires européens ». Mme Cresson a rappelé que, si aucun accord n'intervenait entre les ministres de la Communauté pour fixer les prix agricoles, la France « devra constater une carence du conseil » et prendre des mesures nationales.

La manifestation a reçu le soutien de la Confédération générale de l'alimentation de détail, que préside M. Francis Combe. Le mouvement S.O.S. Environnement écrit que, pour se concilier l'opinion, « les leaders agricoles doivent à tout le moins cesser de mettre des bâtons dans les roues aux producteurs qui explorent la voie difficile de l'agriculture biologique ».

## AU MEETING DE PANTIN

## Que le gouvernement se persuade bien qu'on ne nous imposera pas des réformes

affirme M. François Guillaume

La manifestation organisée par la F.N.S.E.A. et le C.N.J.A. à Paris a été un incontestable succès : dans la démonstration de force tranquille d'abord ; par la participation, sans incident, à la manifestation de Paris, pour une manifestation paysanne organisée à Paris ensuite ; par la démonstration d'unité enfin. Ils sont venus de tous les départements, même ceux d'outre-mer. Et les dirigeants de toutes les organisations agricoles qui forment la nébuleuse des « quatre grands », la F.N.S.E.A., le C.N.J.A., le C.N.M.C.C.A. et l'A.P.C.A., étaient présents, comme l'étaient les présidents des associations spécialisées et des sections de la F.N.S.E.A. elle-même.

Tous ces dirigeants étaient groupés sur deux rangs, en haut d'une immense estrade dressée dans la Halle de Pantin, ancien marché aux bestiaux des abattoirs

de La Villette. On pensait au soviet suprême sur la place Rouge, en plus jeune — encore que le président-fondateur de la F.N.S.E.A., M. Forget, ait été présent — en plus gai aussi : l'atmosphère de fête, les visages blancs et roses et une sono à tout casser diffusant des chansons, biguine et chants folkloriques.

« Edith, redonne-moi mon sourire »

On attendait une manifestation, pas une « coulure ». Ce fut un long cortège en rang serré, et même austère. Ce n'était pas du folklore, mais une démonstration de force à l'égard du gouvernement. Ce fut une « manif » sans distribution de produits du terroir, sans exhibition d'animaux et sans slogans. Les paysans ne se sont fait entendre que par un tapage inédit. Armés de pistolets, ils ont tiré à tout va pétards et fusées effrayantes, des fusées d'ordinaire à chasser les corbeaux, et n'ont fait qu'effrayer les pigeons et l'inter les Parisiens. Ces seuls bruits ont, sans conteste, contribué à donner à cette manifestation hors du commun un air de parade égarée. C'est entre 14 heures et 15 heures, au moment où le soleil se levait, qu'a commencé le cortège.

Tout au long du défilé — au pas de charge — durant les sept kilomètres qui a conduit le cortège de la place de la Nation à la porte de Pantin, les paysans ont tenté d'informer la population de leurs « profondes difficultés ». Un tract sur huit pages, intitulé « Paris, les paysans viennent à la rencontre », leur servait de préambule. Ça et là, quelques discussions s'amorçaient avec les badauds. « On a voté à 72 % pour Mitterrand, madame. Partiellement ! Et on n'a rien en retour », assurait un responsable du service d'ordre. Place de la République, des syndicalistes, soucieux de leur bonne image de marque, diffusaient un message par haut-parleur : « Comprenez notre colère... nous le dérangeons d'aujourd'hui. Mais leur appel a-t-il été entendu ? C'est dans un Paris boudeur et morose qu'a défilé la France verte.

Dans cette manifestation d'hommes, deux femmes ont été « à la tête ». Mme Cresson, bien évidemment. Pour elle, les paysans ont laissé quelques minutes leurs pétards et réclamé sa démission. Caricaturée à profusion, elle fut aussi brocardée sur l'air d'un « petit ministre qui n'avait jamais gouverné ». Mme Thatcher fut tout aussi honorée : « Thatcher, le vampire d'outre-Manche ; en hors-d'œuvre, le mouton, en dessert le

L'U.D.-C.G.T. de Paris proteste contre les déprédations commises à la Bourse du travail — par des éléments non représentatifs de la masse des paysans... Ces exactions témoignent de la volonté réactionnaire de ceux qui utilisent le mécontentement légitime des paysans de notre pays », écrit la C.G.T.

A Périgueux, la F.D.S.E.A. et la C.D.J.A. de la Dordogne, auxquels s'étaient jointes des délégations du comité de Gironde, ont rassemblé, selon les syndicats, dix mille manifestants, le 23 mars également. Selon notre correspondant, il a été déclaré à ce meeting que « cette manifestation n'avait pour but de démontrer l'hostilité de cette fédération envers la F.N.S.E.A. ».

A Bonn aussi le ton monte chez les paysans. Le président de la Fédération des agriculteurs, qui tenait une assemblée extraordinaire dans la capitale ouest-allemande, s'est vu reprocher, indique notre correspondant, une faiblesse excessive parce qu'il avait tenté d'obtenir la reconnaissance des négociations. Les paysans allemands réclament une augmentation d'au moins 10 % en deniers allemands et menacent de passer à l'action directe si les négociations de Bruxelles n'aboutissent pas à un résultat satisfaisant.

« Une rupture »

« C'est aux paysans de choisir de construire leur syndicalisme. Ce n'est à personne d'autre de le faire à leur place et encore moins au gouvernement. » Pour M. Fau, il faut enrayer l'inflation, obtenir un réajustement du franc vert et, demain, par hasard, notre monnaie devrait connaître un accident de parcours, obtenir « par ceux qui disent hier que tout était possible à Bruxelles avec de la ferme » 18,5 % d'augmentation des prix, accepter un accord à neuf si nécessaire. De plus, le gouvernement devra « s'engager à limiter la hausse des charges, 1982 devra marquer une rupture avec la hausse récente de la politique agricole. Et ce n'est pas la peine de chercher midi à quatorze heures en inventant des schémas théoriques, d'être un peu positif et des agriculteurs heureux, c'est ça le vrai changement en agriculture ».

Tout cela, François Guillaume le redit, en développant sans cesse l'exhortation plutôt emphatique, reprenant pour une large part la démonstration faite le 25 février au congrès de la F.N.S.E.A. devant M. Cresson. Avec une réimpression nouvelle cependant : si les paysans de France manifestent, aujourd'hui, c'est qu'aujourd'hui il y a « des raisons supplémentaires : notre dignité est atteinte dans nos familles, auxquelles on refuse le progrès social, dans l'exercice de nos responsabilités domestiques, sociales et syndicales ».

Il ne digère vraiment pas, M. Guillaume, que le gouvernement ait pu élaborer sans son concours actif des projets de textes qui se révèlent être tantôt d'erreurs politiques parce qu'ils sont contraires aux aspirations des paysans qu'il représente, tantôt qu'il faut être grand pour dominer sa peine. Et cette phrase pour finir, qui met au grand jour bien des aspirations et exaspérations cachées : « Les paysans ont besoin de considération, autant que de revenus ».

Une dernière ovation, à Guillaume, Guillaume !, pour la maîtrise de la journée. La halle se vide rapidement. La course aux cars commence. Certains rouleront toute la nuit et plus encore. Ils pourront dire plus tard : « J'étais à Paris le 23 mars 1982 », lors de la plus grande démonstration de force du syndicalisme agricole de l'après-guerre.

JACQUES GRALL

« Une colère contenue »

Ils étaient venus des quatre coins de la France : les gens du Gers, avec leurs casquettes vertes et jaunes de la F.N.S.E.A. ; les vignerons de Bourgogne, pour dire non à la création de l'Office des vins ; les paysans d'Auvergne, avec leurs blouses et leurs chapeaux noirs ; les bétailleurs de l'Île-de-France et du Nord ; les producteurs de maïs des Landes ; les syndicalistes de maraîchers et les producteurs de légumes... Tous ceux-là ont proclamé, pancartes en main, ces vérités rabâchées : « C'est, tu vois bien mais tu pourrais avoir l'air ! » ; « Un paysan en moins, deux chômeurs en plus ! » ; « Le pétrole vert, c'est nous ! ».

« Une colère contenue »

« Les paysans ont besoin de considération, autant que de revenus ».

« Une dernière ovation, à Guillaume, Guillaume !, pour la maîtrise de la journée. La halle se vide rapidement. La course aux cars commence. Certains rouleront toute la nuit et plus encore. Ils pourront dire plus tard : « J'étais à Paris le 23 mars 1982 », lors de la plus grande démonstration de force du syndicalisme agricole de l'après-guerre.

JACQUES GRALL

JACQUES GRALL

JACQUES GRALL

JACQUES GRALL

JACQUES GRALL

JACQUES GRALL

JACQUES GRALL

JACQUES GRALL

JACQUES GRALL

JACQUES GRALL

JACQUES GRALL

JACQUES GRALL

JACQUES GRALL

JACQUES GRALL

JACQUES GRALL

## SOCIAL

## APRÈS DIX-SEPT MOIS D'OCCUPATION

## Les céséistes de l'ancienne bonneterie Prost créent, à Roanne, une coopérative ouvrière de production

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Manufacture fait école. La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fallu attendre six mois pour connaître ces réserves d'une façon officielle, a présenté à M. Auroux, le 20 février, son plan de démarrage industriel avec création d'une nouvelle société, La Vie en pul.

La Vie en pul, c'est le nom de la SCOP (société coopérative ouvrière de production) qu'ont créée de créer le dernier carré des cinquante ouvrières céséistes de l'ancienne bonneterie roannaise Prost après plus de dix-sept mois d'occupation de leurs ateliers, ne voyant toujours rien venir de concert du côté de la S.A. Jallinetex (le Monde daté 3-4 janvier). Cette décision, les « Prost » l'ont prise contrairement et forcées, arrivant au terme de la prolongation de trois mois que leur avait accordée l'ASSEDIC pour l'indemnisation de chômage. Elles auraient certes préféré la solution de reprise par Jallinetex, mais le plan même affirmé d'ouvrir au comité des licenciés M. Jean Auroux, maire et conseiller général socialiste de Roanne. Celui-ci avait pourtant en juillet présidé une « table ronde » ayant débouché sur la signature d'un protocole entre les responsables de la S.A. Jallinetex et le comité des licenciés. Ce dernier, après s'être étonné qu'il ait fall



## CONJONCTURE

Un entretien avec le rapporteur général de la commission des finances à l'Assemblée nationale

## Le seul langage qui vaille aujourd'hui est celui de l'effort et de la rigueur

nous déclare M. Christian Pierret

M. Michel Rocard, ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, déclarait, le mardi 23 mars, qu'il n'y a pas de solidarité sans effort. M. Christian Pierret, député socialiste des Vosges et rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, met lui aussi l'accent, dans l'entretien qu'il nous a accordé, sur « l'effort et la rigueur (...) le seul langage qui vaille aujourd'hui », ne serait-ce que pour résoudre les problèmes-clés que sont les déficits budgétaires et des budgets sociaux.

— Pensez-vous que la politique économique suivie par le gouvernement explique pour partie les maux résultant de la gauche aux élections cantonales ?

— C'est de ceux qui, après les élections de juin, considéraient qu'il convenait d'éviter le triomphalisme et le maximalisme, surtout verbal, je considère aujourd'hui que le pessimisme comme l'activisme seraient une erreur. « Il faut savoir gérer la durée », comme le rappelle si justement le président de la République en octobre dernier. L'actuelle législature — n'en déplaise à l'opposition — ne s'achèvera qu'en 1983 : nous devons certes être réactifs aux réactions du pays, mais toute action politique qui s'achève aux sondages et aux élections n'est que du journalisme, comme celui de dimanche dernier, est vouée à l'échec.

— Parmi les causes du succès de mai-juin 1981, il y avait une solide adhésion raisonnée plus un rejet, mais ce rejet n'était pas seulement celui d'un homme ou d'une équipe : si ce n'était que cela, notre assise politique serait faible. Il s'agissait du rejet d'une évolution qu'incarnaient le gauchisme et le châtisme : une évolution vers une société de moins en moins libre et de plus en plus inégalitaire.

— Le pouvoir a été confié à François Mitterrand pour briser cette évolution, jeter les bases d'un renouveau et d'une consolidation de la société démocratique, tout en assurant notre avenir en tant que nation — c'est-à-dire une communauté solidaire et unie — par la reprise de notre croissance économique.

« On ne redresse pas une économie en dix-huit mois »

— En ce qui concerne la politique économique instrumentée depuis dix mois, on devrait reconnaître, en toute objectivité, qu'elle était indispensable après une gestion qui prenait son parti de la réduction du vieillissement de notre appareil productif et de la montée dramatique du chômage. Menée avec prudence et sagesse, elle a sauvé le maintien des conditions de vie dans les économies développées et complexes comme la nôtre. — des grands équilibres, tout en maintenant une certaine certitude de l'activité. N'avons pas peur de dire la vérité : c'est à la fois notre devoir et notre intérêt : les effets de cette politique dans la vie quotidienne restent encore insuffisamment perceptibles en raison de l'inertie des structures et des comportements : il y a donc sans doute une certaine dysharmonie entre les désirs et les nécessités, entre les impatiences légitimes et les réalités.

— Mais la politique économique actuelle a-t-elle des chances durables — je dis bien durables — de renverser une tendance aussi lourde, qui se traduit depuis 1974 par une croissance très ralentie et par une montée du chômage dans tout le monde industriel ? — Je répondrai en deux temps. — Premièrement — mais pour les

médias, l'impressionnisme de l'actualité rend si vite obscures les données les plus fondamentales que celles-ci paraissent rabâchées quand on les rappelle. — souvenons-nous de ce que disaient il y a un an la majorité d'élus : les socialistes au pouvoir, c'est l'écroulement immédiat de notre économie. Or, que voyons-nous ? Rien de tel ne s'est passé : sur le plan des prix et sur celui du chômage, les courbes commencent à s'infléchir, tandis qu'une certaine reprise est incontestable.

— Que dit l'O.C.D.E. au début de février 1982, après huit mois de gestion socialiste ? Selon les prévisions du secrétariat, « cette politique devrait permettre une reprise modérée de la croissance, rendant possible une stabilisation du taux de chômage dans le courant de 1982. On assisterait, en cours d'année, à une certaine décelération du rythme d'inflation par rapport au second semestre de 1981. Le déficit extérieur resterait substantiel mais sans nouvelle détérioration. De tels résultats ne paraissent certes pas entièrement satisfaisants. Il convient toutefois de les juger par rapport à ce qu'était l'évolution de l'économie française durant la période précédente : du début de 1980 au début de 1981, le PIB s'inscrivait sur une tendance en stagnation ou même en léger recul, le chômage enregistrant une forte progression et l'inflation restait très élevée. L'inversion des tendances relatives à l'activité, même si elle se traduit pour les prochains dix-huit mois par une croissance encore modeste, constitue donc déjà un facteur positif ».

— Certains pourraient certes dire : vous gérez mieux la crise, d'accord. Mais le ne le diront pas, car ce sont eux qui démontrent notre prétendue incompétence et accomplissent un effort de croissance et d'inflation restant très élevé. L'inversion des résultats plus qu'honorables alors que nous ne faisons que mettre en œuvre les réformes de structure qui, précisément, vous le reconnaissez, sont de la crise : je veux dire les nationalisations des groupes industriels dominants et des grandes banques. Prolongées, les une par une, la politique industrielle ambitieuse et une politique dynamique de la recherche, les autres par une urgente réforme en profondeur du secteur bancaire, ont été et de l'épargne, ces nationalisations vont redonner souffle et tonus à une économie qui, le répète, vieillissait, s'affaiblissait et déclinait.

— Mais tout cela reste bien flou.

— Revenons rendez-vous dans six mois, et nous pourrions utilement discuter de la mise en œuvre point par point des nombreuses mesures d'application qui vont être prises d'ici la fin de l'année. Je ne veux pas succomber au défilé qui consiste à annoncer une réflexion en cours comme une décision et une hypothèse comme un engagement.

— Vous êtes sévère pour certains ministres ?

— Nous avons donc besoin du temps : on ne renverse pas une tendance en six mois ou en un an ; on ne redresse pas une économie en dix-huit mois ; on ne retrouve pas l'aisance financière en deux ans. C'est vrai, une certaine impatience — bien compréhensible après sept ans de chômage — existe dans nos rangs, mais nous courons un 3 000 mètres, pas un 100 mètres.

— Cependant, d'ici la fin de l'année, restent posés les deux problèmes-clés des déficits budgétaires et des budgets sociaux.

— C'est la vraie difficulté à laquelle nous sommes confrontés. La relance ne nous donne pas encore assez de rentrées fiscales ni un déclin des charges du chômage pour que nous puissions traiter ces questions sans difficulté. Ces affaires ne se règlent pas par une action

simple : tout un cocktail de mesures sera nécessaire : rigueur — comme je le préconisais dans mon rapport sur le budget 1982 — dans la détermination du volume et de l'affectation des dépenses publiques, appel à l'épargne, gestion des circonstances des triseries. Il faudra aussi compter sur la mobilisation des partenaires sociaux : et le patronat ne joue pas le jeu démocratique et si les syndicats font de la surenchère, tout sera compromis, le gouvernement et sa majorité parlementaire ne pouvant faire tout, tout seuls. Si il faut rappeler aux syndicats : « Attention, n'ouvrez pas de volets d'eau dans le navire qui vous porte », et au patronat : « Ne jetez pas la politique du pire. Le pire serait aussi pour vous ».

## Le bon impôt est un impôt vieux

Vous s'emploient guère les mots de réforme. Vous semblez préférer une politique préconstruite.

— Je ne suis pas favorable à la dispersion des initiatives. Les grandes réformes sont lancées : décentralisation, nationalisations. La nation doit intégrer la substance des choses, « approuver », pour ainsi dire, les grandes réformes, pour que celles-ci imprègnent les mentalités et gouvernent les actions. Le reste est une question de volonté, d'implication et de rigueur dans la conduite quotidienne des affaires.

— Même pas de réforme fiscale ?

— Le bon impôt est un impôt vieux : on doit corriger, adapter, rectifier. La réforme fiscale est un mythe déstabilisant et dangereux. Le gouvernement doit rechercher ce que l'on peut appeler un « effet d'annonce positif » et fixer les limites aux ajustements qui s'imposent. L'essentiel a été fait avec l'impôt sur les grandes fortunes : ce dispositif courageux et nécessaire marque une étape considérable dans notre droit fiscal. Pour le reste, il ne devrait s'agir, pour cette législature, que de corriger des inconvénients ou des adaptations à la réalité économique, comme, par exemple, dans le cas des impôts locaux.

— Ne craignez-vous pas que notre langage soit peu enthousiasmant et quelque peu technocratique ?

— Le terme « technocratie » a

été tellement employé que j'ai une fois pour toutes, renoncé à l'employer et en même temps à en combattre l'usage !

— Mais je veux vous répondre sur l'enthousiasme. Soyons clairs : le monde occidental, en raison de l'addition de désordres structurels (système monétaire, endettement du tiers-monde, incertitude de l'économie américaine), ne semble pas devoir connaître dans les prochaines années ni un assainissement des conditions économiques permettant une relance importante ni une croissance économique harmonieuse, même ralentie (la conservation de l'indépendance de la politique économique est inexistante) et les divergences conceptuelles notées chez les principaux pays industriels rendent vains des espoirs en la matière). Nous pouvons cependant peut-être attendre quelque chose de l'Europe : les gouvernements semblent se rendre compte que le fardeau qui fait peser sur ses épaules le gouvernement Reagan n'est pas supportable très longtemps.

— La France est une grande nation dont l'importance politique se renforce au niveau international grâce au langage ferme, clair et unique, tenu à tous les inter-locuteurs par le président de la République, mais la France n'est pas dirigée par le plan économique. Elle doit donc à la fois tenir compte de ses possibilités concrètes d'action au niveau international et utiliser au mieux la marge de manœuvre que lui laisse une situation mondiale, déprimée, et déprimante. Elle doit assainir son économie en profondeur et se fixer un objectif réaliste de croissance économique.

— Présentée en ces termes, la politique française peut paraître modeste : elle est cependant plus qu'ambitieuse, elle est audacieuse, compte tenu des circonstances et de l'environnement. De sa réussite dépend la sauvegarde des acquis sociaux accumulés depuis 1936 et l'approfondissement de la justice sociale : donc de la démocratie.

— Regardez le monde de 1982 où montent les conflits et les crises, avec leurs cortèges de supplices et d'affaires.

— Devant cette réalité, gardons-nous des effets de tribune faciles : l'effort et la rigueur au service d'une grande ambition nationale, c'est le seul langage qui vaille aujourd'hui.

Propos recueillis par PHILIPPE LABARDE

## FISCALITÉ

## La commission Informatique et libertés approuve la création de fichiers sur les grandes fortunes

La commission nationale informatique et libertés a approuvé, mardi matin 23 mars, le projet d'information du traitement de l'impôt sur les grandes fortunes. Ce projet lui avait été soumis, il y a un mois, par le ministre du budget.

M. Laurent Fabius (« le Monde » du 18 février). La commission — créée par la loi du 6 janvier 1978, dont le rapporteur est M. Henri Cullivert, sénateur (non inscrit) du Lot-et-Garonne, a assorti cette approbation de quelques conditions destinées à protéger la liberté du contribuable.

Si un fichier informatisé des « possédants » pourra être établi dans chacun des neuf cents centres locaux des impôts, il n'y aura pas de fichiers centralisés. En outre, il n'y aura pas d'interconnexion entre les différents fichiers détenus par la direction générale des impôts à l'exception de rapprochements éventuels entre le fichier de l'impôt sur le revenu et le fichier sur la taxe d'habitation. La commission précise qu'il ne doit être établi aucune liste nationale pouvant apparaître comme une liste de fraudeurs potentiels.

L'administration aboutit à cette décision. En outre, lorsque l'administration estimera qu'un contribuable aurait dû faire une déclaration, ce sera à elle d'en faire la preuve et non à l'intéressé de prouver son bon droit.

La commission a, d'autre part, demandé au gouvernement de lui adresser, avant le 29 avril, des propositions d'arrêtés et un projet de décret concernant des modifications qu'il envisage d'apporter à divers fichiers fiscaux comme celui des bénéficiaires industriels et commerciaux, celui sur l'impôt foncier arabe et rural (dit Singapour), etc.

M. Cullivert nous a déclaré que, par la loi du 23 mars, par la C.N.I., devrait donner satisfaction au gouvernement sur le plan des principes tout en assurant la protection du contribuable. Quant à M. Fabius, il a déclaré : « La commission a parfaitement saisi l'intention du gouvernement qui est d'appliquer, strictement, l'impôt sur les grandes fortunes, importante mesure de justice fiscale, dans le strict respect des libertés ».

● **ERRATUM** — Une coquille a fait écrire dans l'article intitulé « La politique d'économie d'énergie fait les frais du surcoût du contrat gazier franco-algérien » (« le Monde » du 24 mars) que le budget de l'Agence pour les économies d'énergie était de 1,2 million de francs. Nous aurions dû écrire « 1,2 milliard ».

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les + les	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	6,1969	6,2000	+ 128 + 229
\$ can.	5,0741	5,0788	+ 26 + 122
Yen (100)	2,5577	2,5604	+ 219 + 278
D.M.	2,6033	2,6111	+ 171 + 225
Francs	2,3854	2,3885	+ 288 + 333
P.S. (100)	12,8756	12,8771	+ 449 + 34
P.S.	3,2714	3,2752	+ 316 + 396
L. (1 000)	4,7801	4,7858	+ 752 + 332
F. français	11,2117	11,2229	+ 114 + 324

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 1/8	9	9 1/8	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10
\$ E.-U.	14 1/8	14 5/8	14 1/2	14 7/8	14 15/16	14 11/16	15 1/16
Francs	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
P.S. (100)	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
P.S.	29 3/4	29 3/4	29 3/4	29 3/4	29 3/4	29 3/4	29 3/4
L. (1 000)	29 3/4	29 3/4	29 3/4	29 3/4	29 3/4	29 3/4	29 3/4
F. français	13 3/8	13 3/8	13 3/8	13 3/8	13 3/8	13 3/8	13 3/8

Nous donnons ci-dessus les taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## AIR FRANCE

## PERTURBATIONS dans le programme des vols moyen-courriers les 27, 28, 29 et 30 mars

Des arrêts de travail étant attendus pour les journées des 27, 28, 29 et 30 mars, la Compagnie Air France informe sa clientèle qu'elle met tout en œuvre pour limiter les désagréments que cette situation risque de lui occasionner, particulièrement en cette période de départs pour les vacances de Pâques.

TOUS LES VOLS LONG-COURRIERS SERONT ASSURÉS AU COURS DE CES JOURNÉES, MAIS DES VOLS MOYEN-COURRIERS DEVRONT ÊTRE ANNULÉS.

Pour toute information concernant les vols moyen-courriers des 27, 28, 29 et 30 mars, Air France prie sa clientèle d'appeler (à partir de mercredi 18 heures) le :

(1) 320.15.55

ou le Centre de Réservation de la région de son domicile (pour la Région Parisienne, le 535.61.61).

## SOLDES

PHOTO HIFI VIDEO

JUSQU'À 30% DE REMISE  
SUR BOITIERS OPTIQUES ACCESSOIRES  
CANON NIKON KONICA MINOLTA

CHAINES HIFI

SONY AKAI SANSUI

CHEZ

23 au 28 MARS

PHOTO HALL

Canon

35, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS Tél. 225.05.24



# ÉTRANGER

## LE DÉBAT SUR LE BUDGET EUROPÉEN

### Les pays de la C.E.E. ont adopté un compromis favorable à la Grande-Bretagne

Bruxelles (Communautés européennes). — La négociation entre les Dix sur la compensation budgétaire à accorder au Royaume-Uni à partir de 1982 se pose désormais dans des termes nouveaux : les responsables des affaires étrangères, réunis le 23 mars à Bruxelles, ont « accueilli favorablement » une proposition de compromis qui leur était présentée par M. Indemans, le ministre belge, qui préside les travaux de la C.E.E., et M. Horn, le président de la Commission.

Il s'agit d'un modèle encore incomplet, puisqu'il ne comprend pas de chiffres, mais qui, tel qu'il est, est jugé important pour les Britanniques. Il y est prévu de leur accorder une compensation durant cinq ans à partir de 1982, et de 1983 à 1986, il sera uniforme de 1982 à 1986, et pour 1987 et 1988, il sera arrêté ultérieurement par les conseils ministériels décidant à l'unanimité.

Ce projet de compromis ignore la nécessité de donner un caractère dégressif à la compensation britannique. Or, certains États — au premier rang desquels figurait la France — estimaient qu'une dégressivité réelle et continue de l'indemnité consentie au Royaume-Uni par les pays partenaires, constituait le seul moyen de bien marquer que la compensation n'était pas un droit permanent et de garantir à un même occasion son caractère temporaire.

Le projet de M. Indemans et Thörn est muet sur ce qui se passera éventuellement en 1988. Il n'est pas question de procéder alors, ce qui aurait été la provocation, à un nouvel examen des comptes de la Grande-Bretagne dans le budget européen, mais on se garde également d'affirmer qu'au-delà de cette date plus aucune compensation ne pourra être accordée.

Le décalage s'accompagne de plusieurs décisions de procédure. Le conseil européen, qui se réunit les 29 et 30 mars, ne délibérera pas de l'affaire budgétaire. Il est cependant prévu que Mme Thatcher l'évoquera sans doute pour rappeler l'importance politique que son gouvernement attache à cette affaire convenablement réglée.

Le dossier sera repris sur la base du projet Tindemans-Thörn le samedi 3 avril, à Luxembourg. Les 31 mars, 1<sup>er</sup> et 2 avril, les ministres de l'Agriculture des Dix se seront efforcés d'aboutir à un accord sur les prix. Il est évident que les Français, s'ils ont renoncé à imposer une conclusion de l'affaire budgétaire qui n'allègerait pas

les règles de la Communauté, entendent, en contrepartie de cet abandon, obtenir un arrangement agricole qui leur soit à peu près favorable.

Dans l'hypothèse nullement évidente, — tant les positions demeurent éloignées, — d'un accord sur les prix agricoles, le 3 avril, la négociation budgétaire pourra-t-elle être close dans les jours suivants ? Sans nouveau rebondissement, il ne se dresse plus apparemment d'obstacles politiques majeurs, ce qui n'empêche pas que les problèmes à régler demeurent importants. Il faudra d'abord fixer le montant de la compensation à accorder au Royaume-Uni en 1982, 1983 et 1984, et préciser dans quelles conditions elle pourra, le cas échéant, être « corrigée » (ce qui veut dire bien sûr augmentée).

L'exercice qui porte sur des sommes considérables — pour avoir un ordre de grandeur on peut prendre comme hypothèse 1 milliard d'ECU, soit 8 milliards de francs — ne va pas aller tout seul, même si le projet qui sert maintenant de base au débat propose une sorte de méthode objective pour guider les travaux. Les Britanniques, qui ont moins de raisons que jamais de renoncer à la logique qu'ils ont développée tout au long de cette négociation, insisteront pour que la compensation soit établie de façon à ramener le plus près de zéro possible leur « contribution nette », c'est-à-dire la différence entre ce qu'ils versent et ce qu'ils reçoivent du budget européen.

Les autres États, mais surtout les Français, soucieux de limiter les frais, vont s'efforcer de maintenir cette compensation aussi basse que possible. Pour les Français, il s'agit là aussi de sauver la face, d'essayer d'accroître l'idée en faisant adopter pour 1982 et les années suivantes une baisse qui compense l'infériorité à celle fixée pour 1981, qu'ils n'ont pas renoncé à la notion de dégressivité, dont ils ont tant dit tout au long de ces dernières semaines qu'elle était fondamentale. « Nous n'accepterons pas un allègement qui ne soit pas inférieur à celui consenti en 1981 », a ainsi déclaré le Chevalier.

La deuxième négociation, à laquelle les Britanniques assisteront en spectateurs, devrait porter sur la manière dont la compensation sera prise en compte dans le budget européen, et sur la question de savoir si elle sera prise en compte dans le budget européen, ou si elle sera prise en compte dans le budget européen, ou si elle sera prise en compte dans le budget européen.

collectif en faveur des Anglais. Il est plus ou moins acquis que la contribution de la Grèce et de l'Irlande, pays membres de la C.E.E., sera symbolique ou nulle. L'Italie plaidera probablement pour être, elle aussi, au moins partiellement dispensée de cette surcharge. Ce qui veut dire que le poids de l'opération pèsera principalement sur les pays du Benelux, le Danemark et la France.

Les chefs d'Etat et de gouvernement se réuniront donc, lundi 29 et mardi 30 mars prochains, débarrassés du conflit budgétaire. Les Français, modestes consolation — s'en félicitent M. Mitterrand, à l'occasion du débat sur la situation économique et sociale dans la Communauté, pourra ainsi une fois de plus, essayer de sensibiliser ses collègues à la nécessité d'une relance européenne.

On sait que les efforts entrepris dans ce sens n'ont jusqu'ici guère trouvé d'écho. Aussi peut-on imaginer que les Français, l'accent sur un nombre limité d'actions à entreprendre : au premier rang, ils semblent placer désormais une politique économique extérieure plus saine, en particulier à l'égard du Japon et des Etats-Unis. C'est là un thème qui sera évoqué par le conseil européen, ne serait-ce que la perspective d'un sommet occidental qui se tiendra à Venise en juin.

Sur le plan de la coopération politique qui promet d'occuper une place importante de la réunion, les Dix débattront de la situation au Proche-Orient et en Amérique centrale, des relations Est-Ouest et de la Turquie. S'agissant du Proche-Orient, M. Tindemans a indiqué, mardi soir 23 mars, que le conseil avait manifesté « sa très sérieuse inquiétude devant la situation au Moyen-Orient en général et en Cisjordanie en particulier, où a été exprimée la crainte de voir des explosions de violence ».

En prélude au débat sur la compensation budgétaire britannique, le représentant du Royaume-Uni avait levé le veto opposé au sensibilité à la distillation exceptionnelle de 6,5 millions d'hectolitres de vin rouge excédentaires. Cette distillation, qui se fera à un prix égal à 61,5 % du prix d'orientation, portera surtout sur des vins italiens, mais soulagera du même coup le marché français, le Royaume-Uni étant en train d'obtenir sur l'essentiel satisfaction, les petites choses peu à peu rentrent dans l'ordre.

Enfin, la session de négociation entre l'Espagne et la Communauté, qui a eu lieu lundi soir 22 mars, a permis de trouver un accord sur une série de dossiers techniques importants. M. Peres Llorca, le ministre espagnol des affaires étrangères, s'est félicité du déroulement de cette négociation.

PHILIPPE LEMAITRE

## AFFAIRES

### A LA SUITE D'UN ACCORD AVEC M. LAGARDÈRE

Les pouvoirs publics acceptent de majorer de près de 50 % le coût de leur prise de participation dans Matra

Le conseil d'administration de Matra, réuni mardi matin 24 mars pour approuver les termes du nouveau protocole d'accord conclu entre M. Jean-Luc Lagardère, P.-D.G. de la société, et les pouvoirs publics. Un communiqué de la société et de l'hôtel Maitignon devait préciser dans la journée les modalités de la prise de participation de 51 % par l'Etat dans Matra. De nouvelles et difficiles négociations s'étaient alors engagées entre l'hôtel Maitignon et M. Lagardère (le Monde des 12 février et 13 mars).

Dans la première version de l'accord, la valeur de l'action Matra (amputée des actifs de la société dans les médias) était estimée à 1215 francs. Or l'application des critères d'indemnisation prévus dans le second projet de loi de nationalisation avait donné un prix de 2800 francs. Finalement un accord a été trouvé sur un prix de 1800 francs.

Le nouveau protocole prévoit le même mécanisme pour la prise de participation de l'Etat. Ainsi dans un premier temps, l'Etat va lancer du 13 avril au 14 mai une offre publique d'échange sur 25,5 % des actions Matra. Les actions recevront des obligations dont les caractéristiques seront les mêmes que celles remises aux actionnaires des sociétés nationalisées. Le valeur de l'action Matra retenue pour l'échange sera donc de 1800 francs. Ces obligations donneront droit au versement d'un premier intérêt, le 1<sup>er</sup> juillet 1982. En outre les actionnaires qui apporteront leurs actions Matra à l'O.P.E. perce-

vront un « boni » d'une centaine de francs, équivalant au dividende 1981 que Matra verse aux actionnaires. Cela revient en quelque sorte à ce que l'Etat reverse aux anciens actionnaires les dividendes 1981 de Matra, qui percevra alors 51 % du capital.

Dans un second temps, et sous réserve de l'accord de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Matra, convoquée pour le 29 avril, l'Etat souscrira à une augmentation de capital qui lui sera réservée, portant sur 25,5 % du capital. La valeur de l'action retenue étant également de 1800 francs, le coût de cette augmentation de capital sera pour l'Etat d'environ 750 millions de francs (contre 490 millions dans le premier projet). L'acquisition de 51 % du capital de Matra coûtera donc au total à l'Etat 1,5 milliard de francs au lieu d'un milliard ! — J.-M.Q.

### LES PAPIERS PEINTS LEROY DISPARAISSENT

La célèbre firme française de papiers peints Leroy disparaît. Aucune solution à la reprise de cette affaire, admise en janvier 1981 par jugement du tribunal de commerce de Paris au bénéfice de la suspension provisoire des poursuites, n'a pu être mise sur pieds. Le dernier candidat d'entreprise autrichien, Ecol Tapeter, à qui les actifs de Leroy avaient été confiés momentanément en location-gérance à la suite d'une promesse d'achat, s'est retiré après avoir été dans l'impossibilité de réaliser l'opération et de verser aux 188 employés le salaire de février. La Banque de Suède affirme, tout au contraire, qu'elle n'aurait pas donné son feu vert au transfert des fonds indispensables. Le tribunal de commerce a de ce fait résilié le contrat de location-gérance et tous les salariés ont reçu leurs lettres de licenciement.

### La victoire de Technip

La Société d'études pour la mise en valeur du gaz camérounais (Segazcam), composée de Mobel, Elf, Total, Shell U.S. et de la Société nationale des hydrocarbures camerounaise, a décidé de choisir le procédé de liquéfaction de gaz développé par la firme d'ingénierie française TECHNIP. C'est ce qu'annonce un communiqué publié par la Camerounaise le 24 mars. Il précise que la réalisation finale et la capacité de l'usine de liquéfaction de Kribi seront arrêtées ultérieurement. La Segazcam avait par ailleurs confié à la société française Frantab l'évaluation des réserves de gaz naturel mises au jour par Elf et Shell, d'une part, par Total et Mobil, d'autre part. Ainsi s'achève — bien pour la

firme française — une bataille importante entre Française et Américains sur le marché de la liquéfaction de gaz (le Monde du 9 mars). Le contrat, modeste — 25 à 30 millions de dollars, — permet à la firme française de rester présente sur ce marché. Mais l'unité de liquéfaction coûtera, elle, de l'ordre de 2 milliards de dollars. Les Etats-Unis avaient fait une dernière démarche auprès du président Adéjo pour l'intermédiaire de M. David Rockefeller, venu dire à Yaoundé l'importance qu'attachait M. Reagan à ce projet. La France, de son côté, a particulièrement soigné le financement, descendant en deça des conditions du consortium (conditions sur lesquelles s'accordent les pays industrialisés).

## AUX ETATS-UNIS

### L'inflation fléchit nettement

La hausse des prix a été de 0,2 % en février

De notre correspondant

Washington. — A l'élection présidentielle de 1980, la hausse des prix était la grande obsession des Américains. Aujourd'hui, c'est exactement le contraire. Les prix de détail sont le seul indicateur économique dont ils ne se soucient pas — et pour cause. La hausse de janvier avait été faible : 0,3 %. Celle de février (1) a été encore plus modeste : 0,2 %. Pour les douze mois écoulés, l'augmentation n'atteint que 7,7 %. Le taux d'inflation en 1982 pourrait être légèrement inférieur à ce chiffre. On est donc très loin des 12,4 % de 1980.

L'excellent résultat de février est d'abord dû à la baisse du prix de l'essence, baissé en moyenne de 10 cents par gallon par rapport à l'année dernière. Les autres facteurs qui ont ralenti les hausses de certains produits alimentaires, surtout, en bonne santé du dollar rend moins chères les importations et tend à modérer l'évolution des prix intérieurs.

La plupart de ces facteurs sont liés à la récession qui affecte les Etats-Unis depuis août 1981. Un ralentissement de l'activité modère la hausse des prix. Cette année, la troisième depuis 1976 — a été particulièrement forte, portant le taux de chômage à 8,5 % de la population active en février et bouleversant deux secteurs-clés : l'automobile et le logement. Mais personne ne s'attendait à une décelération aussi rapide des prix.

Les experts gouvernementaux soutiennent que ce phénomène n'est pas déterminé par la récession. Ne l'avait-il pas un peu précédé ? Ne prévoit-on pas qu'il lui survivra, grâce à des accords salariaux très modérés, conclués dans l'alimentation, puis dans l'automobile, et qui font tâche d'huile ? Les experts, la désintégration des prix serait donc un phénomène durable, presque indépendant de la conjoncture. L'inflation aurait été brisée, pour de bon, au moyen d'une politique monétaire équilibrée, qui a également de 9,8 millions de chômeurs.

### Une amélioration décisive ?

Va-t-on réellement vers une croissance sans inflation ? Les économistes incitent à la prudence. En 1976 déjà, les Américains avaient cru entendre le monstre. Il a ressurgi l'année suivante (2). A elle seule, l'évolution du prix du pétrole est un grand point d'interrogation.

Une reprise de la croissance est attendue en tout cas pendant le second semestre. Ne serait-ce qu'à

cause de la baisse des stocks industriels et des allègements fiscaux qui entrent en vigueur cet été. Mais on s'interroge sur la solidité de cette reprise. Sa durée sera influencée par trois facteurs : les prix, la masse monétaire et le déficit budgétaire. Trois facteurs évidemment liés et qui détermineront l'attitude de la Réserve fédérale (FED) dans la fixation des taux d'intérêt.

Si la décelération des prix se confirme, la FED sera encouragée à assouplir ses restrictions sur le crédit. Dans le cas contraire, elle pourrait se montrer intraitable. Son objectif à long terme n'a pas changé : ramener l'inflation au-dessous de 5 %.

La masse monétaire dicte également l'attitude de la Réserve fédérale. La quantité d'argent en circulation varie beaucoup, parfois de manière inexpliquée. A la fin de l'année dernière, elle avait augmenté brusquement, provoquant une nouvelle hausse des taux. Les spécialistes y voient le signe d'un relâchement de la main-levée. Pourquoi le prime rate est-il de nouveau à 16,5 %, demandait-on à M. Jerry Jordan, l'un des conseillers de la Maison Blanche ? Réponse : « Je n'en sais rien ».

La FED surveille enfin de très près le déficit budgétaire. Si celui-ci n'est pas réduit, on n'assouplira pas le crédit. Actuellement, les estimations les plus optimistes — celles de la Maison Blanche — font état d'une dépense proche de 100 milliards de dollars pour l'année budgétaire 1982.

M. Reagan prétend ne pas vouloir céder sur l'essentiel, à savoir la forte augmentation des dépenses militaires et la réduction des impôts sur le revenu. Mais il se confirme que la Maison Blanche a compromis. De quoi dans son vif. On a appris, mardi 23 mars, qu'une première rencontre était proposée aux démocrates du Congrès en vue de trouver un compromis. De quoi dans son vif. On a appris, mardi 23 mars, qu'une première rencontre était proposée aux démocrates du Congrès en vue de trouver un compromis. De quoi dans son vif. On a appris, mardi 23 mars, qu'une première rencontre était proposée aux démocrates du Congrès en vue de trouver un compromis.

ROBERT SOLÉ

### LE NIGÉRIA RÉDUIT FORTEMENT SES IMPORTATIONS

A court de devises du fait de la faiblesse du dollar pétrolier, le Nigéria a adopté le 23 mars une mesure visant à freiner les importations de marchandises. Sa banque centrale a ordonné aux banques commerciales de cesser de délivrer de lettres de crédit aux importateurs.

Les banques amènent jusqu'à présent des lettres de crédit couvrant de l'ordre de 40 % des importations, les autres émanant de la banque centrale elle-même. La délivrance des lettres de crédit sera désormais contrôlée strictement par la Banque centrale, qui limitera les importations aux stricts besoins du pays en fonction des moyens monétaires.

Le Nigéria a vu ses réserves monétaires tomber de 9 milliards de dollars à la fin de février 1981, à moins de 3 milliards fin février 1982. Sa production pétrolière est tombée en deux mois de 1,8 à 1,2 million de barils par

jour, et ses réserves ont baissé de moitié. Cette année, le Nigéria a dû, pour faire face à ses échéances, retirer de l'argent des banques étrangères et notamment des banques françaises, pour un montant de 1,5 milliard de francs. L'Arabie Saoudite, le Koweït et les Emirats arabes unis seraient disposés à fournir à Lagos 1 milliard de dollars, à très faible taux d'intérêt.

### En Grande-Bretagne

### LE NOMBRE DE CHOMEURS REVIENT EN DESSOUS DE TROIS MILLIONS

(De notre correspondant.)

Londres. — Le chômage a diminué en Grande-Bretagne en mars, à annoncé le 23 mars le gouvernement. Avec une baisse — pour le deuxième mois consécutif — de 53 000 par rapport à février, le nombre de chômeurs est redevenu en données brutes — légèrement en dessous de la barre des 3 millions (2 980 000 personnes sans emploi), soit 12,5 % de la population active. Toutefois corrigé des variations saisonnières, le nombre de chômeurs s'élève à 2 820 000, soit 11,8 % de la population active, en augmentation sensible par rapport au mois précédent.

Selon les experts, la tendance à la baisse devrait se maintenir dès avril, en chiffres absolus ; mais à moyen terme le chômage est encore appelé à s'aggraver. Le gouvernement lui-même s'attend à 3,3 millions de demandeurs d'emploi à la fin de 1982.

Il n'en reste pas moins qu'avec une baisse d'un point du taux de l'inflation, constaté en mars 1982, contre 12 % en février, les statistiques du chômage tendent pour le gouvernement un résultat encourageant qui vient renforcer l'impact psychologique favorable au dernier budget. —

(Publi-Mé)

**RÉPUBLIQUE DE COTE-D'IVOIRE**  
Union - Discipline - Travail

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS**  
Direction Centrale de l'Hydraulique

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

La Direction Centrale de l'Hydraulique du Ministère des Travaux publics et des Transports lance un appel d'offres pour le renforcement des adductions d'eau potable d'Abidjan et de cinquante et une villes de l'intérieur, sur un financement de la Banque Mondiale.

L'ensemble des travaux se décompose comme suit :

**POUR ABIDJAN :**

Lot n° 1 : Fourniture de 36 kilomètres de canalisations en fonte et leurs accessoires, pour l'eau brute et l'eau traitée.

Lot n° 2 : Réalisation d'une usine de traitement d'eau alimentaire de 3 000 m<sup>3</sup>/heure.

Réalisation d'une tranchée d'une usine de traitement existante, pour une capacité de 1 200 m<sup>3</sup>/heure.

Réalisation d'une station de reprise de 1 000 KVA pour l'eau traitée.

Lot n° 3 : Construction de 2 réservoirs au sol de 5 000 m<sup>3</sup> chacun, avec les chambres des vannes et de 3 logements de fonction.

Lot n° 4 : Sous-lot n° 4.1. Pose de 9 kilomètres de canalisations. Fente (renforcement Riviera III).

Sous-lot n° 4.2. Pose de 4,5 kilomètres de canalisations fonte (densification Riviera III).

Sous-lot n° 4.3. Fourniture et pose de 26 kilomètres de canalisations PVC (densification Banco).

**POUR LES 51 VILLES :**

Lot I : Fourniture de 410 kilomètres de canalisations PVC et pièces de raccords de différents diamètres.

Lot II : Pose de 410 kilomètres de canalisations PVC réparties en 4 sous-lots géographiques.

Lot III : Réalisation de 27 forages pour adduction d'eau dans 20 villes.

Les dossiers d'appels d'offres seront à la disposition des soumissionnaires à l'adresse suivante :

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS**  
Direction Centrale de l'Hydraulique  
01 B.P. V 6 - ABIDJAN 01  
Immeuble « La Pyramide » (13<sup>e</sup> étage)

Le dépôt des offres sera effectué devant la Commission nationale des grands marchés de l'Etat en séance publique le 25 mars 1982.

La date limite de dépôt des offres auprès de la direction centrale de l'hydraulique est fixée au samedi 25 mars 1982 à 11 heures GMT.

Les entreprises intéressées pourront retirer le ou les dossiers par le canal de leur ambassade à Abidjan.

Le Monde

TRANSPORTS

TOUJOURS

**Le RI**

Depuis plus de dix ans, l'entreprise française de transport aérien, le RI, est la seule à offrir un service complet de transport aérien, maritime et terrestre. Le RI est une entreprise française, créée en 1971, qui a pour objectif de fournir un service de transport aérien, maritime et terrestre, à des tarifs très compétitifs. Le RI est une entreprise française, créée en 1971, qui a pour objectif de fournir un service de transport aérien, maritime et terrestre, à des tarifs très compétitifs.

DE VUE

**Un vrai chèque-vacances**

THIERCELIN

ANGES RHOM

Le RI est une entreprise française, créée en 1971, qui a pour objectif de fournir un service de transport aérien, maritime et terrestre, à des tarifs très compétitifs. Le RI est une entreprise française, créée en 1971, qui a pour objectif de fournir un service de transport aérien, maritime et terrestre, à des tarifs très compétitifs.

Vélo, car, voile, matel, dictionnaire, hallon de ri, Comme, votre voiture

C'est vrai : quand tu le vois, tu le vois, c'est la bonne solution. D'autant plus qu'il est à Saint-Patrick ou S.

**Irish Co**

Irish Co est une entreprise française, créée en 1971, qui a pour objectif de fournir un service de transport aérien, maritime et terrestre, à des tarifs très compétitifs. Irish Co est une entreprise française, créée en 1971, qui a pour objectif de fournir un service de transport aérien, maritime et terrestre, à des tarifs très compétitifs.



AUX ETATS-UNIS  
son flechit nettement  
et se situe de 0,2 % en plus

Le Monde

# régions

## TRANSPORTS

### M. MITTERRAND INAUGURE LA DEUXIEME AEROGARE DE ROISSY

M. François Mitterrand inaugure, ce mercredi 24 mars, vers 15 heures, la deuxième aérogare de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy : le président de la République partira de la station de métro Châtelet pour se rendre à la gare du Nord, puis, sans changer de rame, à Roissy.

Partiellement ouverte au trafic depuis le 1<sup>er</sup> novembre, cette aérogare, qui a représenté pour l'Aéroport de Paris environ un milliard de francs d'investissement, sera composée de quatre « anneaux » (ou salles pour l'instant est en service) desservant chacun deux terminaux d'une capacité de cinq millions de passagers par an.

Cette deuxième aérogare est réservée à Air France et Air Inter. Dès dimanche prochain 28 mars, tous les vols de ces deux compagnies au départ de Roissy seront assurés à partir de cette aérogare. En outre, six compagnies aériennes, qui partaient d'Orly, vont transférer leurs activités à Roissy dans la première aérogare : Air Lingus, Alitalia, Finnair, Lufthansa et Swissair dès le 28 mars et British Airways à partir du 2 avril.

## POINT DE VUE

### Pour un vrai chèque-vacances

par MICHEL THIERCELIN  
et GEORGES RINO (\*)

Il y a maintenant dix ans que les organisations syndicales (C.F.D.T., C.G.T., F.O. et la FEN, l'ensemble des associations et organisations de tourisme social ainsi que les mouvements coopératifs et mutualistes constatent que 50 % des Français ne partent pas en vacances, décidément de créer l'Union coopérative « Le chèque-vacances ».

Inspiré de l'expérience suisse, le chèque-vacances consiste à favoriser l'épargne du travailleur par une contribution de l'entreprise qui, pour les revenus les plus bas pourrait atteindre 70 % de la valeur du chèque. Le « vrai » chèque-vacances est donc de permettre une augmentation des dépenses en vacances, mais aussi une relance d'un programme d'investissement de tourisme social par la création de nouveaux villages de vacances, campings et hôtels familiaux permettant de répondre à cette nouvelle demande.

Le système du chèque-vacances ne comporte aucune obligation aussi, afin d'inciter l'employeur à apporter sa contribution, une exonération des charges sociales et fiscales doit être demandée pour la contribution des entreprises. Ces exonérations ont été refusées par le gouvernement précédent.

La promesse faite en avril 1981 par François Mitterrand d'instituer le chèque-vacances a soulevé un grand espoir. Une ordonnance doit être adoptée par le prochain conseil des ministres pour tenir cette promesse. Elle doit répondre à cette exigence. De ce que l'on peut en savoir le risque est grand de voir l'exonération refusée et l'usage du chèque-vacances restreint à un trop petit nombre de bénéficiaires.

Si l'exonération de la totalité des charges sociales et fiscales est refusée, le système ne pourrait pas être mis en place avec efficacité faute d'une réelle incitation pour les entreprises et les salariés.

Si le nombre des bénéficiaires est trop restreint (on parle de revenus familiaux proches du SMIC), outre le fait qu'il est choquant que l'employeur soit juge de l'attribution des chèques-vacances en fonction des revenus du conjoint, on transforme un système d'épargne bonifié par l'employeur en un système supplémentaire d'assistance, ce qui lui ôterait l'essentiel de son intérêt.

Pour les fondateurs de l'Union coopérative « Le chèque-vacances », l'enjeu ne consiste pas seulement à créer une aide nouvelle au départ en vacances pour les salariés, la système proposé a été conçu comme un projet social intervenant à une grande échelle et comme un moyen de développement dynamique des équipements de loisirs et de tourisme social.

En effet, on méconnaît trop sou-

## TOUJOURS PAS DE PRÉSIDENT A LA C.N.R.

### Le Rhône en panne

Depuis près de trois mois, la Compagnie nationale du Rhône (C.N.R.) est dirigée par un conseil d'administration fantôme. Le mandat du président, M. Daniel Doustin, ancien préfet, ancien directeur du cabinet de M. Raymond Barre, a en effet expiré à la fin de l'an dernier — comme celui d'autres membres du conseil d'administration — et aucun successeur n'a été nommé.

Sans conseil d'administration valablement composé, sans président, la C.N.R. tourne à vide. Vis-à-vis de la loi, c'est une fiction, et le directeur général, M. Claude Gemaschling, a bien du mérite à faire marcher la maison dans ces conditions.

Le conseil d'administration a vécu jusqu'à la fin décembre 1981 sous l'empire d'une réglementation qui fixait le nombre des membres à dix-huit (cinq représentants de l'Etat, cinq par-

sommes qualifiées, trois délégués du personnel, cinq représentants des actionnaires), mais, depuis cette date, suite à des départs et à des mandats échus, le quorum est impossible à atteindre.

Un décret du 5 février 1981 (à l'époque où M. Barre était à Matignon) avait modifié la composition du conseil et l'avait portée à trente membres : sept pour l'Etat, cinq personnes qualifiées, cinq délégués du personnel, sept pour les actionnaires et six représentants des régions concernées, mais ce texte est demeuré lettre morte. Le nouveau gouvernement souhaite en effet modifier ses dispositions en accroissant le nombre des représentants du personnel.

Le fait que la Franche-Comté et la Bourgogne vont probablement changer de majorité poli-

tique n'est pas de nature à simplifier les données de l'équation.

Et les premiers grands travaux sur le canal Rhin-Rhône (dont la C.N.R. a reçu la concession) attendront encore en plus d'attemolements en fausses promesses, on n'en est plus à une année près.

On comprend que le gouvernement se soit en priorité préoccupé des « nouvelles » entreprises nationales. Ce qui ne justifie pas que les anciens (1) soient traités négligemment. Dans l'entourage de M. Charles Fiterman, ministre des transports, on se borne à indiquer que le successeur de M. Doustin sera nommé très prochainement.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) La C.N.R. a été créée en 1933.

## SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION FERROVIAIRE DES INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL (S.E.F.I.C.S.)

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR FOURNITURES FERROVIAIRES

Présent suite à un avis général de passation des marchés paru dans « Développement Foré » du 17 juillet 1981, la S.E.F.I.C.S. se propose de passer des contrats de fourniture et de transport pour la mise en route d'usines de production d'engrais et d'acide phosphorique au Sénégal.

La présente annonce concerne la fourniture de matériel en voie métrique avec charge de 15 tonnes par essieu.

- F1 — 3 locomotives diesel-électrique. Puissance 1.100 CV : 1 800 à 1 800 CV.
- F2 — 5 locomotives diesel-électrique d'environ 300 CV.
- F3 — A) 30 wagons tréminés à bogie. Capacité : 34 m3 environ. Charge : 45 tonnes environ. B) 40 wagons-citernes à bogie pour transport d'acide phosphorique. Capacité : 28 m3 environ. Charge : 45 tonnes environ.
- F4 — Matériel de voie portant sur environ : 250 tonnes de rail, 5 000 traverses métalliques avec attaches, 12 appareils de voie.
- F5 — Equipement de chargement et de déchargement de wagons tels que bras de chargement pour acide phosphorique, treuils électriques, cabestans.

Les sociétés intéressées par la fourniture de l'un de ces lots pourront retirer le dossier d'appel d'offres correspondant contre remise d'une participation de 300 FC à l'une des adresses suivantes :

S.E.F.I.C.S.  
INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL  
B.P. 3853  
68, boulevard de la République - Dakar (Sénégal)  
Tél : 2346 ICS DER  
Téléphone : 21-95-98  
OU  
INDUSTRIES CHIMIQUES DU SÉNÉGAL  
S.I. rue Jeanne d'Arc  
7544 Paris Cedex 12  
Tél : 289191 PEMC  
Téléphone : 584-12-83

Les premiers dossiers seront disponibles à partir du 19 avril. Les offres seront remises dans les conditions et aux délais indiqués dans le dossier d'appel d'offres.

Vélo, canne à pêche, planche à voile, matelas pneumatique, tente, dictionnaire de gaélique, guitare, ballon de rugby...

### Comment diable vous passer de votre voiture en Irlande ?

C'est vrai : quand on prépare ses vacances et qu'on récapitule tout ce qu'il faut emmener, on réalise vite que sa voiture est la bonne solution pour l'Irlande.

D'autant plus qu'un service direct, comme vous le proposez Saint-Patrick ou Saint-Kilian, est beaucoup plus pratique.

D'autant plus que les prix sont très avantageux. Un exemple ?

L'aller-retour avec voiture\*, 560 F à 1400 F suivant les dates, au départ du Havre (sur la base de 4 personnes voyageant ensemble en cabine avec lavabo).

\*de moins de 4,73 m.



**Irish Continental Line**

Agent Général pour la France - Transports et Voyages  
8, rue Amber, 75441 Paris Cedex 09 - Tél. 266.90.90  
Téléc. 660.400 Tourvoia et 01.696 Ferryvoia

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

REVISIONS de B.F.C.S.  
Pâques - Juillet Août 82  
Préparation C.P.P. (C.F.T.)  
SUPERIEUR (C.F.T.)  
Mai-Juin 1982  
Brevets de formation  
246-53-14

## salon international des composants électroniques 82

confrontation mondiale des industriels européens, américains et japonais sur l'avenir de leur industrie

### TABLES RONDES INTERNATIONALES PARIS 5 AVRIL 1982

Grand Auditorium de la Tour Olivier de Serres, 78, rue Olivier de Serres, 75015 PARIS.

#### L'avenir de l'industrie des circuits intégrés

Président Jacques BOUYER  
Président du SITELEC, Syndicat des Industries de Tubes Electroniques et Semiconducteurs

#### La compétition géopolitique : guerre de domination ou coexistence pacifique ?

9 H 30 - 12 H 30 TABLE RONDE 1

Moderateur : Pierre LAMOND, Management Consultant (U.S.A.). L'opinion croissante de l'industrie pour la microélectronique livre les Circuits Intégrés à une vaste compétition internationale. Les grandes puissances industrielles de la microélectronique, les Etats-Unis, l'Europe et le Japon auxquels s'ajoutent certains pays du Sud-Est asiatique, s'efforcent économiquement, technologiquement, industriellement et politiquement pour tenter de conquérir une part croissante et profitable de cet immense marché mondial potentiel. Les données géopolitiques actuelles de l'industrie des Circuits Intégrés risquent d'être totalement bouleversées. Va-t-on vers une guerre de conquête ou vers des accords de coexistence pacifique ? Au cours de cette Table Ronde, on tentera d'apporter une réponse à cette question en discutant quelles sont les différentes stratégies suivies par les U.S.A., l'Europe, le Japon, les pays de l'Est, et le Sud-Est asiatique.

#### Participants

M. KRUGSMAN, Directeur Général - Division Circuits Intégrés - N.V. Philips - HOLLANDE  
M. LASSUS Marc, Directeur Général - MATRA-HARRIS - FRANCE  
M. MIRAT Paul, Président-Directeur Général - EPCS - FRANCE  
M. MATSUMURA Tomio, Senior Vice-President Semiconductor and IC Division - NEC - JAPON  
M. PISTORIO Pasquale, Administrateur Délégué - SGS-ATES - ITALIE  
M. SANDERS W.L., President and Chairman Advanced Micro Devices - AMD U.S.A.  
M. SHIBATA Shiro, Director Semiconductor and IC Division - HITACHI - JAPON

#### Quelles entreprises demain : Petites ou géantes ? A production captive ou à marché ouvert ? Domination des unes ou coexistence de toutes ?

15 H 00 - 18 H 00 TABLE RONDE 2

Moderateur : Professeur Pierre AIGRAIN, Directeur Général Scientifique et Technique de Thomson-Brandt et de Thomson-CSF (France). Avec une croissance moyenne prévue de 30 % par an au cours de la prochaine décennie, certains estiment qu'il y a place pour tous sur le marché mondial des Circuits Intégrés. D'autres, au contraire, pensent que seuls resteront les entreprises qui auront une capacité d'investissement productif importante et un réservoir d'ingénieurs de conception et d'applications suffisant pour réagir rapidement aux besoins du marché. Au cours de cette Table Ronde, on tentera de qualifier, de quantifier les critères essentiels qui permettront aux entreprises existantes ou à créer, qu'elles soient grandes ou petites, de production captive ou non, de se développer sur le marché mondial des Circuits Intégrés.

#### Participants

M. BLOCH Eric, Vice-President - Director of Technical Personal Development - IBM - U.S.A.  
M. BOREL, Corporate Vice-President European Semiconductors Operation - MOTOROLA - U.S.A./EUROPE  
M. BOUYER Jacques, Administrateur Directeur Général de R.T.C. - la Radiotechnique Compelac - R.T.C. - FRANCE  
M. GAMBRECHT Kurt, General Manager IC Division - SIEMENS - R.F.A.  
M. GRANDCLEMENT Jean-Luc, Directeur Général - EUROTECHNIQUE - FRANCE  
M. LARKIN W., Managing Director - PLESSEY - G.B.  
M. NISHIMURO Tadao, Senior Manager Electronic Components - TOSHIBA - JAPON

#### BULLETIN D'INSCRIPTION

à compléter et à retourner :  
Tables Rondes 1982  
71, rue Honsin, 75783 Paris Cedex 16 - France  
Tél. : 33 (1) 503 14 27 - Téléc. : SYCLEC 61045 F

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse professionnelle \_\_\_\_\_  
Code postal et Ville \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

Droits d'inscription : 1200 FF nets par personne pour la participation aux 2 Tables Rondes Internationales.  
Paiement à l'ordre de "GIE, Colloque International".  
Date \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SICOMUR

Le Conseil, réuni le mercredi 17 mars 1982, a examiné et arrêté les comptes de l'exercice 1981.

Au cours de l'année 1981 :

- Trente opérations nouvelles de crédit-bail immobilier ont été conclues représentant un investissement de 88 234 000 F HT. Le volume global des engagements de la société s'élève à 498 739 000 F HT répartis en :
- Trente opérations de location simple pour un montant de 117 743 000 F HT.
- Six opérations de location de crédit-bail immobilier pour un montant de 380 996 000 F HT.

Les recettes HT se sont élevées à 67 667 000 F contre 51 272 000 F en 1980 (soit + 32 %).

Le bénéfice net de l'exercice 1981 s'élève à 18 515 000 F soit 21,15 F par action.

Au vu de ces résultats, le conseil a décidé de mettre en distribution un dividende de 14 087 500 F en 1982, soit un dividende unitaire de 16,10 F majoré d'un avoir fiscal de 0,70 F formant un dividende global de 16,80 F contre 15,63 F (dividende global) l'an dernier (+ 7,48 %).

Ces résultats seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires convoquée le 14 mai 1982 afin que le dividende soit mis en paiement à compter du 1<sup>er</sup> juin 1982 sur présentation du coupon n° 13.

## ACTIBAIL

Le conseil d'administration, dans sa séance du 17 mars 1982, a arrêté les comptes de l'exercice 1981.

Il a constaté que vingt opérations nouvelles (dont dix-neuf en crédit-bail immobilier) représentant 117 millions de francs HT, ont été conclues en 1981, ce qui porte, compte tenu d'une cession et des réajustements sur engagements antérieurs, le volume global des engagements au 31 décembre 1981 à 542 050 000 F HT contre 404 155 000 F HT un an auparavant (soit + 34 %).

Les recettes HT de l'exercice se sont élevées à 74 181 924,41 F contre 58 077 394,68 F en 1980 (soit + 27,7 %).

Le résultat net de l'exercice s'élève à 20 179 465,11 F contre 23 448 106,55 F en 1980.

Cette baisse apparente du résultat net est due à la moindre importance en 1981 des éléments exceptionnels du compte de pertes et profits (+ 2 924 000 F contre 7 156 000 F en 1980), tandis que l'amélioration des conditions générales d'exploitation se reflète dans le résultat d'exploitation qui atteint 20 470 639,61 F contre 19 868 106,55 F au 31 décembre 1980.

Le conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires convoquée pour le 14 mai 1982, la mise en distribution d'un dividende unitaire de 17,20 F majoré d'un avoir fiscal de 1,30 F soit un dividende global de 18,50 F contre 16 F en 1980 (l'importance de cet avoir fiscal trouve essentiellement son origine dans les produits financiers taxables). Ce dividende sera mis en paiement le 1<sup>er</sup> juin 1982.

## UGIMO

Le conseil d'administration s'est réuni le 18 mars 1982 pour arrêter les comptes de l'exercice 1981 et prendre connaissance du compte rendu d'activité de la société.

Les résultats traduisent une progression sensible de l'ensemble des recettes.

Les travaux d'occupation des immeubles d'habitation ont été terminés à 100 % et il en est maintenant de même pour les bureaux, la location de Créteil étant complètement achevée.

Les recettes locatives sont passées en 1981 de 30 103 000 F à 36 776 000 F tandis que les indemnités compensatoires dues par l'Etat s'élevaient à 1 759 000 F à 2 620 000 F.

Après affectation de 6 335 900 F aux comptes d'amortissement et de provisions, le bénéfice net s'élevait à 41 750 000 F contre 35 305 000 F en 1980.

Le Conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 18 juin 1982, la distribution d'un dividende de 14,50 F par action contre 12,50 F en 1980.



## BANQUE TRANSATLANTIQUE

Dans sa séance du 23 mars 1982, le conseil d'administration de la Banque Transatlantique, réuni sous la présidence de M. Philippe Aymard, a examiné les comptes de l'exercice 1981 qui font ressortir un bénéfice net de 13 667 610,23 F (comportant 1 581 351,90 F de plus-values nettes à long terme à porter à la réserve spéciale) contre 9 705 925,55 F pour l'exercice précédent.

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 10 mai prochain de distribuer un dividende de 10,50 F par action (l'impôt déjà versé au Trésor étant de 5,25 F contre 9 F l'année précédente (l'impôt déjà versé au Trésor étant de 4,50 F)). La distribution totale s'appliquant à un capital porté, au cours d'exercice, de 37 500 000 F à 38 255 325 F s'élèvera à 3 555 745,50 F contre 4 500 000 F l'an dernier, soit une progression de 19,02 %.

## BP THE BRITISH PETROLEUM COMPANY p.l.c.

**DIVIDENDE**

	1981	1980
(par action ord. de 25 pence nom.)		
14,06 pence	14,06 pence	
20,25 pence	20,25 pence	

**RAPPORT ANNUEL**

Des exemplaires du rapport annuel et des comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 1981, et comprenant le bilan consolidé et les résultats de The British Petroleum Company p.l.c. et de ses filiales pourront être obtenus gratuitement au siège social des établissements suivants :

- Banque nationale de Paris ;
- Credit lyonnais ;
- Société générale ;
- Credit commercial de France ;
- Credit industriel et commercial ;
- Banque de Paris et des Pays-Bas ;
- Banque de l'Union européenne.

**CONVOCACTION A L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE**

Avis est ici donné que la soixante-treizième assemblée générale annuelle de The British Petroleum Company p.l.c. se tiendra au Centre Barbican, Suite 300, London EC2Y 8BS, le jeudi 6 mai 1982, à 11 h. 30.

Pour le conseil d'administration : J.E. WEDGEBURY, secrétaire.

(Publicité)

**GROUPEMENT PROFESSIONNEL NATIONAL DE L'INFORMATIQUE (G.P.N.I.)**

CHAMBRE SYNDICALE DES SOCIÉTÉS DE SERVICES ET DE CONSEIL EN INFORMATIQUE (cf. doc. joint)

JOURNÉES NATIONALES D'ÉTUDES DES S.S.C.I.

Avec la participation de :

- M. René BERNASCONI, Président de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises.
- M. Bernard LORIMY, Président de l'Agence de l'Informatique.
- M. Pierre LE BAUD, Président de l'Union Nationale des Prestataires de Services.

1<sup>er</sup> - 2 AVRIL 1982 - PALAIS DES CONGRÈS - PARIS

Renseignements et inscriptions : 824-65-59

pâques anglais intensif été

**UNIVERSITÉ ANGLAISE**

DE VRAIES ÉCOLES DE LANGUES, 36 Rue de Chezy 92200 Neuilly Tél. 637.35.88

**Banco Ambrosiano**

Via Clerici, 2 - 20121 Milan (Italie)

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 10 courant, a examiné les résultats de l'exercice 1981 et approuvé le projet de bilan qui sera soumis à l'assemblée générale des actionnaires.

Les brillants résultats obtenus peuvent se résumer comme suit :

	1981	1980	%
Total des dépôts	Lit. 6.644,1 milliards (US\$ 5.536,8 millions)*	Lit. 5.766,4 milliards	+ 15,2
Bénéfice net de l'exercice	Lit. 43,4 milliards (US\$ 36,2 millions)*	Lit. 13,5 milliards	+ 221,4
Fonds propres (après répartition suivant les propositions du Conseil)	Lit. 516 milliards (US\$ 430 millions)*	Lit. 207 milliards	+ 149,2

Le Conseil a enfin constaté que le total des bilans des sociétés du groupe a atteint le chiffre de Lit. 24.536 milliards (US\$ 20.446,7 millions)\* contre Lit. 19.642 milliards à la fin des exercices précédents (+ 25%).

L'assemblée générale du Banco Ambrosiano sera convoquée pour le 16/17 avril 1982.

Milan, Mars 1982

\* taux de change Dollar/Lire au 31.12.1981

**Trade Development Bank (France) S.A.**

20, place Vendôme, 75001 Paris, tél. 260.38.64

**EMPRUNT A TAUX VARIABLE DE 50.000.000 F**

Prix d'émission : le pair, soit 2.000 F par obligation

Jouissance : 22 avril 1982

Intérêt :

- Variable et payable semestriellement les 22 avril et 22 octobre de chaque année.
- 1<sup>er</sup> coupon, 171 F (correspondant à un taux annuel de 17,1%) payable le 22 octobre 1982.
- Coupons semestriels suivants, taux égal à la moyenne des taux de rendement à l'émission des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés.
- Taux minimum garanti : 11% l'an.

Durée : 8 ans.

Amortissement : au pair, en totalité, le 22 avril 1990.

Cotation : Bourse de Paris.

Souscriptions

Paluel-Marmont Merrill Lynch S.A. Société Bancaire de Paris

24 et 26, rue Murelle, 75008 Paris

Une Note d'Information, qui a reçu le visa n° 82-33 en date du 16 mars 1982 de la C.O.R., est mise à la disposition du public. BALO, du 22 mars 1982.

**ROCHEFORTAISE S.A.**

S.S. : 11, rue de Grenelle, 75007 Paris

Dans une lettre qu'il vient d'adresser aux actionnaires, Pierre Maurel, président-directeur général de Rochefortaise S.A., a donné des informations sur le marché du groupe pendant l'exercice 1981.

La mauvaise conjonction du deuxième semestre 1980 qui avait fortement marqué la Compagnie française du Meuble, la plus importante filiale de Rochefortaise S.A., s'est aggravée pendant les neuf premiers mois de 1981 et le chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble des sociétés de ce secteur a été sensiblement inférieur aux prévisions.

La conjonction de la sous-activité des usines et des dépenses liées à la restructuration va engendrer pour l'exercice, dans cette division, une perte substantielle. Il en résulte, au niveau de la consolidation du groupe, un résultat déficitaire et nous avons conscience des efforts à faire pour redresser rapidement la situation.

Il convient cependant de remarquer que l'application du programme de restructuration mis en œuvre commence à porter ses fruits, et, compte tenu de l'évolution satisfaisante du carnet de commandes, on peut espérer que l'exercice 1982 permettra à l'exploitation du secteur meuble d'atteindre un point d'équilibre.

Les chiffres d'affaires de Joudinaud, de la Société des plastiques Brenex (avec sa filiale la Sobepa) et de Circular Distributors France (avec sa filiale Circular Distributors Nord) sont en augmentation.

A Madagascar, une sous-activité de près de trois mois, due au manque de matières premières dans nos brasseries et usines de boiseries gasconnes, a affecté le chiffre d'affaires, qui accuse une régression de 15 %.

Seule, Melvino, filiale des Brasseries Star Madagascar, grâce au développement de produits locaux et principalement le rhum, progresse fortement.

Le Société Rochefortaise par ailleurs a continué ses activités de services à caractère industriel, commercial et de gestion dont la rentabilité ne sera pas différente de celle de l'exercice passé.

Nous devons malheureusement constater que les graves difficultés auxquelles se trouve confrontée l'économie malgache entraînant un véritable blocage financier qui ne nous a pas permis d'encaisser la moindre somme sur les dividendes arriérés dont certains remontent à 1976. Nous rencontrons aussi des problèmes pour le transfert des sommes dues au titre de l'assistance technique. Nous ne négligeons cependant aucun effort pour obtenir un déblocage de cette situation auprès de la nouvelle équipe ministérielle qui s'emploie activement au redressement de la situation économique à Madagascar et en laquelle nous avons toute confiance.

(Publicité)

**SUPPLÉMENT EXCLUSIF**

**LA FRANCE ET LE MONDE ARABE**

Le quotidien AL ANBA, publié au Koweït ; tirage : 100 000 exemplaires, premier journal dans les pays du Golfe arabe et l'Arabie Saoudite, édite un supplément « Spécial France » le 27 AVRIL 1982.

Pour tous détails, contacter :

C.M.L./HAVAS (régisseur exclusif) : 64, rue La Boétie — 75008 PARIS (France) Tél. : 563-12-66 - Téléc. : 640577 HAVCOMI

AL ANBA, P.O. Box 23915, Safat, KOWEIT Tél. : 830322/831081 - Téléc. : 22622 ANBA

## MARCHÉS FINANCIERS

Table with multiple columns showing financial market data, including various indices and prices.

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**MODIFICATION A LA PRESENTATION DE**

Table with multiple columns showing company information and financial data.

Table with multiple columns showing financial market data, including various indices and prices.



## 23 MARS

VALENTIN	Cours	Dernier
----------	-------	---------

	VALORES	porc.	coms
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			
20			
21			
22			
23			
24			
25			
26			
27			
28			
29			
30			
31			
32			
33			
34			
35			
36			
37			
38			
39			
40			
41			
42			
43			
44			
45			
46			
47			
48			
49			
50			
51			
52			
53			
54			
55			
56			
57			
58			
59			
60			
61			
62			
63			
64			
65			
66			
67			
68			
69			
70			
71			
72			
73			
74			
75			
76			
77			
78			
79			
80			
81			
82			
83			
84			
85			
86			
87			
88			
89			
90			
91			
92			
93			
94			
95			
96			
97			
98			
99			
100			

Voyer S.A. ....	1 50	
Horizonte NV .....	422	427 50
S.K.F.(Applic. medic.)	62	.....

23/3	Ernst & Young Frais analyse	Pacheco net
------	-----------------------------------	----------------

SICAV		
Actions France ....	157 25	150 12
Actions-Investisse.	177 82	169 76
Actions effectives	210 85	201 38

Agfina	242.30	231.34
A.G.F. 5000	195.78	177.36
Agfina	287.49	255.38
Agfina	198.73	178.25
A.L.T.O.	155.45	135.45
Aurion-Garita	303.90	280.50
Rosco-Invest	202.26	193.37
C.I.P.	598.81	561.92
Comerzio	141.43	182.75
Cometa	642.61	613.47
Credit	232.02	222.45
Crisol, Immobil.	223.83	213.68
Croco-France	184.43	175.07
Croco-Invest	398	380.91
Energie	175.94	167.98
Energie-Croco	865.64	816.74
Energie-Indust.	816.74	508.04
Energie-Intar	413.18	394.44
Energie-Obli.	152.05	145.18
Energie-Unit	252.52	221.62
Energie-Unit	262.52	241.80

Financière Privée	541 80	517 04
Fondier Investiss.	431 36	411 80
France-Garanti	222 37	218 01
France-Investiss.	281 13	249 28
Fr.-Obt. (assur.)	339 87	302 45
Francis	174 82	185 89
Fructidor	176 06	168 06
Fructifiance	317 31	302 92
Gestiss. Mobilière	383 65	376 80
Gest. Randonnée	336 26	378 29
Gest. Sûr. France	258 93	248 14
I.M.S.I.	247 43	236 21
Inde-Suez, Valeurs	388 61	371 94
Interbûche	663 45	656 41

[illegible]

Pacific St-Honoré . . .	278 44	283 90
Parthas Gesteon . . .	328 01	313 14

Pacific St. Honoré	276.44	283.80
Parthenon	328.01	313.14
Pierre Investire	296.58	283.11
Pyramide Expres.	456.69	436.96
Sar, Mobilite	320.04	305.53
Silicon Invest	10378.38	10362.11
Silicon, Mobil. Div.	219.21	209.27
S.P.I. Privet	159.73	152.49
Selection-Rendim.	144.93	136.36
Select. Val. Franc.	162.76	145.63
S.P.I. Ir. et det.	203.23	261.33
Stoneworm	320.72	306.18
Stim 5000	152.68	146.66
S.T. Est	698.32	693.20
Stevance	241.50	230.55

Pacifique St-Honore	276.44	283.80
Parsons Gasfin	328.01	313.14
Pierre Investisse	298.58	283.11
Rothschild Exposé	458.89	435.98
S&L Mobilite	320.04	305.63
S&L court terme	10378.78	10302.11
Sicel Mobil. Div.	219.21	209.27
S.P.I. Primeur	159.73	152.49
Sélection-Random	144.90	138.36
Sélect. Val. Franc.	162.76	145.83
S.F.I. Ir. et dév.	253.17	251.33
Sociétécom	320.72	306.18
Stear 5000	152.58	145.66
S.T. Est	686.32	685.20
Stevens	241.50	230.55
Stiven	204.51	195.24
Stimoteam	166.03	158.50
Stimoteam	206.23	195.68
S.T.C.	498.93	486.57

S.M.L. ....	639 98	668 24
Sabinvest .....	290 58	277 38

Sogepayne	272 37	290 02
Sogest	524 90	500 87
Soginter	679 91	649 08
Solai Invest.	328 09	313 21
U.A.P. Invest.	226 31	218 06
Unifrance	184 82	178 44
Unifrance	481 96	440 73

Sogipet	272.37	280.02
Sogefar	524.66	500.87
Soginter	679.91	649.08
Solair Invest.	328.08	313.21
S.I.A.P. Invest.	228.31	218.06
Unifrance	194.82	178.44
Unifrance	481.98	440.73
Unigestion	390.58	372.87
Uni-Japan	568.42	542.64
Univerte	1411.48	1365.07
Univer	10689.80	10689.80

Sopranos	272.37	280.02
Soprano	524.66	500.87
Soprano	679.91	649.08
Social Investment	328.08	313.21
U.A.P. Investment	226.31	218.06
Utilities	184.82	178.44
Unifrench	461.86	440.73
Unigaz	390.58	372.37
Uni-Japan	569.42	542.64
Univers	1411.48	1365.07
Univ	10689.80	10689.80
Vietnam	253.38	241.87
Vietnam	803072	102969
Worship Investment	463.12	432.57

Sopapenne	272,37	280,02
Soupe	524,66	500,87
Souvenir	679,91	649,08
Social Invest.	328,08	313,21
U.A.P. Invest.	226,31	216,06
Unifrance	184,82	176,44
Unifrance	461,86	440,73
Unigestion	380,58	372,37
Un-Japan	568,42	542,64
Univesta	1411,48	1365,07
Univer	10689,80	10689,80
Valepar	253,38	241,87
Valepar	103072	102696
Worona Invest.	463,12	432,67

ture, la cotation des valeurs ayant  
h. 15 et 14 h. 30. Pour cette  
de derniers cours du week-end.

ture, la cotation des valeurs ayant  
h. 15 et 14 h. 30. Pour cette  
dernière cote de l'après-midi

1. DATE \_\_\_\_\_

**LA FRANCE  
ET LE  
MONDE ARABE**



